REVUE
DE
SCIENCE CRIMINELLE
ET DE
DROIT PÉNAL COMPARÉ

publiée sous les auspices du
CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ

avec la collaboration de
L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE et de **L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ**
de l'Université de Paris

et avec le concours du
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vingt ans d'application de la loi de Défense sociale¹

par Paul CORNIL

*Secrétaire général du Ministère de la Justice de Belgique,
Président de l'Association internationale de droit pénal,
Professeur à l'Université de Bruxelles.*

« Quand la sagesse a fait faire quelque sottise à un
« homme, il l'attribue aussitôt à la folie et se met à
« l'abri du châtimeut sous la protection de cette déesse ».

ERASME, « *L'éloge de la Folie* »

La loi belge de défense sociale du 9 avril 1930, à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1931, soit depuis près de vingt-quatre ans. Malheureusement, pendant une dizaine d'années, l'application de la loi a été influencée par la guerre et l'après-guerre. Sous l'occupation, le fonctionnement de la justice répressive a subi des perturbations profondes, et le nombre des cas d'application de la loi de défense sociale descendit nettement au-dessous de la moyenne des années précédentes.

Par contre, depuis la libération du pays jusqu'en 1949, le chiffre des internements de délinquants anormaux a été grossi par l'application de cette mesure à des inculpés de collaboration avec l'ennemi. C'est sans doute la raison pour laquelle, pendant ces années, il a dépassé la moyenne de l'avant-guerre. Depuis 1950, la situation semble redevenue normale².

Faute de temps, je limiterai mon exposé à la première partie de

1. Conférence faite à l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, le 17 décembre 1954.

2. Les données statistiques citées dans cet exposé ont été recueillies grâce à l'obligeante assistance de M. J. JANSSEN, membre du Bureau d'Etudes de l'administration des prisons, par le personnel administratif des établissements de D. S. de Tournai, de Rekem et de Merxplas, ainsi que par le secrétariat des commissions des annexes psychiatriques de Bruxelles et d'Anvers.

la loi : celle qui vise les délinquants anormaux. C'est d'ailleurs celle qui a suscité le plus de controverses. La deuxième partie de la loi, qui crée une mesure de sûreté à l'égard des délinquants d'habitude mériterait un exposé spécial. Peut-être est-ce dans le désir de revenir un jour encore à cette tribune que j'en réserve aujourd'hui l'analyse.

Lorsque mon ami, le conseiller Ancel, m'a demandé de traiter ce sujet, j'ai accepté, parce qu'on lui refuse difficilement ce qu'il demande si aimablement, mais aussi parce que j'y voyais le moyen de chercher à préciser mon appréciation de la valeur de cette loi, à la mise en œuvre de laquelle j'ai collaboré pendant plusieurs années, lors de son adoption, mais dont j'ai été éloigné ensuite par d'autres tâches.

Au cours des années, les milieux judiciaires et l'opinion publique belges se sont accoutumés progressivement à l'existence de cette loi, qui avait innové profondément. Il est permis de se demander cependant si elle a répondu à l'attente de ses auteurs.

Qu'est-ce qu'une bonne loi pénale ? Question que je me suis posée avant de porter un jugement de valeur sur la loi de 1930. Je crois pouvoir dire qu'une bonne loi pénale est celle qui, appliquée selon le vœu du législateur, ne suscite de critiques justifiées, ni de la part de l'opinion publique éclairée, ni de la part des délinquants qui y sont soumis. En somme, les meilleures lois pénales sont celles dont on parle le moins, tout en les appliquant avec modération.

Un second critère de la qualité d'une loi pénale est celui de son efficacité : elle se juge par la statistique de ses succès individuels.

Je suis arrivé à la conviction, que je vais essayer de vous faire partager, que la loi belge de défense sociale est, dans l'ensemble, une bonne loi pénale qui doit être mise au point à la lumière de l'expérience acquise, mais sans y apporter de changements fondamentaux.

Elle a provoqué des critiques, surtout pendant les premières années de son existence, mais en sens divers. Les uns la trouvaient trop sévère, dangereuse pour la liberté individuelle, parce qu'elle livrait le délinquant à l'arbitraire du médecin psychiatre. D'autres, au contraire, estimaient qu'elle ne protégeait pas assez la société, en permettant des libérations trop rapides de délinquants dangereux. Il se peut que la vérité se trouve au milieu. Par ailleurs, les statistiques de récidive des internés libérés, bien qu'imparfaites, sont néanmoins fort encourageantes.

* * *

Pour la clarté de mon exposé, je rappelle, en les commentant au passage, les lignes essentielles de la loi. Le législateur est intervenu pour combler une double lacune de la répression :

1^o l'acquittement des inculpés en état de démence, qui bénéficiaient d'une cause de justification et qui étaient placés dans un établissement pour malades mentaux, sans que des mesures efficaces soient prises pour empêcher une libération prématurée ;

2^o la condamnation à une peine de courte durée des inculpés dont une maladie mentale diminuait la responsabilité.

La loi de 1930 a créé une mesure d'internement de longue durée, tant pour les déments que pour les condamnés dont la responsabilité est fortement atténuée. C'est après de vives discussions que le législateur belge a adopté la formule de l'article 1^{er} de la loi, qui définit les maladies mentales justifiant l'application de la nouvelle mesure. On y comprend l'état de démence, notion classique qui fut admise sans difficulté, mais on y ajoute l'« état grave de déséquilibre mental » ou de « débilite mentale rendant l'inculpé incapable du contrôle de ses actions ».

Ces deux dernières catégories de malades mentaux n'ont pas été admises aussi facilement par le législateur. Un député médecin, le docteur Brutsaert, estimait que la notion de démence devait seule être visée, car, disait-il, « la notion de démence est assez large pour comprendre tous les cas pathologiques »¹. Le ministre Janson s'opposa à cet amendement qui, selon lui, réduirait considérablement le champ d'application de la loi.

On maintint donc les deux notions de « déséquilibre mental » et de « débilite mentale ». La première fut définie comme étant « l'état de celui qui a perdu passagèrement le contrôle de ses actions »². La débilite mentale avait été décrite par le docteur Louis Vervaeck : « La débilite d'esprit se reconnaît à la pauvreté du jugement, à la « puérité du raisonnement, au manque de sens critique et à la « difficulté d'abstraction »³.

Pour éviter une application trop étendue de la loi, on ajouta deux précisions :

1. V. *Annales parlementaires*, Chambre, session 1927-1928, p. 78 et s.

2. V. Rapport Soudan, Chambre, session 1926-1927, n^o 211.

3. *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1926, p. 1002.

1° il faut qu'il s'agisse d'un état *grave* de déséquilibre mental ou de débilité mentale ;

2° cet état doit être tel qu'il rende l'inculpé « incapable du contrôle de ses actions » (loi du 9 avril 1930, art. 1^{er}).

On peut trouver cette double précision excessive. L'incapacité du contrôle des actions, notion qui, prise littéralement, équivaudrait à une irresponsabilité totale, rendrait superflu le qualificatif « grave ».

Cette définition des anormaux, inscrite à l'article 1^{er} de la loi belge, est sans doute imparfaite. On a souligné son absence de logique, et certains psychiatres ont déclaré que les notions de « déséquilibre mental » et de « débilité mentale » ne correspondent pas aux conceptions scientifiques modernes.

Malgré ce luxe de précautions prises par le législateur pour qualifier l'anormalité mentale, l'accord s'est fait sur la possibilité d'appliquer cette disposition aux anormaux dont la responsabilité est très largement atténuée (plus de 50 % selon le docteur Vervaeck, qui ajoute qu'une telle estimation arithmétique n'a qu'une valeur d'interprétation¹). On suppose donc l'existence d'une responsabilité partielle chez certains anormaux relevant de cette loi, ce qui permet, même avant la loi du 16 avril 1935 qui régla leur responsabilité civile, de les condamner à la réparation du dommage sur le pied de l'article 1382 du Code civil².

Je ne suis pas enclin à entamer une discussion sur les mérites et les défauts de la définition belge de l'anormalité mentale. Un texte légal acquiert à l'usage une signification déterminée, qui peut varier selon les époques. Cela est particulièrement vrai d'un texte qui incorpore au droit une notion médicale. La portée du terme « démence » a changé avec l'évolution de la psychiatrie, et pourtant les tribunaux s'en sont servis sans trop de difficulté pour admettre ou rejeter la cause de justification qui en résulte. De la même façon, les expressions « déséquilibre mental » et « débilité mentale » semblent avoir déjà acquis un contenu déterminé, après quelques années d'application de la loi.

Comme en toute matière soumise aux experts, il subsiste des divergences d'appréciation entre les psychiatres chargés des exa-

1. V. L. VERVAECK, « Les questions discutables de l'application de la loi belge de défense sociale », *L'Ecrou*, 1936.

2. V. Rapport de la commission chargée d'étudier la réforme de la loi du 9 avril 1930, *Revue de droit pénal*, 1940-1946, p. 217.

mens mentaux, et aussi entre les magistrats qui ont à juger ces affaires. Mais cette diversité d'interprétation est inévitable, quel que soit le soin avec lequel on rédige le texte de la loi.

Pour faciliter le dépistage de la maladie mentale chez l'inculpé, la loi a institué la mise en observation dans une annexe psychiatrique d'une maison d'arrêt. L'inculpé y est étudié, tant par le personnel de l'annexe que par le médecin chargé de l'expertise mentale. Cette décision de mise en observation, prise par la juridiction d'instruction, se substitue en quelque sorte à la détention préventive, puisque les mêmes conditions légales sont requises pour son application. Ce n'est donc pas une restriction plus importante de la liberté individuelle, mais il faut y voir surtout une amélioration des conditions dans lesquelles l'expertise mentale se réalisera.

La mise en observation n'est cependant pas un préliminaire obligatoire de l'internement d'un inculpé. Une expertise mentale faite sans mise en observation peut être suivie d'une décision d'internement.

Pendant que se fait l'examen mental, l'instruction judiciaire suit son cours parallèlement. Après la clôture de l'instruction, l'affaire est soumise à la Chambre du conseil, juridiction d'instruction qui, selon la loi belge, a pour mission normale de contrôler la détention préventive et d'apprécier ensuite s'il existe des charges suffisantes pour renvoyer l'inculpé devant le tribunal correctionnel.

C'est ici qu'intervient une importante modification de procédure, introduite par la loi de 1930. Lorsqu'un inculpé comparait devant la Chambre du conseil et qu'il fait l'objet d'un rapport d'expertise mentale concluant à l'application de la loi de défense sociale, cette juridiction d'instruction peut se muer en juridiction de jugement. Si elle estime que les faits sont établis et que l'anormalité mentale est suffisamment démontrée, elle peut décider elle-même l'internement dans un établissement de défense sociale.

La procédure se déroule à huis clos, dans le but d'éviter à un délinquant anormal mental une publicité gênante. Cependant, si l'inculpé ou son conseil le demande, la juridiction d'instruction entend les témoins et ordonne la publicité des débats (art. 9 de la loi).

Il est tout à fait exceptionnel que la publicité soit demandée, mais il arrive, très rarement d'ailleurs, qu'à la suggestion même du Parquet, la défense demande de faire citer des témoins devant la Chambre du conseil. L'opinion a été émise qu'il eût été préférable

de renverser la présomption et de ne décider le huis clos qu'à la demande de l'inculpé¹. Et il est possible que, surtout dans les premières années d'application de la loi, la discrétion de ces décisions prises en Chambre du conseil ait permis à certaines légendes de se développer, sans pouvoir être contrôlées par l'opinion publique.

Il faut reconnaître pourtant que cette procédure exceptionnelle d'internement prononcé par la juridiction d'instruction s'applique aujourd'hui très fréquemment et sans difficulté apparente. Au cours de l'année 1950, 331 décisions d'internement ont été prises par des juridictions d'instruction et 61 seulement par les juridictions de jugement.

Le tribunal correctionnel, la Cour d'appel et même la Cour d'assises peuvent, en effet, décider également la mesure d'internement, et il est vraisemblable que, dans les cas douteux, lorsque l'anormalité mentale ou la culpabilité de l'inculpé ne paraît pas clairement établie, la juridiction d'instruction se garde bien de statuer et renvoie l'affaire devant la juridiction de jugement qui, mieux éclairée, prononce soit l'internement, soit la condamnation.

A ce propos, on a remarqué, et non sans raison, que le jury d'assises qui, en Belgique, délibère seul sur la question de culpabilité, est singulièrement incompétent pour apprécier le rapport d'expertise mentale et décider si l'accusé doit tomber sous l'application de la loi de défense sociale². Nous verrons tout à l'heure deux exemples de verdicts discutables qu'il a rendus en cette matière.

Mais il ne suffit pas qu'un inculpé ait été reconnu coupable et qu'il soit atteint d'une des affections mentales décrites par la loi, pour que la mesure d'internement soit nécessairement décidée. La juridiction doit en outre apprécier si ce délinquant constitue un danger social.

Dès la première année d'application de la loi, la Cour d'appel de Bruxelles le déclara, en refusant de prononcer l'internement d'un escroc dont la culpabilité et l'anormalité mentale étaient établies. Elle prononça l'acquiescement en raison de l'anormalité mentale et elle motiva son refus de décider l'internement de la façon suivante : « Le danger social consistant dans l'éventualité d'une « récidive et d'une perpétration de nouveaux délits, n'est pas suffi-

1. V. LÉON CORNIL, « Les avocats et la loi de défense sociale », *Revue de droit pénal*, 1932, p. 22.

2. V. BUFFELAN, « La réforme pénitentiaire en Belgique et la loi de défense sociale », *Sirey*, 1930, p. 239.

« samment caractérisée et ne comporte pas la nécessité de la mesure « de sûreté »¹.

On se demande sur quels éléments d'information la juridiction peut se fonder pour apprécier l'absence de danger. Elle s'est probablement laissé guider par cette impression favorable produite par le dossier et par la comparution de l'inculpé à l'audience, qui incite un tribunal à accorder le sursis. Et il est permis de supposer qu'une décision comme celle que je viens de citer s'explique par le fait que la loi de 1930 n'a pas donné aux juridictions le pouvoir d'accorder le sursis à l'internement.

La durée de l'internement, qui est de cinq, dix ou quinze ans, est déterminée selon la loi, par la gravité de l'infraction commise (art. 19). En fait, cette durée est tout à fait indéterminée, puisque tout interné peut être remis immédiatement en liberté. Mais il peut aussi être privé de liberté à perpétuité, quelle que soit la gravité du crime ou du délit dont il a été déclaré coupable.

Voici comment les choses se passent. Lorsque la décision d'internement est devenue définitive, l'exécution de la mesure est confiée à une commission spéciale, dite Commission de l'annexe psychiatrique, composée d'un magistrat qui la préside, d'un médecin psychiatre et d'un avocat (art. 13 de la loi). Cette composition me paraît heureuse. Le magistrat arbitre l'opposition de tendances qui se manifeste entre la formation scientifique du psychiatre et la formation juridique de l'avocat. Au surplus, l'avocat sera tenté, par sa profession même, de se faire le défenseur de la liberté individuelle et de ne pas prolonger l'exécution de l'internement au delà de ce qui paraît nécessaire. Le procureur du roi siège à la commission et donne son avis, mais il n'y a pas voix délibérative.

Cette commission a des pouvoirs très étendus. Elle choisit l'établissement où l'internement aura lieu, mais elle peut aussi, et sans recours possible, décider la libération dès la première comparution. Certaines commissions ne se font pas faute d'user de ce pouvoir. L'une d'entre elles a libéré, dès la première comparution, plus d'un tiers des internés dont elle a eu à s'occuper au cours des vingt premières années d'application de la loi (597 cas sur 1.538). Une autre commission, pendant le même espace de temps, a libéré immédiatement dans 7 % environ des cas (132 sur 1.802).

1. Bruxelles, *Chambre mis. acc.*, 20 oct. 1931, *Revue de droit pénal*, 1931, p. 1121 et s. ; dans le même sens : *Cassation belge*, 26 fév. 1934, *Revue de droit pénal*, 1934, p. 272 et s.

Les résultats de ces expériences sont particulièrement encourageants. A la première de ces commissions, 18% seulement de ces libérés ont été réintégrés ultérieurement pour subir l'internement. Moins de la moitié de ces réintégrations ont été décidées à la suite de nouvelles infractions. Les autres ont été motivées, soit par la non-observation des conditions imposées, soit par l'aggravation de l'état mental, soit enfin, dans quelques cas exceptionnels, par la demande de l'intéressé qui n'apercevait plus d'autre solution que de solliciter lui-même son placement dans un établissement.

Ajoutons que certaines commissions ne font que rarement usage de cette faculté de libérer immédiatement ; et ceci met en relief ce qui me paraît être une anomalie dans l'application de la loi : la différence considérable entre la jurisprudence suivie par les huit commissions, sans qu'il soit possible d'y remédier par un recours quelconque à une instance supérieure.

Dans les cas, et ce sont les plus fréquents, où la commission n'accorde pas ce sursis immédiat à l'internement, elle conserve le droit de libérer à tout moment, à l'essai ou à titre définitif. L'interné peut demander à comparaître devant la commission, mais si sa demande est rejetée, il ne peut la renouveler avant six mois (art. 18).

Pour éviter autant que possible le déplacement des internés, de l'établissement vers les annexes psychiatriques, les principales commissions se rendent périodiquement aux établissements de défense sociale et y entendent les internés sur place. Bien que le pays soit peu étendu, cela ne se fait pas sans difficulté. L'inculpé a le droit d'être assisté d'un conseil devant la commission. Comme on ne peut exiger que l'avocat se rende à l'établissement avec la commission, celle-ci, après avoir entendu l'interné, remet sa décision à la séance suivante, tenue au siège de l'annexe psychiatrique. Elle peut entendre l'avocat, à ce moment, avant de se prononcer.

L'intervention de l'avocat devant les commissions des annexes psychiatriques pose pour lui des problèmes particulièrement délicats. On a estimé, en effet, qu'il pourrait être nuisible de donner connaissance à un interné de tous les rapports psychiatriques qui concernent son état. Certains documents sont soumis à la commission sans être versés au dossier. Ils sont pourtant portés à la connaissance du conseil, mais celui-ci est invité à ne pas les communiquer à l'inculpé, ni à ses parents.

Lorsque l'avocat estime que certains de ces éléments confidentiels

pourraient être contredits par son client, il demande au président de la commission de les verser au dossier et si le président n'est pas de cet avis, l'avocat en réfère à son bâtonnier. Telle est la réglementation qui vient d'être adoptée par une circulaire du bâtonnier de Bruxelles¹.

Remarquons que cette façon de procéder amène l'avocat à prendre personnellement des décisions sur la base de renseignements qui n'ont pas été communiqués à son client. Son intervention se place donc sur un plan supérieur et doit être inspirée avant tout par l'intérêt général. Cette conception soulève de graves problèmes que je n'ai pas le loisir d'envisager ici et qui ont notamment été discutés au cycle d'études de Bruxelles, sur l'examen médico-psychologique et social des délinquants.

Quels sont les critères que les commissions appliquent pour décider ou refuser la mise en liberté ? Comme leurs décisions ne sont pas motivées, nous en sommes réduits aux conjectures et aux opinions individuelles émises par des membres de ces commissions².

Le texte de la loi met l'accent sur l'évolution de la maladie mentale, puisqu'il déclare : « Lorsque l'état mental de l'interné est suffisamment amendé pour qu'il y ait lieu de croire qu'il ne constitue plus un danger social, la commission ordonne sa mise en liberté » (art. 20).

En réalité, comme la juridiction qui décide l'internement, la commission doit également tenir compte d'autres éléments. Elle entend le rapport du psychiatre de l'établissement de défense sociale, mais celui-ci ne borne pas ses considérations à décrire l'évolution de l'état mental, qui est parfois fort peu susceptible de s'améliorer, notamment lorsqu'il s'agit d'un cas de débilité mentale. Le médecin se préoccupe aussi des conditions de reclassement, qui peuvent être étudiées par l'auxiliaire social attaché à la commission. Cela revient à dire que, pour écarter ou rejeter une demande de libération, la commission doit tenir compte d'un ensemble d'éléments qui dépassent largement le cadre de la science psychiatrique pure.

Doit-elle, en outre, se préoccuper de la gravité de l'infraction qui a été commise ? Ici, deux attitudes sont possibles : les uns ne retiennent la gravité de l'infraction que dans la mesure où celle-ci indiquerait un danger de récidive ; d'autres, plus classiques, estiment

1. Circulaire du 25 mars 1954.

2. V. H. GEVERS, « L'application de la loi de défense sociale par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques », *Revue de droit pénal*, 1936, p. 204 à 215.

que la gravité du crime ou du délit justifie, *a priori*, un internement d'une certaine durée, et ils réintroduisent ainsi la notion de peine au sein d'une mesure de sûreté essentiellement thérapeutique.

Les décisions de libérations à l'essai sont accompagnées de conditions spéciales.

Le plus souvent, le libéré est confié à la tutelle d'une personne ou d'un organisme qui cherche à lui faire respecter ces prescriptions. Si le libéré enfreint les conditions mises à sa sortie de l'établissement, il comparaît devant la commission qui peut l'admonester, modifier les conditions imposées ou décider sa réintégration à l'établissement de défense sociale.

Dans l'ensemble, les commissions font un large usage du droit de libérer à l'essai. A la fin des cinq premières années d'application de la loi, plus de 57 % des internés avaient déjà été libérés. Après dix ans d'application de la loi, 67 % des 3.673 internés avaient déjà été remis en liberté¹. Ces chiffres n'ont qu'une valeur relative, puisqu'ils visent globalement le sort d'individus dont certains venaient d'être internés au moment où la statistique a été dressée.

La statistique de vingt ans d'application de la loi accuse environ 20 % de révocations des libérations, décidées par les commissions.

Avant de libérer, certaines commissions font transférer l'interné à l'annexe psychiatrique du lieu où il se propose de résider. Il est autorisé à sortir de la prison pendant la journée, pour rechercher du travail. Cette méthode facilite sans doute le reclassement, mais elle présente des inconvénients pratiques qui ont obligé l'administration à en réduire au minimum l'application.

Il arrive qu'une commission tente des essais successifs de libération d'un interné, à des intervalles rapprochés, malgré les échecs subis. C'est un des avantages de la loi que de permettre, sans formalisme, des tentatives de reclassement, lorsque les circonstances paraissent favorables. Ces efforts sont maintes fois couronnés de succès. Mais si la tentative échoue et que le libéré commet de nouvelles infractions, la juridiction saisie lui inflige un nouvel internement, à moins que, rendue sceptique ou impatientée par cette récurrence, elle ne finisse par lui appliquer une peine.

Lorsqu'un interné n'a pas été libéré par la commission avant l'expiration de son terme d'internement, le ministère public peut requérir, devant la juridiction qui avait prononcé l'internement, la

1. V. VANDENBOSSCHE et FETTWEIS, p. 246. *art. cit.*, *infra* p. 199 note 4.

prorogation de celui-ci pendant un nouveau terme de même durée (art. 22 de la loi), et cette prorogation peut elle-même être renouvelée, ce qui fait de l'internement une véritable sentence indéterminée.

Il a été fait un usage très modéré de cette disposition légale. En vingt ans, 137 prorogations ont été décidées, chiffre très peu élevé qui montre bien que la mesure est considérée comme exceptionnelle.

Cependant, il ne faudrait pas s'y tromper. Il existe, en fait, une seconde manière de maintenir un interné dans un établissement. Elle me paraît d'ailleurs présenter de très sérieux inconvénients. La voici.

Au bout de quelques années d'application de la loi, les médecins dirigeant les établissements de défense sociale ont constaté qu'un certain nombre d'internés paraissaient incurables et qu'il n'y avait pas d'intérêt à les maintenir sous le régime de la loi de défense sociale. Sur leur proposition, la commission libère ces malades, mais ils sont maintenus dans un établissement pour malades mentaux, par application de la loi sur l'internement administratif des aliénés non délinquants, mesure que nous appelons en Belgique la « collocation ».

On peut se demander quelle est l'utilité pratique d'une libération purement fictive. Les médecins allèguent notamment l'effet moral produit sur le malade lui-même et sur sa famille, par cette décision qui le libère d'un internement judiciaire. Mais les conséquences de cette mesure sont importantes puisque, dès ce moment, le malade peut être libéré par le médecin de l'asile, sans intervention de l'autorité judiciaire, ni de la commission de l'annexe psychiatrique.

Au cours des années 1950 à 1953, il a été procédé de cette façon à l'égard de 92 internés de l'établissement de défense sociale de Tournai, et 8 d'entre eux ont déjà été remis en liberté.

Il ne faut pas se dissimuler que cette procédure nous ramène indirectement à la situation d'avant la loi, en faisant échapper au contrôle des commissions des anormaux déclarés incurables, mais dont certains sont néanmoins remis en liberté.

Pour terminer cette esquisse du fonctionnement de la loi, il me reste à dire un mot de la façon dont elle s'applique aux condamnés qui sont atteints d'une maladie mentale pendant l'exécution de leur peine.

Avant 1931, le condamné qui était atteint de démence en cours de peine, était interné purement et simplement dans un établisse-

ment pour malades mentaux. Aujourd'hui, la loi organise son passage sous le régime de la défense sociale. Chaque fois qu'un condamné manifeste des symptômes d'une des maladies mentales qui auraient justifié son internement par mesure de défense sociale, il est examiné par le médecin anthropologue de la prison et l'avis de la Commission de l'annexe psychiatrique est demandé. Si elle estime que le condamné est réellement dans un état qui motiverait son placement dans un établissement de défense sociale, une simple décision ministérielle y transfère le condamné. Il s'agit, en effet, du changement de régime d'un homme qui est déjà privé de sa liberté par décision judiciaire. Si son état s'améliore avant la fin de sa peine, il est réintégré en prison. Si, au contraire, il n'est pas guéri à l'expiration de sa peine, le Parquet peut requérir, devant la juridiction qui avait prononcé la condamnation, le maintien de son internement à l'établissement de défense sociale.

Au début de l'application de la loi, il a été fait un usage assez fréquent de cette disposition légale. En effet, les prisons contenaient un certain nombre de condamnés qui, sans être déments, étaient pourtant atteints d'une affection mentale permettant l'application de la loi de défense sociale. C'est ainsi que, de 1931 à 1940, 527 condamnés furent transférés dans une section de défense sociale¹. Au cours de l'année 1950, 31 condamnés ont été soumis à cette mesure.

* * *

Le docteur Louis Vervaeck a fort justement défini les deux conceptions qui s'opposaient au moment de la mise en vigueur de la loi : la conception purement psychiatrique, selon laquelle les anormaux sont de vrais malades mentaux et doivent être traités comme tels, et la conception des anthropologues criminalistes qui, plaçant la question sur le plan social, cherchent à assurer la protection de la société et la prophylaxie du crime².

C'est cette seconde conception qui a prévalu, mais une certaine équivoque a subsisté, qui a nui à l'efficacité du traitement des anormaux.

Au moment de la discussion de la loi, on avait annoncé que les

1. V. VANDENBOSSCHE et FETTWEIS, p. 237. *art. cit.*, *infra* p. 199 note 4.

2. V. LOUIS VERVAECK, « Les questions discutables de l'application de la loi belge de défense sociale », *L'Eclou*, 1936, p. 162.

internés seraient soumis à un « traitement curatif scientifiquement organisé »¹.

A cet égard, l'application de la loi apporta une grande désillusion, dont je crois pouvoir expliquer l'origine. Vers 1930, la thérapeutique des maladies mentales était peu développée. Les méthodes de traitement par le choc et la chirurgie du cerveau étaient encore à leurs débuts. Elles ont progressé depuis lors, ce qui permet aujourd'hui un traitement plus efficace de ces malades. Mais, pour le traitement des autres anormaux, pour ceux qui ne relèvent pas des techniques médicales proprement dites, il s'est produit un véritable malentendu. L'administration a cru que les médecins allaient lui apporter la recette de ce traitement curatif scientifiquement organisé, dont il avait été question au Parlement. En attendant, elle a organisé tant bien que mal, parfois dans des sections d'asiles, parfois dans des prisons, des établissements de défense sociale dont le régime disciplinaire n'était qu'une image atténuée du régime pénitentiaire. Dans l'esprit de ses organisateurs, ce régime n'était qu'une toile de fond sur laquelle devait s'appliquer le traitement scientifique annoncé par les médecins psychiatres. Mais c'est en vain que l'administration a attendu les directives médicales.

Le docteur de Greeff, dans un rapport présenté en 1947, à la Société belge de médecine mentale, a critiqué les réalisations d'une administration qu'il a qualifiée de « passive et mal inspirée ». Mais il a reconnu aussitôt que si les médecins avaient reçu tous pouvoirs pour réaliser une réforme, ils n'auraient eu à proposer que fort peu de choses qui soient vraiment efficaces².

En fait, ni l'administration, ni les médecins psychiatres n'ont entrepris la création d'un régime nouveau pour ces internés. Cette catégorie d'anormaux est restée, pendant quelques années, dans une sorte de « no man's land » entre l'administration des prisons et le service d'anthropologie pénitentiaire.

En 1931, l'administration avait créé trois catégories d'institutions correspondant aux trois groupes d'internés : les déments, les déséquilibrés et les débiles mentaux. Très rapidement, on s'aperçut de l'impossibilité pratique de suivre cette division psychiatrique. Des cas mixtes, par exemple de débiles mentaux atteints en même

1. V. Exposé des motifs, session 1922-1923, Chambre, document 151 ; et L. CORNIL : « La loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, du 9 avril 1930 », *Revue de droit pénal*, 1930, p. 1024-1025.

2. V. DE GREEFF, *Journal belge de neurologie et de psychiatrie*, juillet 1947, p. 403-404.

temps de déséquilibre mental étaient soumis aux commissions des annexes psychiatriques. En outre, dans le choix de l'établissement d'internement, les commissions tenaient compte d'autres facteurs : de la possibilité de mettre le malade au travail, du rapprochement de l'interné de la résidence de sa famille, ou encore — problème particulier à la Belgique — du placement dans une institution située dans la région linguistique du malade.

Par ailleurs, vers 1933, les incidences budgétaires de la crise économique mondiale ont contraint de réduire momentanément le nombre des établissements de défense sociale, afin de diminuer les dépenses.

La répartition des malades se fait aujourd'hui selon des critères beaucoup plus pragmatiques : les vrais malades mentaux sont toujours, et cela va de soi, dirigés vers des sections asilaires en vue du traitement psychiatrique. Pour les autres, on cherche, au contraire, à éviter une ambiance d'établissement pour malades mentaux, qui a pour effet de les persuader qu'ils ne sont pas responsables de leurs actes et qu'ils ne peuvent donc pas être soumis à un véritable traitement de rééducation.

C'est ainsi que, depuis deux ans environ, une section de défense sociale a été créée à l'établissement pénitentiaire de Merxplas. La plupart des quelques deux cents internés qui s'y trouvent travaillent dans des ateliers de cette grande institution pénitentiaire, où on ne les distingue pas des autres détenus.

A l'établissement de défense sociale de Rekem, on tente, depuis un an, des essais de travail en semi-liberté. Une quinzaine d'anormaux ont été placés comme domestiques de ferme ou comme ouvriers de chantier. Ils reviennent loger à l'établissement. Malgré quelques échecs, cette expérience a donné de bons résultats.

Mais il faut aller plus loin et reprendre complètement la question du traitement de cette catégorie d'anormaux. La discipline atténuée à laquelle ils sont soumis depuis 1931 a d'ailleurs perdu une grande partie de sa signification, parce que le régime des prisons a évolué dans le même sens. La lecture des journaux, l'écoute de la radio, le port d'un uniforme qui n'a pas l'aspect pénal, font aujourd'hui partie du régime de l'ensemble des détenus.

Le régime de rééducation de ces anormaux ne doit pas être essentiellement différent de celui des délinquants normaux. Nous devons cesser de mettre l'accent sur leur irresponsabilité et faire, au contraire, appel à ce « sentiment de responsabilité » qui persiste chez

la plupart de ces malades. Le meilleur moyen sera de recourir avec plus de conviction aux techniques de rééducation et de mise au travail en usage pour les délinquants normaux, en tenant compte, toutefois, de l'instabilité et des moyens limités de cette catégorie de détenus. C'est la sentence indéterminée, avec la possibilité de tenter des essais répétés de libération, permettant de combattre efficacement l'instabilité du comportement qui est une des caractéristiques essentielles de ces malades.

L'internement de défense sociale n'est pas une peine. Une déduction assez paradoxale a été tirée de ce principe : un arrêté-loi du 14 août 1933 a mis les frais d'entretien des anormaux internés à leur charge ou à charge de ceux qui leur doivent les aliments, s'ils sont solvables. Comme l'internement n'est pas considéré comme une peine, il peut donc être envisagé plutôt comme une mesure de protection ou de bienfaisance, dont les frais sont récupérables dans la mesure où l'interné ou sa famille possède des ressources.

Les commissions des annexes psychiatriques ont compétence pour décider si ces frais seront mis, en tout ou en partie, à charge de l'interné ou de sa famille. Le résultat pratique est assez mince. En 1950, alors que l'internement des anormaux a coûté environ 19 millions de francs à l'Etat, les frais d'entretien à recouvrer par le ministère des Finances s'élevèrent à 670.000 francs, soit un peu plus de 3 % du total. Cette mesure constitue donc plutôt un geste symbolique, mais il est curieux de voir la réaction qu'elle provoque.

Un commentateur de la loi, loin de critiquer cette disposition peu orthodoxe, s'étonne qu'on ne l'étende pas aux condamnés ordinaires en exigeant d'eux le remboursement de leurs frais d'entretien¹.

* * *

L'internement des délinquants anormaux, par application de la loi de défense sociale, a-t-il été mis en œuvre d'une façon qui correspond au vœu du législateur ?

L'examen de la statistique, sous les réserves que je faisais au début de cet exposé, me permet de conclure que cette loi a reçu une application à la fois large et modérée. En vingt ans, 7.958 internements ont été prononcés, soit une moyenne de 398 décisions par an. Si on compare ce chiffre à celui des peines criminelles et des empri-

1. V. COLLIGNON et VAN DER MADE, *La loi de défense sociale*, 1942, p. 304.

sonnements correctionnels prononcés sans sursis au cours de ces mêmes années, on constate que le chiffre des internements oscille aux environs de 4 % de ce total.

L'internement de défense sociale reste donc une mesure exceptionnelle. Créé par le législateur pour combler une lacune de la répression à l'égard des délinquants malades mentaux considérés comme dangereux, l'internement semble avoir été maintenu par le juge dans les limites qui lui avaient été assignées.

Cependant, si, comme nous l'avons vu, un certain nombre de ces anormaux sont remis immédiatement en liberté, par contre, la durée moyenne de l'internement effectivement subi par ceux qui sont placés dans des établissements de défense sociale, dépasse de beaucoup la durée moyenne des peines d'emprisonnement ordinaire. Et c'est ce qui explique que le nombre des anormaux qui séjournent à un moment déterminé dans un établissement de défense sociale, représente près du quart de la population pénitentiaire totale.

Le 17 novembre 1954, par exemple, 1.018 délinquants anormaux étaient détenus en vertu d'une décision d'internement, alors que le chiffre total des condamnés normaux qui subissaient une peine dans les prisons (à l'exclusion donc des prévenus, des vagabonds et mendiants, et des récidivistes mis à la disposition du gouvernement) s'élevait à 3.457.

La durée des internements prononcés ne nous enseigne pas grand'chose. Le plus grand nombre des décisions sont prononcées pour cinq ans. De 1931 à 1940, elles représentent près des 4/5 (79,14 %) du total, mais il est néanmoins remarquable que dans 671 cas, soit 18,26 %, l'internement prononcé fut de dix ans, sanctionnant donc des faits punissables de travaux forcés ou de détention extraordinaire perpétuelle. Dans 96 cas, soit 2,60 % du total, un internement de quinze ans a frappé les auteurs de faits punissables de la peine de mort¹.

On voit ainsi que cette mesure a été appliquée aux auteurs de crimes graves, dans un nombre de cas qui n'est pas négligeable.

Il est intéressant de rechercher quelles sont les infractions dont les auteurs sont le plus fréquemment internés comme anormaux. Le docteur Vervaeck avait déjà fait cette étude dans son premier bilan quinquennal de la loi. Il avait groupé, sous quelques rubriques,

1. V. VANDENBOSSCHE et FETTWEIS, *La loi belge de défense sociale et les anormaux*, rapport présenté au Congrès international de défense sociale, à Liège, *Revue de droit pénal*, 1949-1950, p. 241.

les délinquants condamnés pendant l'année 1930 et, d'autre part, les anormaux internés au cours des cinq premières années d'application de la loi.

Mettant en regard ces deux séries de chiffres, il arrivait aux conclusions suivantes : les auteurs de crimes contre la vie et l'intégrité corporelle, qui représentaient 0,30 % des condamnés ordinaires, formaient 11,80 % des anormaux internés.

J'ai cherché à établir la même comparaison pour les années 1939 et 1950. En 1939, je trouve respectivement 0,19 % chez les normaux et 11,11 % des anormaux. Par contre, en 1950, la proportion des anormaux internés pour homicide est beaucoup moins élevée et ne représente plus que 4,49 %. Il est fort possible qu'il ne s'agisse pas d'un simple hasard. Je crois qu'il faut y voir l'effet d'une certaine méfiance des Cours d'assises et de certaines autres juridictions qui appliquent avec plus de circonspection la loi de défense sociale aux auteurs de crimes graves.

Les raisons de cette attitude sont multiples. Tantôt, on craint que la Commission de l'annexe psychiatrique compétente ne libère trop rapidement l'accusé après la décision d'internement ; tantôt encore, on hésite à déclarer anormal un homme qui a exercé jusqu'au moment de son arrestation, une fonction publique ou une profession libérale. Tout récemment un jury d'assises a refusé de suivre l'avis des experts psychiatres qui proposaient l'application de la loi de défense sociale à un notaire prévaricateur qui avait dilapidé l'argent de ses clients.

Un cas plus caractéristique encore s'est produit il y a peu de temps : deux internés évadés d'un établissement de défense sociale avaient assassiné un chauffeur de taxi pour le dévaliser. Poursuivis de ce chef, ils furent condamnés par la Cour d'assises à une peine criminelle. Pourtant, au moment de leur évasion, ils étaient sous le coup d'une mesure d'internement et étaient donc présumés anormaux mentaux. La Cour de cassation a confirmé la décision de condamnation et a motivé cet arrêt tout récent, en disant qu'une décision d'internement ne présume pas que l'individu restera anormal jusqu'à l'expiration du terme de son internement. Le fait que la commission n'ait pas estimé devoir le libérer ne constitue pas une décision qui a autorité de chose jugée, mais bien une simple présomption de l'homme¹. Ici, il semble bien que le jury ait estimé

1. Cassation, 1^{er} mars 1954, *Journal des Tribunaux* du 24 oct. 1954.

dans un établissement pour malades mentaux. La libération de ces malades dépendrait cependant d'une décision de la Commission de défense sociale (nouvelle dénomination de la Commission d'annexe psychiatrique).

Quant aux autres internés groupés sous la dénomination d'anormaux, ils seraient frappés d'une peine relativement indéterminée, dont le minimum serait de six mois et le maximum ne pourrait dépasser le maximum de la peine privative de liberté applicable à l'auteur de cette infraction, sans toutefois pouvoir être jamais inférieure à deux ans (art. 27, al. 2 du projet). C'est à ce propos que les critiques du monde médical ont été les plus vives. Suivant le raisonnement du docteur L. Vervaeck, que je rappelais il y a un instant, des médecins ont affirmé que la distinction entre ces deux catégories de malades est difficile et même impossible à faire sans risques d'erreurs graves qui devraient pouvoir être corrigées ultérieurement¹.

Par ailleurs, on ne peut manquer de relever que cette partie du projet de réforme de loi constitue à l'égard des anormaux, une sorte de recul vers le droit pénal classique. Est-il bien nécessaire de revenir, pour ces délinquants, au tarif des peines du Code pénal, même en l'améliorant par la création d'un minimum d'internement de six mois ? Le calcul de l'internement-peine fait sur cette base ne faciliterait certainement pas la réalisation du traitement de rééducation et des essais de libération. Et ce n'est pas afin de donner à l'internement un caractère intimidant que ce calcul de peine est proposé, puisque les juristes eux-mêmes conviennent que l'internement à durée indéterminée intimide le délinquant. Le procureur général Cornil rapporte qu'un bandit qui avait tué un agent de police au moment d'être arrêté, avait déclaré au juge d'instruction : « Il y a maintenant une loi de défense sociale ; des individus de mon genre courent le risque de ne plus jamais être relâchés. Aussi, s'agit-il de ne plus se laisser prendre »². Et dans le même sens, MM. Vandebossche et Fettweis estiment que l'internement indéterminé « fait peser une menace de prolongation indéfinie qui a un caractère extrêmement intimidant »³.

Certes, nous avons tous le sentiment qu'il existe une différence

1. V. L. VERVAECK, « Faut-il créer une législation spéciale de défense sociale pour les criminels déments ? », *Revue de droit pénal*, 1938, p. 125 à 140.

2. V. « Les avocats et la loi de défense sociale », *Revue de droit pénal*, 1932, p. 11.

3. Rapport cité, *Revue de droit pénal*, 1949-1950, p. 275.

profonde entre le véritable aliéné et certains anormaux qui paraissent capables, tout au moins, de saisir la portée de leurs actes, sinon de les contrôler. Mais cette différence, qui justifie un mode de traitement spécial, doit-elle être traduite par un système légal distinct ?

Nous touchons ici à un problème de frontière entre deux notions juridiques. Dans l'application du droit et, en particulier, du droit pénal, il n'est pas toujours facile de tracer la limite entre deux notions voisines. L'individu passe de l'enfance à l'âge adulte par une gradation insensible, et pourtant la loi fixe arbitrairement un âge auquel on accède brusquement à la majorité pénale. De même la loi belge de 1930 a créé une nouvelle notion d'anormalité et a ainsi reculé la frontière entre le délinquant normal et l'anormal. Convient-il, à présent, de subdiviser ce nouveau domaine et d'instituer un régime légal distinct pour chacun des deux sous-groupes ? Ne serait-il pas préférable, au contraire, tenant compte de l'imprécision et du caractère changeant de la subdivision proposée, de continuer à soumettre l'ensemble des anormaux mentaux à un même régime légal, en organisant cependant des modes de traitement différents et en permettant le passage d'un interné d'un groupe à l'autre, selon l'évolution de son affection mentale ?

Le docteur de Greeff a déclaré que l'application de la loi « nous a donné les rudiments d'une technique de la peine indéterminée »¹. Aussi, la question essentielle est-elle, à mon avis, de savoir si ce régime de sentence indéterminée a été étendu à des catégories de délinquants qui n'exigeaient pas ce mode de traitement. Or, la statistique des internements et des reclassements d'internés me paraît révéler que l'application de ces textes a été, dans l'ensemble, judicieuse et modérée.

La commission chargée d'étudier la réforme du Code pénal et de la procédure pénale, a repris depuis quelques mois l'examen de la révision de la loi. Il n'est pas encore possible de dire quelles seront ses conclusions, mais elle a été invitée à rechercher le moyen d'améliorer le fonctionnement de la loi, en conservant autant que possible son cadre actuel.

Pour ma part, il me semble qu'il serait possible de réaliser une amélioration considérable par l'adoption de deux réformes de la loi de 1930, dont la première seulement est importante.

Pour répondre au vœu légitime de ceux qui désirent donner un

1. Rapport cité, p. 404.

caractère plus médical et moins répressif au traitement des véritables aliénés, je propose d'entrer dans la voie indiquée par le rapport de 1939, en autorisant le placement en observation et le traitement de ces aliénés dans un établissement pour malades mentaux, agréé à cette fin. Cette mesure ne serait prise que si le séjour en prison ou à l'établissement de défense sociale était de nature à compromettre gravement la santé du malade ou à lui causer un préjudice irréparable (art. 20 du projet). C'est ainsi que la femme qui commettrait un infanticide sous l'empire d'une démence momentanée pourrait être mise en observation, puis éventuellement traitée dans un asile, sans être placée à l'annexe psychiatrique de la prison.

Cependant, contrairement au système du projet de 1939, la décision judiciaire serait la même que celle qui est prise aujourd'hui à l'égard de l'ensemble des anormaux. De cette façon, le passage de l'établissement pour malades mentaux à l'annexe ou à l'établissement de défense sociale, et vice-versa, pourrait se faire par décision de la Commission de l'annexe. On disposerait ainsi d'un choix plus étendu dans l'exécution de la mesure d'internement et — entre autres avantages — on éviterait ces décisions critiquables de libération de soi-disant incurables en vue de leur placement dans un établissement pour malades mentaux.

Quant aux anormaux non-déments, j'ai noté plus haut qu'il était nécessaire de poursuivre l'amélioration du régime des institutions dans lesquelles ils sont placés. En dehors de cela, je ne proposerais qu'une réforme relativement mineure, qui permettrait d'éviter certaines libérations qui paraissent prématurées. Elle consisterait à créer une commission centrale d'appel, à compétence très réduite. La création d'une commission d'appel a déjà été envisagée à plusieurs reprises, pour tenter d'unifier la jurisprudence des diverses commissions de première instance. Elle n'a cependant pas été retenue, car elle aurait accentué, chez les internés, un état d'esprit d'inquiétude, dans l'attente des comparutions successives devant la Commission de 1^{re} instance, puis devant la Commission d'appel, à l'intervention de laquelle tout interné dont la libération serait refusée ne manquerait pas de recourir. C'est pourquoi je ne ferais intervenir que dans un seul cas la Commission d'appel que je propose de créer : lorsque le ministère public estimerait qu'une libération décidée par la commission, avant l'expiration d'un délai minimum qui serait fixé par la loi, mettrait en danger l'ordre public.

Par ce moyen, on éviterait, me semble-t-il, la libération immé-

diante ou trop rapide de certains délinquants, dans des circonstances qui ne paraissent pas justifier cette mesure de faveur.

* * *

Un magistrat a fait remarquer que, dans l'application de la loi de défense sociale, le point de vue des juristes et celui des médecins paraissent s'opposer. Le médecin examine les délinquants anormaux selon une méthode scientifique et déterministe ; le juriste, au contraire, a tendance à se placer sur le plan du libre-arbitre¹.

En réalité, une loi comme celle que nous étudions ne peut donner de résultats efficaces que grâce à une collaboration entre juristes, médecins et sociologues. C'est de leurs efforts conjugués, de la compréhension réciproque de leurs points de vues respectifs, que doit naître le résultat attendu par le législateur². Mais ceci suppose qu'une condition préalable soit réalisée. Il faut, selon l'expression de Charles Béguin, que nous ayons opté entre la justice de punition et la justice de guérison³. Si nous optons pour la justice punitive, inspirés par un sentiment que j'ai peine à comprendre, une législation de défense sociale n'a pas de raison d'être. Si nous optons, au contraire, pour la justice de guérison, nous assumons une lourde responsabilité, mais nous pouvons tenter de faire de la défense sociale nouvelle, dans le sens que lui a donné M. Ancel. Nous ne pouvons priver un délinquant de son droit à la liberté que dans la mesure où, malgré nos efforts tentés pour le relever, cette privation paraît indispensable à la protection de la société.

1. V. MALGAUD, « Pouvoir judiciaire et pouvoir médical », *Journal des Tribunaux*, 1938, n° 3.549.

2. V. Ch. ANDERSEN, « L'application pratique de la loi de défense sociale », *Revue de droit pénal*, octobre 1954, p. 72 à 80.

3. V. Ch. BÉGUIN, « Justice et société », *Esprit*, octobre 1954, p. 365.

La cassation sans renvoi en matière pénale

Essai d'une justification

par Jean SCHMIDT
Docteur en droit.

Les notions de fondement et de but tiennent dans notre Droit une place fort importante. Elles permettent de fixer avec précision le champ d'application des règles légales. Cependant le droit pénal, dont le particularisme est accentué, paraît faire exception en ce domaine. L'interprétation restrictive, conséquence logique de « *nullum crimen, nulla poena sine lege* », semble interdire que soient utilisés le fondement et le but des dispositions légales. Le recours à de telles notions implique, en effet, que l'interprète de la loi recherche au delà de celle-ci les solutions juridiques aux problèmes qui lui sont posés. Il ne se contente plus du texte lui-même, il veut en découvrir la « raison d'être ». Les résultats obtenus sont alors nécessairement différents de ceux préconisés par l'interprète fidèle à l'interprétation restrictive.

Devons-nous donc rejeter les notions de fondement et de but ? Nous ne le croyons pas. Il est bien entendu nécessaire que « *nullum crimen...* » soit respecté, mais, une fois cette condition admise, le fondement et le but nous semblent utilisables dans deux hypothèses. Lorsqu'en premier lieu, la loi n'a pas prévu toutes les conséquences d'une règle, l'interprète pourra, en se servant du fondement de la règle ou de sa finalité propre, soutenir que ses conséquences ont force de loi. L'interprétation restrictive n'est sans doute pas appliquée, mais « *nullum crimen...* » n'étant pas par hypothèse violé, cette méthode nous semble valable. En second lieu, fondement et

but doivent intervenir, pour l'application de la loi pénale, si celle-ci a prévu telle solution dans un cas bien déterminé et que le fondement ou le but de cette disposition législative commande d'en étendre la solution... Mais, répétons-le, la validité d'une telle extension suppose que « *nullum crimen...* » est respecté.

Ces idées, rapidement esquissées, vont nous permettre de tenter l'explication d'une institution juridique fort curieuse : la « cassation sans renvoi » telle que l'utilise la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

* * *

Après avoir cassé une décision, la Chambre criminelle renvoie normalement l'affaire devant des juges du fond. Ceux-ci ont pour mission de l'examiner à nouveau.

En matière pénale, seul objet de cette étude, le Code d'instruction criminelle consacre la règle du renvoi dans ses articles 427 et suivants ; article 427 : « Lorsque la Cour de cassation annulera un arrêt ou un jugement rendu soit en matière correctionnelle, soit en matière de police, elle *renverra* le procès et les parties... ». L'article 428 traite de l'annulation en matière criminelle : « Lorsque la Cour de cassation annulera un arrêt rendu en matière criminelle, il sera procédé comme il est dit aux sept articles suivants ». Ces textes consacrent l'obligation du renvoi après cassation, article 429 : « la Cour de cassation prononcera le *renvoi* du procès... », l'article 430 prévoit le cas où la Cour suprême choisit une cour ou un tribunal pour le jugement d'une *affaire renvoyée*, l'article 431 est consacré à l'instruction des *affaires renvoyées*, l'article 432 nous dit : « Lorsque le *renvoi* aura été fait à une Cour d'appel... », enfin les articles 433, 434 et 435 traitent du renvoi devant une Cour d'assises.

Le renvoi du procès devant les juges du fond semble donc participer de l'essence même de la cassation. Cependant quelques textes prévoient des dérogations¹ et l'examen des arrêts de la Chambre criminelle nous démontre que l'absence de renvoi à la suite d'une cassation est un phénomène fréquent. Le renvoi ne ferait-il donc pas automatiquement suite à une cassation ? On affirme quelquefois que le renvoi résulte de l'impossibilité pour la Cour de

cassation de connaître du fond des affaires¹. Nous croyons que si tel est le fondement du renvoi, il faut apporter quelques précisions sur ce point. L'observation nous montre qu'en l'état actuel de notre procédure pénale, la cassation d'une décision doit entraîner un nouvel examen de l'affaire au fond. Si nous supposons en effet que l'annulation d'une décision par la Cour suprême marquait le terme de la procédure, qu'en résulterait-il ? Toute partie à l'instance pénale serait favorisée injustement ou subirait un préjudice. Elle serait favorisée injustement s'il s'agissait par exemple d'un condamné, dont la décision de condamnation se trouvait annulée et qui du fait de l'absence de renvoi ne serait plus rejugé. Il y aurait, en revanche, préjudice pour le relaxé, dont la décision de relaxe a été annulée et qui se trouverait ainsi dans l'incertitude au sujet de sa non culpabilité.

D'où résulte cette faveur injuste ou ce préjudice ? Tout simplement de la violation de la loi par les juges du fond, violation ayant entraîné une annulation de la décision qui n'a pas respecté les dispositions légales. On comprend la nécessité, alors dans notre procédure, d'un nouvel examen de l'affaire au fond. Ainsi l'injustice sera réparée. Or, la Chambre criminelle ne peut pas, de par sa nature même, y procéder. *Si elle ne renvoie pas cependant, elle n'en examine pas pour autant le fond de l'affaire ; elle se contente de prononcer l'annulation d'une décision.*

Il est donc exact d'affirmer que le renvoi résulte de l'impossibilité pour la Cour de cassation de connaître du fond des affaires, mais il ne faut pas en déduire que l'absence de renvoi oblige la Cour à en connaître.

Cette analyse du fondement du renvoi ne nous permet donc pas d'expliquer entièrement la « cassation sans renvoi ». Nous avons simplement posé le problème avec plus de précision.

* * *

Nos recherches porteront maintenant sur le *but* du renvoi.

La cassation sanctionne la violation de la loi (*lato sensu*). La Chambre criminelle renvoie donc l'affaire devant les juges du fond, pour qu'il soit fait une exacte application de la loi. Sans doute la juridiction de renvoi, qui possède les mêmes pouvoirs que la juri-

1. L'article 429 lui-même ; l'article 102 du Code de justice militaire (armée de terre) ; l'article 111 du Code de justice militaire (armée de mer).

2. C'est ce qui semble résulter de l'étude de M. PÉRY à l'Encyclopédie Dalloz, *Répertoire de droit criminel et de procédure pénale*, V° Cassation, n° 395.

diction dont la décision est annulée¹, n'est-elle pas tenue de suivre la thèse émise par la Cour suprême, il n'en demeure pas moins que cette dernière a procédé au renvoi de l'affaire, dans le but de voir la loi correctement appliquée.

Mais ce renvoi a-t-il pour fin unique l'application des dispositions législatives ? Nous ne le pensons pas. La cassation de la décision judiciaire a été prononcée à la suite d'un pourvoi formé par l'une des parties — ou plusieurs parties — ayant figuré dans l'instance pénale (prévenu, accusé, condamné, ministère public, partie civile, personne civilement responsable, administration publique, etc...) ². Mais il ne suffit pas d'être partie dans l'instance pénale pour être en mesure d'introduire un pourvoi. Il est en plus nécessaire d'avoir un intérêt à l'annulation d'une décision judiciaire. Cet intérêt se présente sous un double aspect. Si le pourvoi émane du ministère public, l'intérêt invoqué est celui d'une bonne justice répressive³. Si le pourvoi émane de toute autre partie, l'intérêt invoqué résulte de l'existence d'un préjudice causé par une décision judiciaire. Cette décision faisant grief à une partie dans l'instance pénale, celle-ci peut introduire un pourvoi contre ce jugement ou cet arrêt.

Lorsqu'à la suite d'un pourvoi, la Chambre criminelle annule une décision, la cassation est donc prononcée dans l'intérêt du demandeur au pourvoi⁴. Faut-il déduire qu'il en est de même du renvoi ? Nous avons vu que l'absence de renvoi favoriserait injustement une partie à l'instance pénale ou au contraire serait préjudiciable à une autre. Il en est ainsi du demandeur au pourvoi. Si l'absence de renvoi lui cause un préjudice, le renvoi est donc prononcé dans son intérêt. Mais si cette absence le favorise injustement, le problème change-t-il d'aspect ? Malgré les apparences, nous ne le croyons pas.

1. Un arrêt de la Chambre criminelle, en date du 17 mai 1945 (*Bull. crim.*, n° 51), nous dit, en effet, « que la cassation de l'arrêt... a eu pour effet de déférer à la Cour d'appel... l'affaire en son entier ». Un arrêt du 30 juin 1933 (*Bull. crim.*, n° 141, D.P., 1934.1.21, note H. G.) précise davantage : « Attendu qu'il résulte de cette disposition (art. 427 du C. d'instr. crim.) que la juridiction de renvoi est saisie du même procès... tel qu'il a été présenté devant les premiers juges, avec les seules parties qui ont figuré dans l'instance ». Mais il nous faut ajouter que cette règle est seulement valable dans l'hypothèse de cassation totale. S'il s'agissait simplement de cassation partielle, la juridiction de renvoi ne serait libre de statuer que dans les limites de la cassation (15 juin 1933, *Bull. crim.*, n° 127, solution implicite).

2. Le pourvoi par représentation ne modifie pas cette solution.

3. En ce sens : GARRAUD, *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, t. V, n° 1845 ; PÉRY, *op. cit.*, n° 129.

4. Cela n'empêche nullement que la cassation puisse bénéficier — ou être préjudiciable — à une partie qui n'a pas introduit de pourvoi. Il ne s'agit là que d'un effet de la cassation et non de son but.

Cette faveur injuste, dont peut bénéficier le demandeur au pourvoi, est contraire à l'intérêt d'une bonne justice répressive. Il importe peu que le ministère public forme un pourvoi ; l'intérêt qu'il invoque traditionnellement n'a plus besoin de ce soutien, il subsiste seul et justifie le renvoi.

* * *

Deux conditions sont donc requises pour que le renvoi soit prononcé :

1° la possibilité de faire une exacte application de la loi ;

2° la possibilité de faire cette exacte application de la loi dans l'intérêt de la partie — ou des parties — qui a introduit le pourvoi en cassation ou dans l'intérêt d'une bonne justice répressive.

Si l'une des deux conditions fait défaut, la cassation doit être prononcée sans renvoi, puisque le but qui lui est assigné n'est pas atteint.

Quelles sont donc les hypothèses qui font échec à l'une ou l'autre de ces deux conditions ? Il faut tout d'abord supposer qu'il est impossible pour la juridiction de renvoi de faire une exacte application de la loi, parce qu'aucune loi n'est applicable aux faits envisagés par la décision annulée. En ce cas, la première condition n'étant pas remplie, la cassation doit avoir lieu sans renvoi. Celui-ci est inutile. Il se peut, en second lieu, que l'exacte application de la loi ne soit pas susceptible d'être faite dans l'intérêt de la partie — ou des parties — qui a intenté le pourvoi en cassation ou dans l'intérêt d'une bonne justice répressive. En effet, un pourvoi a été introduit par le ministère public — partie ou non à l'instance pénale — dans un intérêt qui n'est pas le sien propre, mais celui de la loi. Si le pourvoi a été formé dans cet intérêt unique, la seconde condition exigée pour qu'il y ait renvoi n'est pas remplie ; la cassation a donc lieu sans renvoi.

L'absence de l'une ou l'autre de ces conditions entraînent ainsi une cassation sans renvoi.

Nous examinerons donc successivement¹ :

1. Nous éliminons du débat la cassation par voie de retranchement. Son but est, en effet, différent de celui de la cassation sans renvoi proprement dit. Il s'agit toujours d'annuler « une disposition ayant, par rapport aux autres, un caractère indépendant et accessoire, si bien qu'elle peut être retranchée de la décision attaquée, d'une part, sans que l'autorité de cette décision soit ébranlée, d'autre part, sans qu'il y ait lieu

I. — La cassation sans renvoi en raison de l'impossibilité pour la juridiction de renvoi de faire une exacte application de la loi pénale.

II. — La cassation sans renvoi, en raison de l'impossibilité pour la juridiction de renvoi de faire une exacte application de la loi pénale dans l'intérêt de la partie — ou des parties — qui a introduit le pourvoi ou dans l'intérêt d'une bonne justice répressive.

I

LA CASSATION SANS RENVOI EN RAISON DE L'IMPOSSIBILITÉ POUR LA JURIDICTION DE RENVOI DE FAIRE UNE EXACTE APPLICATION DE LA LOI PÉNALE.

Le texte fondamental en matière de cassation sans renvoi est l'article 429, alinéa 5 du Code d'instruction criminelle. Il faut également citer l'article 102 du Code de justice militaire (armée de terre) et l'article 111 du Code de justice militaire (armée de mer), mais nous n'étudierons ces textes que par comparaison avec la disposition fondamentale¹.

* * *

Quatre conditions sont exigées par l'article 429, alinéa 5 pour que la Chambre criminelle casse et annule une décision sans la renvoyer aux juges du fond.

de remplacer la disposition effacée » (GARRAUD, *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, t. V, n° 1928-3°). Dans le même sens : FAUSTIN-HÉLIE, *Pratique criminelle des cours et tribunaux*, par Jean BROUCHOT, *Code d'instruction crim.*, t. II, n° 460 ; André PÉRY, in *Encyclopédie juridique Dalloz, Répertoire de droit crim. et de procédure pén.*, V° *Cassation*, n° 401.

Ainsi la cassation par voie de retranchement est-elle prononcée en matière de *contrainte par corps*, lorsque celle-ci a été appliquée en matière de délit politique, par exemple lorsqu'il s'agit d'une infraction à la loi sur la presse (Crim., 21 juill. 1953, *Bull. crim.*, n° 251 ; Crim., 21 juill. 1953, *Bull. crim.*, n° 255 ; Crim., 29 oct. 1953, *Bull. crim.*, n° 277 ; Crim., 17 nov. 1953, *Bull. crim.*, n° 296 ; 21 janv. 1954, *Bull. crim.*, n° 28 ; 11 fév. 1954, *Bull. crim.*, n° 71 ; 23 nov. 1954, *Bull. crim.*, n° 343, D., 1955.J.127). D'autre part, la Chambre criminelle décide, en cassant toujours par voie de retranchement que « la peine de mort prononcée est incompatible avec l'exercice de la contrainte par corps » (11 mai 1905, *Bull. crim.*, n° 224) ou que « la peine perpétuelle est inconciliable avec l'exercice de la contrainte par corps » (8 juin 1905, *Bull. crim.*, n° 290 ; dans le même sens : 6 juill. 1905, *Bull. crim.*, n° 337 ; 26 fév. 1920, *Bull. crim.*, n° 101). La cassation par voie de retranchement est également prononcée dans l'hypothèse d'une application illégale de la *solidarité des amendes* (5 mars 1909, *Bull. crim.*, n° 151 ; 19 mars 1909, *Bull. crim.*, n° 171 ; 19 nov. 1920, *Bull. crim.*, n° 446) ou de *l'interdiction de séjour* (2 déc. 1920, *Bull. crim.*, n° 467), etc...

1. L'absence de renvoi existe également en matière de révision (art. 445 du C. instr. crim., al. 4 et 5). Mais il ne s'agit plus alors de « cassation » sans renvoi.

Il est en premier lieu nécessaire que la Cour de cassation soit saisie d'un pourvoi contre un arrêt émanant d'une Cour d'assises. L'article 428 ne laisse aucun doute sur ce point : « Lorsque la Cour de cassation annulera un arrêt rendu en matière criminelle, il sera procédé comme il est dit aux sept articles suivants ». Or, l'article 429 est au nombre de ces articles ; la cassation sans renvoi prévue par ce texte ne s'applique donc qu'aux affaires criminelles¹.

La loi exige en second lieu que l'arrêt de la Cour d'assises soit un arrêt de condamnation.

La troisième condition présente un intérêt tout particulier, car elle explique l'absence de renvoi. Il est nécessaire que le fait ayant donné lieu à une condamnation ne soit pas un délit qualifié par la loi. Cette disposition résulte de « *nullum crimen, sine lege* » ; un accusé ne peut pas être condamné pour une infraction non prévue par la loi. L'arrêt qui ne respecte pas cette règle fondamentale est annulé par la Cour de cassation. Le fait n'est pas reconnu punissable, par conséquent aucune loi pénale ne saurait lui être appliquée ; le renvoi de l'affaire devant une autre juridiction est dès lors impossible.

Mais l'article 429, alinéa 5, interdit la cassation sans renvoi, s'il n'y a pas une partie civile : « s'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé ». Cette disposition semble conforme au but même du renvoi qui ne concerne que l'application de la loi pénale. La présence d'une partie civile exige le renvoi afin qu'il soit statué sur ses intérêts. La Chambre criminelle se trouvant dans l'incapacité de le faire, l'article 429, alinéa 5 prévoit que l'affaire sera en ce cas renvoyée devant un « tribunal de 1^{re} instance » et non devant une Cour d'assises, puisque la condamnation se trouve définitivement annulée.

L'article 429, alinéa 5, possède donc un champ d'application très limité ; une cassation prononcée sans renvoi devrait être ainsi fort rare. Il nous faut ajouter que le texte n'est pas *théoriquement* susceptible d'avoir une plus grande portée, puisqu'en droit pénal, l'interprétation restrictive s'impose : « les dispositions pénales ne peuvent être étendues et doivent être interprétées restrictivement »², « en matière pénale tout est de droit étroit »³. Mais l'examen des arrêts de la Chambre criminelle révèle une généralisation de la

1. En raison de la place du texte, nous ne croyons pas que le mot « délit » signifie « toute infraction punissable ». Cf. GARRAUD, *op. cit.*, t. V, p. 488, note 2.

2. Crim., 11 mars 1933, *Bull. crim.*, n° 53.

3. Crim., 9 nov. 1944, *Bull. crim.*, n° 173.

portée de ce texte. Cette généralisation est-elle justifiée ? Pour répondre à cette question, nous devons étudier le mécanisme de cette généralisation.

En premier lieu, la Chambre criminelle casse sans renvoi non seulement les arrêts des Cours d'assises lorsque ceux-ci ont fondé leur décision sur un crime non qualifié par la loi, mais elle refuse également de renvoyer l'affaire si la même hypothèse (il s'agit alors d'un délit ou d'une contravention) se présente dans un jugement d'un tribunal correctionnel ou dans un jugement d'un tribunal de simple police.

En second lieu, lorsque le renvoi *paraît* inutile, la cassation est prononcée sans renvoi.

* * *

Sur le premier point, il nous semble difficile de ne pas admettre la position de la Cour suprême. L'absence de renvoi résultant de l'impossibilité pour la juridiction de renvoi de faire une exacte application de la loi pénale, il est logique de ne pas distinguer arbitrairement les décisions rendues par les Cours d'assises et celles prononcées par les tribunaux correctionnels et de simple police¹. En toute hypothèse, la finalité du renvoi ne pouvant pas être respectée, la cassation doit être prononcée sans renvoi.

Sans doute objectera-t-on qu'il n'est jamais impossible à une juridiction de renvoi, qui possède les mêmes pouvoirs que la juridiction dont la décision est annulée, de reprendre pour son compte la solution adoptée par les premiers juges du fond. Ceux-ci ayant admis que tel fait constituait une infraction soumise à la loi pénale, la juridiction de renvoi est libre d'adopter une position identique, malgré l'opinion contraire de la Cour suprême. Ce n'est plus alors la généralisation de l'article 429, alinéa 5, qui est contestée, mais l'article 429 lui-même. Pour notre part, nous croyons que ce texte est parfaitement justifié. Lorsque la Cour de cassation constate que tel fait n'est pas punissable, elle applique par là-même « *nullum crimen...* », mais en plus, *elle exclut un fait du domaine pénal*. Elle ne se contente pas de dire que les éléments de telle infraction ne sont

1. Pour l'extension de l'article 429, al. 5, en matière correctionnelle et de simple police : GARRAUD, *op. cit.*, t. V, n° 1938 et la note 1, p. 488 ; C. FALQUE, « La cassation sans renvoi de l'article 429 du Code d'instruction criminelle », *Revue de science crim. et de droit pén. comp.*, p. 39 ; v. notamment, p. 45.

pas établis, elle affirme qu'aucune infraction n'existe. Si, à la suite de cette décision, elle renvoyait l'affaire devant des juges du fond, ceux-ci auraient toute latitude pour prétendre le contraire. Or, une telle hypothèse ne doit pas se réaliser. La liberté individuelle ne serait plus qu'un vain mot, puisque tel fait ne constituerait aucune infraction à la loi pénale aux yeux de la Cour suprême et pourrait se trouver ensuite sanctionnée par les juges du fond. Théoriquement la solution est peut-être défendable, sur le plan de la politique criminelle, elle n'est pas justifiable. Sans doute l'article 429 fait-il jouer un rôle nouveau à la Chambre criminelle : il lui permet de statuer dans une affaire de façon définitive, il n'en demeure pas moins qu'il lui assigne une tâche noble : *la défense de la liberté individuelle*.

Nous croyons donc exact de soutenir que, dans le cas prévu par l'article 429, alinéa 5, il existe une véritable impossibilité pour la juridiction de renvoi de faire une exacte application de la loi pénale. De plus, la généralisation de ce texte se trouve justifiée par la finalité du renvoi, qui ne peut alors être respectée.

* * *

Sur le second point : la cassation prononcée sans renvoi, en raison de l'inutilité — peut-être apparente — du renvoi, la position de la Chambre criminelle est tout à fait caractéristique. Elle a généralisé une seconde fois la portée de l'article 429, alinéa 5. Toutes les fois qu'elle constate qu'il ne reste rien à juger, explicitement¹ ou implicitement, elle prononce une cassation sans renvoi. Faut-il approuver la Cour suprême ? Il n'est pas possible de répondre immédiatement, comme nous l'avons fait pour le premier point. Seul un examen des arrêts nous permettra de porter un jugement.

* * *

Nous sommes donc en présence d'un double courant de jurisprudence. D'une part, la Chambre criminelle applique l'article 429, alinéa 5 à toutes les décisions qui soutiennent que des faits constituent une infraction, alors que de tels faits ne sont pas punissables. Elle prononce alors une cassation sans renvoi, parce que le renvoi

1. Cf. par exemple : Crim., 3 août 1933, *Bull. crim.*, n° 178 : « que, dès lors, ne restant rien à juger » ; Crim., 10 avril 1946, *Bull. crim.*, n° 110 : « attendu qu'il ne reste rien à juger ».

de l'affaire serait inutile, la juridiction de renvoi se trouvant dans l'impossibilité de faire une exacte application de la loi pénale. D'autre part, la Chambre criminelle, affirmant ou sous-entendant qu'il ne reste rien à juger, généralisant ainsi une seconde fois l'article 429, alinéa 5, casse également sans renvoyer. Elle se fonde sur l'inutilité — peut-être apparente — du renvoi.

Nous étudierons successivement ce double courant de jurisprudence¹.

A. — *La jurisprudence de la Chambre criminelle fondée directement sur l'article 429, alinéa 5 du Code d'instruction criminelle.*
L'inutilité réelle du renvoi.

L'impossibilité pour la juridiction de renvoi d'appliquer une loi aux faits qui lui seraient soumis explique sans doute la disposition de l'article 429, alinéa 5 du Code d'instruction criminelle. Quoique cette impossibilité soit discutable, nous avons vu cependant qu'elle devient réelle, si l'on admet que la Cour de cassation se doit de protéger la liberté individuelle. Il est facile d'objecter, nous revenons à dessein sur ce point, que notre procédure pénale prévoit l'existence d'une juridiction de renvoi et qu'il n'appartient pas à notre Cour suprême d'interdire un nouvel examen d'une affaire (il faudrait donc interpréter l'art. 429, al. 5, restrictivement). Il est non moins aisé de répondre qu'il serait anormal que la Cour de cassation, après avoir constaté que des faits ne sont pas susceptibles de recevoir une qualification pénale, renvoie l'affaire devant des juges du fond, qui auraient alors la possibilité d'adopter une position contraire. La Chambre criminelle joue, en cette hypothèse, non pas le rôle d'un troisième degré de juridiction — nous nous sommes expliqués sur ce point —, mais celui de *protecteur de la liberté individuelle*. Si la Cour de cassation constate que tel fait n'est pas punissable, il nous semble normal qu'elle s'arroge le droit d'interdire qu'à l'avenir une juridiction rejette une telle solution².

1. Selon l'article 429, alinéa 5, le renvoi doit être prononcé lorsqu'il y a une partie civile en cause. Ses arrêts mentionnent quelquefois cette condition : « qu'il n'y a pas de partie civile en cause » (Crim., 28 oct. 1926, *Bull. crim.*, n° 238 ; 11 mars 1933, *Bull. crim.*, n° 53).

Mais il faut signaler que même s'il y a une partie civile en cause, le renvoi n'est pas prononcé lorsque l'action civile est éteinte : Crim., 20 avril 1905, *Bull. crim.*, n° 210.

2. Il faut noter que la cassation sans renvoi n'est pas toujours prononcée à l'égard d'une décision de condamnation. Cf. par exemple, pour l'hypothèse d'une décision de relaxe : Crim., 20 avril 1905, *Bull. crim.*, n° 210.

Examinons cette jurisprudence fondée directement sur l'article 429, alinéa 5, du Code d'instruction criminelle. Nous trouvons, comme nous l'avons déjà dit, une double série d'arrêts : ceux qui appliquent l'article 429, alinéa 5, dans le cas prévu par le texte (décision émanant d'une Cour d'assises) et ceux qui, généralisant cette disposition, prononcent une cassation sans renvoi, lorsque la décision a été rendue par un tribunal correctionnel ou un tribunal de simple police.

Le premier groupe d'arrêts ne nous retiendra pas ; il s'agit de l'application pure et simple de l'article 429, alinéa 5. Citons par exemple, un arrêt du 2 mars 1820¹ : « Et, vu l'article 429 du Code d'instruction criminelle, attendu que le fait déclaré par le jury contre cet accusé ne se trouve pas être un délit qualifié par la loi... déclare qu'il n'y a lieu de prononcer aucun renvoi », ou encore un arrêt du 26 octobre 1820² : « il ne reste aucun fait sur lequel il puisse être ouvert de nouveaux débats (la décision annulée émanait d'une Cour d'assises). Vu l'article 429 *in fine* du Code d'instruction criminelle, la Cour dit qu'il n'y a lieu à aucun renvoi ». La formule employée par la Cour suprême énonce une idée identique à celle contenue dans l'article 429 : le fait ayant donné lieu à condamnation n'est pas un délit qualifié par la loi.

Le second groupe d'arrêts consacre la généralisation de l'article 429. Il s'agit alors de décisions de tribunaux correctionnels (ou de Cours d'appel) et de tribunaux de simple police³. La Chambre criminelle motive alors ses arrêts de la manière suivante :

« Attendu que les faits relevés contre X..., ne peuvent être réprimés par une disposition pénale »⁴ ; « Attendu que les faits incriminés ne constituaient aucune infraction à la loi pénale à l'époque, où ils ont été accomplis »⁵ ; « La Cour d'appel a condamné le prévenu pour un fait dépourvu de sanction pénale et qu'elle a prononcé une peine arbitraire »⁶ ; « Les faits retenus à la charge de X..., n'ayant pas

1. *Bull. crim.*, n° 38.

2. *Bull. crim.*, n° 139.

3. Il faut d'ailleurs noter que les codes de justice militaire contiennent chacun une disposition prévoyant la cassation sans renvoi dans l'hypothèse suivante : « l'annulation ayant été prononcée parce que le fait ne constitue ni crime, ni délit, ou parce que le fait est prescrit ou amnistié, il ne reste rien à juger ».

Article 102 du C. de just. mil. (armée de terre) ; article 111 du C. just. mil. (armée de mer).

4. 4 déc. 1930, *Bull. crim.*, n° 294.

5. 8 mars 1945, *Bull. crim.*, n° 24.

6. 8 nov. 1945, *Bull. crim.*, n° 111.

constitué une infraction à la loi pénale, à la date où ils ont été accomplis »¹; « Et attendu que les faits retenus constants ne constituent à l'égard de X... aucune infraction légalement punissable »²; « Et attendu que la cassation qui va être ci-après prononcée ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit »³; « Attendu que le fait dont il s'agit n'est ni une contravention, ni un délit, ni un crime qualifié par la loi »⁴. Toutes ces formules constituent des variantes de celle inscrite dans l'article 429, alinéa 5. Les arrêts, dont nous venons de citer quelques exemples, qui, sur la base de ce texte, prononcent des cassations sans renvoi sur des pourvois formés contre des décisions des tribunaux correctionnels et de simple police, sont fort nombreux⁵.

B. — *La jurisprudence de la Chambre criminelle fondée indirectement sur l'article 429, alinéa 5 du Code d'instruction criminelle.*

L'inutilité apparente du renvoi.

La Chambre criminelle casse également sans renvoi dans des hypothèses où le renvoi est *en apparence* inutile. Elle invoque rarement alors l'article 429, alinéa 5; le plus souvent elle n'appuie sur aucun texte cette absence de renvoi. Il nous faut d'ailleurs signaler que pour justifier une telle pratique, la Cour suprême déclare quelquefois : « Attendu qu'il ne reste rien à juger »⁶ ou toute autre formule équivalente⁷.

Ces hypothèses où le renvoi semble inutile, quelles sont-elles ? Après les avoir énumérées, nous nous demanderons si l'attitude adoptée par la Chambre criminelle est justifiée.

* * *

La première hypothèse, la plus fréquente, est la suivante : la Chambre criminelle constate que l'action publique était éteinte,

1. 10 janv. 1946, *Bull. crim.*, n° 15.

2. 28 juin 1951, *Bull. crim.*, n° 187.

3. 7 mai 1927, *Bull. crim.*, n° 112.

4. 23 juill. 1927, *Bull. crim.*, n° 189.

5. Citons : 30 avril 1914, *Bull. crim.*, n° 219; 1^{er} juill. 1921, *Bull. crim.*, n° 277; 14 janv. 1926, *Bull. crim.*, n° 16; 12 fév. 1926, *Bull. crim.*, n° 61; 18 juin 1927, *Bull. crim.*, n° 153; 1^{er} juill. 1927, *Bull. crim.*, n° 161; 23 juill. 1927, *Bull. crim.*, n° 189; 30 juill. 1927, *Bull. crim.*, n° 202; 28 janv. 1928, *Bull. crim.*, n° 41; 23 mars 1928, *Bull. crim.*, n° 100; 16 juin 1928, *Bull. crim.*, n° 182; 3 avril 1930, *Bull. crim.*, n° 107; 12 juill. 1938, *Bull. crim.*, n° 178; ou tous les tribunaux militaires : cf. par exemple, 11 déc. 1947, *Bull. crim.*, n° 255.

6. 10 avril 1946, *Bull. crim.*, n° 110; 16 déc. 1954, D. 55.J.147.

7. Cf. par exemple : 3 août 1933, *Bull. crim.*, n° 178; 27 janv. 1934, *Bull. crim.*, n° 18.

lorsque les juges du fond ont statué. Cette action publique pouvait être éteinte par l'amnistie¹, par la prescription² ou par l'autorité de la chose jugée³. Les autres hypothèses sont fort nombreuses; nous citerons les principales. Il y a lieu à cassation sans renvoi lorsque :

1° l'action fiscale est éteinte par l'amnistie⁴;

2° la juridiction correctionnelle est incompétente pour connaître d'une infraction⁵;

3° le juge de police a statué sur un chef de poursuite qui ne lui était pas déféré⁶;

4° l'action publique et l'action civile n'ont pas été légalement mise en mouvement⁷;

5° la poursuite est irrecevable⁸;

6° la poursuite est nulle⁹;

7° un prévenu a été condamné successivement à raison d'un même fait à deux jugements distincts¹⁰.

On pourrait multiplier les exemples. Il est certain d'ailleurs, que la Cour de cassation découvrira d'autres hypothèses susceptibles d'entraîner des cassations sans renvoi. Mais une telle jurisprudence est-elle justifiée ?

* * *

Un examen rapide des différents cas présentés inclinerait, sans doute, à soutenir qu'ils demeurent conformes à l'idée suivante : l'impossibilité pour la juridiction de renvoi de faire une exacte appli-

1. 31 mars 1905, *Bull. crim.*, n° 157; 2 août 1939, *Bull. crim.*, n° 180; 9 janv. 1920, *Bull. crim.*, n° 16; 16 janv. 1920, *Bull. crim.*, n° 33; 7 fév. 1920, *Bull. crim.*, n° 76; 20 fév. 1920, *Bull. crim.*, n° 92; 27 fév. 1920, *Bull. crim.*, n° 106; 2 avril 1920, *Bull. crim.*, n° 175; 17 juin 1920, *Bull. crim.*, n° 278; 18 juin 1920, *Bull. crim.*, n° 282; 13 août 1920, *Bull. crim.*, n° 368; 28 oct. 1926, *Bull. crim.*, n° 238; 16 juill. 1927, *Bull. crim.*, n° 179; 30 juin 1938, *Bull. crim.*, n° 168; 20 nov. 1947, *Bull. crim.*, n° 223; 4 nov. 1954, *Bull. crim.*, n° 312, etc...

2. 3 avril 1930, *Bull. crim.*, n° 104; 2 juin 1930, *Bull. crim.*, n° 166; 31 janv. 1936, *Bull. crim.*, n° 22; 17 fév. 1944, *Bull. crim.*, n° 52; 10 avril 1946, *Bull. crim.*, n° 110; 10 fév. 1953, *Bull. crim.*, n° 42; 26 janv. 1954, *Bull. crim.*, n° 34; 25 fév. 1954, *Bull. crim.*, n° 88; 20 juill. 1954, *Bull. crim.*, n° 261; 2 déc. 1954 (D., 55.J.147).

3. *Crim.*, 25 mars 1947, *Bull. crim.*, n° 94.

4. *Crim.*, 20 avril 1905, *Bull. crim.*, n° 210.

5. *Crim.*, 2 mars 1933, *Bull. crim.*, n° 46; *Crim.*, 27 janv. 1934, *Bull. crim.*, n° 18.

6. *Crim.*, 3 fév. 1927, *Bull. crim.*, n° 36.

7. *Crim.*, 16 nov. 1950, *Bull. crim.*, n° 254; *Crim.*, 28 déc. 1950, *Bull. crim.*, n° 297.

8. *Crim.*, 16 mars 1934, *Bull. crim.*, n° 63; *Crim.*, 23 mai 1936, *Bull. crim.*, n° 56.

9. *Crim.*, 3 mars 1934, *Bull. crim.*, n° 52; *Crim.*, 3 mars 1934, *Bull. crim.*, n° 53.

10. En ce cas, la seconde décision est cassée sans renvoi : *Crim.*, 5 avril 1930, *Bull. crim.*, n° 113; *Crim.*, 15 nov. 1930, *Bull. crim.*, n° 267, (il s'agit de cassations dans l'intérêt de la loi et du condamné).

cation de la loi. En effet, qu'il s'agisse d'incompétence de la juridiction correctionnelle ou de nullité de la poursuite, il semble que nous soyons encore dans le domaine de l'article 429, alinéa 5 : le fait qui a motivé la décision (nous avons vu qu'une telle décision pouvait prononcer soit une condamnation, soit une relaxe) n'est pas « un délit qualifié par la loi ». Or, les apparences sont trompeuses. Prenons le cas le plus fréquent : l'extinction de l'action publique. Quant la Chambre criminelle casse une décision en affirmant que l'action publique était éteinte lorsque les juges du fond ont statué, a-t-elle raison de ne pas prononcer le renvoi ? Envisageons l'hypothèse de l'amnistie. « L'amnistie laisse subsister la loi pénale, et par conséquent l'infraction, celle-ci cessant seulement d'être punissable dans certaines conditions »¹. Ces conditions, la juridiction de renvoi serait à même de les apprécier et dès lors, d'examiner à nouveau l'application de la loi d'amnistie. En prononçant une cassation sans renvoi, la Chambre criminelle supprime, il semble arbitrairement, la connaissance de l'affaire pour une juridiction de renvoi. Avant de porter un jugement, étudions deux autres hypothèses.

La première nous est donnée par un arrêt du 10 avril 1946². Pour qu'une citation en matière correctionnelle soit valable, deux conditions doivent être remplies : il faut tout d'abord que le prévenu ait connaissance de la citation en temps utile et qu'en second lieu, il n'ait pas douté de sa réalité. Une Cour d'appel avait omis de constater l'une et l'autre de ces conditions. La Cour de cassation casse l'arrêt et motive ainsi sa décision : « qu'ainsi cet acte (la citation), dépourvu de validité, n'a pu interrompre la prescription de l'action, qui était acquise au jour de la seconde assignation donnée à X... Par ces motifs, et attendu qu'il ne reste rien à juger, casse et annule sans renvoi ». Si la Cour de cassation avait renvoyé, comme elle pouvait le faire, la juridiction de renvoi était libre, après avoir examiné les faits, de soutenir que la citation ne se trouvait pas dépourvu de validité. En cassant sans renvoi, la Chambre criminelle interdit que l'affaire soit rejugée.

Le second exemple est plus caractéristique encore³. Une Cour d'appel, se fondant sur le caractère « continu » d'un délit, refusa de déclarer éteinte par prescription l'action publique et prononça la

1. In Rapport de M. le Conseiller PÉRY sous Crim., 16 déc. 1954 au D., 55.J.145. Citation, p. 145, col. 2.

2. Crim., 10 avril 1946, *Bull. crim.*, n° 110.

3. Crim., 31 janv. 1936, *Bull. crim.*, n° 22.

condamnation d'un prévenu. La Cour suprême casse cet arrêt. Elle estime que l'infraction constitue un délit « instantané » et qu'ainsi l'action publique est éteinte. Le renvoi aurait dû être prononcé afin que la juridiction de renvoi puisse déterminer à nouveau le caractère du délit. Or la cassation fut sans renvoi.

* * *

La jurisprudence de la Chambre criminelle, fondée indirectement sur l'article 429, alinéa 5, ne nous semble pas, sur le plan logique, valable. La Cour suprême prononce des cassations sans renvoi dans des hypothèses où la désignation d'une juridiction de renvoi paraissait s'imposer. En effet, dans les cas envisagés par la Chambre criminelle (nous avons principalement examiné l'extinction de l'action publique, mais il en est de même en ce qui concerne la nullité de la poursuite, la nullité de la procédure...), une juridiction de renvoi n'eût pas été dans l'impossibilité de faire une exacte application de la loi. *Le renvoi n'était qu'en apparence inutile*. Les juges du fond auraient eu toute latitude pour déclarer, par exemple, que l'action publique n'était pas éteinte par la prescription ou que la poursuite n'était pas nulle ou encore que la procédure était régulière...

Lorsque la Cour de cassation se fonde directement sur l'article 429, alinéa 5, elle déclare que *tel fait n'est pas punissable* et nous avons vu que l'absence de renvoi paraît alors justifié, mais lorsque la Cour suprême se fonde indirectement sur ce même texte, se contentant d'une inutilité apparente du renvoi, elle affirme simplement que *tel fait n'est pas punissable en l'espèce*. Les deux situations ne sont pas identiques. Dans la première, le fait ne peut en aucun cas constituer une infraction à la loi pénale et il semble ainsi normal que les juges du fond, ne puissent pas revenir sur une telle appréciation ; dans la seconde situation en revanche, le fait ne constitue pas une infraction, parce que certaines circonstances l'empêchent de tomber sous l'application de la loi pénale. Les juges du fond devraient alors avoir la possibilité de faire un nouvel examen de ces circonstances et, par conséquent, de déterminer si le fait constitue ou non une infraction. Or, pour qu'il en soit ainsi, le renvoi s'impose.

* * *

Une telle critique de la position de la Cour suprême n'est-elle pas cependant le fruit d'une étude un peu trop théorique ? Sans doute,

dans les hypothèses envisagées par la Chambre criminelle, le renvoi n'était-il pas inutile ; mais était-il « souhaitable » ?

En procédant au renvoi de l'affaire, la Chambre criminelle laissait aux juges du fond, la possibilité de prononcer une condamnation. Quoique les règles de notre instruction criminelle paraissent imposer une telle solution, il ne faut cependant pas oublier que les cas examinés présentent un caractère très particulier. Lorsqu'un condamné apprend que la décision prononçant la peine, pour laquelle il est actuellement détenu, se trouve annulée, et que de surcroît, il constate que cette peine avait été prononcée par un fait dépourvu de sanction pénale (il importe peu que le fait ne constitue pas une infraction en raison seulement de certaines circonstances), il est en droit d'espérer qu'aucune autre juridiction ne connaîtra plus de ce fait. N'y aurait-il pas alors une atteinte à sa liberté ?

Si l'on admet que la Cour suprême doit protéger la liberté individuelle, il est légitime qu'elle s'arroge le droit d'interdire aux juges du fond de remettre en question certaines situations, dans lesquelles cette liberté est particulièrement menacée. La Chambre criminelle déclare alors que *selon elle*, « il ne reste rien à juger », et qu'aucune condamnation ne peut donc être prononcée. Sans doute une juridiction de renvoi aurait-elle la faculté d'affirmer la solution contraire, il n'en est pas moins vrai qu'il serait regrettable de voir une telle prise de position démentie par les juges du fond. La Cour suprême doit exiger que « *nullum crimen...* » soit respecté. Si elle estime qu'il ne reste rien à juger, elle affirme par là-même que « *nullum crimen...* » se trouvait particulièrement menacé. Aucune juridiction ne saurait, dès lors, examiner le fond de l'affaire. Sinon, la liberté individuelle serait en danger. C'est en raison de la nécessité de protéger cette liberté que, selon nous, la cassation sans renvoi a vu son champ d'application se développer.

*
* * *

Le domaine de la cassation sans renvoi fondée sur l'article 429, alinéa 5, du Code d'instruction criminelle, semble parfaitement délimité. *L'absence de renvoi est prononcée lorsque la Chambre criminelle déclare qu'un fait ne constitue pas en lui-même une infraction, ou en raison de certaines circonstances indépendantes de ce fait.* Mais la Chambre criminelle paraît vouloir élargir encore le champ d'ap-

plication de la cassation sans renvoi. Examinons en effet un arrêt du 10 mars 1953¹.

Le secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun avait signalé à l'autorité supérieure « des faits de nature à entraîner l'application d'une sanction disciplinaire contre un fonctionnaire ». Or ces faits se révélèrent inexacts. Le secrétaire général fut cependant relaxé de la prévention de dénonciation calomnieuse (art. 373 C. pén.) « par le motif qu'il avait cru, de bonne foi, à leur exactitude ». Mais la Cour d'appel le condamna « du chef d'outrages (art. 222 C. pén.), par le motif que sa lettre de transmission contenait le passage suivant : « Nous insistons pour que les éléments nuisibles tels que X..., soient expulsés du territoire pour trahison de la mission civilisatrice de la France au Cameroun ». La Chambre criminelle, saisie du pourvoi du secrétaire général, casse cet arrêt. Elle motive sa décision de la manière suivante : « Mais attendu qu'il résultait à l'évidence de l'examen de cette lettre de transmission que cette appréciation, quelque excessifs qu'en fussent les termes, se bornait à qualifier les faits dénoncés et ne contenait aucune expression injurieuse ou aucun terme de mépris qui en fussent indépendants et distincts ; Que dès lors, la Cour d'appel, qui avait reconnu que la dénonciation était faite de bonne foi, n'a pu légalement retenir à la charge du demandeur *un délit d'outrages dont les éléments légaux n'étaient pas réunis* ». La cassation est alors prononcée sans renvoi.

La Chambre criminelle refuse de renvoyer l'affaire pour un nouvel examen au fond, parce que « les éléments légaux du délit d'outrages n'étaient pas réunis ». Cette absence de renvoi est-elle justifiée ? Il ne s'agit plus d'une infraction non qualifiée par la loi, ou d'une infraction qui ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, en raison de certaines circonstances qui sont indépendantes du fait lui-même, mais il s'agit d'une infraction dont les éléments légaux ne sont pas réunis. Il y a une nuance entre les deux hypothèses. Dans la première, le fait ne tombe pas sous l'application de la loi pénale, il n'est pas punissable (peu importe, qu'il ne soit pas punissable en raison de certaines circonstances extérieures au fait en question) ; dans la seconde, le fait est susceptible d'être punissable en l'espèce, mais il ne constitue pas une infraction, parce que les éléments légaux de celle-ci ne sont pas réunis. En ce dernier cas, la Chambre criminelle, après avoir cassé l'arrêt affirmant la position contraire, aurait dû

1. Bull. crim., n° 89.

renvoyer l'affaire, afin qu'il soit procédé à un nouvel examen au fond. En ne procédant pas au renvoi, elle interdit que la qualification de ce fait soit remise en question. Nous croyons que cette position extrême de la jurisprudence de la Cour suprême sort des limites permises par l'article 429, alinéa 5. Dans cette hypothèse, rien ne pouvait empêcher une juridiction de renvoi de requalifier. Une telle juridiction avait la possibilité de faire une exacte application de la loi. Le renvoi n'était pas inutile. La Cour de cassation se doit de protéger la liberté individuelle, mais en l'espèce, elle n'était nullement menacée. La Chambre criminelle ne saurait empiéter sans raison valable sur les attributions des juridictions du fond. Le renvoi aurait dû être prononcé « pour permettre une nouvelle appréciation du fait et du droit par une seconde Cour d'appel, et, éventuellement, par les Chambres réunies de la Cour de cassation »¹.

* * *

La cassation sans renvoi, fondée sur l'impossibilité pour une juridiction de renvoi de faire une exacte application de la loi, aurait ainsi un domaine assez limité, si la Chambre criminelle, désirant protéger la liberté individuelle, ne l'avait étendu en refusant de renvoyer les affaires dans des hypothèses où l'impossibilité du renvoi est seulement apparente. Qu'une telle position soit légitime, lorsque la Cour suprême constate qu'un fait ne tombe pas sous l'empire de la loi pénale en raison de circonstances indépendantes du fait lui-même (action publique éteinte, poursuite nulle...), nous n'en doutons pas. Il est encore possible de soutenir que ces solutions résultent indirectement de l'article 429, alinéa 5. Mais une limite s'impose. Refuser le renvoi, quand les éléments légaux d'une infraction ne sont pas réunis, ne saurait alors se justifier. Si la Chambre criminelle élargissait encore le domaine de la cassation sans renvoi, fondée sur l'article 429, alinéa 5, l'application exacte de la loi pénale dépendrait uniquement de son appréciation souveraine.

1. In Rapport de M. le Conseiller PATIN dans un arrêt de la Chambre criminelle du 16 déc. 1954 (D., 55.J.287), citation, p. 290, col. 2, *in fine*.

II

LA CASSATION SANS RENVOI EN RAISON DE L'IMPOSSIBILITÉ POUR LA JURIDICTION DE RENVOI DE FAIRE UNE EXACTE APPLICATION DE LA LOI PÉNALE DANS L'INTÉRÊT DE LA PARTIE — OU DES PARTIES — QUI A INTRODUIT LE POURVOI OU DANS L'INTÉRÊT D'UNE BONNE JUSTICE RÉPRESSIVE.

La Chambre criminelle casse toujours une décision, lorsqu'elle juge la loi incorrectement appliquée. Après avoir annulé la décision, elle renvoie devant les juges du fond, qui, tout en étant libres de statuer comme ils l'entendent, ont cependant pour mission d'appliquer exactement les dispositions légales.

Cette analyse du renvoi est cependant incomplète. Une cassation suppose toujours l'introduction d'un pourvoi, soit par une partie — ou plusieurs parties — à l'instance pénale, dont l'intérêt est fondé sur l'existence d'une décision des juges du fond lui faisant grief, soit par le ministère public, dans l'intérêt d'une bonne justice répressive.

Le renvoi prononcé par la Chambre criminelle est alors réalisé, nous l'avons démontré, dans l'intérêt du ou des demandeurs au pourvoi. Cet intérêt exige que les juges du fond procèdent à un nouvel examen de l'affaire. Mais si le demandeur au pourvoi, avon-nous dit, subit un préjudice du fait du renvoi, celui-ci n'en sera pas moins prononcé, car l'intérêt d'une bonne justice répressive le commande.

Le renvoi après cassation a donc pour but l'application exacte de la loi, mais dans l'intérêt de la partie — ou des parties — qui a introduit le pourvoi ou dans celui d'une bonne justice répressive. Si cette seconde condition n'est pas réalisable, s'il est par conséquent impossible à la juridiction de renvoi d'examiner l'affaire dans l'un ou l'autre de ces intérêts, la cassation doit être prononcée sans renvoi ; le renvoi devient inutile. Mais d'où résulte cette impossibilité ? Il faut supposer qu'un pourvoi a été formé dans l'intérêt de la loi par le ministère public, partie ou non à l'instance pénale, nous nous expliquerons sur ce point. Seul, l'intérêt de la loi est envisagé. Or, il n'entraîne pas un nouvel examen de l'affaire par les juges du fond. *L'intérêt de la loi est moins exigeant que celui d'une bonne justice répressive.* Il suffit que la décision ne respectant pas les dispositions légales soit annulée. Cette annulation d'ailleurs, pour employer le langage du droit civil, est inopposable aux parties à l'instance

pénale et celles-ci ne peuvent pas s'en prévaloir. Par conséquent, l'existence d'une juridiction de renvoi n'est pas concevable. Une difficulté se présente cependant, lorsqu'un pourvoi est formé dans l'intérêt de la loi et dans celui du condamné. Si la cassation est prononcée dans ce double intérêt, le renvoi s'impose-t-il ? L'intérêt jugé le plus important commandera la solution.

Nous examinerons donc successivement le pourvoi dans le seul intérêt de la loi (A) et le pourvoi tant dans l'intérêt de la loi que dans celui du condamné (B).

A. — *Le pourvoi dans l'intérêt de la loi.*

Lorsqu'un pourvoi a été introduit dans l'intérêt de la loi devant la Chambre criminelle, celle-ci peut annuler la décision qui fait l'objet du pourvoi. En ce cas la cassation est prononcée sans renvoi.

Une telle hypothèse a été trois fois envisagée par le Code d'instruction criminelle, dans ses articles 409, 441 et 442. Nous examinerons ces différents cas.

1) *Le pourvoi dans l'intérêt de la loi contre les arrêts d'acquiescement en matière criminelle (art. 409 C. instr. crim.).*

L'article 409 est ainsi rédigé : « Dans le cas d'acquiescement de l'accusé, l'annulation de l'ordonnance qui l'aura prononcé et de ce qui l'aura précédée ne pourra être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée ». Un tel pourvoi est possible contre les arrêts d'acquiescement des Cours d'assises, et il nous faut ajouter qu'il en est de même pour les jugements d'acquiescement et d'absolution des tribunaux militaires¹. Toute cassation rendue sur un tel pourvoi, est prononcée sans renvoi².

2) *Le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi par le procureur général près la Cour de cassation (art. 442 C. instr. crim.).*

Si la Chambre criminelle casse la décision, contre laquelle le pourvoi avait été introduit, la cassation est prononcée sans renvoi³.

1. Code just. mil. (armée de terre), art. 136 ; C. just. mil. (armée de mer), art. 163.

2. En ce sens : FAUSTIN-HÉLIE, *Pratique criminelle des cours et tribunaux*, par Jean BROUCHOT, *Code d'instr. crim.*, t. II, n° 483 ; GARRAUD, *Traité théorique et pratique d'instruction crim. et de procédure pén.*, t. V, n° 1972 ; PÉPY, *In Encyclopédie juridique Dalloz, Répertoire de droit crim. et de procédure pén.*, V° *Cassation*, n° 441. *Crim.*, 22 fév. 1951, *Bull. crim.*, n° 60.

3. En ce sens : FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, n° 475 ; GARRAUD, *op. cit.*, n° 1968 ; PÉPY, *op. cit.*, n° 433. Citons parmi les décisions les plus récentes : *Crim.*, 24 janv. 1951,

3) *Le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi par le procureur général près la Cour de cassation, d'ordre du garde des Sceaux (art. 441).*

La cassation est également dans l'intérêt de la loi seulement ; en raison même de cet intérêt, elle a lieu sans renvoi¹. On peut citer cependant un arrêt du 4 août 1948², qui prononça le renvoi de l'affaire devant les juges du fond. Il s'agissait en l'espèce, de la cassation d'une décision d'un tribunal correctionnel qui se déclarait incompétent. Nous croyons que cet arrêt s'explique de la manière suivante. La cassation a certes bien été prononcée dans l'intérêt de la loi, mais il faut y ajouter l'intérêt d'une bonne justice répressive. En annulant une décision d'incompétence, la Cour suprême reconnaît que la juridiction, qui a refusé de statuer, est compétente. Il semble de l'intérêt d'une bonne justice répressive que la juridiction déclarée compétente puisse juger au fond ; le renvoi s'impose donc. La juridiction de renvoi pourra faire en ce cas une exacte application de la loi dans cet intérêt.

L'intérêt de la loi n'intervient donc pas toujours seul pour expliquer une telle cassation ; un autre intérêt s'y ajoute quelquefois. C'est ainsi que de nombreuses cassations, prononcées à la suite d'un pourvoi du procureur général près la Cour suprême, d'ordre du garde des Sceaux, le sont dans l'intérêt de la loi et du condamné.

B. — *Le pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné.*

Lorsque le procureur général près la Cour de cassation, sur l'ordre du garde des Sceaux, introduit un pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné, il prend en charge l'intérêt de ce dernier. La cas-

Bull. crim., n° 30 ; *Crim.*, 4 avril 1951, *Bull. crim.*, n° 125 ; *Crim.*, 12 juill. 1951, *Bull. crim.*, n° 207 ; *Crim.*, 27 juill. 1951, *Bull. crim.*, n° 235 ; *Crim.*, 8 août 1951, *Bull. crim.*, n° 292 ; *Crim.*, 21 fév. 1952, *Bull. crim.*, n° 60 ; *Crim.*, 24 oct. 1952, *Bull. crim.*, n° 234 ; *Crim.*, 14 nov. 1952, *Bull. crim.*, n° 261 ; *Crim.*, 3 fév. 1953, *Bull. crim.*, n° 34 ; *Crim.*, 24 fév. 1953, *Bull. crim.*, n° 65 ; *Crim.*, 4 juin 1953, *Bull. crim.*, n° 190 ; *Crim.*, 11 juin 1953, *Bull. crim.*, n° 203 ; *Crim.*, 24 juin 1953, *Bull. crim.*, n° 220 ; *Crim.*, 28 juill. 1953, *Bull. crim.*, n° 260 ; *Crim.*, 17 nov. 1953, *Bull. crim.*, n° 297 ; *Crim.*, 23 mars 1954, *Bull. crim.*, n° 117 ; *Crim.*, 30 avril 1954, *Bull. crim.*, n° 150 ; *Crim.*, 30 avril 1954, *Bull. crim.*, n° 151 ; *Crim.*, 14 oct. 1954, *Bull. crim.*, n° 293 ; *Crim.*, 23 nov. 1954, *Bull. crim.*, n° 342.

1. *Crim.*, 26 juin 1947, *Bull. crim.*, n° 166 ; Citons parmi les décisions les plus récentes : *Crim.*, 25 nov. 1948, *Bull. crim.*, n° 259 ; *Crim.*, 28 juill. 1950, *Bull. crim.*, n° 220 ; *Crim.*, 1^{er} fév. 1951, *Bull. crim.*, n° 39 ; *Crim.*, 10 juill. 1952, *Bull. crim.*, n° 183 ; 9 fév. 1954, *Bull. crim.*, n° 62 ; *Crim.*, 2 mars 1954, *Bull. crim.*, n° 92 ; *Crim.*, 2 mars 1954, *Bull. crim.*, n° 95 ; *Crim.*, 22 juill. 1954, *Bull. crim.*, n° 267 ; *Crim.*, 23 nov. 1954, *Bull. crim.*, n° 340.

2. *Bull. crim.*, n° 223.

sation qui peut alors intervenir à la suite de ce pourvoi, est-elle prononcée avec ou sans renvoi ? Si la loi est alors prise seule en considération, la cassation doit être sans renvoi¹. Mais si l'intérêt du condamné se trouve également respecté, quelle solution adopte la Cour suprême ? Elle est simple : l'affaire n'est pas renvoyée si ce renvoi cause un préjudice au condamné. Cette solution est conforme à la seconde condition requise pour que soit prononcé un renvoi : la possibilité pour la juridiction à laquelle l'affaire est renvoyée de faire une exacte application de la loi pénale, dans l'intérêt de la partie qui a introduit le pourvoi. Or, en l'espèce, si nous n'envisageons que les intérêts en présence, nous pouvons considérer que le condamné a lui-même formé un pourvoi. Par conséquent, si la juridiction de renvoi ne peut appliquer la loi pénale qu'en causant un préjudice au condamné, elle se trouve dans l'impossibilité d'appliquer la loi dans son intérêt et le renvoi est dès lors impossible.

Nous avons dit, d'autre part, qu'une cassation est prononcée sans renvoi, lorsque la juridiction à laquelle l'affaire est renvoyée, ne peut faire une exacte application de la loi pénale. Si, dans notre domaine, cette condition n'est pas réalisable, la cassation est également sans renvoi.

* * *

Lorsqu'un pourvoi est formé par le procureur général près la Cour de cassation, d'ordre du garde des Sceaux, la cassation qui peut être alors prononcée est sans renvoi quand :

1) *Le renvoi causerait un préjudice au condamné.*

Comme le dit un arrêt du 20 mai 1954² : « Attendu que la cassation prononcée en vertu de l'article 441 du Code d'instruction criminelle ne peut jamais porter préjudice au condamné ni aggraver sa situation », formule à peu près identique à celle employée par un arrêt du 24 janvier 1952³ : « Attendu que la cassation prononcée en vertu de l'article 441 du Code d'instruction criminelle ne peut jamais préjudicier à l'inculpé (le pourvoi peut être en effet formé contre une décision ne statuant pas sur le fond) ou au condamné ni

1. Citons : Crim., 24 janv. 1952, *Bull. crim.*, n° 24 ; Crim., 1^{er} juill. 1953, *Bull. crim.*, n° 227 ; Crim., 30 avril 1954, *Bull. crim.*, n° 149.

2. *Bull. crim.*, n° 193.

3. *Bull. crim.*, n° 24.

aggraver sa situation ». Un autre arrêt de la Chambre criminelle, précise cette notion de préjudice¹ : « Attendu qu'il n'y a aucun droit acquis par ledit jugement en faveur de X... (accusé), renvoie la cause et l'accusé... ».

Lorsqu'un inculpé, un accusé ou un condamné possède un droit acquis, qui prend sa source dans une décision judiciaire émanant des juges du fond, la cassation de cette décision, sur un pourvoi du procureur général près la Cour de cassation, d'ordre du garde des Sceaux, est prononcée sans renvoi.

Mais il est une autre hypothèse dans notre domaine dans laquelle la cassation a lieu sans renvoi. Il suffit de supposer que :

2) *La juridiction de renvoi est dans l'impossibilité de faire une exacte application de la loi pénale.*

Il n'est plus alors question de l'intérêt du condamné, puisque la première condition de l'existence du renvoi ne peut pas ainsi être respectée. Citons par exemple un arrêt du 20 mai 1954 précité, qui est ainsi motivé : « Qu'en l'espèce, la condamnation est donc effacée par l'effet de l'amnistie ; qu'il s'ensuit que l'action publique est éteinte, et qu'il n'y a lieu à renvoi »². Toutes les hypothèses envisagées en ce domaine dans la première partie de cette étude peuvent donc se retrouver ici.

* * *

De l'examen de la jurisprudence de la Chambre criminelle concernant la cassation sans renvoi, il est possible de dégager l'idée suivante : cette juridiction considère avant tout l'intérêt des condamnés. C'est la protection de la liberté individuelle qui semble le plus préoccuper en ce domaine les magistrats de la Cour suprême. Sans doute, leur position est-elle quelquefois critiquable sur le plan théorique, il n'en demeure pas moins que la mission que s'est assignée la Chambre criminelle est assez noble pour que sa mise en œuvre mérite d'être le plus souvent approuvée.

1. Crim., 4 août 1948, *Bull. crim.*, n° 223.

Cf. également : Crim., 30 avril 1954, D. 1954.J.538 et Crim., 14 déc. 1954, D., 1955.J. 233, qui donnent des exemples d'absence de renvoi en raison du préjudice qui serait alors causé au condamné.

2. Dans le même sens : Crim., 18 mai 1954, *Bull. crim.*, n° 183.

De l'action civile fondée sur l'article 1384, al. 1^{er} du Code civil

par Michel RIOU

*Docteur en droit,
Assistant à la Faculté de droit de l'Université de Paris.*

1) *Action pénale et actions civiles.*

Lorsque la jurisprudence découvrit le sens caché de l'article 1384, alinéa 1^{er} du Code civil¹, elle posa — sans s'en rendre compte — sous un jour nouveau le problème des rapports de la responsabilité civile et de la responsabilité pénale.

Pour reprendre l'exemple classique, un piéton renversé et blessé par une voiture automobile a une option entre deux cas de responsabilité : l'action contre le conducteur responsable de l'accident pour la faute de conduite commise ; l'action contre le gardien du véhicule, sur lequel pèse la fameuse présomption de responsabilité du fait des choses inanimées ; conducteur et gardien pouvant être ou non la même personne.

Or ayant été victime de blessures causées par imprudence, le piéton agit en réparation du préjudice causé par une infraction, ce que l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle qualifie action civile.

S'il choisit l'action en responsabilité pour faute, il a, le plus souvent, intérêt à se constituer partie civile devant la juridiction pénale, saisie pour blessures par imprudence en vertu de l'article 320 du Code pénal². Il devient alors l'auxiliaire du ministère public, il

1. Découverte du sens caché de l'article 1384, al. 1^{er}, Civ., 11 juin 1896, S., 1897.1.17, note A. Esmein.

2. Frais moins élevés qu'au civil, recherche et établissement des faits par la justice, règle « le criminel tient le civil en état » sans application, contrainte par corps pour recouvrer les dommages-intérêts, etc...

concourt à la répression du délit, cause du préjudice dont il souffre. L'infraction à la loi pénale a lésé, à la fois, l'ordre social et un intérêt privé. L'action publique a pour objet de réprimer l'atteinte portée à l'ordre social, elle a pour but l'application d'une peine¹. L'action civile a pour objet de réparer le préjudice individuel causé par l'infraction², elle a pour but l'indemnisation de la victime par le coupable. L'action civile ne sera recevable que si l'inculpé est condamné pénalement³.

L'action civile est l'accessoire de l'action publique, elle n'intéresse qu'un intérêt privé alors que l'action publique concerne l'ordre social. La répression passe avant la réparation⁴. C'est ce qui explique la primauté de l'action publique sur l'action civile. La prescription de l'action publique entraîne, en vertu des articles 637, 638 et 640 du Code d'instruction criminelle la prescription de l'action civile. C'est encore la primauté de la répression qui a inspiré l'article 3, alinéa 2, Code d'instruction criminelle, qui suspend l'exercice de l'action civile intentée devant une juridiction civile tant que la décision pénale sur l'action publique n'a pas été rendue définitivement. C'est toujours en vertu du principe de la primauté de la répression, que la jurisprudence a déduit de la règle « le criminel tient le civil en état », l'autorité absolue de la chose jugée au pénal sur le civil.

Prescription abrégée, sursis à statuer, autorité de la chose jugée au pénal, autant de règles qui diminuent les droits de la victime, parce qu'elle se plaint d'un préjudice, élément constitutif d'une infraction. Solutions conformes aux textes, mais aux conséquences d'autant plus funestes que la Cour de cassation dans un arrêt fameux du 19 décembre 1912⁵ a admis la thèse de l'unité des fautes civiles et pénales des articles 1383 du Code civil et 319 et 320 du Code pénal.

Dans le domaine des délits d'imprudence pour atteinte à l'intégrité physique de la personne, le droit pénal a perdu son caractère lacunaire, sa discontinuité⁶. Toute faute civile est constitutive de délit pénal. Tout délit civil est soumis à la loi pénale.

1. FAUSTIN-HÉLIE, 5^e éd. par Jean BROUCHOT, *Pratique crim. des cours et des tribunaux*, Code d'instr. crim., t. 1 et n° 1, p. 5.

2. DONNEDIEU DE VABRES, *op. cit.*, p. 629, n° 1117.

3. Pierre BOUZAT, *Traité théor. et prat. de droit pén.*, 1^{re} éd., n° 903, p. 614.

4. STÉFANI, *Cours de droit crim. approfondi*, Paris, 1953-1954, *Les Cours du droit*, p. 17.

5. Cass. crim., 19 déc. 1912, S., 1914.1.249, note René Morel ; même sens : Civ. sect. civ., 3 mai 1949, D., 1950, Somm., 37, S., 1950.I.27 ; ESMEIN, in *Traité pratique de droit civil* de PLANIOL et RIPERT, 2^e éd., t. VI, n° 673 et note 5, p. 944 et 945.

6. VOUIN, D., 1954.J.679, note sous Crim., 13 mai 1953.

Ainsi le piéton blessé par une voiture automobile ne peut agir contre le conducteur fautif que dans le délai de trois ans de la prescription du délit pénal d'imprudence et il ne peut invoquer une faute légère ou même très légère, non retenue par le juge pénal qui a prononcé l'acquiescement du prévenu. Bienheureux celui qui ne souffre que d'un préjudice matériel, il a trente ans pour agir et peut réussir son action en réparation au civil, si la poursuite pénale a échoué. La primauté du pénal sur le civil nuit à la victime¹. Dès lors, la victime ne va-t-elle pas invoquer l'article 1384, alinéa 1^{er} contre le gardien pour tourner les règles du droit pénal ? Dans ce cas, elle demande toujours la réparation du préjudice causé par l'infraction mais elle ne met pas en cause, directement, l'auteur de l'infraction puisqu'elle invoque un moyen juridique étranger à l'idée du fait de l'homme, le fait de la chose inanimée. L'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} en réparation du dommage causé par l'infraction, est-elle une action civile soumise au régime de l'action civile ? Le fait dommageable est identique, mais le moyen juridique est différent. Le problème se pose, d'ailleurs, dans les mêmes termes, lorsque la victime invoque la violation d'une obligation contractuelle.

2) *Présomption d'innocence et présomption de responsabilité.*

Apparemment, il y a antinomie entre la responsabilité pénale et la responsabilité du gardien de la chose inanimée, de l'animal ou encore du contractant. L'accusé est couvert par une présomption d'innocence, garantie de la liberté individuelle, *in dubio pro reo*². En revanche, le gardien d'une chose inanimée qui a contribué à la réalisation d'un dommage, est présumé responsable jusqu'à preuve d'une cause étrangère, non imputable ou au moins du fait passif de sa chose³. La victime pour obtenir réparation n'a qu'à prouver son préjudice, elle n'invoque aucune faute du gardien, il n'est pas question d'infraction, bien que l'infraction existe dans son élément matériel. Peut-on reprocher au gardien, pourtant incontestablement responsable du préjudice causé, une faute pour avoir versé à un ami un verre d'un liquide corrosif qu'il tenait sur la foi de l'étiquette et de l'affirmation du commerçant pour un vin de qualité⁴ ; à celui

1. ESMEIN, in *Traité pratique* de PLANIOL et RIPERT, 2^e éd., t. VI, n° 672, p. 943.

2. Pierre BOUZAT, *op. cit.*, n° 1063, p. 721 ; DONNEDIEU DE VABRES, *op. cit.*, n° 1239, p. 713.

3. Ch. réun., 13 fév. 1930, D.P., 1930.1.57, note Ripert ; Civ., 23 janv. 1945, D., 1945. I.317, note René Savatier.

4. Cass. civ., 2^e sect. civ., 26 juin 1953, D., 1954.J.181, note René Savatier ; S., 1954.

qui cause un accident automobile par suite de la rupture brusque, soudaine, imprévisible d'un organe de direction, qui était atteint d'un vice de construction impossible à éviter et à prévoir dans l'état actuel de la technique ? Peut-on parler d'action civile lorsque la cause du dommage demeure inconnue ou est imputable à un vice caché ? La preuve de l'absence de faute n'exonère pas, en principe, le gardien de la chose, pourtant la victime réclame la réparation d'un préjudice qui est l'élément constitutif d'un délit pénal.

3) *Identité de fait.*

Que celui qui subit un dommage, élément d'une infraction, demande réparation sur le fondement de l'article 1382, de l'article 1384, alinéa 1^{er} ou même de l'article 1147 du Code civil, il doit toujours établir le lien de causalité entre le dommage et la faute, s'il invoque la responsabilité pour faute prouvée, entre le dommage et le fait de la chose s'il se fonde sur l'article 1384, alinéa 1^{er}. Dans le premier cas, la chose est l'instrument qui a permis de causer le dommage, l'instrument de l'infraction, dans le second le fait de la chose est la cause de responsabilité. L'idée de faute ne peut d'ailleurs être exclue de l'article 1384, alinéa 1^{er}, elle réapparaît de plus en plus en jurisprudence ; le fou irresponsable pénalement est déchargé de la présomption de responsabilité du gardien¹, certains arrêts faisant allusion au fait passif de la chose pour exonérer le gardien, semble admettre que la preuve de l'absence de faute peut suffire à exonérer le gardien irréprochable². Enfin, dans le procès civil, le juge peut partager la responsabilité entre le gardien présumé responsable et la victime qui a commis une faute³.

Que l'on invoque la responsabilité pour faute prouvée ou la responsabilité du fait des choses inanimées, le litige porte toujours sur le même fait dommageable. Le juge civil ne peut méconnaître le principe de l'autorité absolue de la chose jugée au pénal. L'existence du fait dommageable, la constatation du préjudice sont des questions de fait identiques au pénal et au civil, elles ne peuvent recevoir, sans contrariété, des solutions différentes et comme la

I.41, note Henri Mazeaud, Chronique Paul ESMEIN, « Le diable dans la bouteille », *Gaz. Pal.*, 1954.D.1163.

1. Civ., 28 avril 1947, D., 1947.329, conclusions de M. le Conseiller Lenoan, note Lalou. *Contra* : Trib. civ. Toulouse, 19 nov. 1951, D. 1952.155.

2. Civ., 23 janv. 1945, D., 1945.J.317, note R. Savatier ; Civ. sect. civ., 29 avril 1949, D. 1949, Somm., 33.

3. Req., 13 avril 1934, D., 1934.I.41 ; Civ., 1^{er} déc. 1936 et 9 fév. 1937, D.H., 1937.86 et 203 ; Civ., 8 fév. 1938, D.H., 1938.194 ; Crim., 16 mars 1939, D.H., 1939.356.

répression l'emporte sur la réparation, l'action civile fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er} sera soumise à la primauté de la décision pénale.

4) *Le problème de l'action civile fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er}.*

Qu'elle agisse sur le terrain de l'article 1382, ou de l'article 1384 alinéa 1^{er} pour échapper aux règles du droit pénal, si la victime réclame la réparation d'un dommage résultant d'une infraction pénale, le numéro d'article a-t-il une importance autre que le fondement textuel de l'action ? La différence n'est-elle pas plus nominale qu'effective ? L'idée de faute dans la garde ou au moins d'obligation de sécurité à l'égard des tiers, n'explique-t-elle pas la solution donnée sur le terrain de la responsabilité du fait des choses ? La non responsabilité du gardien dément ne réintroduit-elle pas la notion de culpabilité dans l'article 1384, alinéa 1^{er} ?

A titre d'hypothèse, on peut admettre que l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} a le même fondement que l'action fondée sur l'article 1382. Mais il n'en reste pas moins que la technique procédurale est différente, la présomption de responsabilité demeure étrangère au droit pénal, et cette différence technique rejaillit sur le fond. Il s'agit donc de déterminer en quoi le régime propre de l'action civile édictée par le Code d'instruction criminelle pour l'action civile reposant sur la faute pénale prouvée va être applicable à l'action civile de nature particulière fondée sur la présomption de responsabilité du fait des choses inanimées. La primauté du droit pénal sur le droit civil impose au juge civil de ne pas méconnaître la décision pénale sur l'existence de l'infraction ; le particularisme de l'article 1384, alinéa 1^{er} échappe aux règles procédurales de l'action civile classique ; tels sont les deux points à étudier :

I. — L'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} et l'autonomie de la responsabilité du fait des choses inanimées.

II. — L'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} et la primauté de la décision pénale.

Pour la justifier, la Cour de cassation s'est bornée à employer sa fameuse formule : « l'action civile qui a pour base une disposition du droit civil, échappe à la prescription pénale même si le dommage se rattache à l'infraction ».

7) *L'action en réparation du préjudice corporel fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} n'est pas soumise à la prescription pénale.*

C'est la même formule qui a permis à la Cour de cassation d'écarter la prescription pénale, en matière de dommages corporels, lorsque la demande est fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er}¹. Peu importe que le gardien d'une chose inanimée se soit rendu coupable de blessures par imprudence, réprimées par les articles 319 et 320 du Code pénal, la jurisprudence accorde à la victime de l'infraction, si elle peut invoquer la présomption de responsabilité, le délai normal de la prescription de l'action civile, c'est-à-dire trente ans².

L'action civile au sens strict, celle que régit le Code d'instruction criminelle, c'est l'action en réparation du dommage causé par l'infraction, celle qui repose sur l'article 1382 du Code civil. S'il existe un autre moyen juridique, d'ordre contractuel ou délictuel pour permettre à la victime d'agir en réparation, cette nouvelle action n'est pas, pour la jurisprudence, une action fondée sur l'infraction.

« La jurisprudence s'efforce aujourd'hui volontiers de trouver à l'action civile un autre fondement que l'infraction, afin de la soustraire à la prescription trop courte de l'action publique »³. La prescription de l'action publique ne s'applique pas aux actions d'ordre civil qui naissent à l'occasion de l'infraction. Elle ne s'applique pas à l'action en divorce en cas d'adultère, à l'action en indignité successorale ou de révocation de donation pour ingratitude, en cas de meurtre ou de tentative de meurtre... C'est pour permettre au malade de demander réparation, pendant trente ans, au médecin, que la Cour de cassation a admis le caractère contractuel de la respon-

1. Civ., 9 janv. 1928, D., 1929.I.56 ; Civ., 23 juill. 1934 et 22 janv. 1935, D., 1935.I.41, note Léon Mazeaud ; 20 nov. 1944, D., 1945.J.184 ; ESMEIN in PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, t. VI, n° 673, p. 943.

2. Mais en matière de transport bénévole, l'art. 1384, al. 1^{er} étant inapplicable la prescription est celle de l'action publique. Req., 9 juin 1928, D., 1928.I.155, et, plus récemment : Cass. civ., 3 janv. 1952, D., 1952.253 a décidé que l'action introduite en vertu de l'art. 106, loi du 5 avril 1884, modifié, devait suivre les règles de la prescription criminelle. V. BOUZAT : V^{is} *Action civile*, n° 128, in *Répertoire de dr. pén.*, Encyclopédie juridique Dalloz.

3. BOUZAT, *op. cit.*, n° 955, p. 650.

sabilité médicale en cas d'atteinte à la personne physique¹. C'est aussi le recours à la responsabilité contractuelle, qui a permis d'écarter la prescription de l'action publique pour les accidents causés aux voyageurs par les transporteurs.

C'est par le même détour que la jurisprudence, grâce à l'article 1384, alinéa 1^{er} a fait échec en matière de dommages corporels à l'article 2 du Code d'instruction criminelle. Seules les actions en responsabilité civile, ayant leur source, dans une infraction s'éteignent par les délais de la prescription pénale. Les actions fondées sur la responsabilité du fait des choses, parce que le gardien de la chose est tenu sans avoir commis d'infraction, échappent donc à la prescription pénale². La prescription pénale n'empêche que d'invoquer devant le juge civil une infraction prescrite. Le demandeur dans l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} ne fait pas état de l'infraction dont il a été victime, il ne demande pas au juge de constater une infraction effacée ; il se prévaut de la responsabilité du fait des choses, il demande réparation d'un préjudice causé par une chose, sans avoir à prouver ni infraction, ni faute³.

« Le juge civil saisi de cette action n'a pas à rechercher, pour y faire droit, si le gardien a ou non commis une faute, a dit la Cour de cassation dans un arrêt du 6 mai 1941, il suffit pour qu'elle aboutisse, que le dommage ait été, comme en l'espèce, causé par la chose dont le défendeur avait la garde »⁴.

8) *Essai de justification de la solution jurisprudentielle.*

Pour justifier sa solution, ce même arrêt ajoute, comme beaucoup d'autres : « les actions qui dérivent des articles 1382 et 1384, alinéa 1^{er} du Code civil, bien que poursuivant le même but procèdent de causes juridiques différentes ». Cause juridique différente, notion sur laquelle s'appuyait la jurisprudence antérieure au décret-loi du 30 octobre 1935 pour admettre l'exception de demande nouvelle en appel, si l'un des textes n'avait pas figuré dans les conclusions d'instance⁵. La cause, c'est le fondement juridique de la prétention du

1. Civ., 20 mai 1936, D., 1936.I.88, rapport Josserand, conclusions Matter, note E. P. (Pilon) ; S., 1937.I.321 ; Crim., 12 déc. 1946, S., 1947.I.183, note Esmein, sous Civ., 18 janv. 1938, S., 1939.I.201.

2. Cass. civ., 2^e sect. civ., 26 juin 1953, S., 1953.I.191, observations H. et L. MAZEAUD, *Rev. trim. dr. civ.*, 1954, p. 111, n° 49-1° ; H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, 4^e éd., t. III, n° 2141.

3. H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, 4^e éd., t. III, n° 2105.

4. Civ., 6 mai 1941, D.A., 1941.241, *Gaz. Pal.*, 1941.2.32.

5. Article 464 nouveau, v. notamment : MOREL, *Traité élém. de proc. civ.*, 2^e éd.,

demandeur¹, ce n'est pas le moyen juridique ou de fait que le demandeur invoque pour établir sa prétention.

Les arrêts qui ont confondu, après 1930, la cause de l'action publique et la cause de l'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er}², ont commis une grave confusion, ce n'est pas parce que le juge civil et le juge pénal connaissent des mêmes faits, ou plutôt du même fait, que l'action civile et l'action publique ont une cause identique.

Le juge pénal cherche une faute qui lui permettra de condamner un coupable, le juge civil constate une relation de causalité, entre le comportement même normal d'une chose et un dommage pour condamner civilement le gardien à réparer. Que l'on explique la responsabilité du gardien par l'idée de risque, l'idée de présomption renforcée de faute, qui ne tombe que devant la preuve d'une cause étrangère non imputable, on est toujours hors du domaine de la faute prouvée. On ne juge pas la conduite du gardien, on constate seulement qu'il n'a pas évité le dommage, qu'il a manqué, comme un transporteur, à une obligation de garantie envers les autres.

Il y a donc bien là une cause juridique différente de la responsabilité pénale et il est bien normal que l'action civile soit indépendante de l'action publique, de même que l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} est, au civil, différente de l'action fondée sur l'article 1382.

C'est ainsi que l'on parvient à justifier une solution qui favorise les victimes et permet de retrouver les avantages du système de la dualité des fautes civiles et pénales, sans en reprendre les inconvénients. Le droit pénal est un droit supérieur au droit civil, c'est-à-dire un droit qui met en jeu des principes tels, honneur et considération des personnes, liberté des individus, qu'il doit demeurer étranger à toutes considérations d'ordre privé, pour ne s'attacher qu'à l'intérêt public. Mais c'est un droit autonome, dès lors, le droit civil peut déclarer le gardien responsable, s'il ne préjuge pas de sa conduite au regard de la loi pénale. S'il le condamne à réparer après l'extinction de l'action publique, il ne fait pas revivre une infraction dont le temps a effacé le souvenir, puisque le gardien,

n° 351, p. 290. Avant cette réforme sur la notion de demande nouvelle : Civ., 24 mai 1927 S., 1927.I.265, D., 1928.I.128 ; Req., 23 nov. 1927, S., 1928.I.32, D., 1928.I.121, note Besson.

1. MOREL, *op. cit.*, n° 348, p. 287.

2. Exemple de cette confusion dans les motifs de l'arrêt de la Cour de Paris du 27 juill. 1942 (*Gaz. Pal.*, 1942.2.187).

même acquitté, aurait pu être déclaré civilement responsable. Le droit pénal ne connaît que la faute prouvée, le droit civil invoque un principe de responsabilité que la simple preuve de l'absence de faute ne suffit pas à écarter.

L'action civile en réparation du dommage corporel ou matériel, fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} n'est pas soumise à la prescription de l'action publique, parce qu'elle a sa cause en dehors de l'infraction, dans une disposition du droit civil. Les règles du droit pénal ne lui sont pas applicables, ni quant au fond, ni quant à la procédure.

B. — *Autonomie quant aux règles de procédure.*

9) *L'action fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er} n'est pas recevable au pénal.*

La victime, qui exerce une action en responsabilité devant le tribunal civil en la fondant sur l'article 1384, alinéa 1^{er}, ne cherche pas à prouver la faute de l'auteur du dommage. Elle ignore le délit pénal pour n'invoquer que la présomption de responsabilité.

Dès lors, il est bien évident qu'elle ne peut porter son action devant le juge pénal, en se constituant partie civile. Est-il utile de rappeler la longue liste des décisions de la Chambre criminelle qui oppose l'exception d'irrecevabilité à la demande de la partie civile, fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} ?

Certes, on n'a jamais vu une partie civile invoquer la responsabilité du fait des choses contre le prévenu. S'il y a condamnation, l'action civile est fondée sur l'article 1382 du Code civil ; s'il y a relaxe, l'action civile est irrecevable et le juge pénal incompétent pour en connaître, au moins en principe.

Toutefois, il faut rappeler qu'en vertu de textes spéciaux le juge pénal peut, dans certains cas, statuer définitivement sur l'action civile, malgré l'acquiescement ou l'absolution du prévenu. Ainsi, l'article 364 du Code d'instruction criminelle permet à la Cour d'assises de prononcer une condamnation civile malgré l'acquiescement

1. Crim., 1^{er} juill. 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.2.462 ; 20 mai 1933, *Gaz. Pal.*, 1933.2.352 ; 6 août 1935, D.H., 1935.461 ; 24 oct. 1935, D.H., 1936.23 ; 10 janv. 1936, D.H., 1936.79, S., 1936.I.117 ; 3 mai 1940, D.H., 1940, Somm., 8 ; 24 juin 1941, D.C., 1942.J.120 ; 21 janv. 1954, D., 1954.J.222 ; — LALOU, *Traité pratique de responsabilité civile*, 4^e éd., n° 19 ; SAVATIER, *op. cit.*, n° 680 ; H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. II, n° 1832 et t. III, n° 2025-3°, 2039.

de l'accusé¹. Elle ne peut condamner l'accusé acquitté à des dommages-intérêts envers la partie civile, qu'à la condition de préciser, dans l'arrêt, les faits caractéristiques d'une faute distincte du crime définitivement écarté, faute qui seule peut servir de base à l'action en dommages-intérêts². La Cour d'assises peut accueillir l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er}, comme le ferait une juridiction civile. Si elle la rejette, sa décision a la même autorité qu'une décision civile. La partie civile ainsi déboutée se heurte au civil à l'autorité relative de la chose jugée au civil³.

Cette exception n'est donc qu'une confirmation implicite de la règle de l'irrecevabilité de principe qu'il faut justifier.

Lorsque l'on tente de faire jouer au pénal l'article 1384, alinéa 1^{er} ce n'est pas contre le prévenu, mais contre le gardien, distinct du prévenu, présumé responsable civilement. Pour éviter une nouvelle instance civile, on tente de faire condamner le gardien, en qualité de gardien, comme civilement responsable de l'inculpé, auteur de l'infraction pénale. La partie civile agit en ce cas, contre le gardien de la chose inanimée, comme elle agirait, si elle le pouvait, contre le commettant du prévenu, ses père et mère, son maître s'il est apprenti⁴.

Des articles 1^{er} et 3 du Code d'instruction criminelle, on déduit que le juge répressif ne connaît qu'accessoirement de l'action civile. L'action en réparation n'est de sa compétence que si elle a pour cause une infraction pénale. Si le gardien a commis une faute pénale, il sera condamné à réparer les dommages, non en tant que gardien, mais en tant que coupable d'une faute pénale et civile. Si la faute pénale n'est pas établie, le juge pénal ne peut connaître de l'action civile. La compétence de la juridiction répressive disparaît à l'égard du gardien non coupable⁵.

1. H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. II, n° 1857, p. 689.

2. Crim., 3 janv. 1952, D., 1952.146; 24 janv. 1952, D., 1952.198.

3. H. et L. MAZEAUD, *loc. cit.*

4. Cass. crim., 24 oct. 1935, D.H., 1936.24. En l'espèce, on avait tenté d'obtenir la condamnation d'un garagiste qui avait confié un véhicule à un client dont il n'était pas le commettant en soutenant qu'il en était demeuré le gardien. La Cour de cassation a déclaré que la juridiction était incompétente pour connaître de l'action dirigée contre le gardien : « attendu qu'aux termes des articles 3 et 63 du Code d'instruction criminelle, peut seul servir de base à l'action de la partie civile devant la juridiction répressive, le fait délictueux, objet de la poursuite; la présomption de responsabilité du gardien ne naît pas d'un délit et dès lors, les tribunaux de répression n'en peuvent connaître accessoirement à l'action publique ».

5. *Contra* : Bernard LEQUESNE, *De l'action civile devant les tribunaux répressifs et l'article 1384 du Code civil*, thèse, Paris, 1943, p. 52 et s. L'auteur, interprétant l'arrêt *Connot c/ docteur Franck*, comme un retour à l'idée de présomption de faute et s'ap-

Si le juge pénal peut condamner le commettant de celui qui s'est rendu coupable de l'infraction, cause du dommage, c'est parce que la loi rend le commettant responsable des fautes de son préposé. Mais il ne peut condamner le gardien de la chose qui a permis la réalisation du dommage, parce qu'il n'y a pas de lien juridique entre le fait de l'homme, source de la responsabilité pénale et le fait de la chose, source de la responsabilité civile. La responsabilité du commettant suppose la faute prouvée du préposé, la responsabilité du gardien est indépendante de l'infraction.

C'est cette autonomie de l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} à l'égard du droit pénal, qui explique encore le rejet de la règle « *una electa via non datur recursus ad alteram* ».

10) *La non application de la maxime « Una electa via non datur recursus ad alteram » à l'action fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er}.*

Généralement ce n'est qu'après l'échec de son action civile pour faute, que la partie civile intente un procès civil contre le gardien. On a pourtant rencontré en pratique quelques exemples de plaideurs qui se sont portés partie civile après avoir agi au civil sur le fondement de l'article 1384, alinéa 1^{er}.

C'est une règle bien établie que la maxime « *Una electa via* » ne joue que si la demande portée devant la juridiction répressive a la même cause et le même objet que celle précédemment présentée au juge civil¹.

Ainsi le déposant, victime d'un abus de confiance, peut agir au civil en restitution du dépôt, puis se porter partie civile pour réclamer réparation du préjudice subi du fait du détournement². Une demande en séparation de corps ne fait pas obstacle à une action pénale pour adultère³.

Si avec la jurisprudence dominante, on admet que l'action fondée

puyant sur les résistances antérieures de certaines cours d'appel, prétend que le juge pénal peut condamner le civilement responsable aussi bien par application de l'alinéa 1^{er} que de l'alinéa 5 de l'article 1384. C'est confondre le fait de l'homme et le fait de la chose.

1. Crim., 19 mai 1893, S., 1894.I.425, note Villey; 23 juin 1904, S., 1906.I.247, 21 mars 1930, S., 1931.2.314; 18 déc. 1940, *Gaz. Pal.*, 1941.I.156.

L. HUGUENY, « Sur l'application de la maxime « *una electa* »... », *Rev. crit. de légis. et de jurispr.*, 1933, p. 81 et s.; BOUZAT, *op. cit.*, n° 910. *Répertoire de droit criminel* de « l'Encyclopédie juridique Dalloz », V^{is} *Action civile*; FAUSTIN-HÉLIE et BROUCHOT, t. I, n° 19, p. 16-17.

2. Cass., 31 août 1911, D.P., 1912.1.388 — pour la demande d'exécution d'un contrat suivi d'une constitution de partie civile pour un délit étranger au contrat. Crim., 19 fév. 1948, *Bulletin*, 1948.54, etc...

3. Cass., 22 juin 1950, *Bulletin*, 1950.203.

sur l'article 1384, alinéa 1^{er} a une cause juridique différente de l'action fondée sur l'article 1382, la règle « *una electa* » n'est pas applicable. La victime qui a entamé une action contre le gardien au civil, peut se constituer partie civile au cours de l'instance pénale, sans se heurter à une fin de non recevoir, comme l'a décidé le Tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence le 29 janvier 1943 : « Attendu que dans le langage juridique, la cause consiste dans le principe générateur du droit ou du bénéfice qu'on fait valoir en justice ; que l'action découlant de l'article 1382 du Code civil et celle fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} du même Code, si elles ont le même but, procèdent de causes juridiques différentes »¹. L'action de l'article 1384, alinéa 1^{er} n'est pas fondée sur la faute constitutive du délit, mais sur une règle du droit civil étrangère au droit pénal. D'ailleurs la jurisprudence donne la même solution, lorsque la victime ayant intenté en premier au civil une action contre le commettant, agit ensuite comme partie civile au pénal contre lui, pris comme auteur du dommage, « car la responsabilité du fait d'un préposé, base de la première action, ne s'appuie pas sur une faute personnelle du commettant, base de la seconde action »². Si la victime échappe à l'application de la règle « *una electa via* », va-t-elle se heurter à cette autre règle procédurale encore plus importante et qui touche au fond du droit : « le criminel tient le civil en état » ?

11) De la règle « le criminel tient le civil en état ».

L'autonomie de l'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} explique que certaines juridictions refusent de surseoir à statuer³. L'existence de l'infraction n'étant pas en cause dans l'instance civile dirigée contre le gardien de la chose, l'article 3 du Code d'instruction criminelle ne serait pas applicable aux actions en réparation d'un préjudice corporel fondées sur la présomption de responsabilité du fait des choses inanimées. On peut rapprocher cette jurisprudence des décisions qui écartent la règle « le criminel tient le civil en état » pour les actions civiles en réparation d'un préjudice corporel, diri-

1. Trib. corr. Aix, 29 janv. 1943, *J.C.P.*, 1943, n° 2238, note approbative du doyen Magnol ; Paris, 16 avril 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.2.75 ; Rouen, 24 juill. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.2.532. — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. III, n° 2049, p. 129 ; SAVATIER, *op. cit.*, t. I, n° 335 ; FAUSTIN-HÉLIE et BROUCHOT, t. I, n° 19, p. 16-17.

2. H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. III, n° 2049, p. 129 et note 4 *ter*, p. 129-130.

3. Trib. civ. Seine, 29 mars 1941, *Gaz. Pal.*, 1941.2.187 ; Trib. civ. de Fontainebleau, 9 juill. 1941, *Gaz. Pal.*, 1942.2.266 (infirmer par Paris, 27 juill. 1942, *Gaz. Pal.*, 1942.2.187). — FAUSTIN-HÉLIE et BROUCHOT, *op. cit.*, n° 26.

gées sur le fondement de la responsabilité contractuelle contre le transporteur¹, l'employeur ou la Sécurité sociale².

D'autres décisions accueillent le sursis, tantôt en faisant appel à la notion d'identité de cause de deux actions en responsabilité délictuelle, fondées sur les articles 1382 et 1384, alinéa 1^{er}, tantôt en s'appuyant sur le principe de l'autorité absolue de la chose jugée au criminel sur le civil³.

« La règle — le criminel tient le civil en état — n'est que la conséquence du principe de l'autorité sur les intérêts civils de la chose jugée au pénal »⁴. « Le sursis s'impose au juge de l'action civile dès l'instant où celle-ci peut être influencée nécessairement par la décision pénale »⁵. Il importe peu que les deux juridictions civile et pénale aient été saisies à des fins différentes, cette circonstance n'est pas de nature à faire exception au principe de l'article 3, du moment qu'à raison de l'identité de fait, la décision rendue par l'une des deux juridictions saisies peut exercer — même éventuellement — une influence sur la décision de l'autre⁶. « Il y a identité de fait toutes les fois que le juge civil risque d'être amené à examiner un point quelconque, dont le juge pénal doit connaître »⁷. L'existence d'un préjudice, la participation d'un véhicule dans un accident sont des questions de fait, communes au procès pénal et au procès civil.

Et il peut y avoir d'autant plus intérêt à admettre le sursis à statuer, qu'ici se pose un problème nouveau, peut-être étranger au droit pénal, le juge civil saisi d'une action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} risque d'être lié par le résultat de l'action fondée sur l'article 1382, la véritable action civile en réparation de l'infraction. Ce sera, notamment, le cas lorsque la partie civile obtient une réparation partielle en raison d'un partage de responsabilité. Son droit à

1. Paris, 3 janv. 1931, S., 1932.2.225 ; Trib. civ. de Rennes, 28 mars 1941, *Gaz. Pal.*, 1941.1.142.

2. Cass. soc., 14 janv. 1944, *J.C.P.*, 1944.2.2625 ; *contra* pour le sursis fondé sur l'identité de fait sous le régime de la loi du 9 avril 1898 ; SACHET et GAZIER, *Traité théor. et prat. de la légis. sur les accidents du travail*, t. II, n° 1292-1339 ; ROUAST et GIVORD, *Traité du droit des accidents du travail* ; ROUAST, note D., 1929.1.5 ; STÉFANI, *op. cit.*, p. 272.

3. Paris, 27 juill. 1942, *Gaz. Pal.*, 1942.2.187 ; Trib. civ. de Vouziers, 22 mai 1947, D., 1947.435.

4. Trib. civ. de Vouziers, 22 mai 1947, D., 1947.435.

5. SASSERATH, *Les nouvelles. C. juris belgici. Procédure pénale*, n° 477 ; même sens : M. le Premier Président PICARD au S., 1946.1.121.

6. Rennes, 22 juill. 1880, S., 1882.2.133 ; SAVATIER, *Traité de la responsabilité civile*, 2^e éd., n° 712.

7. STÉFANI, *op. cit.*, p. 275 et, sur le sursis à statuer, p. 266.

réparation est alors éteint, épuisé, quelle que soit la cause délictuelle ou même contractuelle de l'action qu'elle tenterait ensuite au civil¹. Il y a chose jugée, mais chose jugée au civil sur le civil.

Pour éviter les contrariétés de décisions, pour respecter le principe de l'autorité absolue de la chose jugée au pénal sur le civil, le juge civil sera amené à accueillir l'exception tirée de la règle : « le criminel tient le civil en état ». Mais l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} étant par sa technique procédurale propre, autonome de l'action publique puisqu'elle est indépendante de l'infraction, le sursis à statuer ne sera pas automatique. Le juge civil ne devra accueillir l'exception que dans les cas dans lesquels la décision rendue sur l'action publique peut avoir une influence dans le procès. Ce qui revient à poser, pour déterminer la portée de la règle « le criminel tient le civil en état », le problème de la primauté de la décision pénale sur l'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} à raison de l'identité de fait.

II

L'ACTION CIVILE FONDÉE SUR L'ARTICLE 1384 ALINÉA 1^{er} ET LA PRIMAUTÉ DE LA DÉCISION PÉNALE

12) *De la faute pénale à la présomption de responsabilité.*

Le fait dommageable reçoit une coloration juridique différente selon les instances. Au pénal, c'est un élément de l'infraction ; au civil, c'est une source de responsabilité. Or ce fait est unique, il s'agit toujours d'apprécier la conduite de l'homme, en examinant le rôle de la chose qui a contribué à la réalisation du dommage. Toute instance civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} ouvre un débat sur l'appréciation des fautes ou des faits qui peuvent atténuer ou exclure la responsabilité du gardien, et sur le lien de causalité entre le fait de la chose sous la garde de l'homme et le dommage.

Or la primauté de la décision pénale interdit au juge civil de la méconnaître. La décision civile ne peut heurter ce qui a été nécessairement jugé au pénal. Pour mesurer l'influence de la décision

1. On ne peut obtenir qu'une seule fois réparation du préjudice subi même si l'on dispose de plusieurs moyens juridiques. Ainsi « la victime d'un accident ayant obtenu réparation d'un préjudice subi par application de l'article 1384 C. civ., ne pourrait demander des dommages-intérêts à la juridiction correctionnelle saisie des mêmes faits, qualifiés blessures ou homicide par imprudence ». BROUCHOT *in* FAUSTIN-HÉLIE, *op. cit.*, t. I, n° 33.

rendue par la juridiction répressive sur l'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er}, il faudra déterminer, d'abord, les rapports de la présomption de responsabilité et de la faute pénale ; puis la portée des constatations du juge pénal sur le rapport de causalité entre la faute et le dommage face à la présomption de causalité que l'on tire de l'article 1384, alinéa 1^{er} en mettant à la charge du gardien la charge de la preuve du fait libératoire.

A. — *Faute pénale et présomption de responsabilité.*

12) *Faute pénale et faute dans la garde.*

« Le juge civil n'a pas à rechercher si le gardien a commis ou non une faute, il suffit pour que l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er}, aboutisse que le dommage ait été causé par la chose que le défendeur avait sous sa garde »¹. Pour s'exonérer, le gardien doit rapporter la preuve que le fait dommageable est imputable à une cause qui lui est étrangère.

« La faute du gardien consiste dans le seul manquement à l'obligation de garde. Dès que la chose ou l'animal a échappé à la garde et causé le dommage, le gardien est en faute »². La faute dans la garde est indépendante de toute infraction, parce qu'elle est étrangère à tout élément moral. Peu importe que le gardien ait commis ou non des fautes délictuelles, il n'est obligé de réparer que parce qu'il ne peut rapporter la preuve d'une cause étrangère non imputable. La chose inanimée cause un dommage illicite, parce qu'elle a été mal utilisée, mal surveillée ou mal conduite. Le gardien doit réparer parce qu'il n'a pas empêché ; sa faute consiste à ne pas avoir rempli l'obligation de sécurité que l'article 1384, alinéa 1^{er} fait peser sur lui. « Le manquement à l'obligation de garde, en dehors de toute infraction justifie la condamnation »³. Ainsi si la cause d'un accident demeure inconnue, ou si la chose a provoqué un accident par suite de l'existence d'un vice caché, imprévisible, inévitable, insurmontable, le gardien sera déclaré responsable, faute de prouver que sa chose n'a pas causé le dommage⁴.

1. Req., 9 juin 1928, D., 1928.1.153, note R. Savatier, S., 1929.1.17 ; Civ., 30 nov. 1938, S., 1939.1.70 ; 6 mai 1941, S., 1941.1.107, D.A., 1941.241.

2. H. et L. MAZEAUD, *Traité théor. et prat. de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, 4^e éd., t. I, p. 666, n° 1832. V. également : H. MAZEAUD, « La faute dans la garde », *Rev. trim. dr. civ.*, 1925, p. 525 ; BESSON, *La faute dans la garde*, thèse, Dijon, 1927.

3. H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. III, n° 2141, p. 252.

4. Cause inconnue, vice caché.

L'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} n'est pas une action en réparation du préjudice causé par une infraction, mais une demande en réparation fondée sur l'intervention d'une chose dans la réalisation d'un dommage. La faute du gardien n'est pas une faute pénale, la présomption de responsabilité n'est pas une présomption de faute, puisque la preuve de l'absence de faute ne suffit à exonérer le gardien.

Peu importe que l'on adopte la théorie du risque ou que l'on reste sur le terrain de la faute pour expliquer l'article 1384 alinéa 1^{er}, la présomption de responsabilité est sans rapport avec la faute pénale, que le gardien ou son préposé ont pu commettre. Avec la théorie du risque, l'action de l'article 1384, alinéa 1^{er} est un cas de responsabilité objective, donc, sans lien avec une infraction même non intentionnelle. Si l'article 1384, alinéa 1^{er} n'est pas exclusif de l'idée de faute — ce que la jurisprudence tend à admettre — la faute ne peut être analysée que comme le fait de l'existence d'un dommage. Autrement dit, l'existence d'un dommage suffit à établir la faute du gardien. L'idée de faute personnelle, de manquement à l'obligation générale de prudence et de diligence est exclue¹.

Pour reprendre une formule traditionnelle des arrêts : « l'action civile en réparation du dommage fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} n'a pas sa source dans l'infraction. C'est une disposition générale du droit, étrangère au droit pénal, qui réprime une faute étrangère à l'infraction »².

Les dispositions du Code d'instruction criminelle sont étrangères à cette action, qui, en dehors du fait délictueux, laisse supposer à l'encontre du gardien de la chose dommageable un manquement à une obligation de surveillance, fait essentiellement différent des fautes sanctionnées par la loi pénale³.

14) *L'acquiescement au pénal fondé sur l'absence de faute est sans autorité sur l'action fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er}.*

Si la preuve de l'absence de faute ne constitue pas une cause d'exonération du gardien de la chose inanimée, ou de l'animal, l'acquiescement du gardien n'aura pas autorité de chose jugée au civil, s'il est fondé sur l'absence de faute du prévenu, ou encore

1. RODIÈRE, *op. cit.*, p. 261, n° 1645. Cass., 2^e sect. civ., 28 oct. 1954. *Lois nouvelles*, 1955, 1^{re} partie, p. 19, note Schaffhauser.

2. Req., 9 juin 1928, D., 1928.1.153; Req., 22 oct. 1934, D.H., 1934, p. 524; Civ., 24 avril 1929, D., 1930.1.41, note Savatier.

3. Civ., 26 juin 1953, *J.C.P.*, 1953.IV.121.

s'il n'est pas motivé. L'acquiescement prouve l'absence de faute pénale, assimilée à la faute civile des articles 1382 et 1383 du Code civil en matière de délits d'imprudence. Il ne prouve pas la cause étrangère non imputable, même s'il y est fait allusion.

Aux termes d'une jurisprudence constante, le gardien acquitté du chef d'infraction d'imprudence, faute de preuve de sa faute personnelle, peut toujours être condamné civilement¹ en qualité de gardien d'une chose inanimée ou d'un animal. Le juge civil ne constatant aucune faute à l'appui de sa décision, ne heurte pas la chose jugée au pénal.

Peu importe que le juge pénal ait fait allusion à la faute de la victime ou d'un tiers, pour motiver la décision de relaxe².

Le juge pénal apprécie la conduite personnelle de l'inculpé, il cherche s'il tombe sous le coup de la loi pénale, si les éléments de l'infraction sont réunis, les faits extérieurs ne pouvant qu'aggraver ou au contraire atténuer sa responsabilité pour l'application de la peine. Le juge pénal n'a donc pas, en principe, à rechercher si l'infraction est imputable à une cause étrangère, cas fortuit ou force majeure, et les motifs constatant la faute d'un tiers ou de la victime ne sont pas le soutien nécessaire de la décision de relaxe; ils doivent être tenus pour surabondants³.

Naturellement, le juge civil peut qualifier cause étrangère non imputable les faits retenus par le juge pénal pour relaxer l'inculpé, à condition de ne pas contredire les constatations qui sont le soutien nécessaire de la décision répressive. L'acquiescement au pénal peut faire présager, mais non préjuger le rejet de l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er}.

Pour reprendre une formule d'un arrêt de la Chambre des requêtes

1. Req., 16 juill. 1928, D., 1929.1.33, note Savatier; Civ., 24 avril 1929, D., 1930.1.41, note Savatier, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930.121, note Maurice Picard; Req., 16 mars 1942, D.A., 1942.J.108; Req., 10 mars 1943, S., 1943.1.22; Req., 27 janv. 1947, D., 1947.J.238 et les innombrables décisions citées par la doctrine. — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. II, p. 667, note 3; H. MAZEAUD, « La faute dans la garde », *Rev. trim. dr. civ.*, 1925, p. 827, note 1; PLANIOL, RIPERT et ESMEIN, *op. cit.*, n° 679; VALTICOS, *L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil*, n° 420, note 9, p. 383; Adde: Cass., 2^e sect. civ., 28 oct. 1954, *Lois nouvelles*, 1955.1.19.

2. Req., 16 mars 1942, D.A., 1942.108; même sens: Req., 1^{er} juill. 1941, D.A., 1941.J.355; Trib. civ. Remiremont, 21 avril 1948, *Gaz. Pal.*, 1948.2.14; Civ., 19 mars 1946, *J.C.P.*, 1946.II.3184; Observations MAZEAUD, *Rev. trim. dr. civ.*, 1946, n° 19; Civ., 8 avril 1937, D.H., 1937.313; *contra*: Forcalquier, 16 mars 1934, D.H., 1934.391 et les décisions antérieures à l'arrêt *Jeand'heur*; Ch. réunies, 13 juill. 1930, notamment Req., 12 janv. 1927, D., 1927.1.129, note Savatier.

3. STÉFANI, *Cours de doct.*, 1953-1954, cité, p. 425; MAZEAUD, t. II, n° 1832, p. 666-668; SAVATIER, *Traité cité*, I, n° 270, p. 342-344; LALOU, n° 45, p. 23-24; VALTICOS, *op. cit.*, n° 419, p. 381; H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. II, n° 1856, p. 688.

tes : « la constatation de la faute d'un tiers, par exemple, ne peut faire échec à la présomption de responsabilité édictée par l'article 1384, alinéa 1^{er} que si, abstraction faite de la décision correctionnelle, il est constaté par les juges civils que cette faute revêt le caractère d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure »¹. Si l'acquiescement incite souvent, en pratique, le juge civil à admettre l'exonération du gardien ou une atténuation de sa responsabilité par un partage, ce n'est qu'un sentiment inspiré par l'équité, qui n'a pas de fondement juridique. Et la Cour de cassation exige que le juge du fond constate l'existence d'une cause étrangère, non imputable pour rejeter l'action dirigée contre le gardien².

On peut donc affirmer qu'en raison de la différence de nature, entre la faute pénale et la présomption de responsabilité du fait des choses inanimées, un acquiescement au pénal, *a fortiori* une condamnation, ne font pas obstacle à l'indemnisation au civil de la victime sur le fondement de l'article 1384, alinéa 1^{er}. Mais il n'en reste pas moins, que c'est une action en responsabilité délictuelle qui permet par un moyen juridique différent d'obtenir réparation du préjudice causé par l'infraction. Aussi, le juge civil ne peut méconnaître la décision pénale sur les deux points communs aux deux actions, qui résultent de l'unité de fait : l'existence du préjudice et le lien de causalité entre le préjudice et le fait dommageable.

B. — Lien de causalité et présomption de causalité.

15) Du principe de l'autorité absolue de la chose jugée au pénal.

Si dans une action pénale pour blessures par imprudence, le juge a relaxé le prévenu, motif pris de ce que la prétendue victime n'a subi aucune blessure, aucun sévice, sa décision a autorité absolue de chose jugée au civil. Le juge civil ne pourra ordonner la réparation, par quelque moyen que ce soit d'un préjudice dont le juge pénal a définitivement constaté *erga omnes* l'inexistence³. Ce point

1. Req., 30 mai 1938, D.H., 1938.438 ; Civ., 27 déc. 1938, S., 1939.1.127.

2. Cass., 2^e sect., 28 oct. 1954, *Lois nouvelles*, 1955.1.19, cassant Nancy, 24 avril 1947.

3. Ex. Civ., 24 janv. 1940, D.H., 1940.74, le juge pénal ayant constaté qu'il existait un doute sur la cause de la mort, avait acquitté les inculpés, le juge civil ne pouvait que s'incliner aussi bien sur l'action fondée sur l'article 1382 que sur celle fondée sur l'article 1384, al. 1^{er} « attendu qu'une certitude sur l'existence de ce fait ayant été déniée par le motif qui servait de soutien nécessaire à l'arrêt de relaxe, ni l'un ni l'autre des textes invoqués à l'appui de l'action civile ne pouvait plus être reconnu applicable à l'égard de quiconque, sans qu'il en résultât une contradiction avec ce qui avait définitivement jugé l'arrêt rendu par la juridiction répressive ». V. aussi : *Nouveau*

qui concerne aussi bien l'article 1382 que l'article 1384, ou encore l'article 1147, ne fait aucune difficulté et n'entre pas dans le domaine de notre étude.

Il en va autrement du lien de causalité entre le préjudice et le fait dommageable. Pour échapper à la condamnation civile, le gardien va chercher à établir l'absence de lien de causalité entre le fait de sa chose, élément de l'infraction, et le dommage. Et, c'est sous le couvert du lien de causalité que les juges civils réintroduisent peu à peu l'idée de faute, d'appréciation de la conduite normale du gardien. Or le juge pénal a pu constater l'existence du lien de causalité pour justifier la condamnation, ou au contraire, le nier pour acquiescer l'inculpé. La constatation de l'inexistence ou du défaut de preuve du fait poursuivi, ou encore le défaut de participation du prévenu à la réalisation du fait dommageable, soutien du dispositif, a l'autorité absolue de chose jugée au criminel¹.

En effet, elle entre dans le domaine de l'autorité de la chose jugée au pénal, tel que le fixe la formule célèbre de la Cour de cassation : « le principe d'après lequel les décisions de la justice répressive ont au civil l'autorité absolue de la chose jugée, doit être entendu en ce sens, que le juge civil ne peut méconnaître ce qui a été jugé par le juge pénal sur l'existence du fait incriminé, sa qualification et la culpabilité ou l'innocence de ceux à qui ce fait est imputé : en conséquence, seuls le dispositif à cet égard de la décision pénale et ceux de ses motifs qui en sont le soutien nécessaire, acquièrent l'autorité de la chose jugée »².

« Cette formule assez vague permet à la Cour de cassation d'adapter, avec beaucoup de souplesse ses décisions aux cas d'espèce qui lui sont soumis. Il en résulte une jurisprudence assez confuse »³. En général, le juge civil tend à tourner la décision pénale pour indemniser la victime, lorsque le dommage lui paraît avoir été injustement causé, mais à moins de dénaturer le principe de la chose jugée au criminel, il doit respecter certaines limites. Le problème est, il faut le noter, similaire à celui que pose l'influence d'une déci-

Code civil Dalloz, art. 1351, n° 2088 et s., 2100, 2108 et s. Cet arrêt a été critiqué par H. et L. MAZEAUD, *Rev. trim. de dr. civ.*, 1940.1941, p. 447-448, n° 35 ; VALTICOS, *op. cit.*, n° 306, p. 274.

1. FAUSTIN-HÉLIE, par BROUCHOT, *op. cit.*, t. II, p. 263, n° 349.

2. Civ., 3 janv. 1938, D.H., 1938.129 ; Req., 30 mai 1938, D.H., 1938.438 ; Civ., 26 janv. 1932, D.H., 1932.147 ; Civ., 10 fév. 1931, D.H., 1931.235.

3. FAUSTIN-HÉLIE et BROUCHOT, *op. cit.*, t. II, p. 263, n° 349 ; v. aussi : VIDAL et MAGNOL, *Cours de droit criminel*, nos 683 et s. ; DALLOZ, *Nouveau répertoire pratique*, V° *Chose jugée*, nos 220 et s.

sion pénale, rendue en matière de délit par imprudence, lorsque la victime agit sur le terrain contractuel.

16) *L'acquiescement pour non participation du prévenu ou défaut de preuve a autorité au civil sur l'action fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er}.*

La plupart des décisions admettent que la constatation du lien de causalité entre le fait de la chose et la réalisation du dommage est nécessairement jugée au pénal et s'impose au civil avec l'autorité absolue de la chose jugée au criminel¹.

Lorsque le juge pénal acquitte le prévenu, l'automobiliste, par exemple, parce que son véhicule n'était pas sur les lieux au moment de l'accident, il n'apprécie pas la conduite du gardien de la chose mais il constate un fait, soutien nécessaire de sa décision. Ce fait s'impose au juge civil.

Un piéton est heurté et renversé au passage de deux voitures, l'un des conducteurs prend la fuite, l'autre est acquitté par le tribunal correctionnel, parce que la preuve de la participation de sa voiture dans l'accident n'est pas rapportée. La Chambre des requêtes a admis, en l'espèce, l'autorité absolue de la chose jugée au criminel sur l'action intentée au civil sur le fondement de l'article 1384, alinéa 1^{er} : « Attendu que la relaxe de Viallette ayant été motivée uniquement par le doute existant sur le point de savoir s'il était l'auteur de l'accident ou si l'accident n'avait pas été causé par une autre voiture, il s'ensuit qu'il est définitivement jugé que la preuve de la participation matérielle de Viallette au dommage, ne pouvait être apportée et que le juge civil ne pouvait ni rechercher l'existence de ce fait, ni *a fortiori* l'affirmer sans violer l'autorité absolue qui s'attachait sur ce point à la décision pénale, que c'est donc à bon droit que l'arrêt attaqué a déclaré l'action des époux Millet irrecevable, comme heurtant l'autorité absolue de la chose jugée »².

Admettre l'action du piéton serait revenir à affirmer la participation de l'automobile dans l'accident, par conséquent à nier l'existence du doute sur le lien de causalité, doute affirmé *erga omnes* par le juge pénal.

1. Civ., 12 mars 1945, *Gaz. Pal.*, 1945.1.175; Req., 20 fév. 1946, D., 1947.

2. Req., 20 fév. 1946, D., 1947.221, note Théry, sur pourvoi dirigé contre Paris, 6 mars 1944, D.A., 1944.79, en l'espèce le piéton avait été projeté par la voiture en fuite sur la voiture Viallette, mais il n'avait pas été possible de déterminer si la blessure unique résultait du premier ou du second choc. La décision de relaxe aurait donc pu être rédigée autrement; même sens : Civ., 12 mars 1945, *Gaz. Pal.*, 1945.1.175; Req., 20 fév. 1946, D., 1947.221.

17) *La souplesse jurisprudentielle : absence de contact et motivation incertaine.*

La jurisprudence restreint le plus possible le domaine de l'autorité de la chose jugée. Si l'acquiescement n'est pas expressément motivé par l'absence de participation, même s'il y a eu discussion sur les circonstances de l'accident, l'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} est recevable. Ce mouvement trouve une illustration des plus nettes dans l'arrêt de la deuxième section civile de la Chambre civile du 3 décembre 1953 : « la chose jugée résultant de l'acquiescement d'un prévenu poursuivi pour blessures pour imprudence ne fait pas obstacle, en principe, à l'action en dommages-intérêts intentée par la victime du dommage en application de l'article 1384, alinéa 1^{er} »¹. En l'espèce, les juges correctionnels s'étaient contentés, en l'absence de témoins d'enregistrer les déclarations contradictoires du conducteur d'un camion et d'un cycliste blessé sur la chaussée. Ils avaient relaxé le conducteur, faute de preuve des circonstances de l'accident, non faute de preuve de sa participation dans l'accident. Une telle solution montre que l'autorité de la chose jugée dépend pour l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er}, presque exclusivement de la rédaction de la décision pénale, selon qu'elle est rédigée sur l'absence de preuve de la faute du prévenu ou de l'absence du lien de causalité.

Les juridictions civiles pour favoriser les victimes n'hésitent pas à heurter l'autorité de la chose réellement jugée, si la rédaction de la décision pénale n'est pas claire et précise. Une jurisprudence constante affirme que le contact n'est pas nécessaire pour faire jouer la présomption de responsabilité, il suffit que la chose soit intervenue par sa présence, dans la réalisation du dommage². Certaines décisions en ont déduit que les jugements de relaxe fondés sur la simple absence de choc ne mettaient pas obstacle à une condamnation du gardien sur le fondement de l'article 1384, alinéa 1^{er}³.

Un cycliste est bloqué par un camion contre le trottoir, il fait une chute et se tue. En correctionnelle le conducteur est acquitté, parce

1. Civ., 2^e sect. civ., 3 déc. 1953, D., 1954.55; observations H. et L. MAZEAUD, *Rev. trim. dr. civ.*, 1954, p. 319, n° 47; même sens : Civ., 4 janv. 1938, D.H., 1938.129.

2. Civ., 22 janv. 1940, D.C., 1941.101, note Savatier; observations MAZEAUD, *Rev. trim. dr. civ.*, 1940-1941, p. 447, n° 35; 1948, p. 346; H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, n° 1832.

3. Espèce : *veuve Poyet c/ soc. Montbarbon et autres*. Civ., 22 janv. 1940, D.C., 1941.101; Civ., 2^e sect. civ., 20 fév. 1953, D., 1953.J.322; Colmar, 21 déc. 1951, D., 1952.J.199; observations H. et L. MAZEAUD, *Rev. trim. dr. civ.*, 1952, p. 235.

qu'il n'est pas établi que son véhicule ait heurté le cycliste. La Cour de cassation, dans l'arrêt du 20 février 1953, a admis que l'exception de chose jugée au pénal n'était pas recevable : « Attendu que l'enquête ordonnée par l'arrêt attaqué, ne tend pas à prouver que la victime a subi le choc direct du camion, mais seulement que l'accident est survenu par le fait de ce véhicule sans qu'aucune faute quelconque soit alléguée contre le conducteur de celui-ci »¹. Pour justifier cette décision, on soutient que le juge pénal a constaté l'absence de faute personnelle du chauffeur, alors qu'au civil, il appartient au gardien pour s'exonérer de rapporter la preuve d'une cause étrangère non imputable. Cette construction serait admissible si le contact était un élément nécessaire du délit d'homicide par imprudence.

En réalité, la jurisprudence poursuit un dessein, minimiser le rôle de l'exception de chose jugée pour favoriser la victime et retrouver les solutions que la théorie de l'unité des fautes pénales et civiles a condamnées.

18) *Portée de la primauté de la décision pénale sur l'action civile fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er} du Code civil : la compatibilité entre la chose jugée au pénal et la chose jugée au civil.*

Le juge civil veut conserver son indépendance, aussi bien en cas d'acquiescement que de condamnation. Lorsqu'un inculpé est condamné pour coups et blessures par imprudence, le juge pénal peut constater dans ses motifs son entière responsabilité ou, au contraire, énoncer que sa responsabilité n'est que partielle dans la réalisation du dommage. Le juge civil est lié par cette affirmation. Peut-il accueillir le condamné dans une action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} dirigée contre la victime pour la réparation de son propre dommage ? Peut-il admettre, en dépit des constatations contraires du juge répressif, qu'un tiers ou que la victime ait contribué à la réalisation du dommage ?

En général, la jurisprudence décide que le juge civil n'est pas lié et peut décider, contre les motifs de la décision répressive, qu'un tiers ou que la victime est responsable pour partie du dommage². En

1. Cass. civ., 2^e sect. civ., 20 fév. 1953, D., 1953.J.322, *Rev. trim. dr. civ.*, observations H. et L. MAZEAUD, 1953, p. 546, n° 40.

2. Crim., 26 fév. 1903, S., 1904.1.159 ; Req., 17 nov. 1919, S., 1920.1.320 ; Req., 2 fév. 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.1.696 ; Civ., 18 fév. 1935, *Gaz. Pal.*, 1935.1.627 ; Paris, 7 juin 1943, *Gaz. Pal.*, 1943.2.195 ; observations M. et L. MAZEAUD, *Rev. trim. dr. civ.*, 1944, n° 22 ; STÉFANI, *op. cit.*, p. 423 ; *contra* : Colmar, 24 mai 1927, *Rev. Alsace-Lorraine*, 1928, p. 232 ; Lyon, 29 oct. 1931, S., 1933.2.190.

effet, la condamnation n'établit que la participation du condamné à la réalisation du préjudice, le juge pénal n'est compétent que pour apprécier la conduite des prévenus, non des tiers étrangers au débat, ou encore de la victime non inculpée. On va jusqu'à tenir pour surabondante et sans autorité au civil, la constatation faite par la décision répressive de l'entière responsabilité du condamné dans la réalisation du dommage¹. Le juge civil peut faire supporter par la victime une part de responsabilité, même si le juge pénal a imputé le dommage à la faute du condamné². Le juge civil est libre d'apprécier s'il y a faute partagée entre un tiers ou la victime et l'auteur condamné pénalement ou si la responsabilité civile de ce dernier est demeurée entière³. Il peut apprécier la gravité des fautes autrement que le juge pénal.

On en arrive ainsi à cette conclusion que le juge civil saisi de l'action civile, fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} n'est pas lié par la décision pénale rendue sur l'action publique⁴. Il lui est simplement interdit de méconnaître ce qui a été nécessairement jugé par le juge pénal. La décision civile doit être compatible avec la décision pénale.

Il n'est lié que dans les hypothèses très exceptionnelles dans lesquelles la décision pénale a constaté l'absence de préjudice, l'absence de lien de causalité, ou encore, et c'est l'espèce jugée par

1. Lyon, 28 mars 1939, *Mon. jud. Lyon*, 26 janv. 1940 ; Amiens, 6 mai 1943, *Gaz. Pal.*, 1943.2.69, observations H. et L. MAZEAUD, *Rev. trim. dr. civ.*, 1943, n° 19 ; Paris, 7 juin 1943, *Gaz. Pal.*, 1943.2.95.

2. Req., 2 fév. 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.1.696 ; Trib. civ. Châlons-sur-Marne, 31 juill. 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.701.

3. Civ., 26 janv. 1932, D.H., 1932.147, S., 1933.1.57, note Esmein ; Req., 13 déc. 1932, *Gaz. Pal.*, 1933.1.420 ; Civ., 10 fév. 1931, D.H., 1931.235 ; Civ., 4 fév. 1935, S., 1935.1.126, D.H., 1935.225 ; Trib. civ. Seine, 7 mai 1941, *Gaz. Trib.*, 13-19 juill. 1941 ; pour apprécier l'indépendance de la juridiction civile, on peut rapprocher en un domaine voisin la décision : Civ., 15 déc. 1948, S., 1949.1.141, note Meurisse, *Rev. gén. ass. terr.*, 1949, p. 158, note Besson, observations H. et L. MAZEAUD, *Rev. trim. dr. civ.*, 1950, p. 61, n° 24. La Cour de cassation a admis que le conducteur d'un camion condamné sur action d'une personne transportée par une voiture, pour le tout en vertu de l'obligation *in solidum*, pouvait être débouté au civil de son action récursoire contre le conducteur de la voiture, alors que dans ses motifs la décision pénale avait imputé la responsabilité par moitié à chaque conducteur.

4. La victime qui a été déboutée de son action civile portée devant la juridiction répressive, en vertu des art. 1382-1383 C. civ. et art. 3 C. instr. civ., peut agir au civil en vertu de l'art. 1384, al. 1^{er}. Naturellement, si l'action civile a été accueillie par le juge répressif, la victime ne peut plus agir au civil, même si le juge pénal a prononcé une réparation partielle motivée par un partage de responsabilité. Il y a, en effet, ici autorité de la chose jugée au civil sur le civil. Le problème n'étant pas un problème de droit pénal n'a pas à être examiné. « Au cas où le juge pénal, qui a condamné au civil, a relevé une faute de la victime ou la faute d'un tiers pour n'engager que partiellement la responsabilité civile de l'inculpé, la chose ainsi jugée au civil s'oppose à ce que, en poursuivant à nouveau le condamné, la victime puisse discuter ce partage de responsabilité ». H. et L. MAZEAUD, t. II, p. 1855.

la Chambre civile le 12 mars 1951¹, lorsque le juge pénal dans une collision de deux voitures a condamné un conducteur et acquitté l'autre. Dans cette hypothèse, une nouvelle appréciation des responsabilités est interdite au juge civil. Toute recherche d'une faute du conducteur acquitté est interdite par l'autorité de la chose jugée, or seule une telle faute pourrait atténuer la responsabilité civile du conducteur condamné. Il semble même, dans cette décision que la Cour de cassation ait dénié au conducteur condamné l'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er}, contre le gardien de l'autre véhicule, l'acquiescement de l'un et la condamnation de l'autre paraissant dans ses motifs détruire la présomption de responsabilité qui pesait sur le gardien de la chose, dont le conducteur a été acquitté.

Cette décision a été critiquée, car elle ne semble pas conforme au développement de la jurisprudence. « Le jugement de condamnation du chauffeur, s'il démontre la faute de celui-ci n'a pas d'autorité absolue, quant au caractère exclusif de cette faute, cette exclusivité n'étant pas le soutien nécessaire de la condamnation pénale »². Dans cette opinion, le gardien du véhicule aurait pu être condamné à réparer les dommages de son adversaire acquitté au moins en partie, sauf si le juge civil avait pu relever dans les circonstances de l'accident, que l'action de son adversaire avait été la cause étrangère non imputable de l'accident.

En réalité, pour la Cour de cassation, le juge pénal a connu dans l'espèce de tout le litige civil, il a apprécié les deux actions réciproques fondées sur l'article 1382 du Code civil, sa décision est identique à une décision rendue en matière de partage de responsabilité entre deux co-auteurs d'un accident, elle doit donc avoir l'autorité relative de la chose jugée au civil sur le civil.

C'est ainsi qu'à la limite, l'influence de l'autorité de la chose jugée au criminel sur l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} rejoint le problème de l'autorité de la chose jugée au civil sur l'article 1382 dans l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} — problème qui ne relève pas du droit pénal — parce qu'en se prononçant sur l'action civile recevable, le juge pénal rend une décision civile.

En matière de présomption de responsabilité du fait des choses

1. Civ. sect. civ., 12 mars 1951, D., 1951.332 ; H. et L. MAZEAUD, observations, *Rev. trim. dr. civ.*, 1951, p. 386 ; même sens : Cass., 2^e sect. civ., 16 oct. 1954, *Lois nouvelles*, 1955.1.17.

2. H. et L. MAZEAUD, *loc. cit.*

inanimées, comme du fait des animaux, et également comme en matière de responsabilité contractuelle du médecin, du pharmacien, du chirurgien, du transporteur, la décision civile doit être compatible avec la chose jugée au pénal, si le préjudice est un élément d'une infraction ou a été causé par une infraction. *Le juge civil n'est pas lié par la décision pénale mais il ne peut la méconnaître.*

CONCLUSION

19) L'action en réparation du préjudice causé par une infraction pénale, fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} apparaît donc comme une action civile d'un genre particulier. Ce n'est pas l'action civile au sens technique du Code d'instruction criminelle, puisque la présomption de responsabilité est incompatible avec la présomption d'innocence. Grâce à cette différence technique, la jurisprudence a pu donner une certaine autonomie à l'action fondée sur l'article 1384 alinéa 1^{er}, en faisant abstraction de la faute pénale. La victime ne peut invoquer l'article 1384, alinéa 1^{er} devant le juge pénal, la prescription pénale ne joue pas contre l'action dirigée contre le gardien, la règle « *una electa via* » n'est pas applicable. L'article 1384, alinéa 1^{er}, comme la responsabilité contractuelle, a permis à la jurisprudence d'éviter les inconvénients de l'unité des fautes pénales et civiles en matière de délit de blessures par imprudence.

Et cette construction est d'autant plus logique que la faute du gardien n'est pas de même ordre que la faute délictuelle des articles 1382-1383 du Code civil. Le gardien est responsable lorsqu'il ne peut pas prouver que sa chose n'a pas participé à la réalisation du dommage, mais il n'est responsable que s'il était en état de commettre des fautes : le fou est déchargé de la présomption de responsabilité. Puisque la responsabilité du gardien demeure dans son fondement, sinon dans sa technique, sur le terrain de la faute, il demeure certains liens avec la faute pénale, lorsque le dommage a été causé par une infraction. Et ces liens sont groupés autour de l'identité de fait dommageable.

Dès lors, si l'on a pu construire un régime autonome pour l'action civile fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er}, on s'est heurté à une limite infranchissable : la primauté de la décision pénale sur la décision civile. Une juridiction civile ne peut méconnaître une décision pénale. Puisque la victime n'a pas à prouver la faute du gardien pour obtenir réparation, la décision pénale sur la faute du

prévenu est sans influence au civil, mais l'existence du lien de causalité pose des problèmes identiques au juge pénal et au juge civil. Aussi, lorsque le juge pénal a affirmé que la chose n'avait pas participé à la réalisation du dommage, le juge civil ne peut condamner le gardien, parce qu'il contredirait la chose jugée au criminel.

Dans la mesure où le juge civil peut être lié par la décision pénale, l'action fondée sur l'article 1384, alinéa 1^{er} demeure une action civile. Ce n'est pas une action à fins civiles, car la solution de l'instance civile ne résulte pas de la décision pénale, comme par exemple, la prononciation d'un divorce à la suite d'une condamnation pour adultère. C'est une action civile, parce qu'elle a pour résultat de faire réparer le préjudice causé par l'infraction, c'est une action civile d'un genre particulier, car son objet n'est pas de réparer le préjudice causé par l'infraction, le fait de l'homme, mais le préjudice causé par le fait de la chose. Son lien avec la faute pénale c'est l'identité de fait, et si ce fait constitue une infraction malgré qu'on en ait, on doit bien respecter le principe fondamental et universel de la primauté du droit pénal.

VARIÉTÉS

Aperçu législatif de la législation sur la libération conditionnelle

Les points de départ et les buts de cette législation.

La libération conditionnelle a été conçue diversement dans les différents Etats civilisés, et on ne saurait comprendre pleinement ce qu'elle est, si l'on ne se familiarise pas d'abord avec les facteurs qui ont présidé à sa naissance, et avec ceux qui lui ont donné telle ou telle orientation au cours de son évolution. En tant qu'institution, elle est acceptée de façon générale et on la retrouve dans presque toutes les législations pénales. Mais ce qui varie, ce sont les données d'où part le législateur et les buts qu'il se propose. On a discuté bien des fois aux congrès de criminalistes (la dernière fois en 1950 à La Haye), quelques questions qui se rattachent à ce problème, et les avis sont encore très partagés.

L'idée de libérer un condamné à long terme, bien qu'il n'ait pas entièrement purgé la peine prononcée par le tribunal est une vieille idée dont il faut voir l'origine dans la notion de grâce. Les législateurs d'autrefois qui rendirent le droit criminel plus humain, concrétisèrent dans ce but les conditions de la libération en établissant certaines dispositions légales qui étaient appelées à servir plus tard de base à l'évolution du droit criminel de ces toutes dernières années. Mentionnons à ce propos un édit de l'empereur d'Autriche, Joseph II (1788) et le Code pénal de la Bavière, d'Anselm Feuerbach (1813), qui ont exercé une forte influence sur l'évolution du droit criminel en Europe.

Le fait d'introduire officiellement cette institution donnait une valeur légale à un nouveau principe qui, avec le temps, devait prendre de l'importance et jouer un rôle décisif dans la législation moderne. Alors que selon la doctrine classique de la peine, le jugement découle du délit et précise une peine privative de liberté à durée déterminée, sans tenir compte du délinquant, en mesurant la peine selon le degré de gravité du délit, dès qu'il s'agit de libération, c'est toujours la personne du délinquant qui passe au premier plan. Aux yeux de celui qui examine s'il y a lieu ou non d'accorder une libération, le délit n'apparaît plus que comme un événement de la vie du délin-

quant, un symptôme de sa personnalité. C'est ainsi que la libération conditionnelle a pu constituer une étape importante de l'évolution du droit vers la conception moderne du « *Täterstrafrecht* », vers une individualisation toujours plus poussée du traitement des délinquants. C'est ce qui apparaît encore de nos jours dans les législations de bien des pays.

Il existe un rapport très étroit entre cette façon de voir et le but que se propose le législateur : celui de stimuler le détenu, de l'encourager à se bien conduire dans l'établissement pénitentiaire où il se trouve, à se plier aux exigences de la discipline qui y règne, à y travailler avec assiduité. Tout bon comportement aura sa récompense sous forme d'une diminution de la peine au stade de l'exécution. Ainsi, la libération conditionnelle devient un moyen efficace de faciliter la tâche du personnel des établissements pénitentiaires, et un moyen psychologique de faire pression sur l'interné, mais, du même coup, c'est aussi un moyen d'individualiser le traitement des délinquants. On donne aux différentes espèces d'êtres humains la possibilité d'être traités de façons différentes. C'est là un point de vue qui est respecté par les législations sur la libération conditionnelle de tous les pays.

A côté de cela, cette institution présente un autre aspect, lorsqu'on considère l'action qu'elle peut avoir dans la lutte contre la criminalité, quand on l'utilise dans un but prophylactique. Le point de départ n'est plus alors l'individu, c'est la société. Nous en avons une illustration dans le nom que porte encore aujourd'hui la loi française du 14 août 1885 dont la libération conditionnelle fait partie, la « Loi sur les moyens de prévenir la récidive ». La méthode qui consiste à faire de la libération conditionnelle un moyen de réadapter le détenu à la société a été appliquée surtout dans les pays anglo-saxons. La libération à l'essai y est devenue une réplique de la probation : elle est liée à une surveillance obligatoire, et, peu à peu, elle s'est transformée en un élément positif de la politique criminelle, en une mesure de reclassement social. Le détenu devait à l'origine jurer solennellement de se soumettre à certaines instructions pendant son temps d'épreuve, et c'est pourquoi l'institution s'appela en Angleterre et aux Etats-Unis « *parole* » (parole d'honneur).

Presque tous les législateurs modernes se laissent guider par ces deux idées maîtresses de la politique criminelle ; chacune d'entr'elles, suivie exclusivement, amène à des applications différentes de l'institution. Si l'on fait de la libération une récompense décernée à celui qui s'est bien conduit dans l'établissement pénitentiaire où il séjourne, on ne pourra s'en servir que dans une mesure restreinte. Les bénéficiaires seront alors en général des détenus qui par leur comportement exemplaire au cours de leur détention, inspirent confiance et donnent à penser qu'ils pourront à l'avenir respecter la loi même en l'absence de toute mesure coercitive. Au contraire, si l'on ne considère plus la libération conditionnelle comme une faveur personnelle, mais comme une mesure de défense sociale visant à prévenir le crime, on se verra amené à s'en servir plus largement, même dans les cas de malfaiteurs invétérés dont on peut craindre qu'ils récidiveront.

Il semblerait logique d'essayer de faire remplir à cette mesure sa double mission, en établissant deux formes de libération : libération facultative dans les cas où le détenu a mérité par sa conduite une faveur et où l'on a de

sérieuses raisons de croire qu'il restera dans la légalité, si l'on interrompt son séjour en prison, libération obligatoire dans les autres cas, cette mesure étant une mesure de reclassement social, normale et automatique pour les détenus qui purgent une peine de longue durée. Toutefois, il n'y a qu'en Suède et en Finlande qu'on ait choisi cette solution du problème. Faisons cependant remarquer que les lois de ces deux pays n'excluent pas la possibilité de tenir compte du reclassement social, même dans la libération facultative. Pourquoi, ailleurs, ne veut-on pas accorder de libération conditionnelle, si le détenu ne l'a pas méritée par sa bonne conduite? C'est probablement le développement historique de la libération conditionnelle qui en est cause.

*Les conditions de base de la libération, dans la loi
et dans la jurisprudence.*

On introduisit la « *parole* » en Angleterre et aux Etats-Unis en tant qu'élément du système progressif créé par Sir Walter Crofton en Irlande ; le détenu, soumis au début de sa peine à un régime relativement sévère, bénéficiait graduellement d'adoucissements, dans la mesure où sa conduite donnait satisfaction. Le dernier stade du système progressif, qui est conçu comme une transition entre le traitement subi dans la prison — traitement très adouci de nos jours — et la pleine jouissance de la liberté, est la libération conditionnelle liée à une surveillance. L'octroi de cet élargissement doit donc toujours être en rapport avec la bonne conduite du prisonnier et n'a jamais le caractère d'une mesure automatique. La *parole*, dans des conditions analogues, devint applicable à certaines catégories de détenus par le *Penal Servitude Act* de 1864 et le *Prison Act* de 1898. L'Etat de New-York adopta en 1877 la *parole*, comme dernier échelon des allègements progressifs. Plus tard, la tendance à prononcer des peines à durée indéterminée qui s'est fait sentir en Amérique a favorisé l'extension de l'emploi de la *parole*.

Sur le continent européen, c'est la loi française de 1885 que nous mentionnions tout à l'heure et dont le but était de prévenir les cas de récidive qui a introduit la libération conditionnelle. La loi ne précise pas dans quelles limites exactes elle est applicable, en dehors des dispositions qui règlent dans quelle proportion le condamné devra avoir purgé sa peine pour bénéficier d'un élargissement, mais en dépit du nom qu'elle porte, elle ne peut être envisagée que pour des prisonniers qui « ont témoigné leur repentir par une bonne conduite »¹. Selon la structure de la loi, la libération conditionnelle constitue le dernier stade d'un régime disciplinaire progressif, sur le modèle irlandais, « basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail » (art. 1^{er}).

Dans presque tous les autres pays, la loi se présente sous une forme qui correspond à ce principe. Les dispositions varient sur les détails, mais en général il n'y a que trois conditions qui, en principe, doivent être remplies pour qu'une libération puisse être accordée : bonne conduite du détenu, pronostic criminel favorable eu égard à toutes les circonstances ou à certaines d'entr'elles, et enfin désir de réparer le dommage qu'a causé le délit. De ces

1. DONNEDIEU DE VABRES, *Traité de dr. crim. et de législ. comp.*, 3^e éd., 1947, p. 530.

trois conditions, il en est une qui se trouve mentionnée dans presque toutes les lois, c'est la bonne conduite ; tantôt comme condition indépendante, tantôt comme indice permettant de présumer que le détenu en question restera dans la légalité quand on l'aura mis en liberté. Parfois, la libération conditionnelle se présente dans la loi comme la mesure finale normale qu'on prend à l'égard du condamné et dont on ne peut le dispenser qu'exceptionnellement. C'est ce qui se passe en Norvège, par exemple, où la libération conditionnelle (*Löslatelse pa prøve*), doit en vertu de la loi sur le régime pénitentiaire (*Lov om Faengselvaesendet*) du 12 décembre 1903 (modifiée en 1933) être accordée, en principe, s'il n'y a pas lieu de croire que le détenu sera incapable d'obéir aux conditions mises à la libération, ou si d'autres circonstances particulières rendent une libération inopportune, ou si le comportement du prisonnier est tel qu'il s'en soit rendu indigne (art. 21). Au Danemark, la loi pénale pose comme condition à la libération conditionnelle que les conditions du détenu ne rendent pas la libération inopportune, et qu'il soit assuré de trouver à sa libération un travail adéquat ou quelque autre façon de subvenir à ses besoins et à son entretien (art. 38, al. 2).

Des combinaisons de ces deux éléments, la bonne conduite du détenu en prison et le fait qu'on a toute raison de croire qu'il restera dans la légalité après sa libération, se retrouvent dans bien des pays, parfois complétées par l'obligation de réparer le préjudice causé par le délit. Il en est ainsi, par exemple, en Italie (*Codice penale*, art. 176), en Suisse (Code pénal, art. 38), au Brésil (*Código penal*, art. 65), en Belgique (loi du 31 mai 1888) et en Autriche (loi du 23 juill. 1920, art. 12), mais le même schéma réapparaît également dans les lois pénales qui ont été rédigées après la seconde guerre mondiale (dans le Code pénal tchécoslovaque de 1950, art. 33, dans le Code pénal grec de 1950, art. 106, dans le Code pénal yougoslave de 1951, art. 48). En Suède (art. 2), on précise certaines conditions qu'il faudra observer minutieusement, quand on examinera s'il y a lieu ou non d'accorder une libération facultative, et cet examen sera aussi complet que possible, au point de vue de la prévention individuelle (v. plus loin).

Mentionnons une exception à cette règle, l'amendement apporté au Code pénal allemand en 1953 (art. 26), qui ne considère pas la bonne conduite comme une condition nécessaire à la libération et se contente d'un bon pronostic social (« *erwartet werden kann, dass er in Zukunft ein gesetzmässiges und geordnetes Leben führen wird* »).

Toutefois, il faut se garder d'apprécier la position qu'occupe la libération facultative dans les systèmes pénitentiaires uniquement d'après les dispositions prévues par la loi. Il est encore plus important d'observer comment on applique ces règles, de voir si le tribunal ou l'autorité compétente qui est chargée de se prononcer sur une libération conditionnelle, y voit avant tout une récompense accordée à l'individu pour sa bonne conduite, ou un moyen dont use la société pour créer une forme de traitement en liberté liée à un contrôle et à un soutien moral. Dans certains pays, il semble bien que le rejet d'une demande de libération conditionnelle — en dépit du caractère facultatif qu'elle a en principe — soit une sorte de réaction disciplinaire qui frappe le détenu dont la conduite a été mauvaise (Angleterre, Norvège). En Hollande, où les dispositions de la loi sont élastiques (*Wetboek van Straf-*

recht, art. 15-17), il semble que la fonction préventive de l'institution ait pris, avec le temps, une importance de plus en plus grande et qu'on accorde des libérations conditionnelles, même dans des cas où l'on peut craindre une récidive¹. En Suisse, on parle parfois d'une libération « relativement obligatoire », bien que d'après la loi, l'examen et la décision de l'autorité compétente soient discrétionnaires². Souvent l'application varie, sans que le texte de la loi soit modifié. En France, tout particulièrement, l'évolution a connu des fluctuations prononcées. Au début, l'administration usa de cette institution avec une assez grande libéralité, en tenant compte toutefois de la capacité plus ou moins grande des établissements pénitentiaires (Donnedieu de Vabres). Mais après 1910, la recrudescence de la criminalité incita à en restreindre l'emploi très considérablement. Après la seconde guerre mondiale, le patronage des libérés en France fut complété par de nouveaux organes de protection et une surveillance intensifiée, grâce à quoi la société est à même de mieux protéger et de mieux surveiller quand son intérêt l'exige, et maintenant on fait en France un usage incomparablement plus vaste de la libération conditionnelle qu'autrefois. Mentionnons à titre d'exemple, qu'en 1939 on avait libéré 131 détenus, tandis qu'en 1953 on en a libéré 1.701.

L'évolution du droit en Angleterre et aux Etats-Unis.

Dans les pays anglo-saxons, le droit s'est développé selon des axes différents. En Angleterre particulièrement, on a rendu possible une différenciation très poussée des divers groupes de délinquants, sans abandonner pour autant le point de départ initial. Selon le *Criminal Justice Act* de 1948 et les *Prisons Rules* de 1949, il existe actuellement en Angleterre six possibilités différentes d'accorder une libération conditionnelle.

1) Chaque prisonnier qui est condamné à subir une peine privative de liberté dépassant un mois, peut être libéré lorsqu'il a purgé les deux tiers de sa peine et qu'il a donné toute satisfaction par sa conduite et par son travail (*Prison Rules*, 37). Dans la pratique, cette libération (*discharge*), qui est accordée inconditionnellement et irrévocablement, est la mesure qu'on prend normalement en Angleterre ; on considère en général que le fait de la retarder de deux semaines, ou de ne pas l'accorder du tout, a le caractère d'un châtiment disciplinaire.

2) Lorsqu'il s'agit de délinquants adolescents qui n'avaient pas atteint l'âge de vingt-et-un ans au commencement de leur peine, l'autorité pénitentiaire (*Prison Commissioners*) a le choix entre deux alternatives (*Criminal Justice Act*, sect. 56). Le détenu peut faire l'objet d'une rémission complète (*discharge*) du dernier tiers de sa peine, ou bien il peut être libéré à l'essai, en se soumettant à certaines conditions (*released on licence*). Dans ce dernier cas, il sera confié à la surveillance d'un comité de tutelle pour le reste de la durée de sa peine — six mois au moins — et il devra obéir à certaines dispo-

1. V. KEMPE, Rapport présenté au XII^e Congrès pénal et pénitentiaire international de La Haye de 1950, *Actes*, Berne, 1951, vol. V, p. 267.

2. V. GRAVEN, *ibid.*, p. 221.

sitions qu'éventuellement on prendra à son sujet. Cette mise en liberté est révoicable.

3) Depuis l'abolition de la « *penal servitude* », il existe une disposition spéciale qui vise certains récidivistes. Dans le cas de délinquants condamnés à une peine de prison d'au moins douze mois, pour un délit pour lequel la loi prévoit une peine privative de liberté avec un minimum de deux ans, et qui de plus ont été condamnés précédemment au moins deux fois à la prison ou au moins une fois à l'internement, le tribunal devra stipuler que le condamné sera soumis à une surveillance après sa libération, pendant douze mois, à moins que des raisons spéciales ne justifient d'autres décisions (*Criminal Justice Act*, sect. 22). Toutefois, le libéré n'est astreint qu'à une obligation, celle de communiquer son adresse à une société de patronage. S'il ne s'acquiesce pas de ce devoir, il peut être placé sous le patronage de la police au lieu d'être sous celui de la société de patronage. S'il n'obéit pas non plus aux obligations que lui impose la police — qui peuvent comporter la nécessité de se présenter en personne une fois par mois — il pourra être condamné par un juge de paix à une peine de prison pouvant aller jusqu'à six mois (*Criminal Justice Act*, Schedule IV nr. 2).

4) Les jeunes délinquants qui ont seize ans au moins, et vingt-et-un ans au plus peuvent être condamnés au « *Borstal* » pour une période de quatre ans. Quand le jeune condamné a passé une période de neuf mois au moins et de trois ans au plus dans l'établissement de « *Borstal training* », il bénéficiera d'une libération dite *parole* pour le reste de sa peine ; cette libération est liée à une surveillance et à certaines dispositions telles que la probation (*Criminal Justice Act*, Schedule II).

5) Certains récidivistes dangereux qui ont plus de vingt-et-un ans, peuvent être condamnés à un internement nommé « *corrective training* » pour une durée déterminée pouvant aller de deux ans à quatre ans, au lieu d'être condamnés à la prison (*Criminal Justice Act*, sect. 21). Après avoir purgé les deux tiers de sa peine, selon l'habitude, l'interné pourra être mis en liberté conditionnelle (*licensed*) et soumis à une certaine surveillance de la part d'une société de patronage (*Prison Rule 157*). Cette libération est révoicable (*Criminal Justice Act*, Schedule III).

6) Dans le cas de certains récidivistes dangereux qui ont plus de trente ans, on peut avoir recours, à côté de la prison, à un internement nommé « *Preventive detention* » pour une période déterminée d'au moins cinq ans et d'au plus quatorze ans (*Criminal Justice Act*, sect. 21). Cette sanction s'applique progressivement, par étapes déterminées. On procède par étapes, afin de compenser les mauvais effets d'un long séjour dans un établissement de détention et pour rendre possible le reclassement social du détenu. Celui-ci est d'abord placé pendant un ou deux ans dans une prison ordinaire, puis on le fait passer dans une division spéciale réservée aux prisonniers à long terme, où il jouit de certains privilèges et adoucissements ; il y reste relativement longtemps, puis, sur la recommandation de l'« *Advisory Board* », on le soumet au régime d'une troisième division pendant une période de six à douze mois, et c'est là qu'on prépare sa libération conditionnelle en lui donnant un « *industrial or social training* ». Au moment de faire passer un

détenu de la deuxième à la troisième section, l'« *Advisory Board* » ne devra pas se contenter de tenir compte de la conduite qu'il a eue pendant son séjour dans la deuxième division ; il faudra aussi envisager le pronostic social qui peut indiquer l'opportunité d'une libération conditionnelle pour le moment où les deux tiers de la peine à subir auront été purgés. Un détenu qui n'a pas été admis à la troisième division ne peut être libéré, au plus tôt, que lorsqu'il a purgé les 5/6 de sa peine. La libération conditionnelle est accordée sur une décision prise en commun par les « *Prison Commissioners* » et le « *Board of visitors* » ; les libérés sont confiés à une société de tutelle spéciale. Si on révoque l'ordre de mise en liberté, le détenu doit repartir de la première étape, et peut y rester jusqu'à deux ans (*Prison Rules 160-173*).

Cette différenciation a pour effet qu'en Angleterre la libération conditionnelle liée à un régime appliqué en liberté et dans un esprit positif est la voie normale dans laquelle on engage trois sortes de détenus (*Borstal*, *Corrective training* et *Preventive detention*) ; pour certains jeunes délinquants, cette libération constitue une alternative à l'élargissement pur et simple ; pour un certain genre de récidivistes, la surveillance qui suit la libération se borne à l'obligation de communiquer régulièrement son adresse à une société de patronage ou à la police. Pour les « cas ordinaires », en revanche, il n'est jamais question de libération conditionnelle (*conditional release*), on accorde une rémission avant la fin de la peine à subir, sans restrictions, et de façon irrévocable (*discharge*). Juridiquement parlant, il n'existe pas de libération conditionnelle obligatoire, mais la coutume que les autorités compétentes tendent à répandre, a fait qu'elle a en réalité pris le caractère d'une règle générale, en ce qui concerne certaines catégories de délinquants ; toutefois, la loi continue toujours à faire dépendre l'accord d'une libération de la conduite que le détenu a eue au cours de sa détention et l'institution comme telle s'est intégrée dans une certaine mesure au système progressif.

La « *parole* » aux Etats-Unis suit dans une large mesure les principes anglais, mais il est malaisé d'en avoir une vue d'ensemble, car dans les 48 Etats, ce sont différentes lois et différentes coutumes qui sont appliquées. Dans certains Etats, la « *parole* » n'existe pas, tandis que dans quantité d'autres on applique très largement la « *discharge* » et la « *parole* », par exemple dans l'Etat de New-York, dans l'Illinois, les Massachusetts, New-Jersey et en Pennsylvania. Nous retrouvons le même phénomène dans le système pénitentiaire des Etats fédérés. Les Américains eux-mêmes font remarquer que la criminalité dans l'Etat d'Oklohama qui ne connaît ni la « *probation* » ni la « *parole* » est proportionnellement trois fois plus grande que dans l'Etat de New-York (Grinberg-Vinaver, dans *Les grands systèmes pénitentiaires actuels*, Paris 1950, p. 147). Le président Roosevelt préconisa l'usage de la « *parole* » aux Etats-Unis, la considérant comme une mesure de politique criminelle dont la société tirait profit ; il déclara à la *National Parole Conference*, à Washington : « Le véritable but de la « *parole* » est de protéger la société, de nous protéger tous, en surveillant et en secondant les détenus libérés dans leurs efforts, jusqu'à ce qu'ils aient une chance de se refaire une vie, de montrer qu'ils veulent rentrer dans la légalité et mener une existence honorable et indépendante ». Dans l'Etat de New-York qui possède un système de surveillance modèle, on a pu constater qu'au cours des cinq années

qui avaient suivi l'accord d'une libération conditionnelle, 7 % seulement des libérés avaient commis des délits graves (*felony*) et environ 8 %, des délits moins graves¹.

L'évolution de la libération conditionnelle en Suède.

En Suède, la libération conditionnelle est aujourd'hui une étape normale de l'exécution des peines à long terme. Le législateur veut qu'on en fasse bénéficier les deux catégories de détenus pour lesquels un même traitement paraît indiqué bien que ce soit pour des raisons de politique criminelle différentes. La première catégorie, c'est celle des détenus qui par leur bonne conduite dans l'établissement où ils purgent leur peine ou par quelque autre indication permettent de croire à un bon pronostic criminel ; l'autre, c'est celle des cas plus graves pour lesquels les risques de récidive sont particulièrement grands au début de la libération. Il faut voir l'origine de cette double fonction dans les expériences que l'on a faites en Suède, et ce double rôle a amené une scission en libération conditionnelle facultative et libération conditionnelle obligatoire.

Au début, la libération conditionnelle interrompant une peine privative de liberté à durée déterminée, était une mesure purement facultative qu'on avait introduite en Suède en 1906, sous l'influence des expériences anglo-américaines. Selon la loi, la seule condition à remplir pour qu'il fût possible d'accorder une libération, était que les circonstances rendissent probable le bon comportement du détenu après sa libération. C'est par là qu'on fut amené à considérer le pronostic social individuel comme un élément important qui pouvait contribuer à justifier une décision sur la durée d'une détention. Au début toutefois, c'était là — comme dans la plupart des pays — une mesure ayant le caractère d'un privilège dont on usait pour inciter le détenu à mériter sa libération par une conduite exemplaire au sein de l'établissement pénitentiaire. Le domaine dans lequel la mesure était applicable était alors assez restreint, il se limitait aux détenus qui avaient purgé les deux tiers de leur peine, cette période ne pouvant pas être inférieure à deux ans ; ce n'est qu'en 1918 que la catégorie de ceux qui pouvaient y aspirer s'élargit, comprenant cette fois les détenus qui avaient subi une peine de travaux forcés pendant un an au moins. Malgré cela, on ne libéra en moyenne qu'une centaine de détenus par an, et, aujourd'hui encore, le nombre de délinquants de cette catégorie qu'on fait bénéficier d'une libération conditionnelle n'a pas augmenté sensiblement, bien que la criminalité se soit accrue.

L'idée d'user de la libération conditionnelle comme d'une arme pour prévenir le crime, et, pour ce faire, d'en étendre l'application à des individus qui n'ont ni fait preuve de bonne conduite ni donné lieu à un pronostic social favorable, est le fruit des expériences faites à l'occasion des condamnations pénales à durée indéterminée qui furent intégrées à la loi en 1927 et plus tard en 1935, et qui visaient certains anormaux psychiques et certains récidivistes ainsi que, en 1935, les délinquants de dix-huit à vingt-et-un ans. Dès le début, on ne libérait d'habitude de la détention de sûreté (anormaux et récidivistes) et

1. V. SANFORD BATES, Rapport présenté au Congrès de La Haye, *loc. cit.*, p. 131.

de la prison-école que de façon conditionnelle. C'est précisément dans le cas de ces délinquants enclins à récidiver qu'on a pu constater en Suède qu'il fallait en général faire succéder au séjour dans l'établissement pénitentiaire un délai d'épreuve pour inciter le libéré à faire de sérieux efforts après qu'il avait recouvré la liberté, pour se bien conduire et se plier aux mesures prises pour faciliter sa réadaptation sociale. De plus, une enquête statistique sur les récidivistes qui avaient été condamnés de 1919 à 1934 montra que la moitié à peu près des récidives avaient été commises dans l'année qui avait suivi l'élargissement du détenu, ce qui indiquait de façon très nette combien il est nécessaire de ne pas abandonner un détenu à lui-même, sitôt qu'il est sorti de prison. La libération conditionnelle doit jouer le rôle de transition, faciliter à ces délinquants le passage d'une situation où la contrainte domine, à la pleine liberté. Pour éviter les récidives, il faut qu'aux besoins individuels de chaque libéré répondent des mesures de surveillance et de soutien appropriées, pendant la durée du délai d'épreuve.

La loi de 1943 qui est toujours en vigueur vise à rendre l'institution de la libération conditionnelle apte à remplir ses diverses missions. Le fait d'avoir introduit dans le système pénal la libération obligatoire en a grandement élargi le champ d'action.

Cette mesure ne dépend ni de la conduite du détenu, ni de son pronostic criminel individuel, ni d'une requête. Le délai d'épreuve devient automatiquement la dernière phase de l'exécution d'une peine. En pratique, ce n'est qu'exceptionnellement qu'on s'abstient de stipuler une surveillance du libéré, et dans plus de la moitié des cas où l'on a prévu cette surveillance, on la fait accompagner de certaines dispositions spéciales dont la défense de consommer des boissons alcooliques est la plus courante, mais qui souvent portent aussi sur le lieu de séjour et l'emploi du libéré.

Quant à la libération facultative, elle est conçue en principe sur le même modèle qu'autrefois, mais le temps minimum du séjour dans un établissement pénitentiaire est passé d'un an à huit mois. La loi pose comme condition que le détenu ait déposé une requête et qu'il ait un pronostic criminel favorable. Le but essentiel de l'institution, c'est d'abrégier le temps où le détenu doit purger sa peine, sous certaines conditions, lorsque la peine à subir est plus longue qu'il ne semble nécessaire au point de vue de la prévention individuelle. La notion de récompense ne doit pas jouer un rôle prépondérant, la bonne conduite du détenu n'est qu'une indication dont on tiendra compte pour établir le pronostic criminel au même titre que l'on considère l'espèce du délit qu'il a commis, les causes et les conditions qui y sont liées, le comportement du délinquant avant le délit, son état d'esprit au moment où l'on envisage sa libération, son désir de réparer le dommage créé par son délit, ainsi que les conditions dans lesquelles il se trouvera après son élargissement. Il ne faudra pas faire intervenir le degré de gravité du délit de telle façon que la libération prenne le caractère d'une rectification de la peine telle que le tribunal l'a déterminée. On n'aura égard aux exigences de la prévention générale que lorsqu'on évaluera les chances de bonne conduite du détenu après sa libération ; à l'origine la proposition de loi comportait une disposition qui interdisait l'accord d'une libération si, dans l'intérêt de l'obéissance aux lois, il semblait judicieux de ne pas écarter l'exécution de la peine, mais cette disposition fut ensuite supprimée.

Bien que la libération conditionnelle facultative suppose l'existence d'un pronostic favorable, elle doit aussi servir à faciliter le reclassement du libéré. On considère que la société, dans l'intérêt de la défense sociale, a souvent lieu de prendre des mesures de réintégration sociale même vis-à-vis de ceux qui donnent des raisons de croire à leur bonne conduite à venir ; c'est pourquoi, en général, on prévoit une surveillance pour ce genre de libérés également, et on les soumet à certaines mesures de contrôle.

La libération obligatoire est en Suède infiniment plus fréquente que la libération facultative bien que, sur la question du temps minimum des deux formes de libération conditionnelle, elles ne diffèrent que par l'espace de deux mois. En 1952, on libéra 1.421 détenus selon la première de ces règles, et 158 selon la seconde.

Pays où la libération conditionnelle n'existe pas.

Dans certains Etats de l'Amérique du Sud, on remplace la libération conditionnelle par un « régime de pré-liberté » qui consiste à traiter les détenus de façon spéciale avant leur élargissement définitif. Mentionnons particulièrement à ce propos, le régime qui s'est établi en Argentine après la réforme de l'exécution des peines de 1947. Pendant la dernière phase de leur peine, les détenus sont confiés à des établissements spéciaux où ils peuvent vivre presque comme s'ils étaient libres. Le transfert dans un de ces établissements est indépendant de la conduite du détenu.

En Russie soviétique, il existait une disposition inscrite dans le Code pénal de l'Union soviétique (art. 56) qui portait sur la libération conditionnelle et qui, entre autres, rendait possible la mutation d'une peine en une peine moins forte ; mais cette disposition fut abrogée en 1939. L'institution n'existe donc plus dans ce pays.

La durée minimum du séjour dans un établissement pénitentiaire.

Dans bien des pays on a coordonné, en pratique, la condamnation conditionnelle et la libération conditionnelle, mais les deux institutions, comme telles, sont en principe distinctes. La libération conditionnelle suppose que le détenu a purgé une partie de sa peine — ce qui la distingue également de la grâce — et c'est pourquoi les lois de tous les pays d'Europe stipulent un temps minimum à partir duquel la libération est applicable. Dans la plupart des pays, ce sont les deux tiers de la peine à subir qui constituent ce temps minimum ; il en est ainsi au Danemark (art. 38), en Norvège (loi de 1903, art. 21), en Angleterre (v. plus haut), en Allemagne (art. 26 depuis la modification apportée à la loi en 1953), en Autriche (loi de 1920, art. 12), en Suisse (art. 38), en Hollande (art. 15), en Pologne (art. 65, § 2), en Grèce (art. 105). Ailleurs, le temps minimum se limite à la moitié de la peine à subir, en Tchécoslovaquie par exemple (art. 33), et en Yougoslavie (art. 56), tandis qu'en Roumanie il en couvre les trois quarts (art. 28, 32). Certaines lois établissent une différenciation, répartissant les détenus en condamnés ordinaires et en récidivistes. En France (loi de 1885, art. 2), le temps minimum est de 1/2 de la peine à subir pour les détenus ordinaires et de 2/3 pour les récidivistes. En

Italie (art. 176) et au Brésil (art. 60), les détenus de la première catégorie doivent avoir purgé la 1/2 de leur peine, ceux de la seconde, les 3/4. En Belgique aussi (loi de 1888), on fait une différence entre les détenus ordinaires et les récidivistes ; le temps minimum pour les récidivistes s'élève à 2/3 de la peine, tandis que pour les autres il se limite à 1/3, durée inférieure à celle qui est prescrite dans tous les autres pays d'Europe. En Yougoslavie, il n'existe même aucune limite qui puisse empêcher la mise en liberté d'un détenu qui « *sich während der Strafverbüßung durch seine Arbeitsleistung und sein Verhalten besonders hervortut* ». En Grèce on abaisse le temps minimum à 1/2 pour un détenu qui a plus de soixante-dix ans. En Finlande le temps minimum est depuis 1944 en général 1/2 de la peine à subir pour la libération facultative et 5/6 pour la libération obligatoire (loi sur l'exécution des peines, chap. 2, art. 13), en Suède, le détenu devra avoir purgé les 2/3 de sa peine pour bénéficier d'une libération facultative, et en avoir purgé les 5/6 pour faire l'objet d'une libération obligatoire (loi de 1943, art. 1^{er} et 2).

Toutefois, la plupart des lois ne se contentent pas de fixer un temps minimum lié à la durée de la peine à subir, elles stipulent aussi un temps minimum absolu au-dessous duquel aucune libération n'est possible. Ce temps minimum absolu est fixé à trois mois en Suisse et en Allemagne, à quatre mois en Norvège, à huit mois en Pologne et en Autriche, à neuf mois au Danemark et en Hollande et à un an en Grèce. En France et en Belgique, ce temps minimum absolu est pour les détenus ordinaires de trois mois et pour les récidivistes, de six mois. En Suède, il est de six mois pour la libération obligatoire et de huit mois pour la libération facultative ; en Finlande il est de six mois dans les deux cas. En Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Roumanie et au Brésil, on n'a prévu aucun temps minimum absolu. L'Italie réserve la libération conditionnelle aux cas où la peine privative de la liberté est d'au moins cinq ans et, de ce fait, limite le domaine où elle est applicable à une assez petite catégorie de détenus.

Dans bien des pays il existe des dispositions spéciales pour les détenus à perpétuité ; ces détenus doivent avoir purgé de dix (en Belgique) à vingt ans (en Norvège, en Grèce et ailleurs) de leurs peines ; dans un assez grand nombre de pays, ce temps minimum est fixé à quinze ans.

L'autorité qui a pouvoir de décision.

Un problème particulièrement important et qui a fait l'objet de bien des discussions est celui de l'autorité compétente qui a pouvoir de se prononcer sur une libération conditionnelle. Les divergences qu'on peut constater sur ce point sont très probablement étroitement liées à la position du tribunal et à l'organisation du système pénitentiaire. Ajoutons qu'une étude comparative ne saurait s'en tenir aux dispositions formelles précisées par la loi. En effet, dans bien des pays, c'est le ministère de la Justice qui a pouvoir de décision, mais l'opinion qui a véritablement du poids est celle qu'émet une organisation ou un conseil chargé de déposer une proposition.

Au Congrès pénal et pénitentiaire qui eut lieu à La Haye en 1950, presque tous les rapports soulevèrent la question de l'autorité compétente qui serait habilitée à prendre des décisions en la matière, et on peut lire dans la réso-

lution le vœu suivant : « Pouvoir de libérer et de choisir les conditions, confié à une autorité impartiale, compétente et complètement éclairée sur tous les aspects des cas individuels qui lui sont soumis ». Lors de la révision du Code pénal allemand, en 1953, on alléguait les débats de ce congrès pour stipuler que le tribunal aurait pouvoir de décision, étant donné que le juge est incontestablement l'organe dont on peut dire qu'il est le plus impartial de tous. On fait de plus remarquer dans les motifs de la loi allemande (p. 31), qu'il est permis de considérer que l'une des fonctions du juge est justement de pouvoir corriger, en accordant une libération conditionnelle, les erreurs qui éventuellement ont pu se glisser dans le pronostic criminel du tribunal.

Au Brésil également (art. 60) et en Grèce (art. 110), c'est le tribunal qui a le pouvoir d'examiner une libération conditionnelle éventuelle et de prendre une décision à son sujet. Au Brésil, c'est sur un rapport du Conseil d'établissement (*Conselho penitenciário*) que le tribunal se basera, en Grèce, sur celui du Comité directeur de l'établissement pénitentiaire. En Grèce, le tribunal compétent est celui auquel ressortit l'établissement pénitentiaire.

En Italie, un juge spécial est chargé de la surveillance (*giudice di sorveglianza*) au stade de l'exécution d'une peine privative de liberté. Ainsi, selon la loi italienne de 1931 sur l'exécution des peines (art. 192), toutes les enquêtes qui se rapportent à la libération conditionnelle sont mises entre les mains de ce juge. C'est lui qui examine les rapports du chef de l'établissement pénitentiaire et du Conseil de discipline, lui qui examine quelles sont les conditions prévues par la loi, y compris le versement de dommages-intérêts. Toutefois, le pouvoir de décision appartient non à ce juge, mais au ministre de la Justice ; le juge de surveillance est chargé de remettre le dossier au ministère.

En Suède, les décisions se rapportant à la libération conditionnelle obligatoire sont émises automatiquement par le chef de l'établissement pénitentiaire ; quand il s'agit de libération conditionnelle facultative, c'est depuis 1946 l'administration pénitentiaire centrale qui décide le cas après avoir pris l'avis d'une commission locale présidée par un juge ; auparavant, c'était le roi qui prenait une décision pour chaque cas, d'après un rapport présenté par l'administration pénitentiaire centrale (loi de 1943, art. 3).

En Norvège la loi de 1903 stipule (art. 23) que l'autorité désignée par le roi aura droit de décision sur une libération conditionnelle. C'est en général le chef de l'établissement qui émet la décision après avoir consulté ses collaborateurs. S'il s'agit d'un détenu qui a été précédemment l'objet d'une libération conditionnelle et qui a commis un nouveau délit dans un délai de trois ans après sa libération, le chef de l'établissement doit soumettre la question au ministre de la Justice.

Au Danemark (art. 38) et en Finlande (chap. 2, art. 13), il appartient, dans tous les cas de peines à durée déterminée, au ministre de la Justice de prendre une décision sur un rapport, ou après audition, du Comité directeur de l'établissement. Les mêmes dispositions sont applicables en Finlande à la libération conditionnelle obligatoire ; le ministre de la Justice est habilité à décider qu'une libération de l'espèce n'aura pas lieu, sur un rapport du Comité directeur de l'établissement. Cependant, le directeur de l'établissement libère en général le détenu. Le Code pénal suisse (art. 38) ne fait mention

que de « l'autorité compétente » ; la nature de cette autorité compétente varie selon le canton dont il s'agit (art. 374) ; dans la plupart des cantons, il semble que ce soit un conseil spécial dont la composition n'est pas toujours la même. A Genève, il se compose du chef du département cantonal de justice et police, du procureur général ou de l'un de ses substituts, d'un juge et de six autres membres, dont au moins un médecin et une personne choisie parmi les associations de patronage des détenus libérés. Le tribunal est toujours exclu. En Pologne, c'est le ministre de la Justice qui est compétent, mais il peut déléguer ses pouvoirs à un procureur général. En Hollande, il appartient au ministre de la Justice de prendre la décision, mais l'organe le plus puissant est un Conseil de libération dont le président est un juge.

En France aussi, le droit de décision appartient depuis 1911 formellement au ministre de la Justice (après avoir appartenu au ministre de l'Intérieur), mais les travaux préparatoires et l'examen des cas sont confiés à un comité consultatif qui centralise les cas du pays tout entier, à Paris, à la Direction de l'Administration Pénitentiaire, et qui se réunit deux fois par mois. Ce comité se compose de onze membres. Si le comité rejette la requête, il faut, en principe, attendre un an pour représenter le dossier. De plus, le comité peut conclure aussi bien à une libération immédiate qu'à une libération à terme. Dans la pratique, le ministre de la Justice suit en général l'avis du comité.

Aux Etats-Unis, ce sont les « *Parole-boards* » qui ont, dans les trois quarts des Etats, pouvoir de décision. En Angleterre, les « *Prison Commissioners* », en tant qu'organe de l'organisation pénitentiaire centrale sont considérés comme l'autorité compétente, mais les « *Boards of Visitors* » jouent un certain rôle en donnant leur avis. Les membres des « *Boards of Visitors* » sont nommés par le « *Secretary of State* », mais la loi stipule qu'au moins deux d'entre eux doivent être juges de paix (*Criminal Justice Act*, sect. 53). La tâche de ces comités est d'après la loi d'examiner périodiquement le caractère, la conduite et les dispositions de chacun de ceux qui ont été condamnés au « *corrective training* », à la détention préventive ou au *Borstal training* et d'aviser les *Prison Commissioners* s'il est opportun de leur accorder une libération conditionnelle ou surveillée. Comme nous l'avons dit plus haut, l'« *Advisory board* » est consulté au sujet de la détention préventive. Ce comité se compose de sept membres, dont trois sont membres du « *Board of Visitors* » et dont un est « *Prison Commissioner* ».

Dispositions relatives aux conditions et à la surveillance.

Tant que le législateur s'était contenté de stimuler le détenu, de l'engager à se bien conduire en lui faisant espérer une récompense sous forme d'une libération avant terme, on n'avait pas eu besoin d'établir de règles spéciales pour le délai d'épreuve. On partait de l'idée que la bonne conduite du détenu au cours de son séjour dans l'établissement pénitentiaire permettait d'espérer qu'il continuerait à respecter la loi après sa libération, on lui faisait confiance, comptant qu'il s'abstiendrait de lui-même de commettre de nouveaux délits. Il savait que s'il enfreignait la loi pendant le délai d'épreuve il aurait à en subir les conséquences. C'est pourquoi on s'était contenté autre-

fois de stipuler que toute décision permettant une liberté conditionnelle pouvait être révoquée, si celui qui en bénéficiait commettait un nouveau délit avant le terme de la peine que lui avait infligée le tribunal. Plus tard, on étendit souvent ce droit de révocation aux cas où le libéré menait une vie désordonnée pendant le délai d'épreuve, ou se conduisait mal de quelque autre façon : ivresse, prostitution, paresse, endettement, vagabondage, etc... Cependant, même dans certaines lois modernes, la révocation n'est possible que si le libéré a commis un délit punissable d'une certaine gravité.

Après que la libération conditionnelle, évoluant dans le sens indiqué par la législation anglo-saxonne, eût acquis le double but qu'elle a aujourd'hui dans le monde entier, c'est-à-dire lorsqu'elle eût commencé à être à la fois un privilège qu'on accordait à certains détenus pour les récompenser de leur bonne conduite, et une mesure de politique criminelle prise pour la défense sociale, le législateur se trouva en face de nouveaux problèmes à résoudre. Il dut chercher comment on pourrait rendre une institution, dont la mission était à l'origine de décerner des récompenses, apte à servir dans certains cas les intérêts de la prévention individuelle. Pour que la prévention individuelle soit efficace, il faut qu'il existe des possibilités d'individualiser les traitements. Le législateur s'est donc trouvé dans presque tous les pays devant une tâche qui consistait, non seulement à transformer une mesure en soi essentiellement négative (le fait d'abrégé un séjour en prison) en un élément positif de la politique criminelle, ayant une action prophylactique sur la criminalité et constituant un facteur de réadaptation sociale, mais aussi à rendre cette institution assez lâche et assez adaptable pour qu'elle puisse remplir ses diverses fonctions. C'est ce qui explique que, dans la plupart des pays, la libération conditionnelle n'est pas autre chose qu'une interruption de la peine avant terme, suivie d'un état intermédiaire où l'avenir du libéré reste indéterminé ; dans d'autres cas, elle est un moyen plus ou moins renforcé de faire pression sur le libéré, qui peut avoir une profonde influence sur sa vie et qui constitue un des éléments du traitement des délinquants en liberté.

Cependant, même en Angleterre et aux Etats-Unis, qui font figure de pionniers dans ce domaine de la libération conditionnelle considérée comme agent de prévention individuelle, on n'est pas arrivé à en faire autre chose qu'une sorte de réplique de la probation. On a plus ou moins calqué les mesures de contrôle et de surveillance prévues pour les délinquants frappés d'une condamnation conditionnelle, sans apporter de modifications essentielles. Et pourtant, en dépit de certaines similitudes techniques, les problèmes se posent un peu différemment et les buts ne sont pas tout à fait les mêmes. Par exemple, on a constaté dans tous les pays que la prison, malgré toutes les réformes qu'on a faites, est encore pour certains tempéraments un facteur qui porte au crime et que le détenu à long terme, en particulier, se heurte au début de sa libération, non seulement à des obstacles sociaux et économiques, mais à des difficultés psychologiques qui peuvent augmenter considérablement les risques de récidive qu'il court pendant son délai d'épreuve, ce qui amène la société à prendre des mesures spéciales. La surveillance qui suit la libération conditionnelle, a en partie le caractère d'un traitement post-pénitentiaire.

Cependant, il est dans la nature des choses que le législateur abandonne

ces questions spéciales, si difficiles à résoudre, aux usages qui se cristallisent peu à peu dans la pratique. C'est pourquoi les dispositions qui touchent à la condamnation conditionnelle et à la libération conditionnelle coïncident, dans une très large mesure, dans presque toutes les lois. La loi ne fait guère que donner un cadre que l'usage viendra remplir, et l'étude des dispositions légales reste donc assez stérile. Nombre de Codes pénaux se contentent de prévoir de façon générale une surveillance possible et de stipuler qu'on soumettra le libéré à certaines règles, sans donner d'exemples et sans entrer dans les détails (Danemark, art. 38, § 2 ; Italie, art. 228 ; Hollande, art. 15 ; Grèce, art. 106 ; Tchécoslovaquie, art. 39 ; Brésil, art. 61). Le Code pénal allemand renvoie sur ce point (art. 26) aux dispositions qui touchent à la condamnation conditionnelle. En Pologne (art. 66) il est parlé de patronage sans que la loi donne expressément le droit d'émettre des instructions. Dans la mesure où les lois des différents pays précisent certaines obligations qu'on pourra imposer au libéré (en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Roumanie), c'est à peu près des mêmes obligations qu'il s'agit. En général, elles portent sur le lieu de séjour, le logement, l'embauche, sur les moyens qu'a le libéré de subvenir honnêtement à ses besoins, sur l'obligation où il sera de s'abstenir de consommer de l'alcool ; parfois la loi mentionne la nécessité d'apprendre ou d'exercer un métier particulier, ou la défense de fréquenter certaines personnes qui ont une mauvaise influence. Souvent, les modalités du paiement de dommages-intérêts sous contrôle du surveillant jouent un rôle important. Le Code suisse permet d'ordonner un séjour dans un établissement déterminé (asile, colonie). Selon la loi allemande, on peut obliger le libéré à verser une certaine somme à une œuvre de bienfaisance. En Angleterre, où l'on peut suivre les effets de la probation et de la « parole » au cours des dizaines d'années où elles ont été appliquées, le législateur laisse à l'usage, le soin de trouver la forme que doit prendre la surveillance (*supervision*). Toutefois, le *Criminal Justice Act (Schedule V nr 5)* donne quelques précisions en chargeant les fonctionnaires de tutelle de surveiller les « probationers » et autres personnes qui leur sont confiées, et « *to advise, assist and befriend them* ». Dans les pays anglo-saxons on peut observer une certaine tendance à unir la « parole » et l'« after-care » et à faire de la surveillance des libérés une forme particulière de « *social case work* ». Evolution analogue en Suisse, où le patronage sera appelé à coordonner le traitement pénal et le traitement post-pénitentiaire. Selon l'article 47, il revient au patronage de « donner aux patronés conseils... et de surveiller les patronés avec discrétion de manière à ne pas compromettre leur situation ».

En Suède (art. 8), les dispositions qui règlent cette matière suivent ce qui est stipulé à propos de la condamnation conditionnelle ; il n'y a que la possibilité d'imposer un traitement dans une clinique, dans un établissement de désintoxication ou dans tout autre établissement qui n'ait pas son parallèle dans le domaine de la libération conditionnelle. De plus, on ne peut lier à une libération conditionnelle le devoir de s'acquitter dans la mesure du possible des dommages-intérêts qui sont dûs.

Durée du délai d'épreuve.

Dans presque tous les pays, la durée du délai d'épreuve est réglée par la loi. On se base d'habitude, pour la déterminer, sur le restant de la peine à subir, au prononcé de la libération, mais cette règle se trouve souvent complétée par une disposition précisant un temps minimum. En Italie (art. 177, 228), en Pologne (art. 66) et en général en Autriche (art. 12), ce temps minimum est fixé à un an, au Danemark (art. 40) il est de deux ans, en Norvège (art. 22) et en Grèce (art. 109) de trois ans. Dans certains pays il y a non seulement un temps minimum fixe, mais aussi un temps maximum, en Suisse (art. 38) c'est un et cinq ans, en Tchécoslovaquie (art. 34) deux et dix ans, en Allemagne (art. 26) deux et cinq ans, et il est possible d'abrèger et d'augmenter ultérieurement le délai d'épreuve dans les limites de ces temps minimum et maximum. En Hollande (art. 15) et en Finlande (chap. 2, art. 17), le délai d'épreuve devra excéder d'un an le restant de la peine à subir (sans dépasser cinq ans en Finlande) et en Belgique (loi de 1888, art. 4), le délai d'épreuve peut être deux fois plus long que le restant de la peine, le temps minimum étant de deux ans pour les libérés ordinaires, et de cinq ans pour les récidivistes. En Suède (art. 4), le temps minimum est d'un an si la peine à subir est d'un an ou plus ; autrement, il est de six mois.

Les agents de patronage.

La loi ne donne d'ordinaire aucune indication précise qui puisse aider à choisir ceux à qui l'on confiera la tâche, si importante en pratique, de surveiller et de protéger les libérés. Souvent, la loi se contente d'énoncer qu'il faudra nommer des personnes aptes à remplir cette mission et permet de choisir entre des personnes morales et des individus. Sur le plan de la réalité, la différence n'est pas grande. Même si c'est une société de patronage ou une organisation de bienfaisance, sociale ou religieuse, qui est agent de patronage, cette personne morale délègue d'habitude ses pouvoirs à une personne physique qui, elle, se charge d'un libéré. Au Danemark tout le traitement pénal en liberté est centralisé dans le « *Dansk Forsorgsselskab* » (société danoise de patronage), en Suisse (art. 379) le patronage est confié aux cantons qui pourront en confier l'exercice à des associations privées offrant les garanties nécessaires, en Pologne (art. 66) on met sur le même plan les personnes de confiance et les organisations, en Grèce (art. 110) le tribunal peut lui-même exercer le contrôle nécessaire ou en charger une société de patronage. Ce n'est que rarement que le patronage est confié à la police, il l'est par exemple en Italie (art. 228) avec le concours toutefois du juge de surveillance et celui d'organisations post-pénitentiaires (loi sur l'exécution des peines, art. 195), et au Brésil (art. 63) où l'on s'adresse à la police si l'on n'a pas trouvé d'autre agent de patronage. Cette disposition a fait l'objet de graves critiques au Brésil¹. Selon la loi allemande (art. 24 et 26) il est stipulé depuis 1953 que le tribunal nommera un « *Bewährungshelfer* » ; la proposition (p. 30) mentionne à la fois des personnes « *haupt-oder ehrenamtlich arbeitende* ».

1. V. J.-B. HERZOG, dans *Les grands systèmes pénitentiaires actuels*, p. 103.

La proposition allemande traite à ce propos un problème qu'on a beaucoup discuté dans le monde entier, celui qui consiste à se demander s'il faut confier les missions de patronage à des fonctionnaires de tutelle ou à des personnes privées. Mais en général, les lois ne touchent pas à la question. Dans les cas dont nous avons parlé plus haut où l'on admet l'activité de sociétés de patronage, il est permis de croire qu'on désigne par ce terme des personnes privées, bien que la ligne de démarcation qui sépare les fonctionnaires d'Etat, de fonctionnaires appartenant à un organisme subventionné par l'Etat, soit devenue bien vague dans nombre de pays. Toutefois, dans beaucoup de pays cette mission est en principe confiée uniquement à des personnes qui s'adonnent à ce genre d'activité de façon professionnelle et qui par conséquent ont de l'expérience et connaissent à fond le domaine du « *social training* » (Danemark, Hollande, Etats-Unis, Angleterre).

En Suède, le surveillant qui prend en charge un libéré est nommé par le directeur de l'établissement pénitentiaire, après que celui-ci a consulté le fonctionnaire de tutelle de l'Etat appartenant au district où le libéré va séjourner. Souvent, c'est le fonctionnaire de tutelle lui-même qui remplit la fonction de surveillant, mais rien n'empêche de nommer une personne privée ; dans ce cas, le fonctionnaire de tutelle devra contrôler la façon dont cette surveillance s'exerce.

Il serait fort intéressant de savoir comment le système fonctionne en Angleterre, car là, la probation est confiée à des « *probation-officers* » qui sont fonctionnaires d'Etat et qui ressortissent à des organismes décentralisés, les « *probation-committees* ». Tout au contraire, lorsqu'il s'agit de « *parole* » le « *Criminal Justice Act* » stipule que ce sera une « *appointed Society* » qui sera chargée de surveiller et d'aider le libéré. L'intention qui apparaît derrière cette coexistence de l'organe d'Etat et de l'organe privé, c'est le désir de faire subsister une collaboration amicale entre l'Etat et l'esprit de service social volontaire (Fox, *The English Prison and Borstal Systems*, p. 269). C'est dans ce but qu'on a constitué la « *Central After-care Association* » (C.A.C.A.) ; c'est là la « *appointed Society* » voulue par le *Criminal Justice Act* ; elle se divise en trois sections indépendantes (une pour les hommes, une pour les femmes et une pour les jeunes gens et jeunes filles). La C.A.C.A. est entièrement financée par l'Etat et le président de son conseil d'administration est nommé par le « *Secretary of State* » et le secrétaire général du conseil d'administration, par les « *Prison Commissioners* » ; d'autre part, différents organismes sociaux et ministères y sont représentés, comme par exemple la « *National Assistance Board* », le « *Probation Service* », la « *National Association of Prison Visitors* ». Dans la pratique, la C.A.C.A. laisse les « *probation-officers* » remplir la plus grande partie des fonctions qui sont liées à cette œuvre de protection du libéré conditionnel, si bien que la ligne de démarcation tracée par la loi entre « *parole* » et « *probation* » s'atténue (Fox 1. c., p. 270).

Révocation de l'octroi d'une libération conditionnelle.

Dans la plupart des pays, c'est l'autorité qui a pris la décision d'octroyer à un détenu une libération conditionnelle qui a le droit de révoquer cette

décision. Il en est ainsi, entre autres, au Danemark, en Belgique et en Italie (où c'est le ministre de la Justice), en Norvège (où c'est en général le chef de l'établissement pénitentiaire et pour les récidivistes le ministre de la Justice), en Suisse (où c'est l'autorité cantonale), et en Allemagne, en Pologne, au Brésil et en Grèce (où c'est le tribunal). En France, le ministre de la Justice n'est pas tenu, pour la révocation, de prendre l'avis du Comité consultatif et peut se contenter de celui du préfet et du procureur de la République. En Autriche, l'autorité pénitentiaire a droit de décision. En Finlande, le ministre de la Justice est compétent en principe, mais si le libéré a commis un nouveau délit, la compétence revient au tribunal qui jugera l'affaire.

La nécessité de l'assentiment du détenu.

La libération conditionnelle peut-elle être obligatoire, en ce sens qu'on n'a pas à tenir compte de l'assentiment du détenu ? La question soulève encore bien des discussions. Il y a relativement peu de Codes qui stipulent que le détenu doit déposer une demande formelle de libération ; dans la plupart des lois, c'est une question d'interprétation et de jurisprudence. Cependant l'expérience a montré que la question ne présente, en somme, qu'un intérêt théorique, le désir qu'a le détenu de recouvrer la liberté est si puissant qu'il accepte d'avance, quand il est encore dans l'établissement pénitentiaire, toutes les conditions qu'on mettra à sa libération. En Suède et en Finlande, la libération conditionnelle obligatoire est indépendante de l'assentiment du détenu, mais, dans le cas de la libération facultative, le détenu doit déposer une demande ou donner son assentiment.

Projets de réforme.

Au cours des discussions internationales qui portent sur la libération conditionnelle, on met souvent en lumière son caractère de phase finale du système progressif. On émet le vœu de voir le traitement des délinquants évoluer de façon à ce que leur libération soit préparée au sein de l'établissement pénitentiaire où ils purgent leur peine, par des mesures progressives appropriées ; on insiste sur le fait que le traitement pénal appliqué au cours du délai d'épreuve ne peut donner de bons résultats que si on le combine avec un traitement post-pénitentiaire.

En France la loi du 5 janvier 1951 (art. 22) a étendu la libération conditionnelle aux condamnés aux travaux forcés. Ce texte a été l'occasion de toute une réorganisation de cette institution¹. Un arrêté ministériel du 11 janvier 1951, concernant il est vrai exclusivement les forçats, précise :

1° que la constatation de l'amendement résulte des notes du personnel d'observation et de la parfaite conduite des détenus pendant un délai minimum de trois mois en semi-liberté ;

2° que ce régime comporte un placement au travail à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire sans surveillance administrative pendant la journée

1. V. Ch. GERMAIN, « La réforme des institutions pénitentiaires en France », *Rev. pénale suisse*, 1953, p. 305.

et le maintien dans l'établissement la nuit, les jours non ouvrables et les jours chômés ;

3° que dans les établissements où est appliqué un régime progressif, les détenus qui méritent cette faveur peuvent être admis à la phase de semi-liberté à la maison même où ils subissent leur peine ;

4° que dans les établissements sans régime progressif, les forçats dont l'amendement paraît acquis peuvent faire l'objet d'une proposition qui est soumise au Comité consultatif de la libération conditionnelle et que, lorsque cet organisme est favorable au principe de l'élargissement anticipé, il peut subordonner l'octroi de la libération conditionnelle aux résultats d'une observation et d'un placement en semi-liberté effectués dans un centre pénitentiaire spécialement organisé à cet effet.

Mentionnons au nombre des criminalistes qui préconisent une extension de la libération conditionnelle obligatoire — qui, en Angleterre, n'est prévue que pour les jeunes délinquants — à d'autres catégories de détenus, le professeur Max Grünhut, d'Oxford.

Au XII^e Congrès pénal et pénitentiaire international de La Haye qui se réunit en 1950, on adopta la résolution suivante :

« 1) La protection de la société contre la récidive commande d'intégrer la libération conditionnelle dans l'exécution des peines d'emprisonnement.

2) Il faut que la libération conditionnelle soit possible, sous une forme individualisée, chaque fois que les facteurs qui rendent son succès probable sont réunis :

a) concours du condamné lui-même (bonnes conduite et dispositions) ;

b) pouvoir de libérer et de choisir les conditions, confié à une autorité impartiale, compétente et complètement éclairée sur tous les aspects des cas individuels qui lui sont soumis ;

c) concours vigilant d'un organisme de tutelle bien entraîné et convenablement outillé ;

d) compréhension et aide de la part du public, pour donner au libéré « une chance » de refaire sa vie.

3) Le régime des établissements pénitentiaires doit être conçu de manière telle qu'il prépare, dès le début de l'incarcération, le reclassement futur du détenu.

La libération conditionnelle doit de préférence intervenir aussitôt que les facteurs favorables indiqués au § 2 sont réunis.

Dans tous les cas, il est souhaitable qu'avant la fin de la peine à subir par le condamné, des mesures soient prises pour assurer un retour progressif à la vie sociale normale. Ce sera suivant les cas, soit un régime de préliberté à créer au sein de l'établissement, soit une libération à l'essai sous contrôle efficace ».

Gerhard SIMSON,
Docteur en droit, Stockholm.

Les développements récents dans le domaine de l'examen médico-psychologique et social des délinquants en France

1. — Le problème de l'examen médico-psychologique et social des délinquants occupe une place de premier plan parmi les questions auxquelles s'intéressent actuellement les criminologues du monde entier.

Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler qu'il figurait à l'ordre du jour de la plupart des manifestations internationales qui ont eu lieu en Europe au cours de ces dernières années :

Douzième congrès pénal et pénitentiaire international (La Haye, août 1950) ;

Troisième congrès international de défense sociale (Saint-Marin, septembre 1951) ;

Premier cycle d'études européen (Bruxelles, déc. 1951) ;

Premiers cours internationaux de criminologie (Paris, sept-oct. 1952).

Parallèlement à ces travaux, de nombreux articles¹ ont été consacrés au même problème, que celui-ci ait été traité dans son ensemble ou qu'il ait été envisagé sous tel ou tel de ses multiples aspects.

Les thèses présentées diffèrent généralement selon la formation et les préoccupations de leur auteur, mais toutes s'accordent à reconnaître la nécessité d'un examen approfondi des délinquants du triple point de vue du jugement, du traitement et de la prophylaxie criminelle.

2. — Cet état de choses s'explique par l'introduction des notions de défense sociale qui se juxtaposent ou se substituent à celles du droit pénal classique.

Ainsi que l'a fait observer l'un des premiers magistrats français, « l'originalité du nouveau système consiste à considérer le crime ou le délit comme l'expression de la personnalité de son auteur ; ce dernier n'est plus traité en entité juridique, il est pris dans sa réalité d'homme... »².

1. Cf. bibliographies citées dans les publications rendant compte du Cycle d'études de Bruxelles, *Revue internationale de politique criminelle*, janv. 1953 ; du *Premier cours international de criminologie*, Imprimerie administrative de Melun, mars 1953, et dans les publications du Centre d'études de défense sociale de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, *L'individualisation des mesures prises à l'égard du délinquant*, éd. Cujas, Paris, 1954.

2. Antonin Besson, procureur général de la Cour de cassation, conférence prononcée en novembre 1953 à Moulins.

La recherche et l'étude de cette réalité prennent par suite une importance qui est considérable et qui, selon certains, devrait même devenir prépondérante.

3. — La présente communication ne se propose pas de prendre parti en doctrine pour ou contre cette évolution, pas plus qu'elle n'a pour objet d'en analyser les causes.

Elle vise simplement à décrire les mesures qui ont été adoptées en France métropolitaine, dans le droit positif et dans la pratique administrative, en vue d'assurer l'examen des délinquants relevant de la justice pénale, c'est-à-dire exclusion faite des mineurs et des aliénés.

Pour permettre de dégager l'apport et l'orientation des dispositions ou des réalisations récentes, elle indiquera les bases sur lesquelles cet examen reposait traditionnellement, avant de préciser l'organisation finalement instaurée en la matière.

DONNÉES TRADITIONNELLES

4. — Il serait inexact de croire qu'avant la réception des enseignements modernes, la personnalité des délinquants ne retenait aucunement l'attention des magistrats ou des fonctionnaires chargés d'intervenir dans le déroulement du procès ou dans l'exécution de la sentence.

En effet, de tous temps, un certain nombre de renseignements devaient nécessairement être recueillis à cet égard, aussi bien pour le jugement des intéressés que pour leur traitement pénitentiaire ou leur réadaptation sociale.

Mais ces renseignements étaient réunis et utilisés selon des méthodes et dans un esprit assez peu comparables à ceux qui sont maintenant préconisés en vue d'un examen véritablement scientifique.

Renseignements nécessaires à l'autorité judiciaire.

5. — Le juge ne peut se prononcer sur la culpabilité des prévenus déférés devant lui, sans avoir des précisions qui concernent parfois leur personne physique, et en tous cas leur état mental.

Ensuite, dans la très large mesure où il lui est donné d'individualiser la peine en en fixant la nature ou le quantum entre un maximum et un minimum déterminés par la loi, il lui appartient de tenir compte des caractéristiques morales et sociales des intéressés¹.

6. — La preuve de la participation matérielle d'un prévenu à une infraction suppose évidemment établie l'identité de ce prévenu avec l'auteur de l'infraction.

Hors le cas de flagrant délit, il faut donc résoudre un problème d'identification, ce qui implique que l'aspect physique du délinquant soit étudié ou

1. Cf. rapports présentés au Congrès de La Haye sur la première question concernant la section I : « Examen du prévenu avant le jugement », *Actes du Congrès*, vol. III, p. 1 à 155.

au moins reconnu, par ses traits morphologiques ou signalétiques (anthropométriques, chromatiques, somatiques, dactyloscopiques...) et exceptionnellement après expertise clinique ou analyse sérologique (tendant notamment à la recherche du groupe ou du sous-groupe sanguin).

Ces investigations, qui ressortissent du domaine de la police scientifique, ne poursuivent toutefois qu'un but trop limité pour fournir d'utiles éléments à l'anthropologie criminelle.

7. — La preuve de l'imputabilité est aussi indispensable que la précédente, puisque selon l'article 64 du Code pénal français : « il n'y a ni crime, ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ».

Cependant, si l'infraction commise est peu grave et si elle ne sort pas de la banalité, cette preuve est généralement considérée comme acquise, à moins que l'intéressé n'ait des antécédents pathologiques ou ne manifeste des troubles apparents de comportement, ou encore qu'il ne se prévale d'une irresponsabilité totale ou partielle.

C'est donc dans des hypothèses relativement rares qu'une expertise psychiatrique sera ordonnée, soit par le juge d'instruction, soit par la juridiction de jugement, et confiée à trois experts choisis sur une liste arrêtée au début de chaque année par la Cour d'appel.

En revanche, l'expertise ne portera pas seulement sur le point de savoir si le prévenu se trouvait ou non en état de démence au sens, d'ailleurs très large, que la jurisprudence a attribué à cette expression, mais aussi sur le point de savoir s'il présentait des anomalies ou des maladies mentales ou psychiques de nature à atténuer sa responsabilité ; ainsi, la mission donnée aux experts sera-t-elle assez générale pour leur permettre de procéder à un examen psychiatrique complet du sujet et d'en discuter les résultats dans leur rapport¹.

8. — Si le principe même de la condamnation dépend des réponses que comportent les questions relatives à la matérialité des faits et à l'imputabilité, la mesure de la condamnation résulte de la prise en considération d'une quantité de facteurs qui tiennent autant à la personnalité du délinquant qu'aux circonstances objectives de l'infraction.

Quelques-uns de ces facteurs sont expressément définis par la loi comme constituant une cause d'atténuation ou d'aggravation de la pénalité, tels par exemple que l'âge, le sexe, l'état de récidive, les fonctions, les rapports ou les liens de parenté avec la victime, etc...

Les autres, au contraire, sont laissés à l'appréciation souveraine du magistrat qui les comprend ordinairement dans ce qu'on appelle « l'enquête de moralité » pour l'opposer à l'enquête sur les faits. Ils ne sont susceptibles de jouer, en inclinant à l'indulgence ou à la sévérité, que dans la limite où le juge peut opter entre plusieurs sentences, mais cette limite, qui était déjà appréciable dans le Code pénal de 1810, a été considérablement étendue par la loi du 26 mars 1891 sur le sursis, et surtout par celles des 28 avril 1832 et 13 mai 1863 sur les circonstances atténuantes.

1. F. GORPHE, rapport préparatoire au Congrès de La Haye, *Actes du Congrès*, vol. III, p. 100.

En dépit de ce que laisseraient supposer les prémices du droit pénal classique, l'autorité judiciaire a donc, en fait, la faculté, sinon l'obligation, de tenir un large compte de la personnalité de l'inculpé.

9. — Parmi les recherches légalement prescrites, celle des antécédents judiciaires éventuels offre une indéniable utilité, tant parce qu'elle fait connaître les infractions dont le sujet s'est antérieurement rendu coupable, que parce qu'elle fournit le moyen de savoir si l'intéressé a fait l'objet de précédents examens dont la communication pourrait être demandée.

Cette recherche est extrêmement rapide et facile grâce à l'institution du casier judiciaire tenu au lieu de naissance de chaque délinquant ; malheureusement, son résultat est trop souvent faussé par l'application des lois d'amnistie...

10. — Quant à l'enquête de moralité, elle porte sur le genre de vie de l'inculpé, sur son milieu, sur ses habitudes, et elle est naturellement poursuivie au cours de l'instruction policière, de l'information judiciaire et des débats à l'audience.

Si elle est bien menée, elle peut valoir une enquête sociale, et même lui être préférable à certains égards.

En effet, elle est contradictoire en ce sens que la défense aussi bien que le ministère public peut faire entendre des témoignages, lesquels émaneront toujours de personnes dénommées et déposant sous la foi du serment.

Il arrive au surplus, surtout pour les affaires rurales dont s'occupe la gendarmerie, que les enquêteurs connaissent personnellement le prévenu et sont en mesure d'exprimer l'opinion à laquelle il donnait lieu préalablement à l'infraction.

Il est loisible enfin au juge d'instruction, pour obtenir un *curriculum vitæ* exact, non seulement d'interroger aussi minutieusement le sujet que le ferait un assistant social, mais aussi de faire vérifier ses dires par les puissants moyens de contrôle dont il dispose.

Renseignements nécessaires à l'Administration Pénitentiaire.

11. — Indépendamment du juge, l'administration de la prison où le délinquant est placé a besoin d'avoir sur la personnalité de ce dernier un certain nombre de renseignements.

Ce besoin existe quelles que soient la cause, la nature et la durée de la détention, car il est inhérent à la charge d'assurer la vie d'une communauté dans un milieu fermé et artificiel.

Il est d'autant plus impérieux que le séjour dans cette communauté cesse d'être provisoire ou risque de se prolonger.

12. — Afin de résoudre les problèmes que pose la gestion d'un établissement pénitentiaire sur le plan économique, sanitaire, moral et disciplinaire, le fonctionnaire responsable doit s'attacher à connaître les réactions que ses décisions entraîneraient de la part de chaque prisonnier ; il est donc amené à examiner autant de cas individuels qu'il y a de détenus, et sous des angles tellement variés qu'il est impossible de tenter de les énumérer.

Pour répondre à des contingences d'ordre purement administratif, les examens successifs auxquels il fait procéder n'en découvrent pas moins chaque fois un nouvel aspect de la personnalité des sujets.

A titre d'exemple, il suffit de songer que le directeur de la prison devra éprouver professionnellement ses détenus avant de leur affecter un emploi, qu'il devra demander l'avis du médecin sur leur aptitude à effectuer tels travaux ou à supporter l'isolement, qu'il devra savoir quel est le culte suivi pour aviser l'aumônier compétent, qu'il devra être fixé sur la situation de famille en vue de délivrer les autorisations de visites ou de correspondance, etc...

13. — En outre, et spécialement à l'égard des condamnés, le directeur de la prison doit être en mesure de fournir un jugement de valeur sur chacun des délinquants dont il assume la garde, qu'il s'agisse de la conduite, des efforts d'amendement, de l'application au travail, des rapports avec le personnel ou de l'influence sur les autres prisonniers.

Ces appréciations lui sont indispensables pour arrêter le régime et le degré de confiance à accorder, ainsi que les précautions à prendre pour éviter des incidents ; elles servent également de base à l'octroi d'éventuelles mesures de faveur, aux propositions de grâces générales habituellement présentées à l'occasion du 14 juillet, et à l'admission au bénéfice de la libération conditionnelle.

La connaissance individuelle des détenus est donc essentielle à l'exercice de la fonction pénitentiaire, même si l'on fait abstraction du rôle rééducatif qui est désormais conféré à cette fonction.

Précarité de la documentation.

14. — Dans l'hypothèse où tous les éléments d'information auxquels il a été fait allusion ci-dessus se trouveraient réunis, la documentation rassemblée serait assez vaste pour qu'il paraisse superflu d'y ajouter quoi que ce soit, puisqu'elle comprendrait alors la description somatique du délinquant, son examen psychiatrique, l'étude de ses antécédents et de son milieu social, un dossier médical et un exposé critique de son comportement.

Les renseignements qui sont recueillis, dans la réalité, sont toutefois beaucoup trop sommaires et fragmentaires pour donner un aperçu aussi complet du sujet, et de toute façon, on peut leur reprocher d'être dépourvus de portée et de rigueur scientifique, de demeurer sans liaison entre eux et de ne comporter aucune possibilité de mise à jour ou d'utilisation ultérieure.

15. — En premier lieu, c'est un fait que, dans la plupart des cas, une ou plusieurs des recherches qui seraient théoriquement possibles, voire recommandées, font défaut.

Il est certain, par exemple, que pour une affaire jugée sur citation directe, c'est-à-dire sans instruction judiciaire préparatoire, il ne sera guère question d'autres faits que de ceux qui motivent la poursuite pour peu que l'avocat ne cherche pas à présenter son client sous un jour favorable ou pitoyable.

De même, si le détenu en prévention est placé en cellule à un régime d'isolement absolu, l'étude de son caractère ne sera pas poussée très avant car

elle offrira relativement peu d'intérêt pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité.

Certes, les magistrats scrupuleux comme les directeurs de prison consciencieux s'efforceront toujours de connaître leurs justiciables ou leurs administrés autrement que par un chef d'inculpation ou par un numéro matricule, mais ils manqueront souvent du temps et des moyens techniques pour conduire leurs investigations aussi loin qu'ils le désireraient.

D'une manière générale, force est de constater que la constitution d'un dossier judiciaire ou pénitentiaire vraiment complet est une sorte d'apparat qui ne s'attache qu'aux affaires appelées à émouvoir l'opinion publique, et particulièrement aux procès d'assises.

16. — En second lieu, il faut reconnaître que les renseignements en cause sont fournis ou demandés en vue d'une utilisation immédiate et directe, et ne tendent nullement à la reconstitution globale et pour ainsi dire abstraite de la personnalité du sujet.

On a vu ainsi que l'examen physique d'un prévenu ne visait d'autre but que l'identification, que l'expertise psychiatrique se limitait à indiquer le degré de responsabilité, que la production du casier fournissait non pas les antécédents réels mais ceux déterminant légalement l'aggravation de pénalité, que les observations faites pendant la détention étaient dues au souci d'assurer le meilleur emploi, l'hygiène et la sûreté de l'établissement.

Il convient d'ailleurs d'aller plus loin et de souligner que, même lorsque l'examen du délinquant est conduit d'une façon exhaustive, le juge et l'administrateur pénitentiaire ne s'en servent que pour prendre la décision qui leur incombe en propre. La preuve en est qu'ils ne cherchent pas à en tirer les conclusions valables dans un autre domaine que celui soumis à leurs responsabilités, puisque le magistrat ne s'intéresse habituellement pas à l'exécution de sa sentence, tandis que le chef de la prison est tenté de considérer qu'un détenu ne saurait plus donner lieu à des difficultés véritablement sérieuses à partir du moment où il cesse d'être sous sa dépendance !

17. — Les positions notées risquent par surcroît de nuire à l'objectivité de l'examen, car un esprit rigoureusement scientifique s'accommode mal de préoccupations directement utilitaires.

Or, dans le cadre décrit ci-dessus, la recherche est manifestement « orientée » : celle du policier en vue de la conviction de culpabilité, en sorte qu'il retiendra principalement les éléments favorables à l'accusation ; celle du ministère public et de la défense en vue de l'influence que leurs interventions pourront avoir sur la condamnation ; celle du juge en vue de la compréhension du délit plus que de la compréhension du délinquant ; celle du fonctionnaire pénitentiaire en vue de la prévention des incidents graves, tels que les suicides, les évasions ou les agressions, si bien qu'il portera surtout son attention sur les détenus difficiles ou dangereux.

Le fait de procéder à l'examen et celui de tirer les conséquences de cet examen ne sont pas pour autant incompatibles, mais il est incontestable que la première de ces opérations peut être effectuée avec un plus grand détachement lorsque la personne qui en est chargée ne perçoit pas aussitôt les résultats qu'entraîneront ses conclusions.

18. — En troisième lieu, les diverses autorités qui ont à connaître du délinquant travaillent en ordre dispersé, sans se communiquer le résultat de leurs observations et sans chercher à en laisser la trace pour un autre usage que leur usage personnel ou celui de leur commettant.

Ainsi, le juge possédera, juxtaposés dans son dossier, les différents renseignements fournis pour le jugement, mais il ignorera ceux qui auront pu être rassemblés à la prison, et à l'inverse, le directeur de cette prison ne recevra pas davantage l'enquête de moralité ou l'expertise psychiatrique établies sur le détenu dont il a la charge qu'il n'aura connaissance des autres pièces du procès pénal.

Il peut même arriver que le magistrat ou l'administrateur pénitentiaire s'abstienne de mentionner, à quelque endroit que ce soit, les sources et les éléments de l'information personnelle qui lui auront permis de se faire une conviction ou de prendre une décision.

19. — L'absence de liaison et le caractère anarchique de ce qui a été appelé « les données traditionnelles » résultent d'ailleurs à l'évidence de ce que, même lorsqu'elles se trouvent consignées par écrit, elles ne sont pas insérées ou transcrites dans un dossier unique qui accompagne l'intéressé tout au long de son traitement et qui puisse éventuellement être consulté par la suite.

Les annotations concernant le délinquant demeurent en effet éparses, soit au greffe de la juridiction qui s'est prononcée, dans des archives dont il est presque aussi impossible d'avoir communication que d'obtenir la sortie, soit aux divers lieux de détention qui se sont succédés, dans des documents collectifs tels que les registres de visite médicale ou les ordres de service au personnel de surveillance.

Au cas où l'on aura besoin d'un renseignement sur un individu déjà jugé ou emprisonné et pour lequel ce renseignement aurait vraisemblablement été pris, il faudra donc recommencer un examen, sauf à ce que les conclusions de ce nouvel examen soient à leur tour perdues de vue.

20. — En définitive, aucun essai de synthèse n'est tenté pour saisir dans son intégralité la personnalité du délinquant et aucune procédure n'est prévue pour la suivre dans son évolution, grâce à la continuité des observations ou simplement à leur conservation.

Toute la série des examens qui sont susceptibles de se dérouler, très légitimement, dans le cadre de notre procédure pénale classique, est donc privée des garanties d'objectivité et de rigueur scientifiques que procure la possibilité de confronter entre elles les opinions exprimées et de les comparer dans le temps.

RÉALISATIONS NOUVELLES

21. — La prise en considération des critiques formulées ci-dessus à l'encontre de la façon dont il était procédé traditionnellement à l'examen des délinquants a conduit à l'adoption, depuis la fin de la dernière guerre, d'un certain nombre de mesures nouvelles.

Ces mesures ont pour trait commun de relever exclusivement de la compétence du pouvoir exécutif, et de n'être fondées que sur des règlements ou des arrêtés, voire sur de simples pratiques administratives.

La situation se justifie par le fait qu'il s'agit encore d'expérimentations qui ne seront soumises à la sanction du législateur que lorsqu'elles paraîtront suffisamment au point pour être coulées sous la forme d'un texte définitif.

22. — En raison de leur caractère para-légal, les dispositions en cause ne pouvaient guère toucher la phase judiciaire ou préjudiciaire des poursuites, qui est régie presque en entier par le Code d'instruction criminelle à l'application duquel les magistrats et les auxiliaires de justice veillent avec un soin jaloux.

Elles ont donc été consacrées à la phase du traitement et c'est ce qui explique pourquoi l'Administration Pénitentiaire a joué, en la matière, un rôle de premier plan.

Pour la clarté de l'exposition, et malgré leurs interférences naturelles, les réalisations entreprises seront groupées sous des rubriques distinctes selon qu'elles concernent la qualification du personnel préposé aux examens, la création de centres spéciaux et l'amélioration des méthodes.

Qualification du personnel.

23. — Il importe que le personnel appelé à participer à l'examen des délinquants, ou à en interpréter les résultats, soit parfaitement qualifié à cet effet.

Ce principe ne signifie pas pour autant que les policiers, les magistrats et les administrateurs pénitentiaires doivent renoncer à chercher à connaître eux-mêmes les sujets et à apprécier les conséquences à tirer de leurs recherches, car on ne saurait les dépouiller de ces prérogatives sans porter atteinte à leurs fonctions, mais il a entraîné une double conséquence :

— d'une part, en obligeant les fonctionnaires en question à approfondir leurs connaissances dans les différentes disciplines qui concourent en la matière ;

— et, d'autre part, en les incitant à recourir parfois à des spécialistes appartenant à des cadres entièrement nouveaux.

24. — C'est le magistrat qui, en premier lieu, doit être en mesure de reconstituer du point de vue médico-psychologique et social la personnalité du prévenu à l'aide des éléments qui lui sont fournis par l'enquête, par les rapports d'expertise et par ses propres observations, et le travail de synthèse qui lui incombe exige une formation criminologique à laquelle la simple pratique judiciaire ne réussit pas toujours à suppléer.

Il ne semble pas, qu'en France, on soit très favorable à l'institution du « juge pénal », calquée sur celle déjà existante du « juge des enfants » car on veut se garder de rompre par trop l'unité de la magistrature, mais il est permis de penser que, dans un proche avenir, les épreuves de la licence en droit et celles du stage professionnel feront une plus large place à l'anthropologie et à la sociologie criminelles.

Dès à présent, il est intéressant de signaler qu'une première étape a été

franchie pour que les futurs magistrats connaissent les délinquants de plus près qu'ils ne le feraient du haut de leur prétoire : ils sont astreints en effet, aussitôt après leur admission à l'examen et avant leur nomination, à effectuer un stage de dix jours au Centre national d'orientation ou dans un établissement pénitentiaire réformé (*infra*, nos 36 et 56), où ils sont initiés aux méthodes de classification et de traitement¹.

25. — Le même souci d'élargir dans un esprit scientifique le champ de leurs études professionnelles se manifeste de la part des officiers de police judiciaire qui sont les auxiliaires du ministère public.

Qu'il suffise à ce propos de se référer à la forte proportion de commissaires de la Sûreté nationale qui ont été détachés par leur service pour assister au cours international de criminologie consacré à l'examen des délinquants, et d'ajouter que les officiers-élèves de l'École nationale de gendarmerie doivent obligatoirement suivre pendant deux ans le cours de l'Institut de criminologie de l'Université de Paris.

26. — Par ailleurs², le personnel pénitentiaire reçoit désormais des leçons de formation ou de perfectionnement professionnel qui ont notamment pour objet de souligner l'aspect humain et social de sa mission.

27. — Dans le second ordre d'idées, des cadres de personnels nouveaux ont été créés.

Certains de ces personnels sont recrutés par l'Administration Pénitentiaire qui les emploie à temps complet, qu'il s'agisse d'agents contractuels comme les assistants sociaux, ou de véritables fonctionnaires comme les éducateurs et éducatrices.

D'autres sont détachés par divers services publics, comme les psychotechniciens qui continuent à appartenir au ministère du Travail, ou sont rémunérés à la vacation, comme les psychiatres ou la plupart des spécialistes médicaux.

D'autres, enfin, apportent une collaboration bénévole, comme les visiteurs des prisons et les délégués des comités d'assistance post-pénale.

28. — Une mention particulière doit cependant être réservée, dans la présente étude, au magistrat chargé de suivre l'exécution des peines, qui siège auprès de chacun des établissements pénitentiaires réformés (*infra*, n° 56).

L'institution de ce magistrat, qui paraît révolutionnaire si l'on songe que les juges français n'avaient jusque-là à franchir le seuil des prisons que pour de rares visites de contrôle beaucoup plus théoriques qu'effectives, est capitale du point de vue de l'examen des détenus condamnés.

Lorsque les administrateurs et les techniciens préposés à cet examen ne sont pas d'accord sur le diagnostic ou sur le pronostic à formuler, c'est en effet au magistrat qui préside leur réunion qu'il appartient de les départager, et il le fait toujours avec pertinence non seulement en raison de l'autorité

1. Charles GERMAIN, *Rapport annuel sur l'exercice 1953*, Imprimerie administrative de Melun, 1954, p. 68.

2. Jacques VOULET, « Le statut et la formation du personnel pénitentiaire en France », *Revue internationale de politique criminelle*, 1954.

que lui confèrent ses fonctions mais aussi parce que sa vocation est précisément d'arbitrer des différends.

29. — Les avantages présentés par l'introduction d'un juge dans le processus de l'exécution de la peine ont conduit à confier pareillement à un magistrat le soin de surveiller et d'assister les condamnés en liberté conditionnelle, ainsi que ceux qui, libérés définitivement, se soumettraient spontanément à une mesure de patronage.

Par un règlement d'administration publique du 1^{er} avril 1952, les Comités d'assistance aux libérés ont été placés en conséquence sous la direction du président du tribunal de première instance local, et il a été prévu que ce président désignerait à chaque libéré un délégué chargé de le suivre et de rédiger trimestriellement un rapport sur son comportement.

Il ne fait pas de doute que ces dispositions serviront un jour de cadre à la continuation de l'examen des libérés, et également des condamnés laissés en cure libre sous le régime du sursis ou de la probation ; elles sont toutefois trop récentes pour remplir déjà ce rôle.

Institution de centres d'examen.

30. — La procédure pénale française, qui n'organise pas l'examen scientifique des prévenus, n'avait pas à prévoir les conditions auxquelles ces derniers pourraient être contraints de subir les épreuves de cet examen, au cas où ils seraient laissés en liberté et où ils n'accepteraient pas de s'y soumettre de leur plein gré.

Par suite, si rien n'empêche un juge d'instruction d'ordonner l'expertise mentale d'un prévenu libre, voire même sa mise en observation dans un hôpital psychiatrique, rien n'oblige l'intéressé de déférer à ces prescriptions.

En fait, il est très rare que de telles mesures interviennent sans être précédées d'un mandat de dépôt, et l'examen approfondi des inculpés, comme celui des condamnés, n'a pratiquement lieu que lorsqu'ils sont en détention.

31. — Ce serait toutefois une illusion de croire que l'incarcération suffit, à supposer même qu'elle dure assez longtemps, pour permettre une recherche valable de la personnalité des sujets.

En effet, cette recherche ne peut être menée à bien que dans un cadre approprié et avec des moyens d'action qui n'existent pas dans toutes les prisons, et elle implique le concours de techniciens qui ne se trouvent pas dans chaque ville.

Ces considérations ont amené l'Administration Pénitentiaire à créer des centres d'examen spéciaux : les annexes psychiatriques où peuvent être envoyés les prévenus et les condamnés justiciables d'une observation mentale, et les centres d'orientation et de triage destinés exclusivement à recevoir certaines catégories de condamnés.

32. — L'expertise psychiatrique est une opération qui, après comme avant la sentence, doit s'effectuer avec le maximum de garanties car ces conséquences sont toujours graves, qu'elles fassent opter entre la prison et l'asile ou entre la condamnation et l'absolution.

Or, il faut avouer que cette expertise avait souvent lieu dans un local de fortune (en général, le parloir des avocats dans les petites maisons d'arrêt), sans aucune préparation adéquate du détenu, et pendant un temps trop court puisqu'il se bornait d'ordinaire à la durée des entretiens.

C'est pour remédier à cet état de choses que les annexes psychiatriques, établies conformément à l'avis d'une commission constituée en 1946, se sont multipliées puisqu'il en existe actuellement plus d'une quinzaine.

33. — Chaque annexe fait partie d'une prison, en général assez importante, mais elle est située dans un quartier à part où il y a autant de cellules qu'il peut y avoir de pensionnaires.

Elle comporte un médecin-chef, expert en psychiatrie ou spécialiste des consultations d'hygiène mentale, qui a la faculté de mener ses investigations, non pas suivant un thème standard, mais d'après les méthodes qui lui sont propres.

Elle comprend, en outre, une infirmière ou une assistante médico-sociale, et des surveillants qui se sont distingués par leurs qualités d'observation et qui ont suivi un stage dans un service psychiatrique.

Elle fonctionne sur le plan régional, en ce sens que les détenus d'une circonscription territoriale donnée sont susceptibles d'y être transférés, sur la réquisition de l'autorité judiciaire ou de l'autorité administrative selon qu'il s'agit de prévenus ou de condamnés.

34. — Les annexes ont pour premier rôle le dépistage des anomalies ou des maladies mentales des détenus entrants, et de signaler celles-ci au juge d'instruction, lorsqu'il s'agit de prévenus, pour qu'il ordonne, s'il y a lieu, leur expertise mentale.

Elles servent ensuite à l'expert judiciaire qui, sous les précautions qu'impose le respect du secret professionnel, peut faire procéder à une observation continue ou recueillir, de l'observation déjà pratiquée, de précieux éléments d'information complémentaires.

Enfin, elles reçoivent aux fins d'examen direct, dans les cas douteux ou suspects de simulation, les condamnés dont l'internement est envisagé¹.

35. — S'il est utile à l'Administration Pénitentiaire d'avoir de multiples indications sur tous les détenus dont elle assume la garde, son besoin d'information est particulièrement impérieux vis-à-vis des condamnés de longues peines, c'est-à-dire de ceux qui doivent être privés de liberté pendant au moins une année.

Ces condamnés soulèvent en effet le plus de problèmes, que ce soit au sujet des risques d'incidents, de l'adaptation au travail ou des difficultés d'une réintégration familiale ou sociale, et sont les seuls qui peuvent faire l'objet d'un traitement efficace en raison des délais qu'exigent la formation scolaire et professionnelle ainsi que la rééducation morale.

On comprend dès lors que les premiers centres d'examen aménagés à des fins strictement pénitentiaires leur aient été réservés.

1. D^r BACHET, « Rapport sur l'annexe psychiatrique des prisons de Fresnes », *Rev. pénitentiaire et de droit pénal*, 1951, p. 658.

36. — Le Centre national d'orientation a été ouvert en août 1950, auprès des prisons de Fresnes, à proximité immédiate de Paris.

Il bénéficie d'une installation matérielle moderne, comportant une centaine de cellules avec préaux individuels, et de tout l'appareil indispensable aux recherches médico-psychologiques : cabinets stomatologique et ophtalmologique, laboratoires d'analyses, radiographie, électroencéphalographe, batteries de tests, etc...

Son personnel comprend, en plus des surveillants et des cadres administratifs habituels, une assistante sociale, deux psychotechniciens et un interne en médecine générale qui y sont attachés en permanence, ainsi que divers spécialistes dont deux psychiatres ; l'équipe de techniciens qui a procédé à l'observation de chaque sujet est complétée, lorsqu'il s'agit de se prononcer sur celui-ci, par le directeur du Centre et par le magistrat sous-directeur ou contrôleur général de l'Administration Pénitentiaire qui, après discussion, prend la décision de classement.

Le Centre d'orientation reçoit, au début de chaque mois et pour une durée de quatre semaines, un contingent d'une centaine de condamnés du sexe masculin dont la peine principale d'emprisonnement, de réclusion ou de travaux forcés en cours d'exécution ne vient pas à expiration avant un an.

Les intéressés font l'objet des différents examens auxquels les conclusions adoptées au Cycle d'études de Bruxelles ont recommandé de recourir, à l'exception toutefois de l'enquête psychologique si l'on estime que cette enquête doit être conduite exclusivement par un psychologue et non par le psychiatre.

Ces examens ont pour but essentiel de déterminer le traitement le mieux approprié à chaque cas individuel, compte tenu des possibilités de traitement offertes par les institutions pénitentiaires disponibles¹.

38. — Pour les relégués dont la peine principale est expirée depuis au moins trois années et qui auraient par suite vocation à bénéficier de la libération conditionnelle, trois centres de triage ont pareillement été créés, l'un à Loosles-Lille en avril 1948, l'autre à Rouen en janvier 1952 et le dernier à Besançon en août 1953.

Ils ont été situés à dessein dans des régions industrielles car l'observation des relégués, qui dure en principe six mois, doit s'effectuer en partie pendant que les intéressés travaillent sous le régime de la semi-liberté, en sorte qu'il convenait de leur ménager de larges possibilités locales d'embauche.

Leur personnel est plus restreint que celui du Centre d'orientation, mais davantage versé dans l'étude du multirécidivisme, et il comprend un magistrat de l'exécution des peines².

39. — L'institution de ces centres de triage est due à l'échec d'une tentative, menée de 1945 à 1948, selon laquelle les relégués étaient admis, sans

1. André BODEVIN, « Le Centre national d'orientation des prisons de Fresnes », *Bulletin de l'Administration des prisons belges*, 1952, n° II ; Jean COLY, *Études sur la délinquance d'après les examens pratiqués au Centre sur 2.000 détenus*, Imprimerie administrative de Melun, 1954.

2. CANNAT, GAYRAUD, VIENNE et VULLIEN, « Le problème des relégués », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1950, n° 1.

sélection préalable et sans appréciation d'un personnel qualifié, à la semi-liberté et à la liberté conditionnelle.

Son rôle est de parvenir, grâce à une observation scientifique confirmée éventuellement par une épreuve en cure libre, à la classification des intéressés en fonction de leur état dangereux et à la répartition entre les régimes fortement différenciés des sujets récupérables, asociaux, abouliques ou antisociaux¹.

Amélioration des méthodes.

40. — Si l'Administration Pénitentiaire a pris de larges initiatives pour développer et améliorer l'examen des détenus, elle n'a pas la prétention d'avoir arrêté d'une façon définitive les méthodes de cet examen.

Elle se garde en effet de faire preuve du moindre dogmatisme dans un domaine où elle vient à peine de pénétrer et où aucun chemin n'est à dédaigner pourvu qu'il aboutisse au but.

Il lui serait d'ailleurs difficile d'imposer impérativement la marche à suivre aux nombreux chercheurs qui, dans des disciplines différentes, lui apportent spontanément leur concours avec un dévouement et un désintéressement dignes d'éloges.

Chaque homme de science est donc libre d'appliquer les procédés techniques qu'il juge convenir aux investigations dont il est chargé, à condition toutefois qu'il n'use pas des moyens « d'effraction de la personnalité », tels que la narco-analyse, dont l'emploi ne saurait être autorisé dans les prisons tant qu'une décision de principe ne sera pas intervenue sur sa légitimité.

41. — Les règles édictées sont par suite extrêmement souples et visent davantage la forme que le fond.

Elles concernent, d'une part l'observation du détenu, et d'autre part, la systématisation de certains examens et la constitution d'un dossier récapitulatif.

42. — L'observation constitue à la fois le moyen d'approche le moins scientifique et celui dont l'importance a été et reste la plus grande dans les prisons.

C'est à peu près le seul moyen qui est utilisable à l'égard des détenus qui ne font pas l'objet d'un examen médico-psychologique proprement dit et qui représentent la grande majorité de la population pénale, mais il joue également un rôle primordial à l'égard des autres détenus.

L'examen scientifique n'englobe pas la totalité de la vie du sujet, pour la bonne raison qu'il est limité dans le temps et qu'il n'est pas conçu pour être répété périodiquement à intervalles rapprochés. Or, et c'est ce qui justifie le traitement auquel on le soumet, le sujet peut évoluer et devenir autre que ce qu'il était au moment de son examen ; il peut même, s'il a assez d'intelligence et de volonté, paraître pendant la durée de son examen autre que ce qu'il est dans la réalité. Son évolution ou sa simulation, comme aussi l'erreur

1. Charles GERMAIN, exposé présenté au II^e Cours international de criminologie, *Le traitement des récidivistes en France*, Imprimerie administrative de Melun, 1954.

toujours possible du diagnostic porté sur lui, ne sont susceptibles d'être découvertes qu'à la longue et, en l'absence d'un nouvel examen, c'est uniquement l'observation qui permet de les révéler.

Il est évident au surplus qu'on ne saurait examiner sérieusement quelqu'un sans l'observer, c'est-à-dire sans suivre son attitude et ses réactions extérieures, car si ce mode de connaissance perd en profondeur sur ceux qui prétendent pénétrer l'intimité de l'être, il gagne en étendue et en continuité.

43. — Les données de l'observation, qui sont ainsi primordiales pour l'examen lui-même, comme pour sa validation ou sa révision éventuelle, ont l'avantage de pouvoir être fournies en abondance par le personnel pénitentiaire dont la charge est de garder les détenus, ou pour mieux dire, de les surveiller, puisque d'une façon d'ailleurs symptomatique, le terme de « surveillants » a remplacé celui de « gardiens » pour désigner ses agents.

Il importe cependant que pour fonder un jugement qui ne favorise pas les détenus habiles et hypocrites au préjudice des plus frustes, ces données soient recueillies et interprétées avec beaucoup de prudence et de discernement.

Pour cette raison, on s'est efforcé d'assigner à l'observation un cadre, des voies et surtout des limites, qui constituent autant de garanties d'authenticité.

44. — La cellule est considérée comme le cadre de prédilection pour l'observation pendant la première partie de l'incarcération des condamnés à de longues peines, et en dépit des destructions dont la France a souffert du fait de la guerre, un vaste programme a été lancé pour l'aménagement cellulaire des maisons d'arrêt et des maisons centrales.

On n'ignore pas, ce faisant, que l'isolement du jour et de nuit aggrave le caractère artificiel de la vie en détention, mais on pense qu'il facilite les contacts individuels avec des détenus qui accepteront de se confier en l'absence de spectateurs alors qu'ils demeureraient dans le groupe des éléments hostiles et irréductibles par bravade ou faux respect humain.

Il convient néanmoins, selon l'auteur, de ne pas perdre de vue que la commodité de l'examen risque parfois de nuire à sa qualité et, qu'en toute hypothèse, elle ne saurait justifier le maintien prolongé du condamné sous un régime qui se recommande surtout pour l'exécution des courtes peines.

45. — Une bonne observation ne peut être faite que par un agent possédant parmi ses dons naturels un esprit ouvert et attentif et ayant par surcroît une connaissance de la nature humaine qui ne s'acquiert qu'au prix d'une longue expérience.

Il serait donc vain d'apprendre à observer à qui n'aurait pas les dispositions voulues, et à l'inverse, il est indéniable que de vieux fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire arrivent, d'une façon tout à fait empirique, à juger avec exactitude les principaux types de délinquants auxquels ils ont à faire.

A défaut de procédés nouveaux, ce sont dès lors des occasions nouvelles d'observation qui ont été introduites dans les établissements réformés où existent des éducateurs, dont chacun est chargé de suivre, tout au long de

leur peine, une quinzaine de détenus au maximum pour éviter le caractère impersonnel que revêtirait la connaissance de l'ensemble de la population dans une prison de grand effectif.

Ces occasions sont procurées par des séances de *group-therapy* ou de conversations dirigées, par la rédaction d'autobiographies et par le contrôle que les éducateurs exercent sur la correspondance, le genre de lecture, l'occupation des loisirs, et les activités sportives ou récréatives en commun.

46. — Enfin, la portée attribuée à l'observation a volontairement été restreinte à la découverte d'indices qui relèvent davantage de la caractérologie que de la psychologie, pour que les surveillants ou les éducateurs ne soient pas tentés de porter des conclusions au delà de leur savoir.

Ainsi, les éléments relevés concernent surtout l'émotivité, l'affectivité, l'impulsivité ou l'adaptabilité¹.

47. — La systématisation des examens tend à rendre obligatoires, tout au moins à l'égard de certaines catégories de détenus, certaines recherches qui n'étaient effectuées auparavant qu'en cas de besoin.

Elle traduit le souci de l'administration de substituer à la connaissance des personnes celles des personnalités, et elle se manifeste dans tous les domaines.

Par exemple, des instructions générales ont codifié, en 1952, la réglementation de l'anthropométrie dans les prisons, non seulement dans un intérêt de police, mais aussi pour familiariser le personnel pénitentiaire avec les études signalétiques qui s'imposent à l'entrée de chaque détenu.

48. — C'est sur le plan sanitaire que la systématisation est la plus poussée, grâce à la création, en 1948, d'une fiche médicale individuelle qui doit être dressée pour tous les détenus et qui doit les suivre au cours de leur incarcération.

Cette fiche, qui est tenue et mise à jour à l'infirmerie pour protéger le secret médical, mentionne tout ce qui a trait à l'état physique ou mental des intéressés : date des examens faits par le médecin, par le dentiste, ou par d'autres spécialistes, diagnostics portés et traitements prescrits, radiographies, analyses sérologiques et bactériologiques, vaccinations, séjours à l'infirmerie ou à l'hôpital, résultats de la pesée mensuelle, etc...

Elle doit obligatoirement être remplie au point de vue médical ou dentaire, même lorsque le détenu n'est pas malade et ne demande pas à passer à la visite, lorsqu'il s'agit d'un condamné définitif ayant à subir une peine de plus d'un an, et dans les prisons où l'effectif et où les mouvements journaliers ne sont pas trop importants, il est recommandé qu'elle le soit pour tous les entrants.

Des examens de dépistage sont en outre périodiquement pratiqués dans le cadre général de la lutte antivénéérienne et de la lutte antituberculeuse.

49. — Dans un ordre d'idées voisin, l'observation elle-même a été rendue systématique par l'obligation faite, en 1952, à tous les surveillants de tenir

1. Albert GAYRAUD, « L'observation du détenu », et Henri LETENEUR, « Les résultats de l'observation, leur exploitation dans le traitement », *Rev. pénitentiaire et de droit pénal*, 1954, p. 279 et 289.

un cahier journalier sur lequel ils ont à inscrire tout ce qui s'est passé de notable au cours de leur service.

Ces cahiers sont lus et visés quotidiennement par le chef de l'établissement, qui tient compte de la façon dont ils ont été rédigés, ou plus exactement, de ce qu'ils contiennent, pour noter ses agents.

Alors que, jusque-là, le personnel subalterne se préoccupait seulement du comportement des détenus, dans ce qu'il avait de négatif ou d'opposant, en se bornant à signaler les infractions et les incidents, on a voulu ainsi l'inciter à déceler aussi les attitudes favorables ou constructives, et d'une manière générale, les initiatives et les actes de toutes sortes par lesquels se révèle l'adaptation au travail ou à la vie en commun.

50. — Le dossier pénitentiaire est le lieu où doivent être normalement rassemblés tous les renseignements relatifs à chaque détenu, qu'il s'agisse des renseignements obtenus pendant sa détention, ou qu'il s'agisse de ceux fournis lors de son procès et qui sont utiles à l'exécution de la sentence ou au traitement.

Son importance est évidemment considérable puisqu'il constitue le support matériel aux comptes rendus des examens pratiqués, et qu'il faut s'y reporter, sinon pour connaître les résultats de ces examens, résultats qui pourraient à la rigueur être obtenus ailleurs, du moins pour les comparer aisément entre eux, les classer chronologiquement et reconstituer avec leur aide l'ensemble de la personnalité du sujet et de son évolution.

Le fait que cette documentation puisse être consultée en vue d'une incarcération ou d'un jugement ultérieur de l'intéressé, ou qu'elle puisse être étudiée à des fins scientifiques et indépendamment du sort du délinquant, confère au surplus au dossier une utilité supplémentaire non négligeable.

51. — A l'égard de tous les condamnés de longue peine qui passent par le Centre national d'orientation ou qui sont affectés directement dans les maisons centrales réformées ou dans les prisons-écoles, un dossier véritablement complet est constitué selon un modèle uniforme et à l'aide de cadres imprimés réglementaires.

Ce dossier comporte, d'une part, la documentation fournie par l'autorité judiciaire (*infra*, n° 58), et d'autre part, dans des chemises distinctes, les pièces se rapportant à l'enquête sociale, à l'état physique et mental, aux aptitudes professionnelles, à la situation disciplinaire et administrative du sujet.

Il est conservé, en copie au Centre d'orientation, et en original au dernier établissement de détention, de manière à pouvoir être récupéré dans l'hypothèse où l'intéressé viendrait à être arrêté à nouveau.

52. — Malheureusement, aucun dossier ayant une contexture aussi solide n'est en général constitué dans les autres établissements, non plus que pour les prévenus et pour les condamnés dont la peine n'excède pas une année.

Les seules pièces qui sont réunies concernant ces détenus comprennent d'ordinaire, indépendamment de la fiche médicale dont il a été question plus haut (*supra*, n° 48) : le mandat de dépôt ou l'extrait de jugement qui figure le titre de détention, la notice individuelle sommaire fournie par le

Parquet à l'égard des condamnés à au moins quatre mois d'emprisonnement, et un bulletin dit « de statistique morale » qui n'est en réalité qu'un simple relevé des punitions et des récompenses encourues.

Les conditions auxquelles cette documentation serait susceptible d'être développée et centralisée en une sorte de « casier criminologique » tenu par exemple à la prison du lieu de naissance des intéressés, sont présentement à l'étude.

ORGANISATION ACTUELLE

53. — L'organisation actuelle de l'examen du délinquant résulte évidemment de la conjonction des moyens de recherche anciens et nouveaux énumérés ci-dessus, et elle n'appelle de description que pour la manière dont ces moyens s'articulent entre eux et se coordonnent dans le temps.

Ainsi que cela a été expliqué, la situation est très différente à cet égard pour les condamnés qui ont à subir une longue peine et pour les condamnés à une courte peine, les détenus en prévention ou les prévenus libres.

Situation des condamnés à une longue peine.

54. — Les condamnés à une longue peine sont ceux qui ont ou auxquels il reste à subir une privation de liberté d'une durée supérieure à un an après le moment où leur condamnation est devenue définitive.

C'est pour eux que le plus grand nombre de renseignements est recueilli, tant au cours de leur procès puisqu'il s'agit par hypothèse d'une affaire grave, que pendant leur détention puisque celle-ci peut se prolonger durant des années et même exceptionnellement durant leur vie entière.

C'est à leur égard également que ces renseignements servent le plus à la détermination du traitement, en raison de la spécialisation des établissements affectés à l'exécution des longues peines et de l'introduction dans certains de ces établissements d'un régime progressif.

55. — L'une des recommandations présentées en 1945 par la commission qui a été instituée pour élaborer les réformes de l'Administration Pénitentiaire française¹ pose en principe que « la répartition dans les établissements pénitentiaires des individus condamnés à une peine supérieure à un an a pour base le sexe, la personnalité et le degré de perversion des délinquants ».

Cette disposition a autorisé en fait l'affectation des condamnés, non plus seulement d'après la qualification juridique de leur infraction et la nature de leur peine, mais aussi et surtout selon des critères relatifs à leur sexe, à leur âge, à leur état de santé, à leurs capacités professionnelles, à leur passé criminel, à leur valeur morale et à leur aptitude à être soumis à un régime de confiance ou de discipline consentie².

1. Charles GERMAIN, *La réforme des institutions pénitentiaires en France*, Imprimerie administrative de Melun, 1953.

2. Charles GERMAIN, Exposé présenté au I^{er} Cours international de criminologie, *La classification des délinquants en France*, Imprimerie administrative de Melun, 1953.

Elle a conduit corrélativement à une spécialisation de plus en plus poussée des établissements de longue peine qui comprennent dès à présent les sanatoria ou prisons sanitaires, des centres de formation technique ou de rééducation, des établissements semi-ouverts, etc...

56. — Le souci d'individualiser le traitement en tenant compte des caractéristiques et des réactions de chaque détenu a fait admettre, en second lieu, que le régime de la prison désignée comme lieu de détention ne devait pas nécessairement être uniforme et pouvait comporter des phases nettement différenciées pourvu que tous les condamnés aient également vocation à accéder aux plus favorables en s'en montrant dignes.

Ainsi, la plupart des maisons centrales où sont envoyés les forçats ainsi que les centres de relégués, la maison centrale réservée aux femmes et les deux prisons-écoles ont été érigés en établissements dits « réformés », dans lesquels l'exécution de la peine est susceptible de revêtir plusieurs modalités allant d'une épreuve initiale d'encellulement à la semi-liberté.

Au surplus, à partir de quelque établissement que ce soit, tous les condamnés à temps peuvent bénéficier en fin de peine de la libération conditionnelle.

57. — Les opérations de classification des condamnés, qui relèvent en France de l'administration et non des tribunaux, se déroulent donc sur un double plan : horizontal lorsqu'il s'agit de choisir entre plusieurs établissements celui qui convient aux intéressés, et vertical lorsqu'il s'agit de situer ces derniers à l'intérieur du système propre à chaque établissement.

L'ensemble des questions qu'elles soulèvent, et qui forment vraiment le problème-clef des services pénitentiaires, ne saurait être analysé ici¹, mais il est aisé de montrer la place prépondérante qu'occupe l'examen des détenus dans les mécanismes de solution.

Il suffit à cet effet de souligner le rôle que joue cet examen successivement dans la documentation demandée à l'autorité judiciaire, dans la procédure de pré-classification, dans la constitution du dossier d'admission, dans les décisions d'affectation, de classement et de libération conditionnelle, ou dans la révision éventuelle de ces décisions.

58. — Il a été prévu, en 1950, que pour tous les condamnés à une peine d'une durée d'au moins trois années, le Parquet de la juridiction de jugement aurait désormais à joindre à l'extrait du jugement ou de l'arrêt, et à la notice individuelle qui donne l'état civil des intéressés et un aperçu sommaire de leur situation familiale, professionnelle et militaire, de leur comportement habituel et de leurs antécédents :

— un exposé détaillé des faits ayant motivé la condamnation, ledit exposé étant constitué par la copie de l'acte d'accusation complétée sur son corps même par l'indication des éléments nouveaux ayant résulté des débats ;

1. Paul AMOR, *Le système pénitentiaire de la France dans Les grands systèmes pénitentiaires actuels*, Edit. Sirey, Paris, 1950 ; Charles GERMAIN, « Les nouvelles tendances du système pénitentiaire français », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1954, n° 1.

— l'avis motivé et explicite du président des assises, portant sur la situation morale du condamné et sur ses possibilités d'amendement, ainsi éventuellement que sur la destination pénitentiaire dont il paraîtrait justiciable ou qui semblerait contre-indiquée ;

— la copie du ou des rapports d'expertise psychiatrique qui auraient été dressés au cours de l'information.

Ces différentes pièces sont envoyées ensemble et dès que possible au chef de l'établissement de détention qui les verse au dossier individuel des intéressés ; elles constituent le premier pont jeté entre le palais de justice et la prison pour assurer la communication régulière des renseignements fournis au cours du procès sur la personnalité des délinquants et permettre leur exploitation en vue de la classification et du traitement.

59. — Depuis 1953, avant même qu'ils reçoivent la documentation visée ci-dessus, les chefs des établissements pénitentiaires où se trouvent détenus des individus venant d'être condamnés à une longue peine ou venant d'être écroués en vertu d'une telle condamnation, doivent signaler la situation des intéressés à leur administration centrale au moyen d'une formule appelée « index de pré-classification ».

Cet index indique, en plus de toutes les observations particulières, la date de la libération compte tenu des autres peines en cours ou à subir, les antécédents judiciaires connus, l'état de santé, le degré d'instruction scolaire et professionnelle, les moyens d'existence dans la vie libre, la conduite en détention, les raisons qui justifieraient éventuellement le maintien de l'intéressé sur place ou son envoi en chantier extérieur, et pour les besoins de l'enquête sociale, les domiciles successifs pendant les six mois ayant précédé l'arrestation avec les noms et adresses des plus proches parents, des établissements scolaires ou techniques fréquentés et du dernier employeur.

Il permet au ministère, soit de décider l'envoi du condamné au Centre national d'orientation pour qu'il y soit statué sur son affectation définitive, soit de diriger immédiatement l'intéressé sur sa destination finale lorsque la détermination de cette destination ne donne pas lieu à difficultés (comme cela peut être le cas pour un malade qui relève évidemment de l'établissement sanitaire approprié à son état ou pour un jeune qu'il y a avantage à transférer dans les meilleurs délais en prison-école), soit exceptionnellement de le maintenir sur place.

60. — Dès que la décision a été prise d'envoyer un condamné au Centre d'orientation, ou de l'affecter directement dans un établissement réformé, un dossier d'admission est constitué, qui s'ajoutera au dossier ordinaire, ou plus exactement qui le précèdera, de manière à ce que le personnel auquel il incombera de prendre l'intéressé en charge ait des renseignements sur lui avant même qu'il n'arrive.

Ce dossier spécial, embryon du « dossier d'observation » qui recueillera toutes les appréciations ultérieurement portées sur le détenu, comprend en plus de l'exposé des faits et des copies d'expertise fournis par le Parquet, un bulletin du casier judiciaire et un rapport d'enquête sociale.

L'enquête est menée par l'assistante sociale de l'Administration Péniten-

tiaire¹ qui se trouve la plus proche du lieu où le condamné avait son domicile, sa famille ou son employeur.

Elle n'a pas à être coulée dans un cadre rigide, mais elle doit s'inspirer du schéma reproduit en annexe et renseigner notamment sur les facteurs criminogènes, tels que les déficiences du milieu inéluctable ou de l'enfance, l'instabilité, la désagrégation familiale, le paupérisme, l'alcoolisme, la délinquance juvénile, etc...

61. — Le Centre national d'orientation figure au cœur du pays comme la plaque tournante qui répartit entre les diverses directions la presque totalité des condamnés de longue peine dans les quelques semaines ou au plus tard dans les premiers mois suivant leur jugement, ainsi que ceux qui par la suite paraissent avoir été mal aiguillés.

Il constitue ainsi la clef de voûte du système de classification horizontale, et on peut dire que, grâce à lui, cette classification se fonde actuellement sur les résultats de l'examen scientifique des délinquants.

Tout y est mis en œuvre, en effet, pour donner le maximum de garanties et d'objectivité, à la recherche des éléments médico-psychologiques et sociaux de la personnalité et pour en dresser le compte rendu le plus complet dans un rapport d'ensemble dont les chapitres sont les suivants : état civil — situation pénale et pénitentiaire — inculpation — enquête sociale — observations du psychiatre — observations du psychotechnicien — observations médicales — notes du directeur du Centre — synthèse.

62. — Il est toutefois intéressant de noter que l'examen n'est pas pour autant pratiqué dans l'abstrait, sans autres préoccupations que de livrer un tableau aussi fidèle que possible du sujet comme s'il s'agissait d'une thèse pour l'Académie.

Le personnel du Centre sait que ses travaux lui sont demandés d'abord pour permettre l'affectation dans un des établissements pénitentiaires ; il connaît ces établissements pour les avoir visités, il est parfaitement au courant de leurs possibilités de traitement, comme il est renseigné sur leurs places disponibles, et c'est en tenant compte de ces informations qu'il formule et qu'il motive ses conclusions.

Par exemple, il ne dira pas que le condamné est justiciable de tel apprentissage si cet apprentissage n'est pas enseigné en prison, et d'une façon générale, il s'efforcera de traduire le relevé de caractéristiques psychologiques par des indications valables pour les besoins pratiques et notamment sur la nature de la surveillance à exercer, l'aptitude à subir l'encellulement, le degré de sincérité à prévoir, les contacts à favoriser ou à éviter, etc...

63. — S'il apparaît que le condamné n'est pas apte à recevoir un régime rééducatif axé sur sa transformation morale, et qu'il subirait sans les comprendre les épreuves que ce régime comporte, il semble à la fois sage et humain de l'abandonner au traitement pénitentiaire classique qui s'appuie presque exclusivement sur la valeur réformatrice du travail.

1. Pierre CANNAT, « Le service social des prisons dans le système pénitentiaire français », *Revue internationale de politique criminelle*, 1954.

L'intéressé est alors envoyé dans un chantier extérieur, au pénitencier agricole, ou en maison centrale du type ancien, selon les mesures de sécurité dont il justifie et il trouvera la récompense à ses efforts dans l'attribution traditionnelle des galons de bonne conduite et de travail avec les avantages matériels que cette attribution entraîne.

64. — Si le condamné est au contraire affecté dans un établissement à système progressif, il sera susceptible de passer par les différentes phases, y compris celles de la semi-liberté.

L'accession à ces phases, ou la rétrogradation, sera décidée par le magistrat de l'exécution des peines, au sein d'une commission de classement réunissant tout le personnel ayant eu à s'occuper du sujet.

La décision intervient donc au vu des appréciations et des renseignements fournis par les membres d'une équipe qui comprend le directeur, le sous-directeur et le surveillant-chef de la prison, l'assistante sociale, l'éducateur, et éventuellement, le médecin psychiatre ; elle repose essentiellement sur les résultats de l'observation, mais ces résultats sont interprétés à la lumière de l'examen initial de la personnalité et discutés jusqu'à ce qu'ils puissent se fonder dans une synthèse satisfaisante.

65. — Depuis la loi du 14 août 1885 qui l'a instituée, la libération conditionnelle était devenue une espèce de grâce administrative accordée aux détenus dont le comportement pénitentiaire était excellent, et il a fallu la rendre à son but réel qui est la prévention de la récidive.

Pour cela, on a mis l'accent sur le fait qu'elle devait sanctionner, non seulement une bonne conduite disciplinaire, mais aussi un amendement certain et la cessation de l'état dangereux.

L'arrêté du 11 janvier 1951, relatif aux forçats, précise que la constatation de leur amendement résulte des notes du personnel d'observation et de la parfaite tenue des condamnés pendant une épreuve de semi-liberté.

Le règlement d'administration publique du 1^{er} avril 1952 édicte que l'octroi ou le maintien de la liberté conditionnelle peut être subordonné, entre autres conditions, au placement sous le patronage d'un comité d'assistance aux libérés ou à la fréquentation régulière d'un dispensaire en vue d'y recevoir un traitement.

Enfin, l'article 66 des instructions générales du 25 juin 1953 pose expressément en principe qu'il peut être sursis au prononcé de la décision jusqu'à un complément d'instruction qui « peut notamment avoir pour objet de faire établir sur des données scientifiques, par un examen médico-psychologique et social du condamné, la cessation de l'état dangereux et le pronostic de reclassement ».

66. — Les nouvelles dispositions impliquent évidemment la prise en considération de la personnalité du détenu puisqu'elles exigent un pronostic.

Ainsi, avant la proposition d'admission à la liberté conditionnelle, il pourra y avoir lieu pour le médecin de se prononcer sur l'opportunité d'une cure de désintoxication alcoolique ou de consultations périodiques d'hygiène mentale ; il sera souvent utile que l'assistante sociale indique ou vérifie les conditions dans lesquelles le reclassement de l'intéressé se trouvera assuré, et en

particulier, elle devra toujours se renseigner sur le futur milieu familial lorsqu'il s'agira de libérer un individu qui s'est rendu coupable d'inceste.

Mais, même après son élargissement, le condamné est dorénavant soumis à une surveillance vigilante jusqu'à l'expiration de sa peine, parce que c'est devenu une clause de style dans les arrêtés de libération conditionnelle de le placer sous le patronage d'un comité.

Ce patronage continue en effet le contrôle de l'intéressé, étant donné qu'un délégué est désigné pour suivre son comportement et pour rédiger à son sujet un rapport trimestriel qui permet le cas échéant au magistrat présidant le comité d'adresser au libéré les avertissements nécessaires ou de proposer la révocation.

67. — Les décisions relatives à la classification horizontale ou verticale des détenus n'ont pas un caractère juridictionnel, et interviennent d'ailleurs sans que les intéressés soient entendus et sans qu'ils puissent se faire représenter par un conseil.

Elles sont bien entendu sujettes à l'erreur comme tout ce qui est humain, et il importe qu'elles puissent être rectifiées ; par ailleurs, il est normal qu'elles soient révisées lorsque les circonstances qui les ont déterminées ont changé pour quelque cause que ce soit.

Dans une hypothèse comme dans l'autre, c'est l'observation qui fera savoir qu'il y a lieu d'envisager de nouvelles décisions, et on s'aperçoit là encore du rôle irremplaçable qu'elle est appelée à jouer et de l'intérêt qui s'attache à ce qu'elle s'effectue avec le maximum de continuité et de correction.

Il est juste cependant d'ajouter que, par déférence envers les experts déjà consultés autant que par respect du principe de la symétrie des formes, il sera d'ordinaire procédé à un nouvel examen du sujet quand il s'agira de remettre en cause les résultats d'un précédent examen et non pas seulement les conséquences qui en auront été tirées.

Situation des autres délinquants.

68. — L'Administration Pénitentiaire n'a pas réussi à mettre sur pied, à l'égard des détenus qui ont à subir moins d'une année d'emprisonnement, une organisation comparable, même de loin, à celle qui lui permet d'adapter le traitement des condamnés à une longue peine selon leur personnalité.

Il est vraisemblable qu'elle n'y parviendra jamais, étant donné la masse des petits délinquants qui séjournent pendant quelques mois ou quelques semaines seulement en maison d'arrêt et le fait que, dans les grandes agglomérations, le mouvement de leurs entrées et de leurs sorties atteint fréquemment plusieurs dizaines par jour.

Il faut donc se tourner vers les prévenus pour apercevoir l'ébauche ou mieux la promesse d'un examen scientifique qui sera alors réalisé, non plus à des fins pénitentiaires, mais pour les besoins de l'information judiciaire et en vue de la sentence du magistrat.

69. — Un premier essai tendant à soumettre tous les prévenus placés sous mandat de dépôt à un examen systématique est actuellement tenté à Poitiers, ville où siègent une Cour d'appel et une Université, et où le concours des

compétences et des bonnes volontés nécessaires à une entreprise de ce genre a pu être trouvé.

Il se poursuit depuis 1953, dans des conditions semi-officieuses et avec des expédients, comme par exemple ceux qui consistent à ordonner dans tous les cas l'expertise mentale pour obtenir les données psychiatriques, ou à adresser les sujets aux psychotechniciens du Centre de formation professionnelle départemental comme s'il s'agissait d'individus libres.

L'expérience est encore trop récente pour qu'on puisse se prononcer sur ses résultats et sur l'opportunité de son extension, mais il importait de noter qu'elle préfigure en France la constitution du dossier judiciaire de personnalité.

70. — Pour le surplus, ce sont des projets de loi qui manifestent le désir de la Chancellerie de voir accroître le rôle de l'examen du prévenu dans l'instruction du procès et la détermination de la mesure pénale.

Le plus important d'entre eux, tendant à permettre la mise à l'épreuve de certains condamnés et qui prévoit que : « Lorsque des personnes paraissent susceptibles d'être mises à l'épreuve, le juge d'instruction prescrit toutes les fois qu'il l'estime utile les enquêtes sociales, ainsi que les examens médicaux et psychologiques nécessaires ; les Cours d'appel et les tribunaux, saisis sans instruction préalable, peuvent en même temps qu'ils statuent sur la culpabilité, et s'il y a lieu les intérêts civils, ordonner une enquête sociale ainsi que des examens médicaux et psychologiques et renvoyer l'affaire à une prochaine audience pour décision sur la peine », a été déposé sur le bureau du Parlement en 1952.

Un autre est en préparation pour prescrire l'examen des prévenus susceptibles d'encourir la relégation, compte tenu de ce qu'en vertu de la loi du 3 juillet 1954, le prononcé de cette mesure est rendu facultatif pour le juge qui a dès lors à savoir si les indices légaux de l'état dangereux sont confirmés par l'existence d'indices sociaux ou médico-psychologiques.

Un autre, également à l'étude, concerne l'interdiction de séjour dont l'étendue serait fixée, non plus arbitrairement, mais d'après les possibilités de reclassement du condamné ; à vrai dire cette fixation appartiendrait à une commission spéciale et non au tribunal, mais l'important reste qu'elle substitue à une mesure automatique une mesure calquée sur la personnalité du sujet.

71. — On ne saurait enfin passer sous silence la loi du 24 décembre 1953 sur la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants, ni celle du 15 avril 1954 sur le traitement des alcooliques dangereux pour autrui, bien que les règlements d'administration publique nécessaires à leur entrée en vigueur n'aient pas encore paru.

Ces textes, en instituant de nouvelles formes de traitement intermédiaires entre celles de la prison et celles de l'hôpital, obligent l'autorité judiciaire qui doit les appliquer à s'assurer préalablement qu'elles conviennent à l'espèce.

CONCLUSION CRITIQUE

72. — En raison de ses fonctions, l'auteur manque assurément de la liberté de vues et du recul qui lui seraient indispensables pour apprécier en toute indépendance une œuvre dont la direction de l'Administration Pénitentiaire a été le principal artisan.

Il se bornera donc à relever brièvement les difficultés les plus sérieuses qui ont fait obstacle à cette œuvre et les résultats les plus marquants auxquels elle a abouti, ainsi que ceux qu'on demeure, selon lui, en droit d'attendre de son plein épanouissement.

Difficultés rencontrées.

73. — Les difficultés rencontrées en la matière sont presque toutes d'ordre pratique, en étant dues à l'insuffisance des moyens d'examen ou des mesures de traitement, à l'impossibilité d'une spécialisation trop poussée et à l'absence d'un système de validation.

L'une d'elle se situe cependant sur un plan théorique, car elle tient aux exigences du secret professionnel.

74. — Le respect du secret professionnel interdit aux praticiens chargés d'un traitement supposant la mise en confiance du sujet de révéler les faits ou informations dont ils ont eu connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Cette interdiction, qui est consacrée par la loi pénale, s'opposerait en principe d'une façon absolue à ce que les fonctionnaires, les médecins et les travailleurs sociaux des services pénitentiaires communiquent à quiconque le résultat de leurs observations.

Dans la réalité cependant ces agents considèrent que leur position est différente selon l'utilisation qui doit être donnée à leurs renseignements. Ainsi, ils estiment qu'ils n'ont rien à cacher à l'administration dont ils sont les préposés puisque leur mission serait absurde s'il en allait autrement, et ils pensent à l'inverse qu'ils commettraient une faute grave en fournissant des indications de nature à servir l'accusation, mais la question est controversée de savoir s'ils peuvent légitimement entretenir de leurs travaux et de leurs opinions les experts commis judiciairement ou déposer devant le tribunal comme témoins dans l'enquête dite de moralité.

75. — Le manque de moyens en personnel et en installations adéquats à l'examen pose avant tout un problème budgétaire, mais on aurait tort de croire que l'octroi soudain — et hélas tout à fait improbable — de crédits importants, suffirait à y remédier.

Ainsi, il existe en France si peu de psychologues que l'enquête proprement psychologique n'a aucune chance d'y être prochainement généralisée, car on ne saurait songer sans danger à confier à des personnes non spécialement formées l'emploi délicat des tests de projection ou psychanalytiques.

Quant au Centre d'orientation de Fresnes, il est inconcevable qu'il puisse

être jamais reproduit à l'échelon régional sans être amputé d'une partie importante de ses services.

Or, l'insuffisance des moyens d'examen a pour corollaire la nécessité de choisir les délinquants à examiner, et un tel choix est toujours fâcheux car quels que soient les critères qui le dictent, il préjuge inévitablement des conclusions qu'auraient adoptées les experts à l'égard des individus soustraits à l'examen.

76. — Si l'on fait abstraction des distinctions périmées établies entre l'emprisonnement correctionnel, la réclusion et les travaux forcés, le juge ne peut finalement ordonner que l'incarcération ou la mise en liberté pure et simple, le sursis à l'exécution de la peine ne comportant aucune astreinte ; l'Administration Pénitentiaire, certes, a fait preuve d'une ingéniosité et d'une hardiesse méritoires en multipliant les modalités du régime carcéral, mais jusqu'à leur libération définitive ou conditionnelle, tous les détenus n'en demeurent pas moins soumis à des obligations et à un rythme de vie assez semblables.

Les mesures dont dispose la justice pénale restent donc en définitive peu variées, dans le cadre du traitement comme dans celui de la sentence, et il en résulte que l'examen des délinquants se trouve limité par ses chances d'efficacité.

Il ne servirait en effet à rien de chercher à connaître la personnalité complexe d'un sujet, lorsqu'on n'a pas la possibilité de placer celui-ci dans une situation parfaitement adaptée à cette personnalité.

77. — Le recours à l'examen incline naturellement à diversifier toujours davantage ceux qui en font l'objet, et c'est une vérité d'expérience que les savants se font un plaisir de découvrir sans cesse de nouvelles catégories.

Lorsqu'il s'agit de détenus, une classification trop poussée ne va pas sans inconvénients, et elle aboutirait à une impasse si on était amené, à force d'individualisation, à prôner un régime différent pour chaque individu ou à scinder la population pénale en des groupes tellement homogènes qu'ils en seraient ingouvernables.

Par conséquent, les personnes qui procèdent à l'examen doivent pouvoir fournir, outre la description minutieuse du sujet, les caractéristiques qui permettront de le classer utilement, ce qui suppose parfaitement connus de leur part les divers types de classement effectivement réalisables.

78. — Enfin il est regrettable que la validation des pronostics qui assortissent habituellement les examens ne puisse guère être obtenue systématiquement ni même par sondages après l'élargissement des intéressés, car il serait intéressant pour les personnes ayant porté ces pronostics de savoir s'ils se sont ou non révélés exacts.

Sans doute, dans l'hypothèse d'une mise en liberté conditionnelle, l'administration est prévenue des délits et des écarts de conduite commis par les condamnés, et elle peut procéder à des statistiques de réussites qui sont d'ailleurs très encourageantes car, exception faite pour les relégués, le pourcentage des révocations est insignifiant.

Mais, postérieurement à la libération définitive, la consultation du casier

judiciaire serait à cet égard nettement insuffisante, et aucune indication valable n'est susceptible d'être recueillie à moins d'une procédure en réhabilitation judiciaire dont l'usage est exceptionnel.

Résultats obtenus.

79. — Les résultats les plus spectaculaires ont été obtenus grâce au Centre national d'orientation, puisqu'aussi bien cette institution a eu l'honneur d'être citée en exemple dans divers pays, et spécialement au X^e Congrès international de psychotechnique à Göteborg en 1951, où a été souhaité « le plein développement de la méthode française de rééducation adaptative des détenus par leur orientation et leur formation professionnelle »¹.

Ils sont considérables à la fois du point de vue scientifique, en raison des perspectives qu'ils ouvrent aux recherches, et du point de vue pratique, car ils ont bouleversé le mécanisme de la distribution des détenus dans les établissements de longue peine et modifié par voie de conséquence la structure même de ces établissements.

80. — Il est incontestable que les études criminologiques ne peuvent progresser que par la connaissance immédiate des délinquants.

Or, les Centres d'examen et en particulier celui de Fresnes, ne prêtent pas seulement à la constitution d'abondantes archives criminelles directement exploitables statistiquement ou monographiquement : ils constituent en outre un cadre idéal pour la conduite de nombreux travaux.

Ainsi, des autorisations ont déjà été délivrées à différents chercheurs, dont plusieurs mandatés par le Centre national de la recherche scientifique ou par l'Institut de criminologie, pour qu'ils puissent se livrer sur place à l'établissement de relevés morphobiométriques, à l'établissement de fiches médico-sociologiques, à l'établissement de « tables de prédiction » de la récidive, etc...

81. — Sous l'angle purement administratif, le recours à l'examen des détenus a révolutionné les conditions dans lesquelles s'effectuait, jusqu'à ces dernières années, l'affectation des condamnés à une longue peine.

Ceux-ci étaient envoyés autrefois dans la maison centrale la plus proche du lieu de leur condamnation ; ils y étaient maintenus s'ils se tenaient bien, mais s'ils paraissaient difficiles ou dangereux, il était d'usage qu'ils soient transférés d'une prison à l'autre aussitôt que l'occasion s'en présentait. Dans les cas où la détermination du traitement posait un problème ardu, sa solution était donc sans cesse déplacée sans le moindre profit pour l'intéressé.

Aujourd'hui, il est de règle que les condamnés demeurent dans l'établissement pour lequel ils ont été désignés par la décision prise au Centre d'orientation en considération de leur personnalité, à moins évidemment d'un empêchement dûment justifié ou de la survenance d'un fait nouveau.

Ces hypothèses étant relativement rares, si l'on excepte le cas de certains anormaux mentaux pour lesquels tout changement constitue un dérivatif nécessaire, la population pénale est maintenant stabilisée à la destination

1. Vœu présenté à la suite du rapport du R. P. VERNET, *Vers une détention éducative*, Imprimerie administrative de Melun, 1952.

qui lui convient le mieux et il n'est plus loisible aux chefs d'établissements pénitentiaires de fuir leurs plus réelles responsabilités.

82. — L'étude approfondie du délinquant a enfin contribué puissamment à la transformation interne que les services pénitentiaires viennent de subir.

En effet, en faisant découvrir qu'il existe à côté des types de détenus traditionnellement connus d'autres types aux particularités mésestimées ou insoupçonnées, elle a montré que la classification originairement conçue selon les vues de l'esprit devait répondre à des besoins supplémentaires, et elle a fait créer et continue à faire créer des établissements nouveaux et de nouvelles méthodes de traitement.

On peut dire par suite que, si l'examen est d'autant plus utile que la spécialisation est effective, la spécialisation se renforce d'autant mieux que l'examen se perfectionne.

Perspectives d'avenir.

83. — Si l'on s'interroge sur l'évolution que réserve la France à l'accueil de l'examen scientifique des délinquants, on est frappé par deux constatations :

La première, c'est que cette notion, presque encore inconnue il y a quelques années de nos institutions pénales, y a reçu droit de cité et qu'il serait maintenant impensable que ce droit lui soit retiré.

La seconde, c'est que l'application en est faite seulement aux détenus et dans une proportion qui reste faible, étant donné qu'environ un dixième des prévenus font l'objet d'un simple dépistage mental dans les annexes psychiatriques et qu'un cinquième des condamnés sont soumis au commencement de leur peine à une étude approfondie mais unique, la ressource de les connaître davantage étant attendue d'une observation subséquente.

Un grand pas a donc été accompli, mais beaucoup d'autres sont encore à faire en vue de rendre l'examen systématique ou d'en généraliser l'emploi.

84. — Le ministère de la Justice est favorable à cette extension, puisque ses services législatifs ont préparé ou envisagent des projets de textes pour la réaliser à la phase judiciaire, tandis que l'Administration Pénitentiaire est allée hardiment de l'avant pour en faire bénéficier ses méthodes de traitement dans toute la mesure où le lui permettaient les circonstances, et particulièrement les crédits qui lui sont alloués et les règles de fond auxquelles elle est tenue.

Il est évidemment impossible d'aller au delà sans que la parole soit donnée au législateur, c'est-à-dire aux représentants d'une opinion publique qui est malheureusement demeurée assez indifférente aux grands problèmes de la politique criminelle.

85. — On peut néanmoins espérer des solutions qui ne soient pas trop lointaines, en songeant aux lois récemment intervenues concernant les alcooliques, les toxicomanes et les relégables, et qui accroissent les pouvoirs du juge en mettant de nouvelles sentences à sa disposition ou en réduisant l'automatisme de ses décisions.

Ces dispositions, en effet, soulignent la nécessité qui s'attache à connaître l'individu autant que l'infraction et acheminent vers un système de défense sociale véritablement centré sur l'examen du délinquant.

ANNEXE

SCHEMA TYPE D'UNE ENQUETE SOCIALE

A. — MILIEU FAMILIAL D'ORIGINE.

1° Situation du point de vue du rapport des auteurs entre eux (à la naissance et postérieurement);

2° composition de la famille (rang de procréation du détenu, comportement et situation de chaque membre de la famille, présence éventuelle de tierces personnes);

3° divers milieux dans lesquels le détenu a vécu pendant son enfance (atmosphère et tenue du logis, niveau social et économique, valeur éducative et réputation).

B. — VIE DU DÉTENU ET COMPORTEMENT.

a) *Enfance* :

- mode de vie;
- attitude en famille ou dans les milieux de vie;
- jeux — loisirs;
- scolarité : durée et fréquentation scolaire;
école fréquentée;
goût et facilité pour l'étude;
niveau scolaire atteint.

b) *Adolescence* :

- mode de vie;
- attitude en famille et conduite;
- fréquentations et loisirs;
- formation professionnelle;
- apprentissage;
- âge à l'époque où le détenu a commencé à travailler;
- emplois successifs;
- motifs des changements d'emploi;
- opinion des employeurs;

c) *Age adulte* :

- vie militaire;
- activité professionnelle;
- loisirs, fréquentations, conduite.

d) *Milieu familial propre* :

- 1° situation familiale (mariage, concubinage);
- 2° composition de la famille du détenu :
 - noms, date et lieu de naissance de chacun des membres de la famille;
 - comportement et situation de chacun des membres;
 - tierces personnes vivant au foyer;

- 3° atmosphère familiale :
 - niveau social, économique, habitat;
- 4° autorité, sens éducatif.

C. — PERSONNALITÉ DU DÉTENU.

Traits dominants;

— affectivité (émotivité, facultés d'attachement, personnes pour lesquelles le détenu a de l'affection ou qui exercent sur lui une influence certaine).

D. — ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES ET MESURES ÉVENTUELLEMENT PRONONCÉES AU TITRE DE LA LÉGISLATION SUR L'ENFANCE.

E. — ANTÉCÉDENTS PATHOLOGIQUES.

1° héréditaires;

2° personnels :

— accidents qui ont pu survenir au cours de la gestation ou à l'accouchement;

— premier développement (marche, dentition, parole, propreté);

3° maladies (mentionner en particulier les maladies infantiles ayant pu s'accompagner d'atteinte du système nerveux).

F. — ETAT DE SANTÉ DE LA DESCENDANCE.

G. — AVENIR.

H. — CONCLUSION.

A quoi faut-il attribuer le délit ou la déchéance qui y a mené ?

Comment apprécie-t-on la conduite du sujet :

— dans son milieu ?

— dans sa famille ?

— dans la commune ?

Que faudrait-il faire pour éviter la récidive ?

André PERDRIAU,

*Magistrat au Ministère de la Justice
Contrôleur général des Services pénitentiaires.*

Nota. — Il est recommandé à l'assistante sociale chargée de l'enquête de prendre contact autant que possible avec le détenu sur le compte duquel elle doit s'informer, mais elle ne manquera pas de vérifier soigneusement par la suite les dires de l'intéressé. Sur chacun des points du rapport, l'assistante indiquera la qualité des personnes qui l'ont renseignée.

Observations sur la criminologie de l'empoisonnement¹

Dans le bel ouvrage qu'il consacrait en 1906 à l'étude psychologique et médico-légale de l'empoisonnement, le docteur René Charpentier constatait la décroissance continue de ce crime. Il l'expliquait par les progrès de la science toxicologique dont les découvertes successives combattaient l'initiative de l'empoisonneur toujours en quête de nouveaux moyens.

Rejoignant par ailleurs Gabriel Tarde, il corroborait les dires de ce criminaliste en affirmant que l'empoisonnement, le crime des illettrés, des ignorants, reculait devant les progrès de l'instruction. Logiquement et dans le cours du temps, il devait disparaître de nos prétoires et de nos Codes.

Ces pronostics se voyaient confirmés et la statistique criminelle révéla cette raréfaction progressive.

Durant la période 1905-1914 la moyenne des condamnations annuelles était inférieure à cinq et les renseignements recueillis durant la première guerre mondiale n'indiquent aucune augmentation, malgré l'énorme accroissement de la criminalité féminine (60%).

La vague de grande délinquance qui sévit de 1919 à 1923 ne s'étendit pas non plus à l'empoisonnement. Dix ans après, la moyenne des condamnations s'étiolait davantage, n'atteignant pas le nombre de trois en 1938.

Ayant recherché si cette infraction avait après les hostilités connu une évolution particulière, nous constatons que les condamnations pour des faits commis durant les années 1944-1948 avaient augmenté dans des proportions considérables, atteignant une moyenne de dix par an, la pointe étant 1946 avec treize, sans compter l'apport non négligeable en la matière de la criminalité juvénile. Devant une pareille évolution pouvait-on se contenter de redire que cette recrudescence était en rapport avec l'augmentation de la grande criminalité, comme les meurtres et les assassinats constatés dès 1944 ?

Explication sommaire, vide de sens, lorsque l'on tient compte du caractère si particulier de l'empoisonnement criminel. Aussi m'a-t-il paru pertinent d'entreprendre l'étude systématique de toutes les affaires ayant emporté condamnation entre 1900 et 1950, dans une zone territoriale déterminée et notre choix s'est tourné vers la région du Nord-Est de la France qui, formant un ensemble d'une vingtaine de départements aux groupements humains

1. Rapport présenté à la *Semaine internationale de Sciences criminelles et pénitentiaires*, Strasbourg, 18-22 mai 1954, séance du 21 mai 1954.

les plus divers donnent un total de quarante-et-une procédures s'échelonnant suivant trois périodes, séparées par les deux guerres mondiales :

1900-1914 : 7

1919-1938 : 14

1940-1945 : 20

mettant en cause quarante-trois condamnés dont vingt-neuf femmes.

Ce dénombrement faisait apparaître un total de sept complices seulement se rapportant presque exclusivement aux actions criminelles antérieures à 1940.

Il serait téméraire de tenter dans ce domaine une étude comparative avec d'autres crimes spéciaux et la carte que vous avez sous les yeux vous donne le chiffre du recensement des affaires par département.

Signalons cependant que si les seuls départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges, avaient connu des affaires d'empoisonnement durant la première période, c'était treize Cours d'assises qui, dans la dernière décade, infligeaient aux coupables les peines appropriées, témoignage irrécusable d'une diffusion géographique de l'infraction. Inégalement réparti, puisque des régions entières (Bourgogne, Marne et Meuse) ne connaîtront pas cette infraction alors que seules les Cours d'assises du Nord et des Vosges connaîtront des cas d'empoisonnement durant les trois périodes considérées, le crime prend souvent l'aspect d'un phénomène à brève répétition. Le Jura, pays de très faible criminalité connaîtra trois affaires en moins de deux ans, comme la Moselle où, malgré le pourcentage énorme de grande délinquance, l'empoisonnement jusqu'en 1947 était inconnu ; c'est en Avril 1946 que deux intoxications criminelles sont commises dans l'Oise ; si localement elles ont été perpétrées dans des villages voisins et dans des milieux identiques, rien ne nous autorise à penser qu'il y eut un phénomène d'imitation.

Les criminalistes ont toujours mis l'accent sur le caractère familial du crime d'empoisonnement. Se rencontrant exclusivement dans des milieux sédentaires, rarement commis par des étrangers au pays, rural dans son essence, le crime se déroule à l'intérieur de la constellation familiale, auteur et victime étant toujours unis par des liens de parenté.

Cet aspect, nos dossiers nous le font voir immédiatement. Il arrive que l'affaire ne débute pas par l'avis motivé du médecin qui s'oppose à l'inhumation ; l'auteur profitant souvent du silence complice de son entourage ne sera démasqué plus tard que par la lettre anonyme émanant du cohéritier frustré ou de l'amant éconduit. Il arrive même que la dénonciation ne parvienne à la justice qu'à l'issue d'un véritable conseil familial devant lequel après la comparution du coupable, aucun accord d'ordre pécuniaire n'a pu être réalisé.

Enfin, c'est là le phénomène le plus intéressant, nous voyons l'empoisonneur intervenir de sa propre initiative. Certes, il ne viendra pas se constituer en avouant le crime, mais prenant l'offensive, il demande au Parquet une enquête et assigne devant le tribunal les diffamateurs qui l'accusent selon lui d'un tel crime.

Je ne pense pas que l'on puisse voir là la marque d'une ruse spéciale, mais ce comportement n'est qu'un aspect typique de la psychologie du coupable. On a mis l'accent sur la ténacité de l'empoisonneur qui chaque jour répète son geste avec obstination. L'empoisonnement serait évidemment à ce titre le crime de la patience, mais c'est aussi le crime de l'oubli. En effet, en ne recourant pas à l'intervention directe violente qui serait son fait, l'auteur s'en remet à une tierce force, le poison, qui à lui seul accomplira l'œuvre destructrice sans autre intervention. Au sens de son psychisme, il n'a que déclenché cette puissance maléfique qui, frappant à mort la victime, en est rendue responsable.

C'est donc le crime qui laissera le moins de souvenir et par là le moins de remords et les anomalies constatées dans l'attitude de l'empoisonneur, au moment et après les faits, son insensibilité en particulier, s'apparentent ainsi à sa personnalité.

On explique pareillement l'état de certaines empoisonneuses qui, après avoir fait absorber le breuvage, soignent le malade avec l'idée de le guérir.

Crime de l'oubli, l'empoisonnement sera le crime des faibles, de ceux qui, craignant une résistance ou l'opprobre de leur entourage, préfèrent recourir, pour dénouer une situation déterminée, à cette forme d'homicide exempte de violence.

Il est traditionnellement admis que, parmi les mobiles auxquels obéit l'empoisonneur, la cupidité tient une place importante. La victime est choisie dans la famille, l'infraction prendra la forme du fratricide, du parricide ou du meurtre de l'époux, le crime devant aboutir à l'appropriation des biens du mort. Notre statistique révèle douze procédures à base de cupidité — quatorze condamnés, dont cinq parricides. Ces derniers cas appellent quelques remarques, car si ces délinquants qui ont entre trente et trente-cinq ans ne s'écartent pas de l'âge typique à cette infraction, ils nous apparaissent tous comme des déséquilibrés très suggestibles, influencés par leur entourage, qui souvent les incite à l'homicide.

C'est d'ailleurs dans cette forme de délinquance, que nous rencontrons le cas de crimes en chaîne ou crimes successifs. L'auteur en possession de sa méthode et du moyen, dépositaire d'une puissance exceptionnelle qu'il croit commander, ne résiste pas à l'attrait d'en renouveler l'usage (empoisonnement du père et du frère — du père et d'un voisin témoin gênant du premier crime).

Si cette forme de criminalité revêt une certaine stabilité en l'époque considérée, l'intoxication du très jeune enfant par les parents qui représentait 25 % des cas d'empoisonnement au XIX^e siècle a totalement disparu et il est à penser qu'une substitution s'est faite par l'infanticide ou l'avortement.

Cependant en recherchant à la lumière des pièces de l'information judiciaire si d'autres mobiles étaient intervenus, nous pouvions déceler une évolution du crime qui en expliquerait son actuelle recrudescence.

L'infraction actuellement surtout prend la forme de l'homicide utilitaire, commis en vue de la libération personnelle de son auteur qui, en empoisonnant le conjoint, détruit l'obstacle s'opposant à cet avenir nouveau auquel il aspire.

Ces crimes sont passionnels, en ce sens que la passion sexuelle du meurtrier pour l'amant ou la maîtresse les inspire, mais ils demeurent utilitaires, puisque leur but est de permettre au couple de « refaire sa vie ». Comme l'a précisé M. de Greeff, ils s'écartent du véritable crime passionnel, engendré par un conflit d'amour ou de vengeance, où l'auteur, sans considération pour les risques qu'il encourt, montre le peu de cas qu'il fait de sa propre existence, joignant souvent le suicide à l'homicide.

Si l'arme du crime passionnel est rarement le poison — une procédure — par contre, le dénombrement des homicides utilitaires effectués à l'aide de ce procédé se révélait significatif.

Après avoir compté sept procédures de 1900 à 1940, nous en trouvons plus du double s'échelonnant dans les dix années suivantes et cette constatation rejoint les données d'un recensement à Haguenau concernant les épouses meurtrières où sur cent six condamnées, quarante et une avaient eu recours au poison. Signalons que dans notre zone territoriale, aucune victime n'était prisonnier de guerre rapatrié.

Dans la majorité des cas, l'auteur prépare seul le crime et n'est assisté du complice que pour se procurer le toxique : toutefois, nous avons rencontré dans l'Aube en 1941, le cas du double empoisonnement commis par deux amants sur leur conjoint respectif. Nous pouvions suivre le déroulement du processus criminel, décélé tout d'abord, par l'envoi simultané aux futures victimes de lettres anonymes qui, dénonçant l'adultère, poussaient ainsi au divorce. La manœuvre échouant, de même qu'une tentative de meurtre simulant un accident, les deux comparses avaient recours au poison, le jour où l'homicide était rendu irréluctable par la grossesse évidente de la maîtresse.

Si sur ces vingt-six condamnés, la proportion des empoisonneuses est de 2/3, les données de l'âge montrent à l'évidence que le plateau de cette délinquance féminine se situe à trente-cinq ans, mais peut se prolonger jusqu'à cinquante ans. On notera qu'après cet âge nous rencontrons enfin quelques condamnées qui, elles aussi, commettent des homicides utilitaires motivés par la résistance, la tyrannie d'un mari ivrogne ou brutal menace familiale constante, et la résignation de ces épouses fut de longue durée, puisque deux d'entre elles devaient atteindre soixante ans pour commettre ce crime.

L'apparition de l'empoisonnement en la forme du crime utilitaire imprimait à cette infraction une signification nouvelle.

On s'accordait à lui reconnaître un caractère spécifiquement rural touchant par ailleurs des milieux peu évolués. Cette affirmation reste exacte, mais il conviendrait, je crois, d'y apporter une retouche.

En procédant à l'étude des milieux régionaux où le crime était détecté et se répétait durant ces dernières années, on constatait que d'autres couches sociales étaient atteintes. Dans les Ardennes, la Saône-et-Loire, le Haut-Rhin, la Haute-Saône, le crime est urbain de même que les deux dernières affaires évoquées dans les départements du Nord et des Vosges. Un phénomène typique de diffusion à base d'imitation était constaté en Moselle. Si le premier crime commis en 1947 était spécifiquement rural, les deux autres qui suivirent de près touchèrent des milieux ouvriers et l'une des condamnées reconnaissait avoir pris l'exemple dans les conditions suivantes : « Quand

je me suis décidée à faire disparaître mon mari, je me suis rappelée de l'affaire de S... et me suis souvenue que la femme avait été empoisonnée avec de l'arséniate de chaux. Dans les journaux ce crime avait été relaté en détail, et il était dit qu'une faible quantité suffisait. J'ai alors résolu de recourir au poison ».

Un examen plus large des affaires confirmerait ces constatations toutes relatives, puisque trop fragmentaires.

Si, au vu de quelques sondages, il nous est apparu que le crime gardait son aspect rural dans l'Ouest (Vendée, Loir-et-Cher), certaines régions du Centre, je veux parler du département de la Loire, présentaient une évolution identique ; à deux crimes ruraux succédaient trois affaires tenant à des milieux ouvriers de Roanne et de Saint-Etienne.

Aucun de nos criminels n'a fait l'objet d'un examen clinique approprié, et bien souvent nous en sommes réduits sur leur personnalité à des renseignements d'une désespérante concision. Certes, à côté de l'examen mental, un document peut être utile et je fais allusion à l'interrogatoire définitif du juge d'instruction qui, après avoir relaté les charges et moyens de défense du prévenu, devrait en outre, nous tracer un tableau du milieu social dans lequel il a vécu. Cependant nous ne pouvons oublier que ces renseignements s'insérant dans un interrogatoire sur charges, après avoir dévidé la nomenclature des divers employeurs reflètent des appréciations plus ou moins contrôlables sur l'accusé et nous appelons de nos vœux la nécessité impérieuse d'une enquête sociale dans chaque dossier criminel.

Pièce obligatoire du dossier d'instruction, cette enquête serait insérée au dossier pénitentiaire du condamné, facilitant dans une notable mesure l'application de la réforme.

Un contingent notable des empoisonneuses continue à se recruter dans les milieux les plus frustes de la campagne, mais d'autres couches sociales n'y sont pas étrangères et il arrive que le pharmacien, ou l'ingénieur chimiste, habitués à manier les toxiques, en fassent un usage criminel (Ardennes, 1943, Somme 1937).

Evolution dans les mobiles qu'il inspire, évolution des milieux où il se rencontre, ce crime se modifie-t-il pareillement par le choix des toxiques employés ?

En déclarant la guerre aux empoisonneuses, les toxicologues les ont-ils forcées à modifier leurs batteries ?

Il serait excessif de penser que ces criminels se préoccupent des progrès de la science et s'inquiètent des découvertes biologiques.

Au fond, le criminel, en quête d'un produit, prend ce qu'il a sous la main et nous le voyons revenir à des procédés traditionnels. Bien que Misterlich dès 1852 ait mis sur pied le procédé de recherche du phosphore, nous voyons en 1909 et en 1947 des intoxications criminelles effectuées avec ce toxique.

Pareillement, dans son mémoire adressé en juin 1842 à l'Institut, de Cornemine affirmait que le poison était et restait l'arsenic. Ces propos gardent toute leur actualité puisque les 5/6 des empoisonnements sont provoqués par l'absorption d'arséniate de chaux, entrant dans la composition de produits agricoles dont la vente ne subit aucune restriction.

Mais il y a plus, car toute l'affaire d'empoisonnement comporte cette partie scientifique et médicale de l'expertise dont l'importance n'a cessé de grandir et dont la structure même fait l'objet actuellement de débats passionnés.

Il ne m'appartient pas d'aborder ce problème, les praticiens devant nous en donner la primeur.

Toutefois, compte tenu de la psychologie particulière de l'auteur de ce crime si spécial, puis-je souhaiter que le dossier de sa personnalité soit aussi complet que possible, afin que l'équilibre nécessaire subsistât entre ces deux notions, gage d'une justice clairvoyante et sereine.

J. POTTECHER,
Magistrat à Strasbourg.

CHRONIQUES

A. CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE

I. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

par Alfred LÉGAL
Professeur à la Faculté de droit de Montpellier.

1. *Les conditions de la légitime défense.*

L'existence de l'état de légitime défense donne matière à une appréciation souvent délicate et qui dépend des données de chaque espèce. Il n'y a pas là cependant une pure question de fait : la Cour de cassation se réserve, on le sait, de vérifier si les circonstances souverainement constatées par les magistrats réunissent les caractères légaux de cette cause de justification (v. en particulier : Cass. crim., 15 sept. 1864, S., 1865. 1.152). C'est ce pouvoir de contrôle qu'exerce la Chambre criminelle dans son arrêt du 21 décembre 1954 (*Bull. crim.*, n° 423).

Une altercation accompagnée d'échange de coups s'étant produite dans un café entre deux individus, l'un des adversaires, qui avait eu le dessous, s'éloigne et revient un quart d'heure plus tard, les mains dans les poches de son pardessus. L'autre sort avec lui et tandis que les deux hommes stationnaient sur le trottoir, il sort un revolver et blesse son interlocuteur. Sur le corps de la victime fut trouvé un pistolet chargé et, d'autre part, un couteau appartenant au cafetier était découvert sur le sol au voisinage de sa main gauche.

En l'état de ces constatations, le Tribunal criminel de Bizerte avait écarté la légitime défense. Les magistrats avaient estimé en effet qu'il n'était pas établi que le blessé, comme le prétendait l'accusé, eût brandi le couteau contre lui ou lui eût porté des coups de crosse de revolver et qu'ainsi il n'existait aucun fait positif l'autorisant à se prévaloir de cette cause d'impunité. La Cour de cassation rejette le pourvoi : c'est à juste titre que le tribunal avait conclu des circonstances de l'espèce que l'acte commis n'était pas commandé par la nécessité actuelle de se défendre. Bien que faisant application des principes traditionnels en la matière, cette décision appelle certaines réflexions.

La première concerne la charge de la preuve. Certains auteurs affirment que c'est à la partie poursuivante de démontrer l'absence de fait justificatif au même titre que tout autre élément de l'infraction (v. Vidal et Magnol, *Dr. crim.*, 9^e éd., n° 716) : formule trop absolue à notre avis, car à la prendre à la lettre elle donnerait à penser que jusqu'à

preuve du contraire, l'accusé se trouve couvert pratiquement par une véritable présomption de légitime défense. Or, le ministère public a certes le devoir, au moindre doute, de rechercher spontanément si cette cause d'exonération ne se rencontrerait pas en fait et de mettre au besoin, ici comme en toute autre matière, les moyens d'investigation dont il dispose au service du prévenu. Mais il n'en demeure pas moins qu'un fait justificatif est tiré de circonstances exceptionnelles qui viennent supprimer le caractère pénalement répréhensible d'une infraction dont normalement les éléments matériel et intentionnel étaient réalisés et que, dès lors, la preuve directe de ces circonstances doit être administrée. C'est effectivement ce qu'ont admis dans l'espèce les magistrats.

Quant au fond, la nécessité actuelle de se défendre, à laquelle fait allusion l'article 328 C. pén., suppose la résistance à un mal présent et s'il n'est pas indispensable pour que cette condition se trouve remplie que l'agresseur ait déjà commencé à frapper son adversaire, du moins faut-il que la menace à laquelle ce dernier était exposé lorsqu'il a réagi par la violence fut celle d'un péril imminent, résultant d'une attaque sur le point de se réaliser (Cass. crim., 27 juin 1927, S., 1929.1.356). Or rien, en l'espèce, ne permettait d'affirmer l'actualité de l'agression, ainsi entendue. Sans doute, en présence d'un adversaire encore vraisemblablement sous le coup de la colère et porteur d'une arme chargée, comme l'enquête l'avait confirmé, l'accusé pouvait-il avoir sujet de craindre pour sa vie. Mais il n'était pas établi que la victime eût porté la main à son arme, ni manifesté par aucun geste extérieur son intention immédiate de passer à l'acte. Dès lors, à elle seule, la crainte éprouvée par l'agent ne pouvait, affirme dans ses motifs l'arrêt attaqué, approuvé par la Chambre criminelle, être retenue à la décharge de l'agent, car la légitime défense ne saurait résulter d'un fait subjectif.

Le principe ainsi affirmé par les magistrats est conforme à la conception qu'on s'accorde aujourd'hui à mettre à la base de la légitime défense. L'opinion d'après laquelle l'impunité en pareil cas se justifierait par une idée de contrainte morale, l'individu agissant alors sous l'empire d'une terreur qui ne laisserait plus place qu'à l'instinct tout puissant de conservation, est actuellement abandonnée. Qu'elle ne traduise pas, en tout cas, les intentions du Code, il suffit pour s'en convaincre de constater que le texte met sur le même pied que la défense de soi-même la défense d'autrui, c'est-à-dire un acte d'abnégation délibérément entrepris. Bien plutôt la légitime défense se présente-t-elle dans la législation moderne comme une cause d'impunité objective, de nature lorsque ses conditions se trouvent réunies à effacer l'illégalité en soi de l'acte qui répond à l'exercice d'un droit, parce que le prévenu loin de porter atteinte à l'ordre social a coopéré à son maintien en supplantant l'action des représentants de l'autorité dans une situation telle que l'urgence du danger excluait toute possibilité d'intervention de leur part.

Malgré tout, s'il est exact que la légitime défense repose sur un fondement objectif, force est bien de reconnaître que cette conception doit au contact des faits se nuancer d'un élément psychologique, qu'une part sera faite inévitablement en pratique à la prise en considération de l'état d'esprit de l'individu au moment où il a agi et ce seront même dans certains cas ces données subjectives qui deviendront décisives à elles seules pour lui assurer l'impunité.

On observera tout d'abord que l'appréciation du danger que comportait l'agression, des conséquences qu'elle pouvait entraîner, aura toujours un caractère plus ou moins conjectural : il est évident que de telles circonstances ne sont pas susceptibles d'une preuve absolue, puisqu'aussi bien il s'agit ici, par définition, d'une attaque qui n'a pas atteint son but. C'est pourquoi, décide, par exemple, la Cour de cassation (17 mars 1910, *Bull. crim.*, n° 136), le point de savoir si l'agresseur se serait effectivement servi de ses armes au cas où la victime éventuelle ne l'aurait pas devancé, relève de la seule conviction des juges du fait. Or ceux-ci pour se former une opinion, seront conduits eux-mêmes à se mettre rétrospectivement à la place du prévenu afin de déterminer suivant les circonstances si le péril apparaissait vraisemblable, ce qui revient à rechercher si l'agent avait des motifs plausibles de craindre une attaque imminente (v. Cass. crim., 7 août 1873, S., 1874.1.95 ; Chambéry, 6 fév. 1907, D.P., 1907.V.19). Ils prendront finalement en considération la situation non point tant telle qu'elle était, mais telle que pouvait légitimement se l'imaginer le prévenu. C'est dire qu'en pratique, son erreur lui vaudra l'impunité, du moment qu'elle n'apparaissait pas due à une faute, cette impunité reposant alors en dernière analyse, à proprement parler, bien moins sur le fait justificatif que sur l'absence de culpabilité subjective.

Les éléments de décision dont feront ici état les magistrats sont analogues à ceux qui interviennent également à propos du fait justificatif prévu par l'article 327 : bien que ce texte suppose de façon expresse la réunion de deux circonstances : l'ordre de la loi joint au commandement de l'autorité légitime, on reconnaît, en général, que le subalterne exécutant un ordre illégal de son supérieur, échappera tout au moins à la répression si, en fait, il est établi qu'il n'avait pas été à même de se rendre compte de l'irrégularité qu'il commettait (C. Bourges, 30 déc. 1870, S., 1871.II.167). Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de tenir compte d'une erreur excusable et ce caractère s'appréciera par comparaison avec les lumières, le degré d'attention et de sang-froid qu'on pouvait normalement attendre d'un individu du même âge, du même sexe, de la même condition sociale, placé dans une situation identique. Cette comparaison permettra de décider s'il y a eu excès d'une défense légitime dans son principe, mais aussi éventuellement d'exonérer l'individu, même en présence d'une légitime défense putative, motivée par une crainte reposant sur un danger imaginaire (v. cependant Montpellier, 12 fév. 1947, D., 1947, Somm., 22). N'est-ce pas au fond sur cette idée d'une crainte qui peut avoir été conçue à tort, mais que les circonstances rendent excusable que repose la présomption de l'article 329 ? De toute façon, d'ailleurs, s'il se trouvait que l'attaque dont il se croyait menacé avait plongé l'inculpé dans un état de terreur tel que, quels qu'en soient les motifs plus ou moins chimériques, il avait aboli en lui toute faculté de réflexion, l'acquittement s'imposerait indiscutablement, faute d'imputabilité, le cas étant alors assimilable à la contrainte morale (v. Garçon, *Code pén. annoté*, art. 327, n. 5).

2. Effets de la confiscation générale.

La confiscation générale est une institution qui, au moins autant que le droit pénal intéresse le droit privé par ses multiples incidences sur les relations patrimoniales entre le condamné et les tiers. On aurait conçu que, comme autrefois pour la mort civile, des dispositions spéciales concernant ses effets en la matière aient été insérées dans les textes correspondants du Code civil. Tel n'a pas été le cas et sur ce terrain l'application des règles posées par les articles 37 à 39 du Code pénal depuis le décret-loi du 29 juillet 1939, suscite de sérieuses difficultés.

Dans l'affaire sur laquelle se prononce la chambre civile de la Cour de cassation (sect. comm.) par arrêt du 10 mai 1954 (*J.C.P.*, 8344), une dame Brassac avait fait donation à son fils d'un immeuble sous réserve du droit de retour complétée par une interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer du vivant de la donatrice. Par la suite, le bénéficiaire fut l'objet d'une condamnation par contumace à la confiscation générale. Quelque temps après la dame Brassac obtenait un jugement portant révocation de la donation pour ingratitude. L'Etat n'ayant pas été appelé en cause dans cette dernière instance, l'administration des Domaines fit tierce opposition au jugement de révocation. Cette intervention fut déclarée irrecevable par les premiers juges. Mais la Cour d'appel réforma leur décision.

Le pourvoi introduit contre cet arrêt par la donatrice formulait trois griefs distincts qui sont tous écartés par la Cour de cassation.

Il invoquait tout d'abord pour affirmer l'irrecevabilité de la tierce opposition faute d'intérêt qu'au moment où était intervenu le jugement de révocation, la condamnation par contumace n'avait pas encore fait l'objet des formalités de publicité remplaçant l'exécution par effigie qui sont prescrites par l'article 472 du Code d'instruction criminelle et que, dès lors, à cette date le transfert du patrimoine confisqué à l'Etat n'était pas encore réalisé. Mais la Cour de cassation déclare que les magistrats d'appel avaient à bon droit décidé que la confiscation par contumace était immédiatement exécutoire car, affirme-t-elle, les biens confisqués appartiennent dès la condamnation à l'Etat, sans que leur dévolution soit subordonnée aux formalités en question.

Cette solution ne nous paraît pas à l'abri de la discussion. Il est de principe sans doute qu'une condamnation devient exécutoire du jour où elle est définitive. Le point de départ de son efficacité ne soulève aucune difficulté s'il s'agit d'une sentence contradictoire ; par condamnation définitive, il faut entendre une condamnation contre laquelle toutes les voies de recours sont épuisées (v. art. 373 et 375 C. instr. crim.). Désormais, en effet, la décision ainsi rendue ne peut plus être remise en question, il n'y a aucune raison de différer son application. Il n'en va pas de même pour une condam-

nation par contumace : elle reste révocable pendant tout le délai imparti au condamné pour se représenter. Pourtant il est généralement admis que cette éventualité ne fait pas à elle seule obstacle à l'efficacité de la sentence, la condition qui l'affecte ayant le caractère d'une condition résolutoire et non pas d'une condition suspensive. Dès lors, tant que le délai est en cours, la condamnation ne saurait sans doute comporter des mesures d'exécution sur la personne, ce qui supposerait précisément l'arrestation de l'intéressé et par conséquent la purge de sa contumace, du moins est-elle susceptible de produire effet à d'autres points de vue, notamment quant au recouvrement sur les biens des dommages-intérêts (Cass. crim., 29 mai 1914, *Bull. crim.*, n° 209, S. Somm., 1914.1.96) ou des amendes (Metz, 28 fév. 1856, D.P., 1857.II.49, 1^{re} esp.). Et il n'y a aucun motif de n'en pas décider de même pour la confiscation. Mais la question que soulevait la plaignante dans la présente affaire était différente. Il ne s'agissait pas de savoir si la condamnation par contumace est exécutoire nonobstant son caractère révocable, mais, ce point acquis, de déterminer à partir de quel moment précis elle doit être réputée définitive. Or il semble que cette date ne peut être fixée qu'au jour où les formalités de l'article 472 ont été accomplies, solution qui nous paraît confirmée par l'article 28 du Code pénal assimilant quant au point de départ de la dégradation civique, les condamnations par contumace exécutées en effigie aux sentences contradictoires devenues irrévocables.

Quant à la jurisprudence, cette interprétation n'était pas, à notre avis, inconciliable avec l'arrêt antérieurement rendu par la Chambre civile le 20 février 1952 (*J.C.P.*, 7329). Dans l'arrêt en question on pouvait, il est vrai, relever déjà cette affirmation que les biens confisqués deviennent dès la condamnation par contumace propriété de l'Etat. Mais en posant un tel principe, la Cour de cassation avait pour but de répondre à la prétention d'héritiers réservataires qui s'opposaient à la liquidation par les Domaines du patrimoine confisqué, en se fondant sur les prescriptions de l'article 471 aux termes duquel les biens du contumax doivent être régis comme bien d'absent, c'est-à-dire placés sous séquestre. Mais cette disposition concerne seulement le cas où le condamné n'a été frappé que d'une peine l'atteignant dans sa personne physique et où, en conséquence, il devient nécessaire d'assurer provisoirement l'administration de ses biens dont il est resté titulaire. Or une telle précaution n'a plus sa raison d'être en présence d'une confiscation générale, puisqu'alors du fait de la condamnation, le patrimoine s'est trouvé transféré à l'Etat qui en est devenu propriétaire et peut exercer sur les biens un droit de libre disposition. Cette constatation suffisait à établir que l'article 471, totalement étranger à la matière, ne pouvait faire obstacle au partage et à la liquidation du patrimoine. On peut estimer, dès lors, que cet arrêt ne préjugait pas de la question distincte de savoir à partir de quand la condamnation par contumace produit effet, question qui n'avait pas été posée en l'espèce et qui même, semble-t-il, n'était pas susceptible effectivement de se poser puisque l'extrait prévu par l'article 472 avait été adressé au service de l'Enregistrement, ce qui donne à penser que les autres formalités d'affichage et de publications prescrites dans le même délai s'étaient trouvées également remplies. En tout cas, la décision actuelle est venue préciser de façon indiscutable l'attitude sur ce point de la Cour suprême.

Le second moyen à l'appui du pourvoi était tiré du droit de retour stipulé au profit de la donatrice. La condamnation à la confiscation, faisait-il valoir, avait entraîné ouverture de la succession. De la sorte, la condition à laquelle était subordonnée la résolution de la libéralité s'étant trouvée réalisée, le bien était sorti de plein droit du patrimoine ; il devait même être réputé n'y avoir jamais figuré en conséquence de l'effet rétroactif attaché à l'événement de cette condition. L'administration n'avait donc aucune prétention à exercer sur l'immeuble donné. De ce point de vue encore son intervention était sans objet.

Un tel raisonnement équivalait, on le voit, à assimiler purement et simplement le transfert du patrimoine résultant de la confiscation à la dévolution héréditaire ouverte par le décès du titulaire : autrement dit à lui faire produire un effet identique à celui de la mort civile que le Code civil (art. 25, 718) mettait à cet égard sur le même pied que la mort naturelle. Seulement, la fiction qui était à la base de cette forme archaïque de châtement, et d'où il résultait que le condamné cessait radicalement d'être sujet de droit, n'a été en aucune façon reproduite par les textes concernant la confiscation générale et si la réglementation de cette peine consacre des solutions concrètes qui peuvent bien concorder pratiquement avec les conséquences qu'entraîne

le décès, leur raison d'être est toute différente. C'est ainsi qu'aux termes de l'article 38 du Code pénal, il doit être procédé à la liquidation du patrimoine confisqué suivant les règles applicables en matière de succession, mais ces dispositions, comme l'observe la Cour de cassation, ne visent autre chose que les modalités d'exécution de la peine ; et si, d'autre part, le même article limite la dévolution au profit de l'Etat à la quotité disponible, c'est exclusivement en vue de respecter la personnalité des peines, et point du tout par application de l'idée que la succession se trouverait prématurément ouverte au même titre que par la mort physique. La vérité c'est que l'individu ne perd pas par l'effet de la confiscation sa qualité de sujet de droit. Il ne devient pas incapable, comme c'était le cas pour le mort civil, d'acquiescer mais seulement de conserver les biens acquis ; ceux-ci se trouvant transférés immédiatement à l'Etat (v. Voirin, *J.C.P.*, 1946, n° 504, § 2). Mais il n'en demeure pas moins que l'Etat est son ayant cause et ne peut prétendre s'attribuer les biens que tout autant qu'ils étaient passés effectivement dans le patrimoine du condamné. C'est pourquoi notamment l'Administration ne saurait confisquer une succession dévolue à l'intéressé, si elle n'est pas en mesure d'établir qu'il était vivant à la date de son ouverture (Aix, 22 fév. 1950, D., 1950.303). Les mêmes principes conduisaient en l'espèce à décider que, l'exercice du droit de retour étant subordonné à la seule cause d'ouverture de la succession que connaisse aujourd'hui notre droit : le décès du donataire, la libéralité, en dépit de la condamnation, figurait dans le patrimoine au même titre que tout autre bien et se trouvait dès lors comprise dans le transfert de ce patrimoine à l'Etat.

Le pourvoi entendait enfin opposer aux prétentions de l'administration des Domaines la clause d'inaliénabilité insérée accessoirement dans l'acte de donation. La Cour d'appel et la Cour de cassation n'ont pas eu de peine à écarter ce moyen. On ne voit guère en quoi une telle interdiction aurait pu être considérée comme de nature à mettre obstacle à la confiscation. Son application n'apparaissait en rien inconciliable avec la mainmise de cette administration sur les biens. Sans doute, comme l'affirme à juste titre la Chambre civile, l'Etat était-il tenu en sa qualité d'ayant cause de respecter cette indisponibilité temporaire. Mais un tel état de chose qui n'empêchait pas le transfert de propriété, ne contrevenait à aucune disposition impérative des textes en matière de confiscation car si l'article 39 du Code pénal fait une obligation au service des Domaines de procéder à la vente des biens, il ne lui impose pas de le faire immédiatement et pas davantage les principes du droit administratif ne lui interdisent-ils de conserver, dans l'attente d'une aliénation, des biens provisoirement immobilisés.

3. Non cumul des peines et condamnation avec sursis.

En cas de révocation du sursis, la condamnation qui aura entraîné la déchéance de cette faveur doit, on le sait, aux termes formels de la loi du 26 mars 1891 (art. 1^{er}), être subie sans préjudice de la peine antérieure dont l'exécution avait été suspendue et qui doit alors être ramenée préalablement à effet. Mais cette solution suppose que le fait qui a motivé la nouvelle condamnation était postérieur à la condamnation initiale et la jurisprudence exige même que cette condamnation fût déjà devenue définitive au moment où il était commis (v. notre chron., cette *Revue*, 1954, p. 535).

De la sorte, les dispositions de l'article 1^{er} n'ont plus à intervenir dès l'instant que les deux infractions successives se seraient produites avant que le délinquant ait été admis pour l'une d'elles au bénéfice de la loi Béranger. Peu importe alors que ces infractions aient fait l'objet de condamnations successives. Seul est alors en cause le principe du non-cumul auquel notre texte n'a apporté aucune dérogation (Cass. crim., 23 déc. 1925, S., 1927.1.193, n. J.-A. Roux). Toutefois, l'application de cette règle suscite en la matière des difficultés particulières qui se trouvent évoquées par un arrêt de la Cour de Dijon du 22 octobre 1954 (*J.C.P.*, 1955.8545, note Merle ; D., 1955.259, note P. A.).

Un individu avait été, le 10 février 1954, condamné par le Tribunal correctionnel de Vitry-le-François à six mois de prison avec sursis. Le 23 septembre 1954, il était à nouveau condamné, par la Cour de Dijon, pour des faits antérieurs à la première condamnation, à trois mois d'emprisonnement, cette fois sans sursis et les magistrats ordonnaient la confusion des peines.

Que pour cette dernière condamnation la Cour ait pu valablement s'abstenir de prononcer le sursis, cela ne faisait aucun doute. La Cour de cassation avait, au lende-

main de la loi de 1891, formellement écarté dans un cas semblable, la prétention émise par un condamné qui soutenait que la dispense d'exécution initialement accordée devait s'étendre de plein droit à la peine de même nature ultérieurement infligée (Cass. crim., 20 avril 1893, D., 1894.1.144). C'est qu'en effet, comme l'observe cet arrêt, le principe du non-cumul n'a pas pour résultat d'anéantir l'une des deux peines en présence, chacune d'elles, au contraire, subsistant dans son individualité et ses modalités propres. Il en est ainsi tout spécialement du sursis qui est une faveur accordée en considération des circonstances de chaque espèce et que le juge doit toujours rester maître d'accorder ou de refuser.

Seulement, la Cour de Dijon ne précisait pas comment dans ces conditions devrait être opérée la confusion des peines qu'elle prescrivait. C'est pourquoi le condamné l'avait saisie par la suite d'une demande d'interprétation sur laquelle statue le présent arrêt.

Il s'agissait avant tout de déterminer quelle était la plus forte des peines concurrentes. Devait-on tenir compte de la dispense d'exécution qui affectait la première condamnation pour attribuer ce caractère de plus grande sévérité à la peine ultérieure de trois mois ferme bien qu'elle fût la plus courte ? — La négative s'imposait. La Cour décide à juste titre que pour apprécier la gravité respective de deux peines de même nature et degré, c'est à leur durée respective qu'il convient exclusivement de s'attacher. Mais pour le surplus son arrêt laissait au ministère public le soin de tirer les conséquences de cette solution.

Or ici se présentait une nouvelle difficulté que de la sorte les magistrats laissaient en suspens. Ne fallait-il pas considérer que la peine la plus sévère qui se trouvait seule retenue n'étant pas susceptible d'être ramenée à effet, le condamné devait bénéficier d'un élargissement immédiat ? La solution à adopter n'aurait fait aucun doute au cas où la Cour se serait bornée à infliger la nouvelle peine sans prononcer la confusion. Cette peine ferme devait être subie. C'est là encore une conséquence de l'idée que la règle de l'article 361 du Code d'instruction criminelle ne comporte nullement l'absorption pure et simple de la peine la moins sévère dans la plus grave qui serait seule réputée encourue. En réalité, cette disposition n'intéresse que l'exécution du châtement, son seul objet est de tracer une limite de durée à l'application effective des deux peines qui pour le surplus conservent leur autonomie.

C'est pourquoi, lorsque la peine la plus longue disparaît par suite de l'anéantissement ultérieur de la condamnation, la peine moins sévère peut et doit être purgée. C'est ce qu'a décidé notamment la jurisprudence pour le cas où la condamnation la plus grave aurait été cassée (Cass. crim., 13 juill. 1888, S., 1890.1.141). Il en doit être de même en présence de la dispense d'exécution résultant du sursis.

Mais s'il en est ainsi, une complication éventuelle est à prévoir. Cette dispense n'est que conditionnelle. En cas de révocation du sursis la condamnation jusque-là suspendue devra désormais en principe être ramenée à effet. C'est alors qu'interviendra la règle du non-cumul : on sait que, d'après la jurisprudence, lorsque le juge n'a pas prononcé la confusion, cette règle n'empêche pas l'exécution successive des deux condamnations, si leur total n'excède pas le maximum de la peine encourue par la plus grave des deux infractions concurrentes. Mais dans le cas contraire ce maximum est une limite infranchissable (Cass., 10 mars 1874, *Bull. crim.*, n° 94 ; 13 fév. 1880, S., 1881.1.233 ; 29 déc. 1922, S. *Somm.*, 1923.1.15). Pour la respecter, il faudra donc nécessairement, en présence d'une révocation du sursis, imputer sur la peine à subir la durée de la peine ferme déjà effectivement purgée, l'exécution ne portant que sur le complément.

Mais les tribunaux ont toujours le pouvoir d'ordonner la confusion des peines ; cette faculté leur est reconnue encore que le maximum de la peine la plus forte ne soit pas atteint (Cass. crim., 2 juin 1893, S., 1894.1.157) et alors même que cette peine aurait été assortie du sursis (v. Cass. crim., 23 déc. 1925, *précité*, S., 1927.1.193). C'est de cette faculté qu'avait usé la Cour de Dijon. Devait-on en déduire que dans ces conditions, la peine la plus faible cessait d'être exécutoire ? C'est ce qu'affirme un des commentaires de notre arrêt (v. la note de M. Merle, *J.C.P.*, *loc. cit.*) : parce que le juge aurait de la sorte manifesté sa volonté de dispenser le condamné de cette exécution. Il y aurait là un moyen indirect d'étendre à la deuxième infraction le bénéfice du sursis. Une telle manière de voir nous paraît discutable (v. la note signée P. A., D., *loc. cit.*). Il semble plutôt qu'en pareil cas le résultat de la confusion prononcée est de limiter la durée du châtement commun aux infractions concurrentes à celle de l'emprisonnement prévu par la première condamnation, au lieu d'additionner les deux peines

comme les magistrats auraient pu le faire puisque le montant total restait en deça du maximum le plus élevé. Admettre, en outre, que la confusion comporterait dispense implicite d'exécution pour la peine la plus faible paraît contraire à l'esprit, sinon même à la lettre de la loi de 1891 qui a entendu faire du sursis une faveur accordée par décision expresse et motivée, précédée d'un avertissement oral du président. On n'aperçoit guère, d'ailleurs, quelle raison plausible aurait un tribunal, s'il estime le sursis opportun, de recourir à un tel procédé détourné puisqu'il lui était loisible de le prononcer ouvertement.

4. Délit amnistié comme cause de divorce.

On sait qu'à la différence des condamnations criminelles qui, lorsque du moins elles portent une peine afflictive et infamante, constituent aux termes de l'article 231 du Code civil, une cause péremptoire de divorce, les condamnations correctionnelles ne sont pas visées expressément par la loi comme entraînant rupture du lien conjugal. Toutefois, estime la jurisprudence, les délits qui auraient motivé une condamnation de cet ordre peuvent, le cas échéant, être retenus en tant qu'injure grave, à la condition d'être de telle nature qu'ils atteignent dans sa considération le conjoint innocent, circonstance qui relève de l'appréciation souveraine des juges du fait. C'est là une solution qui, déjà admise par certains arrêts sous le régime du Code pénal en matière de séparation de corps, est en tout cas constante depuis la réforme de 1884 (v., en particulier, pour le cas d'escroquerie traité comme injure grave, l'arrêt de Paris, 4 déc. 1899, S., 1900.II.77, tandis que la Cour de Nancy, le 11 mars 1947, S., 1947.II.144, décidait que le conjoint demandeur ne pouvait invoquer une atteinte à son honneur résultant des pratiques abortives dont l'autre conjoint s'était rendu coupable, alors que lui-même s'était trouvé condamné de son côté, quoiqu'à des peines moins sévères pour des manœuvres semblables).

Dans l'espèce où est intervenu l'arrêt de la Cour de cassation (Ch. civ.) du 11 juin 1954 (*Bull. civ.*, n° 208), la Cour d'appel avait pour prononcer le divorce fait état d'un délit d'outrage public à la pudeur commis par le mari. Que ce fait revêtît un caractère gravement injurieux pour la femme, cela ne pouvait prêter à aucun doute. Seulement il se trouvait que le délit était couvert par une amnistie et le pourvoi soutenait, qu'en conséquence, il ne pouvait être légalement retenu comme cause du divorce. Mais la Cour d'appel avait pris soin de préciser qu'en pareil cas c'est moins la condamnation pénale que le fait qui l'a motivée qui produit l'indignité et que, dès lors, l'atteinte directe portée à l'honneur de l'épouse n'avait pas disparu par l'effet de l'amnistie. En statuant ainsi, déclare la Cour de cassation, l'arrêt attaqué n'avait fait qu'une correcte application de la loi.

Cette solution est conforme à l'opinion exprimée par la généralité des auteurs (v. Rouast, coll. Planiol et Ripert, t. II, *La famille*, 2^e éd., n° 504 ; Vidal et Magnol *Dr. crim.*, n° 597-5, note 2). Elle répond à l'idée que l'amnistie, tout en dépouillant le fait délictueux de son caractère d'infraction, le laisse subsister en lui-même, avec les conséquences qu'il comporte à tous autres points de vue et dont les intéressés restent admis à se prévaloir. Cette mesure d'apaisement en effet, s'analyse comme une renonciation au droit de punir, elle n'a d'effet qu'entre le bénéficiaire et les détenteurs de ce pouvoir, elle n'affecte en rien les particuliers étrangers à ce rapport. C'est ce qu'exprime la règle fondamentale de la réserve du droit des tiers : elle concerne principalement sans doute l'action en indemnité de la victime, mais s'étend encore à toutes les actions dont la recevabilité ne suppose pas le caractère pénalement répréhensible du fait : tel est le cas d'une demande en divorce qui se borne à invoquer le délit comme une injure grave envers l'époux requérant.

La Cour de cassation avait eu déjà l'occasion, d'ailleurs, de se prononcer dans un sens analogue pour l'adultère envisagé comme cause de divorce ; elle a admis également que l'amnistie ne s'opposait pas à ce que cette violation de la foi conjugale soit retenue par les tribunaux (Req., 14 mai 1923, D., 1924.1.76 ; 27 juin 1932, *Rec. Gaz. Pal.*, 1932.II.597). Lorsque le Code en effet a érigé l'adultère en cause péremptoire de divorce, il est bien certain qu'il a pris en considération son caractère de manquement grave à l'obligation de fidélité entre époux et point du tout la flétrissure attachée à une condamnation pénale. A telle enseigne qu'il n'est nullement indispensable que ce fait ait été sanctionné par la justice répressive, pourvu que son existence soit établie, la sentence pénale n'étant qu'un des moyens de le prouver.

II. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris.

1. Prolongation illégale de l'exercice de l'autorité.

Un conseil municipal, en raison de certaines irrégularités dans les élections, irrégularités dont le Conseil de préfecture était saisi, avait décidé de surseoir à l'élection d'un nouveau maire.

Le maire sortant avait continué à exercer ses fonctions au mépris de l'article 81, al. 3, de la loi du 5 avril 1884 aux termes duquel, en cas de renouvellement intégral du conseil municipal, « les fonctions de maire et d'adjoints sont, à partir de l'élection du nouveau conseil jusqu'à l'élection du maire, exercées par les conseillers municipaux dans l'ordre du tableau ».

Ce maire tombait-il sous le coup de l'article 197 du Code pénal qui punit d'emprisonnement, d'amende et d'interdiction temporaire de toute fonction publique « tout fonctionnaire public... électif ou temporaire... qui aura exercé ses fonctions... après avoir été remplacé » ?

La Chambre criminelle (2 déc. 1954, *B. cr.*, n° 368) a jugé qu'il y tombait. Et son arrêt, tout sévère qu'il soit pour un pauvre maire qui peut-être n'avait jamais lu l'article 81, al. 3, de la loi de 1884, nous paraît difficilement critiquable.

La loi ne distingue pas suivant que le remplacement a sa source dans la volonté des électeurs, comme c'est le cas général, ou dans la volonté de la loi, comme c'est ici le cas. Elle ne distingue pas davantage suivant que le remplacement a un caractère définitif ou un caractère provisoire. Et, quand on se reporte aux travaux préparatoires de la loi de 1884, on voit que le législateur, soucieux d'éviter les froissements et les conflits, avait de bonnes raisons de ne pas laisser, même passagèrement, l'autorité aux mains d'un maire qui risquait d'être en complète opposition de vues avec le conseil municipal (v. sur ce point : S., *Lois annotées de 1884*, p. 571, col. 2).

2. La condition de violence en matière de rébellion.

Les tribunaux de M^e Van Overschelde, huissier à Lille, continuent d'alimenter la jurisprudence en matière de rébellion.

Une fois qu'il devait procéder à une expulsion de fermiers, il s'était heurté à un bloc d'opposants qui l'avaient empêché d'entrer dans la cour de la ferme. Les fermiers qui avaient dressé devant lui ce barrage humain ont été poursuivis pour rébellion. Ils ont en vain fait valoir pour leur défense qu'ils s'étaient abstenus de toute violence. Le Tribunal correctionnel de Lille (25 mars 1946, avec nos observ. dans cette *Revue*, 1946, p. 436) les a condamnés.

Une autre fois, il avait un locataire à expulser. Le locataire, après s'être d'abord opposé à son entrée dans l'appartement, l'avait fait prisonnier en fermant la porte au verrou. Le Tribunal de Lille (12 fév. 1948, avec nos observ. dans cette *Revue*, 1948, p. 530) a vu là encore rébellion.

Et voici qu'il lui est arrivé une troisième mésaventure. Il était venu, assisté d'un commissaire de police et d'un serrurier, mettre à exécution un arrêt d'expulsion. Il avait pénétré dans la maison après que le serrurier avait ouvert la porte donnant sur la rue ; mais, en arrivant au palier du premier étage, il s'était buté à la résistance du locataire qui se refusait à vider les lieux sous le vain prétexte d'un pourvoi en cassation

par lui formé contre l'arrêt d'expulsion : appuyant épaule contre épaule et s'arc-boutant sur sa canne, le locataire récalcitrant l'avait par la force empêché de passer.

Une nouvelle fois se trouvait posée la question de savoir si une résistance de cette sorte constitue la « résistance avec violence et voies de fait » prévue par l'article 209 du Code pénal. Le Tribunal de Lille (15 fév. 1955, D., 55.248), comme il était à prévoir, l'a tranchée par l'affirmative.

Ainsi se trouve consolidée une jurisprudence dont nous avons nous-même souligné le caractère prétorien (dans cette *Revue*, 1946, p. 236), mais qui pratiquement s'impose.

3. Confiscation de l'automobile utilisée par l'auteur d'un délit de chasse.

Un chasseur s'était rendu en automobile en un lieu où il avait commis un délit de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. Le tribunal qui l'avait condamné avait ordonné la confiscation de l'automobile. Sur appel, la Cour d'Orléans avait écarté la confiscation pour la raison que le prévenu n'avait pas utilisé la voiture en vue d'un acte de chasse. La Chambre criminelle (27 déc. 1954, *B. cr.*, n° 434, D., 55.220) a cassé l'arrêt d'Orléans, comme elle avait déjà en pareille occasion cassé un arrêt de la Cour de Nîmes (Cass. crim., 2 mai 1947, *B. cr.*, n° 118).

Placée en face de l'article 16 de la loi de 1844 qui, dans la rédaction nouvelle qu'en a donnée la loi du 1^{er} mai 1924, frappe de confiscation les « automobiles ou autres véhicules utilisés par les délinquants », la Cour d'Orléans avait eu le tort de l'interpréter exclusivement à la lumière de l'article 9 de cette même loi qui, également modifié par celle de 1924, interdit l'automobile comme moyen de chasse et même comme moyen de rabat. Elle n'avait pas pris garde que l'article 14 nouveau permet de porter au double les peines des délits de chasse prévus par les trois articles précédents, c'est-à-dire en particulier du délit de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire visé par l'article 11, n° 2, si le délinquant « a fait usage... d'une automobile ou de tout autre véhicule pour se rendre sur le lieu du délit ou pour s'en éloigner » et que les « automobiles ou autres véhicules utilisés par les délinquants » dont il est question à l'article 16 doivent comprendre aussi bien ceux dont l'article 14 prévoit l'usage pour se rendre sur les lieux que ceux dont l'article 9 interdit l'emploi comme moyen de chasse ou de rabat. La Cour suprême l'a rappelée au respect de la loi. *Dura lex, sed lex !*

Souhaitons avec la doctrine que la jurisprudence ne pousse pas au delà des justes limites cette combinaison sévère de l'article 14 et de l'article 16 et que la confiscation ordonnée par l'article 16 comme les peines aggravées de l'article 14 n'entrent en jeu qu'au cas où l'automobiliste se sera servi de sa voiture pour se rendre jusqu'au lieu même du délit et non pas seulement jusqu'au village d'où il aura gagné à pied le terrain de chasse (v. sur ce point : G. Gabolde, *Encycl. Dalloz, Dr. crim.*, V° *Chasse-Louveterie*, n° 386).

4. Chasse sur un chemin public traversant une forêt.

Un individu avait été surpris en attitude de chasse sur un chemin vicinal traversant une forêt domaniale. Il avait été poursuivi à la requête de l'Administration forestière. La Cour de Douai avait jugé la poursuite irrecevable.

La Chambre criminelle (18 nov. 1954, D., 55.26) a cassé l'arrêt de Douai et s'est par là ralliée à l'opinion, couramment reçue en doctrine, que l'exercice du droit de chasse sur les routes qui traversent une forêt n'appartient qu'au propriétaire de la forêt ou aux fermiers de chasse (v. sur cette doctrine : G. Gabolde, *loc. cit.*, n° 126).

C'est une opinion, qui, du point de vue pratique, se justifie aisément. Le propriétaire de la forêt ou les fermiers de chasse verraient leurs droits singulièrement compromis si le premier venu, à la seule condition d'être porteur d'un permis de chasse, était admis à chasser sur les chemins publics traversant la forêt.

Cette opinion est cependant difficile à concilier avec cette autre idée, volontiers acceptée par les juges, qu'en règle générale une personne munie d'un permis ne commet pas un délit de chasse en faisant acte de chasse sur un chemin public traversant une propriété privée où elle n'a pas le droit de chasse (v. à ce sujet : G. Gabolde, *loc. cit.*, n° 125).

III. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris.

1. Omission de porter secours.

L'omission de porter secours a soulevé une série de problèmes touchant l'origine, le caractère et l'existence même du péril d'où dérive l'obligation d'assistance.

I. — Au cours d'une scène de beuverie, un neveu, dans un accès de colère, avait porté un coup de couteau à la tête de son oncle. Après quoi il l'avait aidé à se déshabiller et à se coucher. Au cours de la nuit, l'oncle, resté seul, était décédé d'une hémorragie. Et le neveu avait été, par ordonnance du juge d'instruction, inculpé à la fois de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner et d'abstention délictueuse.

La Chambre des mises en accusation de la Cour de Douai (30 sept. 1954, D., 55.55, avec la note de M. Pageaud) a jugé que cette dernière inculpation était de trop : « attendu a-t-elle dit, qu'il n'apparaît pas que l'inculpabilité (traduisons : l'inculpation) d'abstention délictueuse soit compatible avec un fait volontaire de violences antérieur ou concomitant imputable au même auteur ; que sans doute, l'article 63 ne vise pas expressément l'abstention par un individu distinct de celui ayant mis en péril l'existence ou la santé de la victime, mais qu'il semble bien que le législateur a entendu sanctionner soit l'abstention d'un tiers soit celle de l'auteur involontaire du danger dans lequel se trouve la personne en péril, et non celle de l'auteur ayant précisément provoqué le danger de façon délibérée et volontaire ».

Les considérants de l'arrêt trahissent l'embarras de la Cour et cet embarras se comprend. Si l'on met l'obligation d'assistance à la charge de celui qui a voulu simplement blesser, pourquoi ne l'imposera-t-on pas aussi bien à celui qui a voulu tuer et n'a réussi qu'à blesser ? Verra-t-on un individu poursuivi à la fois pour tentative d'assassinat et omission de porter secours, comme si le refus d'assistance n'était pas inclus dans la volonté d'assassiner, comme si la faute d'omission ne s'absorbait pas dans la faute de commission plus grave ? Et, à supposer qu'il y ait là infractions distinctes, à quoi servira cette double incrimination alors qu'en cas de concours d'infractions, la peine la plus forte doit seule être prononcée ?

A la réflexion, l'on en vient cependant, avec M. Pageaud, à douter du bien-fondé de la distinction faite par la Cour entre le cas de blessures volontaires et celui de blessures par imprudence. S'il est vrai, et c'est un point sur lequel aujourd'hui tout le monde est à peu près d'accord, qu'il n'y a pas à s'inquiéter de l'origine du péril, pourquoi cette immunité en faveur de celui qui a blessé volontairement ? Dans le cas de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, la poursuite pour omission de porter secours se comprend d'autant mieux qu'on est en face d'un crime hybride, en partie volontaire, en partie involontaire, et c'est le résultat involontaire qu'il s'agit d'empêcher, comme dans le cas de blessures par imprudence.

Il n'est au surplus pas démontré que l'inculpation subsidiaire d'omission de porter secours n'aura jamais d'utilité. Son utilité apparaîtra si la poursuite intentée du chef de blessures volontaires échoue. Elle pourra même apparaître dans l'hypothèse où cette poursuite serait couronnée de succès, étant donné que la peine aujourd'hui édictée par l'article 63 du Code pénal dépasse en gravité celle qu'établit en matière de blessures volontaires l'article 311, al. 1^{er}, pour le cas où la blessure n'a entraîné ni la mort, ni une infirmité permanente, ni même une maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours.

II. — Une autre question, qui se rapporte, non plus à l'origine, mais au caractère du péril, a été portée jusque devant la Cour de cassation.

A la Guadeloupe, une grève avait éclaté dans un hôpital psychiatrique. L'infirmier-chef qui avait participé au mouvement de grève a été poursuivi pour défaut de secours aux malades. La Cour d'appel de Basse-Terre l'a relaxé. Le Procureur général près la Cour d'appel s'est pourvu en cassation, alléguant que, « l'internement des aliénés ayant pour objet d'obvier aux dangers que ceux-ci courent et font courir aux tiers », cette catégorie de malades se trouvait par là-même, de manière permanente, *présumée* en état de péril au sens de l'article 63 du Code pénal.

La Chambre criminelle, au rapport de M. le Conseiller Patin, a rejeté le pourvoi (13 janv. 1955, J.C.P., 55.II.8560, avec la note de M. Pageaud) : « attendu, a-t-elle dit, que la loi n'admet pas de présomption de cette nature et qu'elle dispose au contraire de manière uniforme à l'égard de tous les citoyens, en ne leur faisant, à peine de sanctions pénales, obligation de porter secours que dans le seul cas d'un péril imminent et constant et nécessitant une intervention immédiate ».

Ce n'était pas le cas en l'espèce. Il n'était pas établi que les malades étaient dans un état physique inquiétant. Et un service de sécurité avait été assuré.

III. — Cet arrêt a été suivi d'un autre arrêt, encore plus digne d'attention et qui a toute la valeur d'un arrêt de principe.

Un automobiliste, quoique sachant qu'un accident, dont il n'était pas l'auteur, venait de se produire, qu'une personne avait été renversée et qu'elle était vraisemblablement atteinte de graves blessures, avait continué son chemin sans s'inquiéter de la victime. Son indifférence avait fait scandale. Et la Cour de Toulouse, tout en reconnaissant que la victime avait dû trouver dans l'accident une mort immédiate, avait déclaré l'automobiliste coupable d'abstention délictueuse par le motif que, le sort du blessé n'étant pas connu de lui, il aurait dû s'arrêter pour s'assurer pour le moins de l'état de la victime et lui porter secours si elle était encore vivante.

La Chambre criminelle, au rapport de M. le Conseiller Patin encore (1^{er} fév. 1955, D.P., 55.384 ; J.C.P., 55.II.8582, avec la note de M. Pageaud ; *Gaz. Pal.*, 2-5 avril 1955), a cassé l'arrêt de Toulouse : « attendu que, quelque immorale qu'ait pu être la conduite de l'automobiliste, elle échappait aux prévisions de la loi par le fait même que la victime, même à son insu, étant morte sur le coup, aucune personne ne se trouvait en péril ».

C'est l'opinion que, dans cette *Revue*, nous avons toujours défendue, aussi bien en approuvant un jugement de Poitiers qui était venu la consacrer (1950, p. 413) qu'en critiquant un jugement de Belley qui avait cru pouvoir la rejeter (1954, p. 130).

Qu'il soit donc désormais entendu qu'il n'est pas permis d'assimiler au péril réel le péril putatif.

2. La qualité d'ascendant en matière d'attentat à la pudeur sans violence.

Un pourvoi en cassation a été formé contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour de Nîmes attribuant, au regard de l'article 331, al. 2, du Code pénal, la qualité d'ascendant à un individu qui avait entretenu des relations sexuelles avec une mineure non mariée qui était la fille naturelle reconnue de sa fille légitime (v. sur cet arrêt, nos observ. *supra*, p. 82). La Chambre criminelle, comme il était à prévoir, l'a rejeté (20 janv. 1955, J.C.P., 55.II.8579).

3. Non-représentation d'enfant.

I. — La Chambre criminelle ne se relâche pas de sa sévérité vis-à-vis de la mère qui, investie du droit de garde, n'use pas de toute son autorité pour contraindre ses enfants à s'acquiescer des obligations que leur impose le droit de visite conféré par décision de justice à leur père.

L'arrêt de rejet qu'elle vient de rendre au rapport de M. le Conseiller Patin (27 déc. 1954, B. cr., n° 436) suit fidèlement la voie tracée par l'arrêt de cassation du 12 mai 1954 signalé par nous dans cette *Revue* et auquel il convient aujourd'hui de joindre une importante note de M. le doyen Bouzat (D., 55.229). La mère ne peut pas, pour sa défense, exciper de l'horreur qu'éprouve l'enfant pour son père si, comme il arrive trop souvent, c'est elle-même qui lui a inspiré cette horreur.

II. — Mais, si ces décisions de la Cour suprême, en dépit de leur sévérité, méritent approbation, un jugement par ailleurs rendu par le Tribunal correctionnel de la Seine

(4 déc. 1954, *Gaz. Pal.*, 12-15 mars 1955, D., 55.375, *J.C.P.*, 55.II.8635), paraît prêter plus facilement à la critique.

Deux époux vivaient séparés à Montreuil-sous-Bois. La mère avait la garde des enfants nés du mariage, le père, le droit de leur rendre visite deux fois par mois de 14 à 18 heures. La mère, qui était professeur, se fit, pour se rapprocher de sa famille, nommer à Montigny-lès-Metz. Elle ne se refusait pas à laisser le père visiter là-bas ses enfants. Mais il n'avait pas le moyen de faire deux fois par mois un si long voyage. Il a porté plainte pour non-représentation d'enfant. Et la mère, poursuivie à sa requête, a été condamnée par le Tribunal correctionnel de la Seine : attendu, a dit le tribunal, que « c'est à l'époux gardien, lorsqu'il crée une nouvelle situation de fait, régulière sans doute mais incompatible avec le droit de visite tel qu'il a été réglementé, qu'il appartient de solliciter une intervention judiciaire pour permettre à l'autre conjoint d'user de ce droit dans des conditions satisfaisantes adaptées à la nouvelle situation ».

Comme le remarque l'annotateur de la *Gazette du Palais*, le Tribunal correctionnel de Versailles (5 juin 1950, *Rec. Gaz. Pal.*, 1950.2.234) avait, dans une affaire analogue, témoigné de plus d'indulgence. Il avait relaxé une femme qui, tombée en chômage, avait quitté sa résidence de Chatou et emmené ses enfants en Suède où elle avait trouvé une situation.

Et, si l'on comprend que la mère ait le devoir d'avertir le père de son changement de résidence, on comprend moins bien qu'elle ait celui d'alerter le juge pour lui demander d'adapter à la situation nouvelle sa décision originaires. N'est-ce pas au père qu'il convient de laisser ce soin s'il est vrai que l'action en justice appartient à celui qui a intérêt à l'exercer ?

4. La condition d'irrévocabilité en matière de faux témoignage.

C'est un principe solidement établi en jurisprudence qu'une déposition fautive n'est punissable que lorsqu'elle a pris un caractère irrévocable (v. à ce sujet : Zousmann, *Encyclop. Dalloz, Dr. crim.*, V° *Faux témoignage*, n° 22). Il a pour complément une autre règle qui lui sert de correctif : si les soupçons élevés sur la sincérité de la déposition d'un témoin entraînent sursis à statuer, le faux témoignage, est dès lors consommé et le faux témoin ne peut plus échapper par une rétractation à l'application de la peine encourue (v. sur ce point, en particulier : Cass. crim., 29 nov. 1873, avec le rapport de M. le Conseiller Réquier, S., 74.1.93 ; 22 sept. 1887, *B. cr.*, n° 343 ; ainsi que nos observ. dans cette *Revue*, 1938, p. 713 ; 1951, p. 670, et celles de M. le Conseiller Damour, *La répression du faux témoignage*, supra, p. 15 et s.).

C'est de cette règle bien connue que la Chambre criminelle (23 déc. 1954, *B. cr.*, n° 430) vient de faire une nouvelle fois application.

Un individu traduit pour violences légères devant un tribunal de simple police avait soudoyé un témoin qui avait, sous serment, fait en sa faveur une déposition mensongère. Le tribunal, flairant le mensonge, avait sursis à statuer. Une instruction avait été ouverte au sujet du faux témoignage et le faux témoin, au cours de cette instruction, s'était rétracté.

Poursuivi comme complice du faux témoin en un temps où la loi du 28 juillet 1949, modifiant l'article 365 du Code pénal, n'avait pas encore érigé la subornation en délit distinct, le suborneur excipait de cette rétractation pour échapper au châtiement. Les juges du fait et, à leur suite, la Cour de cassation, ont repoussé ce moyen de défense, « le sursis à statuer prononcé par le tribunal de simple police, alors que l'instruction à l'audience était achevée, ayant eu nécessairement pour effet de clore le débat à l'égard du témoin et de rendre sa déposition définitive ».

5. Violation du secret professionnel imputée à tort à la police.

Il n'est guère de théorie plus difficile à construire que celle du secret professionnel. Un arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris (4 juin 1954, *J.C.P.*, 55.II.8471, avec une note approfondie de M. Chavanne) nous en apporte une nouvelle preuve.

Le commissariat de police d'Orly ayant refusé à un chef steward de la Compagnie Air-France la carte professionnelle d'accès aux aéroports, la Compagnie avait licencié l'employé ainsi frappé de suspicion. Le chef steward avait regimbé. La Compagnie, pour se justifier, avait demandé au commissariat les raisons de la mesure prise vis-à-vis

de lui. Le commissariat lui avait en réponse fait savoir que le chef steward, affecté à la ligne d'Indochine et chargé comme tel de faire appliquer des consignes très strictes au sujet des infractions à la législation des changes et à la législation douanière qui pouvaient être commises sur cette ligne, avait été l'objet d'un mandat d'amener pour infraction à la législation des changes et n'avait échappé que par une transaction à la condamnation par lui encourue. Sur quoi la Compagnie avait maintenu le licenciement et le chef steward porté plainte contre le policier responsable de ce qu'il considérait comme une violation du secret professionnel.

La Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris a refusé d'entrer dans ses vues. Elle a estimé que la direction d'Air-France « était en droit de connaître des faits qui se trouvaient dans un rapport direct avec l'accomplissement des fonctions d'un de ses employés, non seulement à raison des dispositions du statut du personnel qui sanctionnent les manquements graves commis dans le service ou à l'occasion du service mais encore en considération de la responsabilité qu'elle est susceptible d'encourir en sa qualité de commettant » et que « dans ces conditions il entrait dans les attributions du commissariat spécial chargé de collaborer avec la Compagnie Air-France de l'informer des motifs de la sanction administrative prise aux dépens de cet employé ».

Comme l'a très bien fait ressortir Garçon (*C. pén. annoté*, sous l'art. 378, n° 8 et 9), ce serait folie de vouloir soumettre aux mêmes règles tous les secrets professionnels, si différents les uns des autres. Et il n'est pas de matière où il faille se garder davantage des strictes déductions logiques pour, avant tout, s'inspirer des nécessités pratiques et du bon sens. S'il est des secrets absolus, comme le secret de la confession, il en est d'autres de relatifs : celui de la police est du nombre. Il serait ridicule de l'obliger à laisser dans l'ignorance ceux qu'elle a spécialement mission d'éclairer.

IV. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES BIENS

par Pierre BOUZAT

*Doyen de la Faculté de droit de Rennes,
Secrétaire général de l'Association Internationale de droit pénal.*

1. Vol. Remise non-volontaire de la chose.

La soustraction frauduleuse, qui est un des éléments constitutifs du vol, n'existe que lorsque la chose a été appréhendée contre le gré du propriétaire (v. Crim., 24 nov. 1927, *Rec. Sir.*, 1929.1.160). Aussi n'y a-t-il pas soustraction frauduleuse lorsque la chose a été remise, soit volontairement (Crim., 24 nov. 1927, précité), soit par erreur (Crim., 22 janv. 1948, S., 1949.1.149) par le propriétaire à un individu qui la retient ensuite frauduleusement.

Mais la remise n'est pas volontaire lorsqu'elle est faite par une personne qui n'est qu'un instrument passif à l'aide duquel la personne qui a reçu la chose l'a, en réalité, appréhendée frauduleusement.

Il en est ainsi en particulier dans le cas de remise faite par des enfants dépourvus de raison suffisante (v. Crim., 31 août 1899, S., 1901.1.478; Cour Caen, 25 fév. 1914, S., 1915.II.55).

Un arrêt de la Chambre criminelle du 10 février 1954 (S., 1955.1.44) applique ces règles au cas où un tiers a été induit en erreur par les déclarations mêmes de celui qui, pour se faire remettre la chose, prétendait faussement y avoir droit. Comme le dit justement la Cour de cassation « il est impossible d'assimiler à une remise volontaire la remise faite par une personne sciemment induite en erreur par celui-là même qui a reçu la chose ».

2. Escroquerie non constituée par de simples mensonges.

Un courtier, pour vendre du vin, avait employé des manœuvres déloyales du genre de celles qu'emploie, souvent hélas ! ses collègues ; manœuvres qui — nous ne nous lasserons pas de le répéter — font tant de tort parfois au négoce français.

Il avait utilisé une ruse classique : il avait précisé, au moment de la signature du bon de commande que le prix du vin serait de 198 francs le litre, mais au reçu de la facture les acheteurs s'étaient aperçus que le prix était stipulé non pour un litre mais pour une bouteille de 75 centilitres.

Le courtier confronté avec les divers plaignants maintint leur avoir dit que le prix était de 198 francs la bouteille, et non le litre. Mais il se trouva contredit par la majorité des plaignants qui affirmèrent avoir bien compris que le prix était stipulé au litre. Comme le relève le jugement du Tribunal correctionnel d'Issoire du 10 décembre 1954 (*Rec. de dr. pén.*, 1955, p. 99), rendu dans cette affaire, il était très probable que les plaignants avaient été trompés par des réticences ou des omissions du courtier, etc., d'autant plus facilement qu'il était d'usage pour eux de considérer que le prix était un prix au litre.

Le courtier d'ailleurs avait pris ses précautions, car le bon de commande remis précisait bien en toutes lettres que l'unité de mesure et le prix étaient fixés à concurrence de la bouteille de 75 centilitres. Les acheteurs avaient eu le tort de ne pas vérifier le bon de commande probablement signé rapidement au cours d'une dégustation du vin que le courtier avait su rendre euphorique. Procédé que certains jugeront peut-être simple astuce commerciale, mais que nous estimons pour notre part très malhonnête.

Le courtier avait été poursuivi pour escroquerie, mais le Tribunal d'Issoire a été arrêté par la jurisprudence classique en la matière qui exige un fait extérieur au mensonge écrit ou oral pour retenir l'infraction d'escroquerie (Crim., 8 juill. 1922, D.P., 1922.1.191; 31 janv. 1935, D.H., 1935, p. 167).

« En effet, dit le tribunal, de tous ces éléments il résulte bien qu'un ensemble de procédés déloyaux aient été utilisés pour parvenir à la vente, mais ces procédés s'analysent uniquement en des affirmations, des promesses ou des réticences destinées à tromper dans une certaine mesure le contractant qui achetait à raison de 268 francs le litre un vin payé 85 francs... Or le mensonge écrit ou oral ne peut être punissable en matière d'escroquerie que s'il est accompagné d'un fait extérieur destiné à lui donner crédit ».

On ne peut qu'approuver le Tribunal d'Issoire qui s'est conformé à la jurisprudence classique, mais on regrettera quand même qu'il ne soit pas possible de punir sévèrement des agissements qui font un tort si considérable à notre commerce français.

Espérons qu'en l'espèce le courtier a pu être puni pour pratique de prix illicites (art. 18 de la loi du 24 déc. 1934; art. 286 du Code des vins).

3. Abus de confiance. Contrat violé.

Nous avons exposé bien des fois dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1949, p. 748; 1952, p. 262; 1953, p. 313, 500, 671), que pour qu'il y ait abus de confiance, il ne suffisait pas que les objets détournés aient été remis à un titre quelconque dans un but déterminé : il fallait de plus que cette remise ait été faite en exécution d'un des contrats limitativement énumérés par l'article 408 du Code pénal.

Une jurisprudence bien établie décide également qu'une rétention plus ou moins prolongée ne constitue le délit de confiance qu'autant que son auteur a agi avec une intention frauduleuse (Crim., 18 fév. 1937, D.H., 1937.189; 1^{er} mars 1940, D.H., 1940.169). De plus, le retard à restituer ou à représenter la chose confiée, même si l'agent a été mis en demeure, ne constitue pas le détournement (Crim., 8 mai 1919, D.P., 1920.1.76; 5 avril 1924, D.H., 1924.352; 20 janv. 1939, D.H., 1939.151; 30 oct. 1941, D.C., 1942.82, note Mimin).

La mise en demeure ne peut d'ailleurs jamais constituer un des éléments de l'abus de confiance ; elle peut servir seulement à établir la mauvaise foi de l'agent (Crim., 27 avril 1922, D.P., 1922.1.208; 21 fév. 1936, D.H., 1936.197).

Faisant application de ces principes, un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 23 décembre 1954 (D., 1955.J.181) décide qu'en l'absence d'un des contrats limitativement énumérés par l'article 408, doit être relaxé des poursuites pour abus de confiance celui qui, interprétant l'expression « laissé provisoirement en sa possession » contenue dans un acte de partage comme voulant dire « sa vie durant », a cru pouvoir conserver divers meubles.

Les juges du fonds examinant les faits ont estimé qu'il y avait eu un simple retard à restitution et non pas détournement.

4. Emission de chèque sans provision, crédit consenti par les banques.

Nous avons déjà bien des fois posé dans cette chronique (v. notamment cette *Revue*, 1952, p. 457; 1953, p. 501) que l'ouverture de crédit par une banque ne peut constituer une provision préalable et disponible que si elle résulte d'une convention formelle, et non pas d'une simple tolérance.

Or un arrêt de la Cour de Nancy du 9 juin 1954 (v. cette chron. dans cette *Revue*, 1954, p. 891) a consacré une solution sensiblement plus indulgente.

Cet arrêt déclarait qu'en l'espèce, si une banque n'avait jamais assuré par un engagement précis un découvert aux prévenus, au moins le directeur de cet établissement tolérerait-il de leur part des découverts pour facilités de caisse contre remboursement rapide. Il décidait ensuite qu'on ne saurait dire avec certitude que les prévenus avaient, au moment de l'émission de leurs chèques, cette « conscience de l'insuffisance de la provision » exigée pour être convaincus de mauvaise foi, la façon de procéder de la banque à leur égard devant les inciter à penser qu'elle se comporterait cette fois comme précédemment ; et il prononça la relaxe.

Un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 17 décembre 1954 (*Gaz. Pal.*, 9-11 mars 1955) vient se ranger à la doctrine de la Cour de Nancy. D'après lui, le délit

d'émission de chèque sans provision n'est pas établi en raison de la bonne foi du prévenu, car « celui-ci pouvait penser que la banque paierait les chèques puisqu'il bénéficiait de sa part d'une ouverture de crédit et que la banque a d'ailleurs continué à payer à vue des chèques émis par lui alors que son compte présentait un solde débiteur ».

Nous continuons à affirmer notre préférence pour la solution sévère de la Cour de cassation. Si l'on veut que le chèque remplisse son rôle de moyen de paiement, il faut être extrêmement strict en la matière et exiger que la provision soit à tout instant réelle. Si l'on entre dans la voie de la tolérance, tous les abus sont possibles.

5. *Jeux et paris. Courses de chevaux. Réception de paris par un intermédiaire et transport des enjeux au P.M.U. moyennant versement de commission.*

Nous avons exposé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1953, p. 318) que les cours d'appel, jugeant en général excessive la sévérité de la Cour de cassation en matière de jeux et de paris, cherchaient par des moyens différents à l'éviter. Nous avons expliqué qu'un arrêt de la Cour de Lyon du 18 avril 1951 avait décidé que, réprimant uniquement les paris clandestins, le décret-loi du 30 octobre 1935, visant à la fois les bookmakers, les joueurs et les tiers, qui, à quelque titre que ce soit, servent d'intermédiaires à ces délinquants, ne saurait être étendu à ceux qui s'adressent aux agences du P.M.U., soit directement, soit par mandataire. Ainsi un joueur aurait pu charger un tiers de porter ses enjeux au pari mutuel et cet intermédiaire, qu'il soit préposé, mandataire bénévole ou salarié, qu'il accomplisse un seul mandat ou plusieurs en même temps, n'aurait pas été punissable, dès lors que les paris étaient officiels et non clandestins.

Mais cette décision a été cassée par un arrêt de la Cour de cassation qui a décidé qu'il résulte des termes de l'article 4 du décret du 30 octobre 1935 (modifiant la loi du 2 juin 1891) que le délit d'exploitation de paris aux courses est caractérisé à l'égard des auteurs principaux par l'offre, la remise ou la réception habituelle des paris, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où les paris sont offerts à tous venants et celui où l'enjeu est remis à l'agent par une personne déterminée pour être par lui porté aux guichets du Pari Mutuel.

Nous avons exposé également (v. cette *Revue*, 1955, p. 89, n° 8) qu'un arrêt de la Cour d'appel de Colmar du 8 janvier 1954 (D., 1954, p. 737) était venu se ranger à la jurisprudence de la Cour de cassation.

Cette jurisprudence paraît maintenant bien assise, car un récent arrêt de la Cour d'appel de Pau du 21 décembre 1954 (D., 1955.J.104) vient décider que : « la circonstance que les paris, remis par les clients d'un bar à un garçon de café, ont été portés au Pari Mutuel Urbain reste sans influence sur la constitution du délit prévu par la loi du 2 juin 1891 modifiée ».

6. *Fraudes et délits dans les ventes. Nécessité d'une intention délictueuse.*

Nous avons déjà exposé dans cette chronique (v. notamment cette *Revue*, 1954, p. 772) qu'une condamnation pour fraude sur la quantité de la marchandise vendue ne peut être prononcée que si une mauvaise foi certaine est établie.

En ce qui concerne cette mauvaise foi, une négligence, un défaut d'attention, de surveillance ou de vérifications, ne constituent pas la fraude, car celui qui ne sait pas qu'il trompe peut léser son co-contractant mais, agissant de bonne foi, n'est pas un fraudeur.

Faisant application de ces principes, deux jugements du Tribunal correctionnel de Villefranche-sur-Saône rendus le 30 novembre 1954 (*Gaz. Pal.*, 22-25 janv. 1955) ont prononcé deux relaxes. Dans la première affaire, il s'agissait d'un commerçant poursuivi pour tromperie sur la quantité du beurre vendu en plaquettes de 250 grammes moulées par son ouvrier : le seul reproche que l'on pouvait lui adresser étant un manque de surveillance. Dans la seconde affaire, il s'agissait d'une cultivatrice poursuivie pour vente de lait mouillé alors qu'il était établi que le mouillage avait été l'œuvre de sa nièce, chargée de la traite, et que l'état d'esprit de celle-ci et les sentiments de rancœur qu'elle éprouvait à l'égard de sa tante, permettaient de croire que la prévenue n'était pas en mesure d'empêcher la réalisation d'un délit vraisemblablement commis à son insu et contre son gré.

On approuvera cette jurisprudence car il ne faut condamner que lorsque la culpabilité est certaine. On se rappellera cependant qu'un défaut de surveillance et de

vérification justifie une condamnation s'il manifeste de la part de son auteur une carence particulièrement grave, car un fabricant doit normalement procéder périodiquement à des vérifications et à des contrôles (v. *Crim.*, 2 mai 1946, *Gaz. Pal.*, T. Q., 1946-1950, V° *Ventes (fraudes et délits dans les)*, n° 11, S., 1947.I.96 ; Nîmes, 5 juill. 1952 (*Gaz. Pal.*, 1952.2.T., verb. cit., n° 1, S., 1952.2.201).

Il y a des moments où la carence est tellement grossière qu'elle équivaut à la mauvaise foi. Ne dit-on pas d'ailleurs en droit civil que la faute lourde vaut le dol ?

7. *Fraudes et tromperies dans les ventes. Notion de mauvaise foi.*

Un arrêt de la Cour de cassation du 26 octobre 1954 (D., 1955.J.48, note Liotard et *J.C.P.*, 1955.II.8525 bis), rendu à propos d'une petite question de fait soulève quelques problèmes juridiques difficiles à résoudre.

Les agissements incriminés étaient les suivants : une personne qui s'était engagée par contrat à livrer des pommes de terre de semence avait, en réalité, livré des pommes de terre certes de bonne consommation, mais ordinaires, étiquetées : « triée » ou « choisie ». Sous quelle qualification juridique devait-elle être poursuivie ?

Le juge d'instruction n'avait retenu qu'une atteinte à la réglementation prévue par le décret du 11 juin 1949, sur la vente des semences et, en conséquence, s'était borné à renvoyer en simple police.

Le juge de simple police avait relaxé estimant qu'aucune fraude n'était constituée en l'espèce, tout en remarquant que le prix pratiqué était inférieur à celui applicable aux véritables pommes de terre de semence. La Cour de cassation a relevé là une contradiction et devant l'insuffisance des motifs retenus par le juge de fonds, ne s'est pas prononcée sur le problème en droit et a renvoyé devant un autre tribunal de simple police.

M. le Substitut Liotard, dans une note extrêmement fouillée, rappelle que le critère qui différencie la contravention du délit de tromperie est la mauvaise foi.

Puis, il fait remarquer que la charge de la preuve est renversée dès que le produit ne répond pas à sa composition réglementaire (*Crim.*, 2 mai 1946, *Rec. Sir.*, 1947.I.96). Ce n'est plus alors au ministère public de faire la preuve de la mauvaise foi, car une véritable présomption de mauvaise foi est automatiquement posée.

Dans l'affaire ici commentée, il était difficile de soutenir la bonne foi ; en effet, le prix pratiqué étant inférieur au prix normal des semences, il semblait bien que la personne qui s'était engagée à livrer avait senti la supercherie pratiquée. A moins que par un laisser-aller très critiquable, elle eût pensé que du moment qu'elle livrait les pommes de terre à un prix inférieur au prix des pommes de terre de semence, il n'y avait pas faute de sa part. Certaines personnes sont si négligentes qu'une telle interprétation est parfaitement vraisemblable ! En tout cas, en l'espèce, précisément pour parer à ces négligences et encore plus pour réprimer la mauvaise foi possible, mauvaise foi qui, répétons-le une fois de plus fait tant de tort au commerce, une sanction paraissait souhaitable.

M. le Substitut Liotard, fort justement, déclare que : « On pourrait même penser, s'agissant — semble-t-il — d'un grossiste, à l'assimiler plus ou moins à un *fabricant*, bien que le produit dont il s'agit ici soit éminemment naturel ; nous voulons dire qu'en ce cas il aurait eu l'obligation, avant d'expédier, étiqueter et facturer sa marchandise en tant que « semences », d'en opérer loyale vérification, sous peine, en cas de tromperie, de se voir opposer une sorte de « présomption de culpabilité ».

8. *Fraudes sur les vins rosés.*

La Cour de Toulouse avait eu le tort de relaxer un grossiste condamné par le Tribunal correctionnel de Gaillac pour avoir vendu sous la dénomination « vin rosé » le produit d'un coupage de vin rosé et de vin rouge.

Fort heureusement son arrêt a été cassé pour insuffisance de motifs par la Cour de cassation le 17 novembre 1954 (*Rec. dr. pén.*, janv. 1955, p. 25).

La Confédération générale des vignerons du Midi, partie civile, avait fait remarquer dans des conclusions auxquelles les magistrats de Toulouse avaient eu le tort de ne pas répondre, que le vin rosé était le produit d'une vinification spéciale, et non pas celui d'un coupage, fait dont les commerçants en vins avaient été suffisamment avertis par une circulaire de leur propre syndicat national.

On approuvera entièrement la décision de la Cour de cassation à une époque où il faut que nos vins français soient efficacement protégés contre les agissements de commerçants sans scrupules qui en font souvent un mélange plus ou moins barbare et qui, trompant par là même les consommateurs, contribuent à engendrer la méfiance de certains groupes sociaux, tant français qu'étrangers, envers nos bons vins.

Le vin rosé n'est pas, en effet, le produit d'un coupage. Il est le produit de la simple fermentation du jus de raisin sans opération supplémentaire. Pour obtenir le vin rouge, il faut au contraire procéder à ce qu'on appelle un cuvage, c'est-à-dire que dans le jus de raisin en fermentation il faut faire baigner la peau du raisin coloré. Le vin rouge obtient ainsi sa teinte rouge caractéristique. Les vins rosés sont souvent plus légers, plus « aériens » que les vins rouges. La clientèle tant française qu'étrangère, les apprécie et il y a tout intérêt à protéger très vivement ce délicat produit national dont la production relativement faible ne saurait d'ailleurs nuire d'aucune manière à la consommation du vin rouge.

9. Détection et manipulation sans motifs légitimes de produits propres à falsifier le vin.

Nous avons exposé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1955, p. 90), que l'article 7, alinéa 2, du Code du vin (décret du 1^{er} déc. 1936) décide que les manipulations qui ont pour but de modifier l'état naturel du vin sont considérées comme frauduleuses, non seulement quand elles ont pour but de tromper l'acheteur, mais aussi lorsqu'elles sont destinées à diminuer l'altération du vin. L'article 4 du même code énumère cependant un certain nombre d'opérations qui, visant seulement à obtenir la vinification régulière où la conservation des vins, ne constituent pas de manipulations ou pratiques frauduleuses.

La question se pose, dans ces conditions, de savoir si l'énumération donnée dans l'article 4 présente ou non un caractère limitatif. En d'autres termes : est-il possible de considérer comme échappant à la prohibition de l'article 7, qui vise d'une manière générale les manipulations qui ont pour but de guérir les maladies du vin ou de masquer son altération, une opération qui n'est pas expressément mentionnée par le texte qui énumère les manipulations permises mais qui est simplement « assimilable » à celles qu'il énumère ?

La Cour de Bordeaux, confirmant d'ailleurs sur ce point sa jurisprudence antérieure (v. son arrêt du 12 nov. 1953, *Journée viticole* du 26 nov. — cité également par H. Combes, dans sa note *J.C.P.*, 1954.II.8335), s'est prononcée — dans un arrêt du 16 décembre 1954 (D., 1955.J.247, *J.C.P.*, 1955.II.8553, note signée J. R.), en faveur du caractère non limitatif de l'énumération donnée par l'article 4. Cette position s'oppose très exactement à celle qui avait été adoptée par la Cour de Montpellier dans son arrêt du 2 juin 1954 (*J.C.P.*, 1954.II.8335, note Combes, D., 1954.J.35, note Liotard) dont nous avons ici même approuvé la solution (v. cette chron. dans *Revue*, 1955, p. 90).

Il s'agissait dans les deux espèces du traitement du vin par le ferrocyanure de potassium, traitement qui a pour but de remédier à la présence dans le vin d'un excès de fer. La Cour de Montpellier dans son arrêt précité avait refusé d'admettre que cette opération pût être considérée comme permise sur la base de l'article 4. Estimant que l'utilisation du ferrocyanure comme clarifiant tombait sous le coup de l'article 7, elle avait affirmé qu'il s'agissait là d'une manipulation interdite et que la seule détection du produit qui servait à la réaliser constituait un délit. La Cour de Bordeaux au contraire, dans l'arrêt ici commenté, décide que le traitement du vin par le ferrocyanure de potassium constitue une manipulation permise, étant assimilable aux opérations de collage autorisées par l'article 4 du Code du vin dont l'énumération ne présente pas — affirme-t-elle — un caractère limitatif.

Le texte de l'article 4 mentionne « les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage, tels que la terre d'infusoire, l'albumine pure, le sang frais, la caséine pure, la gélatine pure, ou la colle de poisson ». La position adoptée par la Cour de Bordeaux suppose d'abord que l'on admet que l'énumération des clarifiants cités constitue seulement une série d'exemples et que par conséquent le texte autorise d'une manière générale « les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage ». Elle suppose, en second lieu, que le produit utilisé pour accomplir l'opération — en l'espèce le ferrocyanure de potassium — constitue bien « un clarifiant consacré par l'usage ». C'est

d'ailleurs cette double affirmation que contient l'arrêt — qui est très soigneusement motivé — de la Cour de Bordeaux, mais son argumentation ne nous paraît pas pour autant convaincante. Elle se fonde pour affirmer le caractère non limitatif de l'énumération de l'article 4 sur la tournure grammaticale du texte, et tout spécialement sur le fait que la liste des clarifiants cités est introduite par les mots « tels que » qui semblent indiquer en effet que le législateur n'a pas entendu énumérer tous les procédés de collage qui seraient autorisés ; mais on peut remarquer que la Cour de Montpellier se fondait elle aussi pour donner la solution opposée sur la tournure grammaticale du texte et la présence, avant le dernier terme de l'énumération, de la conjonction « ou » semble bien indiquer — quoi qu'en dise la Cour de Bordeaux — qu'après ce dernier terme, l'énumération est close et que la liste est limitative.

On peut aussi douter que l'emploi de ferrocyanure de potassium pour la clarification puisse être autorisé comme constituant un « clarifiant consacré par l'usage » au sens de l'article 4. La Cour de Bordeaux pour affirmer que c'est bien là « un procédé de collage des vins au moyen d'un clarifiant » s'appuie sur l'avis de chimistes et d'œnologues » retenus parmi les plus qualifiés, et elle relève pour constater la « consécration du procédé par l'usage » que l'emploi du ferrocyanure de potassium comme procédé de collage des vins est pratiqué depuis plusieurs dizaines d'années d'une façon suivie et répandue. Mais la Cour de Montpellier s'appuyait elle aussi sur des avis très autorisés pour décider « qu'il n'y avait sur le plan technique aucune assimilation possible entre l'usage dangereux du ferrocyanure de potassium et les manipulations permises par l'article 4 ». Il semble donc y avoir sur le plan technique autant de bonnes raisons pour ranger la clarification par le ferrocyanure dans les manipulations interdites que dans les manipulations permises ; aussi bien, nous pensons que la question doit être tranchée en se plaçant non sur le plan technique, mais sur le plan juridique. Comme l'avaient très bien mis en relief les commentateurs de l'arrêt de la Cour de Montpellier dans leurs notes précitées, le véritable problème se pose de la façon suivante : lorsqu'on est en présence à la fois d'un texte réglementaire qui détermine une série d'opérations interdites au cours de la fabrication d'un produit et d'un texte qui énumère une série de manipulations permises au cours de cette fabrication, peut-on considérer une opération envisagée comme implicitement autorisée pour la raison que, n'étant pas expressément visée par le premier texte, elle serait techniquement assimilable aux opérations permises par le second ? L'enjeu de la controverse dépasse singulièrement les cas d'espèce envisagés et le problème ainsi posé doit être résolu sur le terrain des principes juridiques. Sur ce plan la solution adoptée naguère par la Cour de Montpellier qui donne au texte prohibitif de l'article 7 le caractère d'un texte de principe et considère comme limitative l'énumération des opérations permises par l'article 4 nous paraît nettement préférable à celle donnée par la Cour de Bordeaux dans son dernier arrêt. La position de cette dernière est d'ailleurs contraire à la jurisprudence de la Chambre criminelle (v. notamment : Cass. crim., 25 mars 1927, *Gaz. Pal.*, 1927.II.23 ; Cass. crim., 25 janv. 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.I.481 ; Cass. crim., 22 janv. 1948, *Bull. crim.*, n° 20. Comp. la note signée J. R., *J.C.P.*, 1955.II.8553). Il faut souhaiter que la Cour de cassation ait bientôt l'occasion de mettre fin à la controverse en réaffirmant sa position.

10. Fraudes. Viandes additionnées de nitrile de sodium.

La France connaît actuellement une abondance de produits agricoles. Il est du plus haut intérêt pour notre économie qu'ils soient tous consommés ou exportés. Mais pour atteindre ce but, il faut que leur qualité soit impeccable. Raison de plus pour que les tribunaux se montrent extrêmement sévères dans les fraudes en matière de produits alimentaires et notamment en ce qui concerne les produits utilisés pour leur conservation.

Un jugement du Tribunal correctionnel de Strasbourg du 19 mars 1953 (*Rec. dr. pén.*, 1955, p. 92) est venu heureusement infliger des peines de prison, avec sursis il est vrai, mais accompagnées de fortes peines d'amendes sans sursis, à des individus dont certains avaient fabriqué une mixture nommée « Pragaline », composée de 50 % de nitrite de sodium et de 50 % de sel ordinaire, puis l'avaient vendue clandestinement et sans comptabilité, et dont d'autres avaient utilisé ce produit pour fabriquer de la charcuterie, le nitrite de sodium ayant la propriété de rougir la viande beaucoup plus vite que le salpêtre.

Or le décret du 15 avril 1912 (règlement d'Administration publique de la loi du 1^{er} août 1905) a interdit l'utilisation, pour les conserves de viande et de charcuterie, des produits d'origine chimique. Seuls le sel ordinaire et les bisulfites commercialement purs sont permis.

Le nitrite de sodium, produit d'origine chimique, ne pouvait donc pas être utilisé. Certaines législations étrangères, notamment celles des Etats-Unis et de l'Allemagne le permettent pourtant, mais dans de très strictes limites. Nous croyons avec raison que notre législation a bien fait de ne pas l'autoriser. Il n'y a aucun intérêt à gâcher nos abondants produits agricoles carnés par des substances dangereuses, même employées en quantités limitées.

Comme le fait fort bien remarquer le commentateur du *Recueil de droit pénal*, le jugement du Tribunal de Strasbourg apporte en outre une réponse partielle au problème toxicologique et physiologique posé par la formule de la loi du 1^{er} août 1905, article 3-4° : « Lorsqu'un produit chimique illicite est additionné à un aliment ou une boisson », ce produit est-il « toxique ou nuisible à la santé de l'homme et des animaux » ? Dans de nombreux cas, il faudra expérimenter pour examiner selon l'alternative de la loi, l'application des circonstances aggravantes. Mais le produit est réputé toxique s'il est inscrit, comme le nitrite de sodium, au tableau C du Codex pharmaceutique.

V. PROCÉDURE CRIMINELLE

par Maurice PATIN
Conseiller à la Cour de Cassation.

1. Appel incident.

Longtemps le délai d'appel, pour le prévenu, le ministère public, la partie civile et le civilement responsable, fut uniformément de dix jours. La règle était simple et chacun savait à quoi s'en tenir. Le législateur de 1925 l'a modifiée, en décidant que, lorsqu'une partie fait appel dans le délai, les autres parties disposent d'un délai supplémentaire de cinq jours. La modification est d'apparence sage. Mais elle complique singulièrement la situation, lorsque, par suite d'une circonstance particulière, le point de départ du délai n'est pas le même pour chacune des parties en cause. Un arrêt du 2 décembre 1954 (B., 366) nous révèle précisément un cas de cette nature. Le prévenu avait été jugé contradictoirement, en vertu de l'article 149 du Code d'instruction criminelle. Comme personne ne l'avait représenté à l'audience, le jugement devait lui être signifié en vue de faire courir à son encontre les délais d'appel. Pour le ministère public et pour la partie civile, le délai courait au contraire du jugement. La partie civile n'ayant pas relevé appel dans les dix jours avait perdu son droit d'appel principal, quand le prévenu, sans attendre que le jugement lui fût signifié, décida de relever appel. Un premier problème se posait. A la suite de cet appel du prévenu, la partie civile recouvrait-elle pour cinq jours le droit de relever appel incident ? Ce problème est resté sans solution, car la partie civile a laissé passer ce nouveau délai de cinq jours sans effectuer aucune diligence. Mais par la suite elle s'est ravisée, et en vue de faire courir à son profit un nouveau délai, qui eût été le troisième, elle a signifié au prévenu, bien qu'il eût déjà lui-même relevé appel, le jugement réputé contradictoire. Elle a ainsi pu soutenir avec succès devant la cour d'appel que son délai de cinq jours réservé à l'appel incident courait de cette signification. Mais la Cour de cassation a annulé cette décision.

2. Poursuites contre inconnu.

Le Code d'instruction criminelle est à peu près rodé depuis cent cinquante ans ou presque qu'il est en vigueur, et il semble que chacun devrait savoir que si l'action publique peut être introduite contre X devant les juridictions d'instruction, en vue précisément d'identifier si possible l'auteur de l'infraction poursuivie, les juridictions de jugement par contre ne peuvent être saisies qu'à l'égard de personnes déterminées. On ne peut donc que s'étonner qu'un juge d'instruction, chargé d'instruire du chef d'escroquerie contre auteur inconnu, et n'ayant pu recueillir d'autre précision sur l'inculpé que son origine antillaise, se soit jugé en droit de clore sa procédure par une ordonnance de renvoi, dirigée contre : X s'étant dit antillais ! Le plus curieux est que le tribunal à son tour a prononcé défaut contre cet X et l'a condamné à une peine d'emprisonnement. Bien mieux, par la suite, un certain Riek a été arrêté et s'est reconnu coupable de l'infraction ainsi poursuivie contre X. Il a formé opposition au jugement de défaut, et une nouvelle condamnation contradictoire a été prononcée contre lui, cette fois sous son nom exact. La chambre criminelle a annulé non seulement la condamnation que la Cour d'appel avait confirmée, mais toute la procédure antérieure, à partir de l'ordonnance de renvoi, et, la prescription se trouvant atteinte, elle a prononcé la cassation sans renvoi. — Cass., 2 décembre 1954, B.369.

3. Partie civile tardivement constituée.

La partie civile dispose du droit de relever appel de certaines ordonnances du juge d'instruction, notamment celles statuant sur la liberté provisoire. Mais c'est évidemment à la condition qu'elle soit constituée avant que l'ordonnance soit rendue. On ne saurait admettre qu'un plaignant, apprenant la mise en liberté provisoire de l'inculpé, se hâte de se constituer, et relève appel, encore dans le délai, de l'ordonnance ainsi rendue alors qu'il n'était pas partie au procès. — 15 décembre 1954, B. 402.

4. Instruction. Saisies. Réclamations.

L'article 89 du Code d'instruction criminelle autorise toute personne prétendant droit sur un objet placé sous la main de la justice à en réclamer la restitution au juge d'instruction, et, sur son refus, à la chambre des mises en accusation. Certaines chambres d'accusation, et notamment celle de Paris, ont jugé à diverses reprises que cette disposition concernait seulement les tiers, et ne pouvait être invoquée par l'inculpé ou la partie civile. Elles faisaient valoir en ce sens des arguments qui ne manquaient pas de pertinence. Mais la loi est formelle. Alors qu'elle ouvre le droit de réclamation à « toute personne », il n'est pas possible, sans arbitraire, d'exclure de ce droit la partie civile ou l'inculpé. — Cass., 16 décembre 1954, B. 408. — Il est d'ailleurs des saisies abusives, et on comprendrait mal que l'inculpé soit, pendant tout le cours de l'instruction, privé de tout recours à cet égard.

5. Action civile. Concubine. Flancée.

Un arrêt de la chambre criminelle du 16 décembre 1954 (B. 412) menace de rouvrir une vieille querelle. Un malheureux journalier ayant été tué dans un accident de la circulation, la cour d'appel a accordé des dommages et intérêts à sa concubine. Mais cette concubine était déjà mère d'un enfant naturel, que le journalier avait reconnu. Elle était enceinte d'un second. Enfin le mariage devait être célébré sous peu, et les publications étaient déjà apposées. Devant cette situation de fait, la chambre criminelle n'est pas restée insensible et elle est revenue sur une jurisprudence sévère, que beaucoup d'ailleurs n'admettent qu'à contre-cœur. En l'espèce, le *summum jus* eût abouti à la *summa injuria*. Le pourvoi a donc été rejeté.

6. Cumul de deux voies de recours.

Il n'est pas toujours très facile de savoir si un jugement de simple police doit être attaqué par la voie de l'appel ou par celle du pourvoi en cassation. Les diverses dispositions de l'article 172 du Code d'instruction criminelle, jointes aux variations apportées par des lois successives dans le taux des amendes, laissent planer sur la matière une certaine obscurité. Aussi certains plaideurs trouvent-ils commode d'user cumulativement des deux voies. Le procédé n'est pas sans danger. Mécontente d'un jugement qui, en matière de voirie, avait relaxé un certain Quignon, l'administration des Ponts et Chaussées avait successivement formé un pourvoi et relevé appel. Il résulte de l'arrêt du 8 janvier 1955 que le pourvoi était irrecevable, le jugement ayant été rendu en premier ressort. Mais l'appel lui aussi devait être déclaré irrecevable, dès lors que l'administration intéressée l'avait formé sans s'être préalablement désistée du pourvoi. — Cass. 8 janvier 1955, B. 10. — V. aussi 7 octobre 1954, B. 287.

7. Nullité de la citation et incompétence de la juridiction saisie.

La Fédération nationale des pompiers de France poursuivait Perrin en simple police pour injure non publique. Perrin excipait, *in limine litis*, de la nullité de la citation. La juridiction de simple police, sans examiner cette exception, s'est déclarée incompétente par le motif qu'il s'agissait en réalité d'injures publiques. De là le pourvoi de Perrin, lequel soutenait, non sans logique, qu'avant de se déclarer incompétent, le tribunal aurait dû s'assurer qu'il était légalement saisi, et statuer par suite sur la validité de la citation. La chambre criminelle a rejeté le pourvoi, en déclarant « que les règles de la compétence en matière répressive sont d'ordre public et s'imposent aux juges; que par suite ceux-ci ont à bon droit vérifié leur compétence avant même d'examiner les exceptions dont ils étaient saisis concernant la validité de la citation ». — 25 janvier

1955, B. 59. — La solution est sans doute exacte, mais peut-être trop absolue. Elle suppose que l'incompétence est manifeste et résulte de la citation elle-même. Si l'appréciation de la compétence nécessitait l'examen du fond, il semble bien que le tribunal devrait d'abord s'assurer de la régularité du titre qui le saisit.

8. La correctionnalisationomanie.

J'ai à plusieurs reprises critiqué cette pratique de la correctionnalisation à outrance, qui sévit dans les milieux judiciaires et pousse les magistrats du parquet, de l'instruction et du siège à se livrer à de véritables exercices acrobatiques pour, par exemple, parvenir à transformer un attentat aux mœurs en un outrage public à la pudeur, un faux en une escroquerie, etc. J'ai dénoncé aussi les correctionnalisations législatives, qui rangent parmi les simples délits les infractions les plus graves, comme la corruption, le trafic d'influence, l'avortement, la concussion, le faux en matière de chèque, et énervent ainsi la répression. Mais, chose curieuse, l'attrait de la correctionnelle s'exerce aussi sur les faits les moins graves, les simples contraventions. On ne veut pas plus du juge de simple police que de la cour d'assises. Un double courant existe qui, partant du bas comme du haut, nous conduira finalement à une juridiction unique, le tribunal correctionnel. La dernière manifestation de cette tendance est la loi du 29 décembre 1954 modifiant les articles 9 et 11 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse. Il s'agit, ainsi que le démontre l'arrêté d'application du 16 mars 1955, de rendre passibles de la correctionnelle ceux qui laissent divaguer leurs chiens dans les champs. Les peines de simple police prévues par l'article 483 du Code pénal (emprisonnement jusqu'à huit jours, amende jusqu'à 24.000 fr.) n'étaient paraît-il pas suffisantes. V. les observations de M. le Professeur Vouin, *Rev. sc. crim.*, 1955, p. 98.

Serai-je seul de mon avis, je n'approuverai jamais un système répressif qui tend à soumettre au même prétoire de police correctionnelle, confondus avec les délits proprement correctionnels, des faits manifestement criminels, d'une part, et des faits de nature contraventionnelle, d'autre part, comme les infractions à la police des chemins de fer, la divagation ou le racolage. Rappelons, à ce propos, que la loi punit de la même peine de cinq ans d'emprisonnement celui qui exerce volontairement des mauvais traitements sur un enfant et la prostituée qui fait signe à un passant.

B. CHRONIQUE LÉGISLATIVE

par Robert VOUIN

Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1^{er} janv. au 2 avril 1955).

Dans l'ordre de la législation pénale, le premier trimestre de l'année en cours est avant tout celui de la loi du 18 mars 1955, relative à l'*interdiction de séjour*, qui a profondément modifié les caractères de cette mesure. Mais cette loi, par son importance même, dépasse le cadre de cette chronique, qui ne fera qu'en indiquer les traits principaux (*infra*, n° 3), et demeure réservée à l'étude bien plus savante que l'un de nos collègues lui consacra ultérieurement dans le cadre de cette *Revue*.

D'autres lois, cependant, méritent de n'être pas négligées dans l'ombre de la plus grave. On notera spécialement parmi elles :

— une autre loi du 18 mars 1955, qui complète au Code pénal les dispositions relatives aux faux témoins d'un article 367 nouveau, en vue d'appliquer à la *dénaturation des paroles ou documents traduits par un interprète* des peines empruntées à la répression du faux témoignage (*infra*, n° 14) ;

— une loi du 31 mars 1955, qui joint de même aux textes sur l'usurpation de titres ou de fonctions un nouvel article 261 destiné à punir le *non-usage du nom patronymique* dans certains actes ou documents (*infra*, n° 13).

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

1. Centres d'hébergement pour ex-détenus.

Un arrêté du 20 décembre 1954 (*J. O.*, 5 janv., p. 261) fixe les conditions d'agrément des centres d'hébergement que l'article 55 du décret du 29 novembre 1953, portant réforme des lois d'assistance, a ouvert, notamment, aux libérés de prison. Dans les centres qui leur sont réservés, les ex-détenus doivent trouver une infirmerie, une salle de douches et un atelier d'apprentissage. Soumis, dès leur arrivée, à une observation médicale et psychiatrique — qui ne sera jamais qu'une de plus dans leur carrière — et à un examen d'orientation professionnelle, ils devront souscrire, dans la mesure de leurs aptitudes et possibilités physiques, l'engagement de participer par le produit de leur travail au paiement des frais de leur séjour au centre.

2. Enseignement du droit pénal.

Un arrêté du 29 décembre 1954 (*J. O.*, 8 janv. 1955, p. 375), fixant le programme des examens en vue de la licence en droit, développe les conséquences de la réforme décidée par le décret du 27 mars 1954 (cf. *Revue*, 1954, p. 383, n° 4).

Peu de choses à signaler en ce qui concerne les deux cours semestriels — « Procédure pénale » et « Droit pénal général complémentaire » — de la troisième année de notre future licence. La procédure criminelle reste ce qu'elle est, honorée toutefois d'un plein semestre d'études, que les professeurs ne lui accordent pas toujours actuellement. Quant au droit pénal général dit « complémentaire », son contenu est indiqué par le moyen d'une énumération qui paraît à première vue incomplète, mais laissera sans

doute à chaque professeur assez grande liberté d'ordonner le programme de ce cours, sinon celui de l'examen correspondant, selon ce qu'il aura traité exactement pour les mêmes étudiants dans le cours de l'année précédente.

On sait, en effet, qu'un semestre d'études, entièrement nouveau, est réservé dans le programme de la deuxième année au cours de « Droit pénal général et Criminologie ». Ce cours, pour s'en tenir aux grandes rubriques, portera successivement sur : a) le crime dans les faits et dans la loi ; b) le criminel, sa psychologie et sa responsabilité ; c) le traitement pénal : amendement et répression. Deux remarques peuvent être faites à son sujet.

D'une part, il est visible que ce cours a été conçu en vue d'associer à l'étude des notions juridiques les plus classiques celle des données les plus modernes des sciences criminologiques et de l'art pénitentiaire. Chaque professeur, selon son tempérament, penchera évidemment vers l'une ou l'autre des deux tendances ainsi conjuguées. Voici du moins la criminologie introduite dans les Facultés de droit et unie au droit criminel comme l'était déjà, pratiquement, l'étude des questions pénitentiaires. On peut penser que la vieille discipline juridique y trouvera l'occasion d'un utile renouvellement, tout comme la jeune science gagnera au contact de cette discipline, admirablement développée par nos maîtres, une précision que l'on n'a pas toujours rencontrée dans ses premières manifestations.

D'un autre côté, on notera que la notion de traitement pénal, qui comprend conjointement la mesure de sûreté et la peine, et s'ouvre par là aux plus heureuses suggestions de l'idée de défense sociale, englobe également, d'après la lettre même du programme, les éléments de l'organisation de la justice répressive, du procès pénal et de l'observation dans le cadre de ce procès. Il faut doublement s'en réjouir.

On aurait pu penser que le « Droit pénal général » devait être limité à l'étude des règles de fond. Il est heureux que le programme, au contraire, y comprenne des notions de procédure qui seront les seules, qu'on le remarque, que recevra au cours de ses quatre années de faculté, l'étudiant d'économie politique ou celui qui, ayant choisi le droit public, n'optera pas en troisième année pour la procédure pénale (sans parler de l'étudiant qui s'en tiendra modestement au baccalauréat en droit). Ainsi, conformément à ce qu'est très authentiquement le véritable esprit de la réforme, tout étudiant de licence pourra acquérir les éléments d'un droit pénal qui est à la fois, et indissolublement, règle de fond et règle de forme.

En outre, du fait de cette association imposée par le programme, les questions de procédure vont se trouver reprises dans un esprit « criminologique » et l'on peut espérer que la criminologie, jusqu'ici trop exclusivement attachée à l'examen de la personnalité criminelle, y gagnera de voir son horizon s'élargir aux dimensions de son véritable objet, qui est aussi l'objet même du droit criminel : le crime et la réaction sociale provoquée par lui.

3. Interdiction de séjour.

La loi du 18 mars 1955 (n° 55-304, *J. O.*, 19 mars, p. 2812), relative à l'interdiction de séjour, comprend deux ordres de dispositions. D'une part, elle reprend entièrement, par son article 1^{er}, le texte des articles 44 à 50 du Code pénal, où se trouve défini de façon générale le régime de l'interdiction. D'autre part, elle indique assez minutieusement quels textes particuliers sont abrogés ou modifiés, ou demeurent au contraire inchangés, parmi ceux que contenait la législation en vigueur. Dans l'attente de l'étude annoncée ci-dessus, nous nous en tiendrons ici à l'examen sommaire des dispositions à portée générale.

L'interdiction de séjour consiste toujours en une « défense faite à un condamné de paraître dans certains lieux » (art. 44, al. 1^{er}). En outre, elle doit toujours comporter un certain contrôle policier, dont l'instrument demeure le carnet anthropométrique établi par le décret-loi du 30 octobre 1935 (art. 48). Mais il apparaît déjà que l'institution se transforme en ce qu'il est dit aussi qu'elle comporte également des mesures de surveillance et d'assistance, dont on peut penser d'ailleurs que l'application va constituer une lourde charge pour les comités de patronage et d'assistance aux libérés.

En second lieu, la mesure s'assouplit considérablement. Fixées par le ministre de l'Intérieur, sur avis d'un comité spécialisé, et par voie d'arrêté individuel, la liste des lieux interdits et les mesures de surveillance et d'assistance peuvent à tout moment

être modifiées, dans les mêmes formes (art. 46). L'arrêté d'interdiction peut porter qu'il sera sursis à son exécution et cette exécution peut également être suspendue à tout moment (avec maintien total ou partiel des mesures de surveillance et d'assistance) une autorisation administrative pouvant, d'autre part, en cas d'urgence, permettre le séjour dans une localité interdite (art. 47).

D'un autre côté, la durée de l'interdiction de séjour se trouve strictement limitée : de cinq à vingt ans en matière criminelle, elle n'est que de deux à cinq ans en matière correctionnelle (art. 44, al. 3).

L'interdiction, enfin, devient en principe facultative : « elle peut être prononcée », dit le texte, dans les cas qu'il indique par voie de dispositions à portée générale, et divers cas particuliers d'application semblent disparaître par abrogation des textes qui les énonçaient (art. 44, al. 4 et art. 2 de la loi). Si l'interdiction est de droit, pour une durée de cinq ans, dans le cas des condamnés à une peine perpétuelle, il peut en être cependant disposé autrement par la décision gracieuse (art. 45).

Ainsi transformée, l'interdiction de séjour ne doit plus atteindre qu'un nombre limité d'individus et va se trouver soumise à un régime de droit en heureux contraste avec l'ancien arbitraire policier favorable, disait-on, au recrutement des indicateurs. Elle prendra la valeur d'une mesure éducative, en tout cas individualisée et susceptible d'aménagements en cours d'exécution. De tout cela, on ne peut que se réjouir. L'interdiction, il est vrai, demeure à la fois une mesure de police administrative et une sanction judiciaire, désormais orientée vers une fin d'amendement. Une certaine contradiction est évidente de l'un à l'autre de ces deux caractères. Et le ministère de l'Intérieur devra faire la preuve de son aptitude à individualiser opportunément une « peine » dont l'histoire n'a pas fini d'être curieuse (cf. *Revue*, 1952, p. 622, n° 1).

II. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL

4. Détournements des comptables publics.

Une loi du 31 décembre 1955 (n° 55-1306, *J. O.*, 1^{er} janv., p. 3), qui précise la situation des comptables retardataires, est à joindre aux textes précédents, déjà signalés par cette chronique (*supra*, p. 96, n° 3).

5. Annonces judiciaires et légales.

Une loi du 4 janvier 1955 (n° 55-4, *J. O.*, 6 janv., p. 276), constatant la nullité, non rétroactive, de l'acte dit loi du 23 décembre 1941, fixe le régime de la publication des annonces judiciaires et légales. Toute infraction aux dispositions de cette loi, ou des arrêtés pris pour son application, est punie d'une amende de 24.000 à 200.000 francs.

6. Fraudes dans les ventes de marchandises.

Portent règlement d'administration publique, pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 :

— un décret du 4 janvier 1955 (n° 55-15, *J. O.*, 6 janv., p. 326), concernant le commerce des vêtements masculins ;

— un décret du 14 janvier 1955 (n° 55-76, *J. O.*, 18 janv., p. 714), concernant le commerce des produits en cuir et similaires du cuir (v. la loi du 25 juin 1936, sur la définition et la protection du cuir) ;

— un décret du 10 février 1955 (n° 55-241, *J. O.*, 13 fév., p. 1741), concernant le commerce des conserves et semi-conserves alimentaires ;

— un décret du 4 février 1955 (n° 55-259, *J. O.*, 16 fév., p. 1859), concernant le commerce des jus de fruits et de légumes.

7. Jeux et paris.

Un arrêté du 22 décembre 1954 (*J. O.*, 13 janv., p. 533) porte instruction sur la réglementation des jeux dans les casinos. On notera les termes de la référence à l'article 410 du Code pénal contenue dans son article 105, relatif aux sanctions pénales.

V. également *infra*, n° 16.

8. Santé et salubrité publiques.

Un décret du 3 janvier 1955 (n° 55-110, *J. O.*, 26 janv., p. 967) modifie l'article 63 du décret du 6 octobre 1904, pris pour l'exécution de la loi du 21 juin 1898 sur le Code rural.

Une loi du 31 mars 1955 (n° 55-336, *J. O.*, 1^{er} avril, p. 3222) complète l'article 6 de la loi validée du 2 février 1942, relative à l'équarrissage des animaux.

9. Substances vénéneuses.

Un arrêté du 15 janvier 1955 (*J. O.*, 26 janv., p. 972) porte inscriptions aux tableaux de substances vénéneuses.

10. Droit du travail.

Un décret du 31 janvier 1955 (n° 55-155, *J. O.*, 3 fév., p. 1240) modifie le décret du 28 mai 1946, pris en application de l'article 66-c du Livre II du Code du travail, en ce qui concerne la protection contre les machines dangereuses.

Un décret du 2 février 1955 (n° 55-156, *J. O.*, 3 fév., p. 1352) modifie l'article 29 du Livre 1^{er} du Code du travail, relatif au repos des femmes en couches.

11. Débits de boissons et alcoolisme.

Outre divers décrets en date du 1^{er} février, publiés au *J. O.* du 5, on notera le décret du 8 février 1955 (n° 55-222, *J. O.*, 10 fév., p. 1575), portant codification des textes législatifs concernant les débits de boissons et la lutte contre l'alcoolisme.

12. Divagation des chiens.

Un arrêté du 16 mars 1955 (*J. O.*, 24 mars, p. 2950), interdisant la divagation des chiens, abroge l'arrêté du 19 février 1949, qui avait donné lieu à de troublantes difficultés d'application (R. Vouin, *Précis de droit pénal spécial*, n° 787). Il procède d'une loi du 29 décembre 1954, qui ne paraît pas apte à lever toutes ces difficultés (*supra*, p. 98, n° 12).

13. Non-usage du nom patronymique.

Une loi du 31 mars 1955 (n° 55-342, *J. O.*, 2 avril, p. 3256) place à l'article 261 du Code pénal une disposition nouvelle, qui sanctionne d'une amende de 50.000 francs à un million de francs le non-usage du nom patronymique dans les actes publics ou authentiques, ainsi que dans les documents administratifs destinés à l'autorité publique, hors les cas où l'usage du nom d'emprunt est autorisé par la réglementation en vigueur.

Cette loi était-elle évidemment nécessaire ? On en peut douter. Son exposé des motifs allègue les conséquences extrêmement graves que peut avoir l'usage de fausses identités dont les services administratifs, et notamment ceux de la police, constatent l'emploi de plus en plus fréquent. Mais cet exposé relève lui-même la liste des cas dans lesquels l'usage de la fausse identité pouvait déjà, selon la législation en vigueur, constituer l'élément d'une qualification pénale. La peine nouvelle, de toute façon, paraît convenir au fait à réprimer. Toute la difficulté d'application résidera dans la notion de ces « documents administratifs destinés à l'autorité publique », que les temps modernes multiplient comme à plaisir sans que l'Administration y trouve apparemment plus de joie que ses administrés.

14. Faux témoignage, délit de l'interprète.

Une loi du 18 mars 1955 (n° 55-305, *J. O.*, 19 mars, p. 2814) place à l'article 367 du Code pénal une disposition nouvelle, aux termes de laquelle les peines du faux témoignage, selon les articles 361 à 364, sont applicables à l'interprète qui, en matière criminelle, correctionnelle ou civile, aura, de mauvaise foi, dénaturé la substance de paroles ou de documents oralement traduits, la subornation de l'interprète étant punie comme subornation de témoin, selon l'article 365.

L'assimilation de l'interprète au témoin, contestée en doctrine (comp. Garçon, *Code pénal annoté*, art. 361 à 364, n° 34, et Garraud, *Traité*, t. VI, p. 6) et plus que

douteuse en jurisprudence (cf. Crim., 20 avril 1867, D., 1867.5.217), se serait imposée dans un système juridique admettant l'application des lois pénales par analogie. Elle doit paraître toute naturelle dans la loi nouvelle. Mais, si le procédé législatif est simple, il peut avoir tout de même, dans le cas particulier, l'inconvénient de charger la répression de la « fausse interprétation » de toutes les difficultés ou incertitudes qui pèsent encore sur celle du faux témoignage (cf. Damour, *supra*, p. 9).

III. — PROCÉDURE PÉNALE

15. *Juges de paix.*

Aux termes de l'article 4 d'une loi du 31 décembre 1954 (n° 54-1308, *J. O.*, 1^{er} janv., p. 9), jusqu'à promulgation d'une loi organique sur la nomination et l'avancement des juges de paix, un règlement d'administration publique fixera les garanties spéciales de capacité professionnelle pour les candidats aux fonctions de juges de paix et les règles relatives à l'avancement de ces magistrats.

IV. — DROIT PÉNAL DE L'ENFANCE

16. *Pari Mutuel Urbain.*

Un arrêté du 18 décembre 1954 (*J. O.*, 28 janv. 1955, p. 1049) modifie le second paragraphe de l'article 1^{er} de l'arrêté du 18 février 1931, portant règlement du P.M.U. Aux termes de la disposition nouvelle, « les mineurs de moins de vingt et un ans ne sont pas autorisés à engager des paris et l'accès des agences leur est interdit ». Cette interdiction est à retenir du point de vue de l'étude des âges de la vie pénale (cf. *Revue pénale suisse*, 1955, p. 66) et aussi de ce pari mutuel auquel un livre savant a été consacré (Hornbostel, *Pari mutuel, stratégie du jeu de courses*, 1952), mais que les tribunaux envisagent parfois avec quelque réserve (cf. Bordeaux, 15 oct. 1951, D., 1951.694, visant « les circonstances très spéciales de l'escroquerie sanctionnée, laquelle était au préjudice du Pari mutuel urbain »).

V. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

17. *Abordage.*

Une loi du 31 décembre 1954 (n° 54-1334, *J. O.*, 4 janv., p. 147) autorise le président de la République à ratifier la convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation, signée à Bruxelles le 10 mai 1952.

18. *Contrôles de douane et de police.*

Un décret du 22 décembre 1954 (n° 54-1341, *J. O.*, 6 janv., p. 282) porte publication de la convention entre la France et le Luxembourg, relativement aux contrôles de douane et de police effectués en cours de route sur les voies ferrées franco-luxembourgeoises.

C. CHRONIQUE PÉNITENTIAIRE

par Pierre CANNAT

Magistrat,

Sous-Directeur au Ministère de la Justice.

I. — LE FINANCEMENT DES ŒUVRES HÉBERGEANT DES DÉTENU LIBÉRÉS

Le patronage post-pénal des adultes vient de faire un très grand pas. Jusqu'ici les centres d'accueil recevant des libérés de prisons vivaient péniblement dans les limites étroites de budgets alimentés par la charité publique ou par des subventions diverses aussi maigres que fragiles (1). La précarité de leurs ressources s'opposait à leur développement et imposait à leurs dirigeants une épuisante gymnastique, peu favorable à créer le climat de sécurité hors duquel il n'est pas d'œuvre humaine viable.

Au cours de ces dernières années, le problème avait pris un aspect si angoissant que certaines maisons envisageaient leur fermeture.

Plusieurs fois le ministère de la Justice avait attiré l'attention du ministère des Finances, sollicitant qu'un prix de journée soit octroyé à ces œuvres tout comme cela se passe à l'égard des organismes semblables destinés aux mineurs délinquants.

Et voilà que cette question a trouvé une heureuse solution dans le cadre de la réforme générale des lois d'assistance réalisée par le décret du 29 novembre 1953. Depuis cette date, l'avenir des œuvres était moins sombre, mais il fallait attendre pour que tombe la manne la parution des textes d'application. Ceux-ci ont été publiés (décret du 2 sept. 1954 et arrêté du 20 déc. 1954) en sorte que depuis le 1^{er} janvier 1955 les œuvres dont il s'agit sont financièrement prises en charge par le Trésor public.

Le principe du financement est inscrit dans l'article 55 du décret du 29 novembre 1953 « Les personnes libérées de prison (ou en danger de prostitution) peuvent être hébergées en vue de leur réadaptation sociale dans des établissements publics ou privés agréés à cet effet... Les dépenses résultant du fonctionnement de ces établissements figurent parmi les dépenses obligatoires prévues à l'article 60. Les prix de journée de ces établissements sont fixés dans des conditions déterminées par règlement d'administration publique ».

C'est l'article 46 de ce dernier règlement (décret du 2 sept. 1954) qui fixe les conditions d'agrément des centres d'hébergement et le mode d'admission des intéressés, matières davantage précisées dans l'arrêté du 20 décembre 1954 qui est particulier à ces centres.

Pour bénéficier de l'aide de l'Etat une œuvre recevant des libérés de prisons doit d'abord se faire agréer. L'agrément est donné par le préfet sur proposition du directeur départemental de la Population et de l'Aide sociale et du directeur départemental de la Santé. Bien entendu, le centre d'hébergement — nom désormais donné aux œuvres dont il s'agit — doit préalablement avoir été reconnu apte à assurer le reclassement désiré, présenter toutes garanties de viabilité et répondre à certaines conditions d'aménagement. A l'occasion des demandes d'agrément les dirigeants des centres doivent faire connaître leurs moyens d'action, les conditions juridiques de leur fonctionnement

(1) Toutefois, la loi du 27 février 1951 avait porté à cent francs par jour et par tête la contribution de l'Etat, à la condition que le séjour n'excède pas deux cents jours.

(statuts de l'association, éventuellement décret reconnaissant l'utilité publique) et leur situation financière, en précisant le montant de leurs ressources propres (occasionnelles ou régulières) et en joignant le bilan du dernier exercice connu et le projet de budget en cours.

Les conditions d'agrément sont assez strictes, mais au début elles seront appliquées avec un grand libéralisme : les centres féminins ne doivent comporter que des chambres individuelles, ceux masculins peuvent avoir des dortoirs si la capacité maxima de chacun d'eux n'excède pas dix lits ; tout centre doit être pourvu d'une infirmerie, d'une salle de douches et d'un atelier d'apprentissage. Sur ce dernier point il semble qu'il faudra entendre tout atelier où s'exercera un métier permettant à l'hébergé d'apprendre à gagner sa vie et non pas un atelier de formation professionnelle accélérée faisant appel à des techniques particulières. La large majorité des hébergés est, en effet, hors d'état de s'adapter à un enseignement professionnel organisé.

Les centres doivent en outre justifier qu'ils se sont assurés le concours de médecins ou qu'ils ont passé une convention avec tel organisme en vue de faire procéder, dès leur arrivée, à un examen somatique et psychiatrique des personnes admises. Celles-ci subiront également un examen d'orientation professionnelle, une liaison devant être établie avec les services locaux de la main-d'œuvre en vue d'une réadaptation sociale.

Les hébergés seront astreints à des travaux en rapport avec leurs aptitudes et devront participer par le produit de leur travail aux dépenses du centre.

La procédure d'admission au centre tient compte de l'urgence. L'organisme administratif central est le bureau d'aide sociale qui existe désormais dans chaque commune et remplace l'ancien bureau d'assistance et les bureaux de bienfaisance. La décision est prise par le maire, président du bureau d'aide sociale, lorsqu'est rapportée la preuve, par tous les moyens, que la personne vient de prison. On se servira généralement du billet de sortie dont est muni tout libéré.

Dans le délai d'un mois le dossier de l'hébergé devra être soumis à la Commission d'admission du bureau d'aide sociale, qui ne fera par conséquent qu'entériner, ou infirmer parfois, la décision préalable prise par son président. Ainsi se trouve heureusement réglée la principale des difficultés susceptibles de se présenter : la nécessité de ne pas faire attendre une personne qui libérée le matin, n'a pas de lit pour le soir. Il est des cas où il faudra cependant aller encore plus vite (prévenu libéré au retour de l'audience par exemple) et où la décision provisoire du maire se conciliera mal avec des réalités encore plus impérieuses. La pratique ne manquera pas de trouver des solutions adaptées.

Le dossier soumis à la commission d'admission précisera les résidences successives pendant les six mois. Une circulaire d'application du 28 décembre 1954 précise que les centres ne doivent pas être assimilés à des maisons de convalescence et que les personnes hébergées doivent être physiquement aptes à travailler, que les incurables et les psychopathes ne sauraient y être admis. La sanction de ces recommandations est le refus de prise en charge des journées passées dans le centre par ceux qui n'auraient pas dû y être reçus. Là encore il est probable que la règle s'assouplira car on ne conçoit guère qu'un directeur de centre puisse laisser sur le pavé un libéré sous prétexte qu'il est en mauvais état physique.

En principe, le séjour au centre d'hébergement ne peut excéder six mois. Mais par nouvelle décision, la commission d'admission a le pouvoir de prolonger ce délai. Des dispositions seront prises (création de fichiers notamment) afin d'éviter que les mêmes personnes se fassent héberger successivement dans plusieurs centres. D'ores et déjà, les œuvres ont souvent pris l'habitude d'apposer un cachet sur le bulletin de sortie de prison, rendant ainsi impossible une seconde utilisation.

Les centres d'hébergement agréés soumettront au préfet un prix de journée qui sera sanctionné par arrêté. De ce prix viendront en déduction les dons de toute nature reçus par les centres. Les dépenses seront inscrites au budget départemental.

Telles sont les dispositions diverses résultant des textes de la circulaire d'application. Notons encore que ceux-ci ne font aucune différence entre les libérés définitifs et les libérés conditionnels.

D'une façon générale, la procédure envisagée est satisfaisante parce qu'elle a tenu compte de l'urgence. Elle paraît cependant plus facilement adaptable à la situation des œuvres recevant des libérés pour une longue période, par exemple celles ouvertes aux libérés conditionnels, qu'aux centres d'accueil du type asile de nuit dont la clientèle va et vient constamment. On peut même se demander si dans la pensée de ceux qui ont

rédigé les textes, ces foyers d'accueil n'étaient pas exclus. Rien ne le dit cependant de façon précise et s'ils sont agréés et se conforment aux prescriptions réglementaires imposées, ces foyers semblent pouvoir bénéficier des nouvelles dispositions.

Cette dernière question présente un grand intérêt du point de vue pénitentiaire, car le nombre des œuvres recevant pour plusieurs mois des libérés de prison, est assez réduit et à peu près insusceptible d'augmentation puisque ce nombre répond approximativement aux besoins actuels. Au contraire, ce qui est appelé à se développer c'est le foyer d'accueil, l'asile pour quelques soirs, dont les besoins financiers ne sont pas moindres. La nécessité de l'ouvrir à proximité de la prison implique sa création dans chaque ville importante, d'où une évidente prolifération que le décret du 29 novembre va rendre possible.

II. — L'INTERDICTION DE SÉJOUR

Après plusieurs années d'attente, qui nous rendent encore plus précieux le texte promulgué, la loi du 18 mars dernier vient de bouleverser de fond en comble la matière de l'interdiction de séjour (1). Mais la portée véritable de cette transformation dépendra pour beaucoup du règlement d'administration publique qui va suivre à brève échéance (en principe dans les trois mois). Aussi préférons-nous ajourner à l'une de nos prochaines chroniques le commentaire que nous donnerons de la nouvelle législation.

Si ce règlement est dans la ligne du texte législatif, l'interdiction de séjour ne constituera plus un obstacle au relèvement des libérés, mais un excellent moyen de lutte efficace contre la récidive et la date du 18 mars 1955 devra être célébrée comme celle d'une révolution dans le domaine de l'action post-pénale.

III. — TEXTES ET CIRCULAIRES

I. — Le décret du 10 mars 1955 (*J. O.* du 16 mars, p. 2883) vient de porter de 5.000 à 10.000 francs le plafond du pécule réserve, c'est-à-dire le maximum de ce qui, sur le salaire pénal, doit être mis de côté pendant la détention, pour n'être remis au détenu qu'à sa libération.

Comme on le sait, la part revenant au détenu sur son travail, est divisée en trois fractions d'inégale importance : 50 % vont au pécule disponible (dont il peut faire un usage immédiat pour améliorer son sort) ; 25 % au pécule de garantie (affecté au paiement des amendes et frais de justice) ; 25 % au pécule réserve. Une fois les condamnations pécuniaires soldées, 75 % sont affectés au pécule disponible et la totalité quand, en outre, le plafond du pécule réserve est atteint.

Or les détenus, souvent trop peu soucieux de leur avenir, ont une tendance bien connue à consommer au fur et à mesure leur pécule disponible, dont le reliquat, cependant, viendrait s'ajouter au pécule réserve à l'époque de leur élargissement. Force est donc de les protéger contre eux-mêmes en mettant hors de leur atteinte une partie convenable de leurs gains. Celle-ci doit être suffisante pour leur permettre au moins, en sortant de prison, d'attendre leur premier salaire, donc de vivre une quinzaine de jours. A cet égard, le plafond de 5.000 francs était nettement trop bas et d'autant encore que dans la majorité des cas les frais de voyage de l'établissement de détention jusqu'à la résidence, sont imputés sur cette somme (il n'en est autrement que pour les indigents ou quand ces frais de voyage absorberaient une portion trop considérable du dit pécule. Dans ces cas, c'est la caisse de l'établissement qui paie le prix du billet).

La modification intervenue met en harmonie la situation des libérés et l'augmentation du coût de la vie survenue depuis 1949, époque à laquelle le plafond avait été fixé à 5.000 francs. Elle est favorable au reclassement des libérés.

Il peut venir à l'esprit que le nouveau maximum de 10.000 francs est encore trop faible. Ce n'est pas inexact, mais l'on ne doit pas oublier que le pécule réserve est à la disposition du libéré en dépit des condamnations pécuniaires dont il resterait éventuellement redevable. Force est évidemment de ménager les intérêts du Trésor et par conséquent, de limiter ce privilège.

II. — Les prisons-écoles d'Ermingen et Doullens, en dépit des sommes assez considérables que l'Administration y a engagées, ne sont jamais qu'aux deux tiers

(1) V. *supra*, p. 337.

pleines, alors cependant que le nombre dans les prisons des jeunes gens de 18 à 25 ans et des jeunes femmes de 18 à 30 ans excède de beaucoup leur contenance. La raison en est dans l'insuffisante durée des peines prononcées qui demeurent liées à la gravité objective des faits et ne tiennent pas compte de l'intérêt réel et profond du délinquant. Il est cependant évident que quelques mois de prison dans une maison d'arrêt, même si elle est cellulaire, ne sont que temps gaspillé et mauvaises habitudes acquises, alors qu'un séjour plus long en prison-école peut constituer — notamment par l'apprentissage d'un métier — un départ favorable vers un nouveau mode de vie.

La raison en est supplémentaiement dans l'imputation sur la peine de la détention préventive. Seul le temps qui reste à faire quand le jugement est définitif, peut être pris en considération pour affecter ou non le sujet en prison-école.

Jusqu'ici ce délai était fixé à un an au minimum. On estimait qu'en dessous il n'était pas possible que le détenu tire un quelconque profit de son transfert et tout spécialement qu'il suive avec succès un apprentissage professionnel. Les circonstances susrelatées, le regret de laisser des places vacantes que tant de jeunes condamnés auraient intérêt à occuper, viennent de conduire l'Administration à tenter un essai.

Il a été décidé de diriger sur Rethel, antichambre d'Ermingen, et également de transférer à Doullens, même les jeunes détenus auxquels il ne reste que six mois à subir quand la peine est définitive. Théoriquement, ce délai pourrait être suffisant pour préparer le certificat de F.P.A. (formation professionnelle accélérée). Mais il faut tenir compte du temps qui va s'écouler inévitablement entre la fixation définitive de la peine et le transfert : envoi des pièces à Paris, délivrance de l'ordre du transfert, préparation et exécution de ce transfert. Il n'est donc pas certain que l'on parvienne en prison-école à tirer un parti convenable du temps très limité imparti aux éducateurs et moniteurs pour tenter de réformer le jeune sujet.

Au surplus, les nouvelles dispositions ont obligé à modifier considérablement, pour en accélérer le rythme, la procédure de constitution des dossiers et tout particulièrement celle des enquêtes sociales. Elles imposent maintenant aux assistantes une véritable gymnastique afin d'envoyer à temps leur rapport.

C'est pour mettre sur pied le nouveau mécanisme que sont intervenues deux circulaires des 18 et 19 février 1955. La première prescrit l'envoi à la Chancellerie d'un index de préclassification (la pièce qui signale le cas) aussitôt que le temps de détention à subir excède six mois, chaque fois que se trouve en cause un jeune adulte (1), faisant ainsi exception à la règle générale qui fixe à plus d'un an ce délai. La deuxième règle l'enquête sociale. L'enquêteuse, directement saisie par le chef d'établissement et non plus par l'Administration centrale, procédera à ses investigations toutes affaires cessantes et saisira elle-même ses collègues compétentes quand l'enquête exigera des démarches hors du territoire où elle a qualité pour les faire.

Les nouvelles dispositions ont eu une efficacité imprévue. Pendant le seul mois de mars, cinquante-six détenus ont été désignés pour Ermingen et douze détenues pour Doullens, alors que la moyenne mensuelle était précédemment de quinze et trois. L'afflux excède tellement les possibilités d'absorption, surtout à Ermingen, que de nouvelles modifications sont envisagées. Elles tendront sans doute à porter à neuf mois le délai qui avait été réduit à six.

IV. — TRANSFORMATION EN MAISON CENTRALE RÉFORMÉE DU CENTRE PÉNITENTIAIRE NEY A TOUL

De grands travaux étaient en cours depuis trois ans dans un des trois bâtiments de l'ancienne caserne Ney à Toul, devenue Centre pénitentiaire par sa cession au ministère de la Justice en 1946, en vue de la transformation progressive de cet établissement en maison centrale réformée.

Ils sont achevés depuis la fin de l'année dernière et permettent de disposer d'un important quartier cellulaire moderne de 225 places, dont 75 isolés du reste constituent le quartier d'observation de la maison centrale. Les cellules sont très vastes et éclairées par de grandes fenêtres de dimensions normales munies, non plus de barreaux, mais

(1) C'est-à-dire, un sujet devant avoir moins de 25 ans à l'époque de sa libération, s'il s'agit d'un garçon, ou moins de 30 ans s'il s'agit d'une femme.

d'un simple grillage constituant une barrière morale. Toute la sécurité est reportée sur le mur qui entoure ce bâtiment et la vaste cour située devant sa façade. Chaque cellule a l'eau courante et un haut-parleur pour les émissions de T.S.F.

Au début du mois de janvier les premiers détenus ont été dirigés sur la maison centrale, laquelle comme celle d'Ensisheim ne recevra que des récidivistes. En effet, si pour les primaires l'Administration dispose de trois établissements réformés (Mulhouse, Melun et Caen), elle n'en avait qu'un pour les récidivistes et cela conduisait à continuer à placer trop souvent dans les maisons de l'ancien type (Clairvaux, Fontevault, Poissy) des détenus qui, malgré leur passé pénal, pouvaient être récupérables.

L'ouverture de Ney s'est accompagnée par ailleurs d'une modification importante dans le mode d'affectation des détenus à leur sortie du Centre national d'orientation. Jusqu'ici seuls les forçats étaient dirigés sur les maisons centrales de réforme. Désormais, il n'est plus tenu compte de la nature de la peine, mais seulement de sa durée. Si celle-ci n'est pas inférieure à quatre ans, le détenu amendable est placé dans l'un de ces établissements bien qu'il soit réclusionnaire ou correctionnel. Non seulement cette méthode est conforme aux tendances pénitentiaires générales dans les autres pays, mais il est impossible d'agir autrement quand on prétend prendre en considération la personnalité du délinquant. Les facteurs individuels l'emportent alors de loin sur les catégories pénales et on ne peut évidemment créer pour chacune des trois peines des maisons adaptées à chaque type de sujets.

Ainsi se réalise lentement dans l'application des peines une unification des pénalités que finira certainement par consacrer le droit positif en matière de décisions judiciaires. Il faut bien se rendre à l'évidence : depuis la suppression de la transportation les travaux forcés ont rejoint les deux autres peines privatives de liberté ; quant à la réclusion, elle n'a cessé depuis cent quarante ans d'être subie dans les mêmes maisons que la peine d'emprisonnement de très longue durée. Du point de vue pénitentiaire les *distinguo* juridiques sont bien artificiels, dès lors que de toute façon le détenu est privé de sa liberté, élément central du châtement.

L'équipe d'observation de la maison centrale Ney comprend, comme celle des autres prisons du même type, un magistrat chargé du contrôle de l'exécution des peines, président (c'est un juge du Tribunal de Nancy), un médecin psychiatre, le directeur et le sous-directeur de la maison centrale, une assistante sociale et des éducateurs. Le personnel de surveillance affecté au nouveau quartier a fait un stage de trois mois à l'école pénitentiaire de Fresnes.

V. — RÉUNION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Le Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire s'est réuni le 29 avril, sous la présidence de M. Schuman, garde des Sceaux, en vue d'entendre M. Touren, directeur de l'Administration pénitentiaire, rendre compte des activités de ses services au cours de 1954.

M. le Garde des Sceaux a tenu d'abord à rappeler que ces problèmes ne lui étaient pas étrangers puisqu'il a été longtemps chargé de rapporter le budget de l'Administration pénitentiaire devant la Chambre des députés. Il a donné au conseil l'assurance que les deux projets en cours d'étude au Parlement, celui sur la probation et celui sur l'exécution des peines, faisaient l'objet de tout son intérêt et qu'il entendait en demander le vote à brève échéance.

M. Touren a commenté les grandes lignes de son rapport. Notons parmi les plus importants, les points suivants :

En ce qui concerne le service de l'exploitation industrielle, des bâtiments et des marchés :

— la suppression du port des sabots dans les établissements, par circulaire du 17 décembre 1954 ;

— l'achat de nouvelles machines-outils pour équiper les ateliers de formation professionnelle ;

— la poursuite de travaux en vue de transformer en prisons cellulaires les maisons d'arrêt de Toulouse, Privas, Périgueux, Rouen et Pau ;

— l'aménagement d'une petite prison pour relégués anti-sociaux à Lure ;

— l'installation de la nouvelle comptabilité dans la circonscription pénitentiaire de Dijon et dans les maisons centrales de Melun et Mulhouse.

En ce qui a trait au bureau du personnel :

- la fâcheuse nécessité de supprimer trois cents emplois de surveillants ;
- la création de postes d'éducateurs, d'assistantes sociales, de chefs d'atelier, de médecins psychiatres ;
- la préparation d'un statut général du personnel ;
- la poursuite des efforts en vue d'obtenir la création d'une indemnité horaire pour le service de nuit.

En ce qui concerne le bureau de l'application des peines :

- la diminution de la population pénale, passée de 22.662 au 1^{er} janvier 1954, à 20.086 au 1^{er} janvier 1955 ;
- la fermeture correspondante de la maison centrale de Riom ;
- la réduction à 424 du nombre de détenus pour faits de collaboration qui était d'environ un millier un an avant ;
- la légère baisse du nombre des forçats et la stabilisation de celui des relégués ;
- la circulaire du 15 décembre 1954 achevant de dispenser les condamnés à mort du port des fers en quelque prison que ce soit ;
- le rôle de plus en plus large dévolu aux assistantes sociales qui ont pu faire bénéficier 25.000 libérés d'une aide efficace au cours de l'année ;
- la circulaire du 25 juin 1954 assouplissant le fonctionnement de la libération conditionnelle en permettant la constitution du dossier au vu de la simple promesse des présidents des comités d'assistance aux libérés de faciliter s'il y a lieu l'embauche du libéré ;
- les succès encourageants obtenus dans les centres de triage de relégués où 46 % de ces « chevaux de retour » placés en liberté conditionnelle parviennent à se reclasser définitivement ;
- l'annonce de la prochaine ouverture d'un quatrième centre de triage à Saint-Etienne ;
- la faiblesse des récidives des libérés des maisons centrales de réforme de Mulhouse et Ensisheim (3 % et 10 %), cette dernière réservée aux seuls récidivistes.

M. le Garde des Sceaux a rendu hommage à l'effort accompli par M. Touren et également par M. Germain qui était directeur de l'Administration pénitentiaire jusqu'au mois de novembre 1954.

Un débat s'est ensuite instauré au cours duquel ont pris la parole : M. Theis, conseiller d'Etat ; M. Ancel, conseiller à la Cour de cassation ; M. le Bâtonnier Marcel Héraud ; M. le Général Toussaint ; M. Battestini, président de la Chambre criminelle à la Cour de cassation ; M. Patin, conseiller à la Cour de cassation ; M. de Bonnefoy des Aulnais, directeur des Affaires criminelles et des grâces ; M. Beyer, directeur du cabinet de M. le Garde des Sceaux ; M. Pinatel, inspecteur général de l'Administration ; M. Mairey, directeur général de la Sûreté nationale ; M. Gilquin, ingénieur en chef de l'Administration pénitentiaire ; M. Brunschwig-Bordier, chef de l'inspection générale de l'Administration ; M. Oudinot, président de la Société générale des prisons.

Ce débat a donné l'occasion à M. Touren de répondre à certaines observations concernant le fonctionnement du pénitencier agricole de Casabianda, l'application du régime cellulaire dans les maisons d'arrêt, le refus d'embaucher des libérés opposé par les entreprises nationalisées, la préparation d'un texte afin de rendre légal le régime des relégués, également la préparation d'un texte sur les anormaux mentaux, le pourcentage de récidive à Haguenaou et à Ermingen.

Avant de se séparer, le Conseil a voté les deux vœux suivants qui seront adressés à M. le Garde des Sceaux :

1^o Le Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire renouvelle le vœu que le Parlement examine au plus tôt les deux textes déposés par le gouvernement :

- sur l'institution d'un régime de probation (déposé le 11 juillet 1952 sous le n^o 4150),
- sur l'exécution des peines privatives de liberté (déposé le 8 avril 1952 sous le n^o 3235).

Il souligne l'urgence des problèmes restés ainsi en suspens.

2^o Le Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire émet le vœu que la Chancellerie mette à l'étude sans retard l'organisation du régime d'assistance aux libérés conditionnels, aux interdits de séjour et aux condamnés qui seront placés sous l'épreuve surveillée, et des moyens nécessaires pour en assurer le fonctionnement.

D. CHRONIQUE DE DROIT PÉNAL MILITAIRE

par Pierre HUGUENEY

Professeur à la Faculté de droit de Dijon.

1. Les paramilitaires devant les tribunaux militaires.

Deux arrêts de la Chambre criminelle viennent opportunément préciser la situation de certains paramilitaires devant les tribunaux militaires.

Le premier a trait aux membres de la Gestapo. Faut-il devant les tribunaux militaires les considérer comme des militaires ? La Chambre criminelle ne le pense pas. La Gestapo est, à ses yeux, une formation de police et non pas une formation militaire. La conclusion qu'elle tire de là, c'est que le Tribunal militaire doit être composé comme pour le jugement des simples soldats et civils lorsque les accusés sont membres de la Gestapo, quel que soit leur grade d'assimilation (Cass. crim., 27 juill. 1954, *B. cr.*, n^o 278).

Le second concerne les F.T.P. Des F.T.P., dont les titres de résistance avaient été régulièrement validés, avaient commis des assassinats au cours d'une mission dont ils avaient été régulièrement investis par les chefs de leur groupe de résistance. La Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris les avait envoyés en cours d'assises. La Chambre criminelle, considérant que les faits avaient été commis dans le service, au sens de l'article 2, § 4, du Code de justice militaire, et relevaient en conséquence des tribunaux militaires, a cassé l'arrêt de la Cour de Paris (Cass. crim., 4 mai 1954, *B. cr.*, n^o 157).

2. Serment prêté par un témoin entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire du président du tribunal militaire.

L'article 269 ancien du Code d'instruction criminelle, après avoir, dans son alinéa 1^{er}, donné au président des assises le droit d'appeler et entendre en vertu de son pouvoir discrétionnaire toutes personnes qui lui paraîtraient utiles à la manifestation de la vérité, disait, dans son alinéa 2 : « Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment, et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignements ».

On s'était, sous l'empire de ce texte, demandé s'il y avait nullité de la procédure dans l'hypothèse où, au mépris de cette dernière disposition, le témoin entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire du président avait déposé sous la foi du serment. Par toute une série d'arrêts, la Cour de cassation avait décidé qu'il n'y avait nullité que si l'une des parties s'était opposée à la prestation de serment (v. sur cette jurisprudence : G. Le Poittevin, *C. inst. crim. annoté*, sous l'art. 269, n^o 53).

Le Code de justice militaire pour l'armée de terre de 1928, après avoir, dans son article 82, alinéa 1^{er}, conféré au président du tribunal militaire un pouvoir discrétionnaire calqué sur celui du président des assises, a, dans son article 82, alinéa 4, repris et renforcé la disposition ancienne de l'article 269, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle :

Les personnes appelées en vertu du pouvoir discrétionnaire du président « ne prêtent serment que si leur convocation comme témoins a été faite par le président au moins vingt-quatre heures avant leur audition et a été, dans le même délai, notifiée soit à l'inculpé, soit au commissaire du gouvernement ; dans le cas contraire, elles ne prêtent pas serment et leurs déclarations ne sont considérées que comme renseignements ».

Le président du tribunal militaire permanent de Metz, usant de son pouvoir discrétionnaire

tionnaire, avait fait entendre un témoin qui n'avait été ni convoqué vingt-quatre heures au moins avant son audition, ni notifié dans le même délai au commissaire du gouvernement et qui cependant, sur la demande expressé du défenseur de l'accusé, avait prêté serment.

La Chambre criminelle (26 janv. 1954, *B. cr.*, n° 33) a jugé que, le commissaire du gouvernement ne s'étant pas opposé à la prestation de serment, ce serment ne pouvait donner ouverture à cassation.

Elle a maintenu, en face de la disposition plus stricte de l'article 82 du Code de justice militaire l'interprétation libérale qui avait prévalu sous l'empire de l'article 269 ancien du Code d'instruction criminelle. Ce libéralisme se comprend et se justifie d'autant mieux qu'il s'accorde avec la disposition nouvelle de l'article 269, alinéa 2, remanié par la loi du 25 novembre 1941 et aux termes de laquelle aujourd'hui les témoins appelés en vertu du pouvoir discrétionnaire du président des assises prêtent serment à moins que le ministère public, la défense ou la partie civile s'y opposent.

E. CHRONIQUE DE CRIMINOLOGIE

par Jean PINATEL

*Inspecteur général de l'Administration,
Secrétaire général de la Société Internationale de Criminologie.*

LES RAPPORTS DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE ET DU RÉCIDIVISME DES ADULTES

Dans une étude effectuée il y a quelques années (1), nous avons ainsi résumé les conclusions provisoires qui paraissent pouvoir être dégagées des données statistiques et des recherches scientifiques récentes :

1° Il existe de 70 à 80 % des mineurs délinquants qui ne récidivent jamais. Ce sont des délinquants d'occasion qui posent avant tout des problèmes d'adaptation sociale et non des problèmes criminologiques.

2° Il existe des relations régulières présentant un caractère certain de constance entre la délinquance juvénile et le récidivisme : sur les 20 à 30 % de l'ensemble des mineurs délinquants qui posent des problèmes criminologiques, une proportion de 30 à 50 % est sujette au récidivisme. Le phénomène du récidivisme affecte donc de 6 à 15 % de l'ensemble des mineurs délinquants. Par contre, 10 à 21 % de l'ensemble des mineurs délinquants présentant des caractères criminogènes sont sauvés grâce aux méthodes de rééducation.

3° L'existence d'un résidu important de récidivistes ne peut s'expliquer seulement par des facteurs sociaux. La preuve que ceux-ci ne jouent pas un rôle prépondérant est donnée par le fait que la récidive des mineurs moralement abandonnés est insignifiante, alors pourtant que leur milieu social d'origine est éminemment défavorable.

4° Les facteurs qui prédisposent avec un haut degré de probabilité au récidivisme apparaissent, à la lumière des premières recherches scientifiques entreprises, comme étant principalement d'ordre biologique. Au premier plan de ces facteurs se rangent les troubles du caractère, surtout s'ils sont compliqués par la débilité intellectuelle. Les symptômes de ces anomalies caractérielles sont régulièrement rencontrés dès les premières années de la jeunesse.

5° Le développement des recherches touchant l'étiologie du récidivisme doit permettre la mise au point de méthodes pratiques de pronostic. Dans ce but, et en dehors de toute préoccupation philosophique, il est indispensable qu'une organisation rationnelle de la statistique et de la recherche scientifique soit poursuivie par les services intéressés.

Ainsi donc, dès ces premiers travaux touchant le récidivisme, le problème capital qui s'imposait et retenait l'attention était qu'il convenait de pouvoir discerner parmi les mineurs délinquants et inadaptés, ceux qui étaient susceptibles de persister dans la criminalité et ceux qui ne feraient plus parler d'eux à ce point de vue.

Le souci de faire un pronostic exact du récidivisme constitue d'ailleurs la préoccupation majeure de tous les praticiens de l'inadaptation et de la délinquance juvéniles.

(1) J. Pinatel, « Le récidivisme des mineurs délinquants », *Sauvegarde*, juin 1948, p. 3 et s.

Ils sont obligés dans leur travail quotidien d'émettre à propos de chaque sujet étudié de tels pronostics. Mais ils le font empiriquement, intuitivement, certains même disent « arbitrairement ». Il est incontestable que c'est la fragilité des pronostics émis dans les centres d'observation et devant les tribunaux pour enfants qui contribue à minimiser la portée des expériences effectuées dans le domaine du droit des mineurs. L'extension ou plus exactement l'adaptation aux adultes des institutions et des méthodes appliquées aux mineurs, que nous n'avons cessée de réclamer depuis dix ans, ne s'imposera avec la netteté de l'évidence que si nous améliorons nos techniques de pronostic.

Cette conviction est commune à tous ceux qui, un peu partout dans le monde, ont approfondi ce problème (1).

Il résulte de leurs travaux qu'il convient de comparer des groupes de délinquants juvéniles et de récidivistes adultes au triple point de vue typologique, clinique et factoriel.

I. — LE PROBLÈME ENVISAGÉ DU POINT DE VUE TYPOLOGIQUE.

Du point de vue typologique, délinquants juvéniles et récidivistes peuvent être comparés tant en ce qui concerne les troubles de l'intelligence que ceux du caractère.

A. — Les troubles de l'intelligence chez les délinquants juvéniles et les récidivistes adultes.

Pour se faire une idée de l'importance des troubles d'intelligence dans la perspective de la récidive, on peut comparer la fréquence dans laquelle les troubles de l'intelligence se manifestent dans un groupe de mineurs délinquants et dans un groupe d'adultes récidivistes.

Dans une étude publiée en 1942, M. G. Heuyer (2) a rapporté qu'il avait rencontré parmi les mineurs étudiés 10,8 % de bien doués, 44 % de sujets d'intelligence moyenne, 27,8 % de sujets ayant une intelligence inférieure ou un niveau limite, 17 % de débiles profonds, et 0,4 % d'imbéciles. Plus récemment, sur 100 mineurs inadaptés, nous avons relevé avec MM. Blanc et Bertrand (3) : 14 bien doués, 41 sujets se rapprochant de la moyenne, 31 débiles légers (sujets ayant une intelligence inférieure ou un niveau limite), 11 débiles profonds, 1 imbécile. Nos résultats sont donc à peu de choses près ceux de M. Heuyer.

Les mineurs délinquants et inadaptés effectuant le plus souvent des vols, surtout les garçons, il était nécessaire de comparer les résultats obtenus à leur égard avec des données relatives à des voleurs adultes récidivistes. Or, précisément, Mme Galy a effectué récemment une étude sur 315 voleurs récidivistes condamnés à de longues peines et observés au Centre national d'orientation de France. Elle a rencontré 11 % de bien doués, 73,13 % d'intelligence moyenne, 13,26 % d'intelligence inférieure et de niveau limite, 2,26 % de débiles profonds, 0 % d'imbéciles.

Il saute donc aux yeux que les voleurs récidivistes sont, dans l'ensemble, plus intelligents que les mineurs délinquants et inadaptés. L'intelligence moyenne ou subnormale se rencontre parmi les 3/4 des adultes, alors qu'on ne la trouve pas dans la moitié des mineurs. Au contraire, il y a peu de débilité légère et profonde chez les adultes, tandis qu'on les note parmi presque la moitié des mineurs.

Pour valider ces résultats et éventuellement lever l'objection qui consisterait à soutenir que les deux groupes ne sont pas comparables, puisqu'aussi bien la statistique Heuyer concerne des garçons et des filles, tandis que la nôtre limitée aux garçons comprend à côté de mineurs délinquants, presque tous voleurs, quelques inadaptés non délinquants, nous avons effectué une étude spéciale sur un groupe de 50 mineurs

(1) J. PINATEL, « Le pronostic du comportement antisocial », cette *Revue*, 1952, p. 286 et s. ; « Le pronostic du récidivisme », *Ibid.*, 1953, p. 518 et s. ; « L'état dangereux à travers l'étude statistique du récidivisme et les tables de prédiction », *Conférences du II^e Cours international de criminologie*, Melun, 1954, p. 283 et s.

(2) G. HEUYER, *Enquête sur la délinquance juvénile. Etude de 400 dossiers. Pour l'enfance coupable*, 1942.

(3) Etude à paraître dans la *Revue internationale de criminologie et de police technique*.

délinquants voleurs individualisés parmi les 100 mineurs observés et avons constaté qu'il n'y avait pas quant à l'intelligence de différences significatives entre ce groupe spécial et l'ensemble du groupe comprenant à la fois des voleurs, d'autres délinquants et des inadaptés, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

Groupe	Bien doués	Intelligence inférieure	Intelligence inférieure et niveau limite	Débilité profonde	Imbécillité	Sans renseignements
Ensemble du groupe des mineurs délinquants et inadaptés.	14	41	31	11	1	2
Groupe spécial de voleurs.	16	40	34	8	2	

On peut donc considérer comme acquis que du point de vue du pronostic du récidivisme, spécialement dans le domaine du vol, la débilité mentale légère ou profonde ne saurait donc être considérée comme un élément défavorable.

B. — Les troubles du caractère chez les délinquants juvéniles et les récidivistes adultes.

A l'opposé de la théorie de la débilité mentale, qui met en cause les troubles de l'intelligence, la théorie constitutionnelle met en cause les troubles du caractère qui sont l'expression de « constitutions psychopathiques ».

Cette théorie a connu une très grande vogue et en 1942, M. G. Heuyer trouvait parmi les mineurs délinquants étudiés 40,5 % de troubles graves, 57 % de troubles légers.

La nomenclature des troubles du caractère usitée par M. Heuyer était alors la suivante :

1° troubles légers : petite émotivité, émotivité, cyclothymie, petits pervers et perversis, suggestibilité, impulsivité, irascibilité ;

2° troubles graves : grande instabilité, troubles épileptiques, paranoïaques, pervers.

Depuis lors, la théorie constitutionnelle a perdu du terrain devant les découvertes de la psychanalyse et les études suivies effectuées par M. Heuyer lui-même. Ces dernières ont mis notamment en lumière que les pervers s'étaient ultérieurement adaptés aussi bien que des sujets présentant simplement des troubles légers de caractère.

Il ne faut donc pas être étonné qu'à l'heure actuelle les praticiens aient tendance à restreindre la notion de trouble constitutionnel du caractère. Parmi nos 100 mineurs observés, ce n'est guère que pour 37 % d'entre eux que l'on relève des troubles graves ou légers du caractère qui permettent d'évoquer la notion de constitution psychopathique. Pour les autres, on se réfère à des notions évolutives, et l'on parle de réactionnels, de disharmoniques, d'hypoévolués et de sociables.

En ce qui concerne les adultes voleurs récidivistes, Mme Galy s'est efforcée de préciser leur tendance caractérielle dominante et a dégagé les résultats suivants : instabilité (17,47 %), hyperémotivité (6,47 %), psychasthénie, tendances dépressives (6,47 %), hypomanie, excitation (6,14 %), schizoïdie (1,94 %), paranoïaque, interprétant (0,97 %), épileptoïde (3,23 %), pervers (5,82 %), déséquilibre (15,53 %), équilibre (32,03 %), sans renseignements (3,88 %). Pratiquement, selon la distinction première de M. Heuyer, il faudrait retenir 25,85 % de troubles graves et 38,59 % de troubles légers.

Mais, pratiquement aucune comparaison valable ne peut être faite entre ces résultats et ceux de M. Heuyer, puisque ce dernier avait introduit dans les troubles légers de caractère, la suggestibilité (trait spécifique du débile) et qu'il n'en a pas été de même dans la nomenclature de Mme Galy.

En bref, compte tenu des données rassemblées, on s'aperçoit qu'il est très difficile de prendre en considération les troubles du caractère dans le pronostic du récidivisme effectué à partir de la délinquance et de l'inadaptation juvéniles. C'est qu'en effet, les oppositions des conceptions de base sur la nature du caractère, la diversité des nomenclatures typologiques, sans parler des équations personnelles qui s'introduisent dans le diagnostic, ne permettent pas l'élaboration d'un pronostic sérieux.

Il faut donc souhaiter avec force que l'étude des troubles du caractère soit reprise dans son ensemble, car faute de s'entendre sur une nomenclature typologique de base, le pronostic du récidivisme se heurtera à des obstacles considérables dans cette perspective.

II. — LE PROBLÈME ENVISAGÉ DU POINT DE VUE CLINIQUE.

Dans une perspective clinique, il convient de se pencher sur l'étude des situations précriminelles et sur celle des processus criminogènes.

A. — Les situations précriminelles.

On sait que le critère dégagé dans cet ordre d'idées par M. Olof Kinberg gravite autour de la recherche de l'occasion. S'il y a eu recherche de l'occasion, c'est qu'il existe une disposition criminelle plus ou moins alerte qui légitime un pronostic sombre. S'il n'y a pas eu recherche de l'occasion, au contraire, le pronostic se présente plus favorablement. Entre ces deux hypothèses, il faut placer celle de la criminalité associationnelle où l'occasion est certes recherchée, mais où l'existence du groupe criminel constitue également une incitation permanente à la délinquance.

Ces principes sont confirmés sur le terrain du récidivisme des voleurs adultes par l'étude de Mme Galy qui trouve que le délinquant n'a pas eu besoin de chercher l'occasion dans 29,44 % des cas et que l'occasion a été recherchée dans 64,72 % des cas.

En ce qui concerne les mineurs, au contraire, sur 50 cas de vol étudiés, il ressort que l'occasion n'est pas recherchée en cas de vol domestique, de vol généreux, de vol de jouissance. Par contre, elle est recherchée en cas de vol de compensation, de vol utilitaire, de vol d'habitude. Quant au vol d'imitation et au vol de groupe, ils correspondent aux situations intermédiaires décrites par M. Kinberg.

Mais la question se pose de savoir si le seul critère de l'occasion peut permettre un pronostic valable du récidivisme des mineurs délinquants. Qu'il permette d'écarter l'hypothèse de récidive pour les vols généreux ou domestiques, au demeurant relativement rares, ou pour les vols de jouissance, qui sont les plus courants (14 cas sur 50) cela paraît raisonnable. C'est qu'en effet, les circonstances des vols de jouissance sont, dans la plupart des cas, banales. Tel garçon désire une bicyclette, objet de ses rêves et en dérobe une. Tel autre a volé des objets mobiliers uniquement pour se construire une cabane dans les bois. Celui-ci a voulu satisfaire sa gourmandise, celui-là voulait acquérir des jouets, un autre encore voulait des illustrés ou aller au cinéma. Dans tous ces cas, l'occasion s'est trouvée à portée de la main et les enfants, mal surveillés, n'avaient pas et ne pouvaient se procurer chez eux les choses qu'ils voulaient.

Par contre, on peut se demander si le vol de compensation, le vol utilitaire, le vol d'habitude comme le vol d'imitation et le vol en bande dans lesquels l'occasion est recherchée, doivent conduire indifféremment à un pronostic défavorable. Peut-on assimiler, par exemple, le vol de compensation à tonalité aventureuse et qui constitue en quelque sorte un acte gratuit, au vol utilitaire, où c'est la nécessité qui pousse à agir ? Peut-on assimiler le vol d'imitation, où il y a dressage et influence décisive de tiers plus âgés avec le vol en groupe, où il y a un chef du même âge qui est l'âme de la bande ? Ne doit-on pas considérer à part le vol d'habitude, qui révèle la continuité de l'activité délictuelle, la progression dans la hardiesse par suite de l'impunité, le calcul des risques ?

Ces quelques exemples montrent que le pronostic effectué en fonction des situations précriminelles doit être complété par celui effectué en fonction des processus criminogènes.

B. — Les processus criminogènes.

Lorsqu'on procède à une étude aussi approfondie que possible des processus criminogènes et que l'on aborde dans cette perspective le pronostic du récidivisme, on s'aperçoit que des distinctions doivent intervenir, non seulement entre les différentes catégories de vol où l'occasion a été recherchée, mais encore à l'intérieur de chaque catégorie en fonction de la vie intérieure des sujets. Une analyse sommaire des processus de compensation, des processus d'imitation, des processus d'habitude, des processus de groupe le démontre nettement.

a) Les processus de compensation.

Il existe des processus élémentaires de compensation. Ils apparaissent lorsqu'il s'agit, par exemple, d'un enfant basque qui prétend avoir été traité de bohémien, de celui qui volera et entraînera sa sœur pour faire comme les autres, c'est-à-dire aller à la Foire, de celui qui veut épater les autres par une aventure piquante ou encore de celui qui vole à l'occasion d'une crise de caractère.

Mais il en est de plus significatifs où l'on peut parler de surcompensation.

1° Dans un cas, le garçon est dominé par l'orgueil du rang. Il n'admet pas que son père n'ait pas une situation telle qu'il puisse, comme beaucoup de camarades plus riches, qui sont en classe avec lui, avoir ce qu'il désire. Le vol, dans ces conditions fait penser plutôt chez lui au prélèvement que le seigneur opérât sur ses vassaux.

2° Dans un autre, le garçon a refusé l'invitation de flirt poussé d'une jeune fille. Il en résulte qu'il a voulu se prouver à lui-même qu'il était un homme et qu'il était capable d'un acte d'indépendance. Indirectement, la personnalité d'un camarade type de « héros de contrebande » a joué sur son imagination. Le vol n'a été que la traduction de ce conflit et a surgi comme un abcès à la surface de la peau.

Il est clair que dans tous ces cas le processus est moins criminogène que psychologique et que partant, le pronostic peut s'avérer favorable.

b) Les processus utilitaires.

Ils sont placés sous le signe d'un besoin impérieux à satisfaire. Aussi, n'est-ce qu'après s'être fait prendre que l'on se posera un problème. D'ailleurs, l'attitude post-délictuelle est essentiellement variable : l'un niera systématiquement et inlassablement, un autre regrettera surtout de s'être fait prendre, le troisième restera ancré dans son sentiment d'injustice subie, qui lui fait considérer son acte comme une « vengeance » infligée à la société. En voici un, qui regrettera son acte pendant son séjour en prison, mais ce ne sera qu'une réaction superficielle, tandis que celui-là a tout de suite eu des regrets qui s'avèreront profonds et durables. Un dernier témoignera d'une indifférence absolue : aucune prise de conscience par ignorance du bien et du mal.

Ici, ce n'est pas le processus qui est à proprement parler criminogène, c'est l'attitude post-délictuelle qui est révélatrice dans cet ordre d'idées et le pronostic favorable ou défavorable devra être fonction de cette attitude.

c) Les processus d'imitation.

Ils portent la marque de la suggestibilité, c'est-à-dire essentiellement de la débilite mentale. Le problème moral n'a pas été perçu : « c'est par amoralisme et non par immoralisme que l'enfant a été amené à être le complice de ses proches... ne réalise pas d'ailleurs que son acte soit immoral et qu'il doive en subir les conséquences... compréhension difficile du problème moral... n'a pas l'impression d'avoir mal agi... ne comprend pas très bien pourquoi il est fautif », telles sont quelques-unes des phrases-types que l'on peut relever dans les rapports d'observation.

Il n'y a pas donc là un véritable processus criminogène et le pronostic s'avère en conséquence favorable.

d) Les processus d'habitude.

Les processus d'habitude se différencient nettement selon trois types :

1° Il y a, tout d'abord, ceux qui coexistent avec une certaine éveillabilité morale : regret éprouvé certain, solidarité des membres de la famille devant les conséquences.

2° Il y a, ensuite, ceux qui, en tout état de cause, sont le fait de mineurs qui demeurent fragiles du point de vue moral. Il n'y a pas de remords ou il est tout superficiel, lié à l'ennui de s'être fait prendre.

3° Il y a, par ailleurs, ceux qui sont l'expression d'une maturation criminelle avancée : on s'est installé en marge de la légalité, on accepte avec un certain fatalisme le risque d'être pris, comme une sorte de risque professionnel.

Il apparaît que le pronostic sera favorable dans la première hypothèse, hésitant dans la deuxième et sombre dans la troisième.

e) *Les processus de groupe.*

On distingue deux types de processus criminogènes. Dans la première hypothèse, on peut parler de processus-exploit. Le délit procure une évasion, il faut échapper à l'humble et misérable réalité et les garçons ne réalisent pas la gravité du jeu. A leur sortie du commissariat de police où ils ont été interrogés, ils reprennent de l'assurance, manifestent bruyamment leur désinvolture en criant et en jetant des cailloux sur des fillettes du voisinage. Ce n'est pas par dureté morale, qu'ils sont indifférents à ce qui a pu leur être dit, ils ne croient pas avoir fait grand mal, mais simplement avoir un peu joué en dehors des limites permises et avoir reçu un simple rappel à l'ordre.

Toute autre est l'hypothèse, où les enfants en sont arrivés à s'organiser pour tromper et voler. Du jeu, ils en sont arrivés à une ébauche de professionnalisation. A ce stade, il y a incompréhension totale de la valeur morale de l'acte.

Dans ces deux hypothèses le pronostic variera : il sera favorable dans la première et défavorable dans la seconde.

Ainsi donc du point de vue clinique, après un premier tri effectué sur la base de l'étude objective des situations précriminelles, on peut arriver à des pronostics différenciés grâce à l'étude subjective des processus de l'action délictueuse.

III. — LE PROBLÈME ENVISAGÉ DU POINT DE VUE FACTORIEL.

La possibilité d'un pronostic clinique du récidivisme étant incontestable, il s'agit maintenant de savoir si cette réalité peut être corroborée par l'analyse factorielle. La réponse à cette question constitue une préoccupation essentielle de la recherche criminologique moderne.

Pour apporter une contribution personnelle dans cette perspective, on peut comparer grâce aux analyses factorielles effectuées par M. Heuyer pour les mineurs et Mme Galy, pour les voleurs récidivistes adultes, un certain nombre d'éléments d'ordre biologique et social mis en lumière dans ces deux études.

Les résultats de cette comparaison sont consignés dans les deux tableaux suivants :

TABLEAU N° 1 : FACTEURS SOCIAUX

Facteurs	Délinquance juvénile	Récidivisme	Observations
Dissociation familiale..	88 %	70 %	
Enfant unique.....	17,3 %	17,3 %	
Familles nombreuses. .	33 %	34 %	
Enfants illégitimes. . .	20 %	14 %	concubinage + enfants abandonnés
Manque de surveillance	62,5 %	63 %	
Education activement mauvaise.	8,5 %	6,14 %	
Manque de tendresse, antipathie, réaction d'opposition.	43,2 %	41 %	
Education trop faible .	13 %	9,38 %	
Origine urbaine.	93,4 %	87 %	
Parents, travailleurs manœuvres, gens de service.	52,6 %	53 %	
Niveau scolaire :			
normal.	28,3 %	39,79 %	
retard.	65,5 %	49,83 %	
analphabétisme	6,2 %	9,88 %	
Fréquentation scolaire :			
nulle.	4 %	4,20 %	
régulière.....	46 %	30,09 %	
Ecole libre.	2,7 %	2,26 %	
Changement fréquent d'école.	12,5 %	3,55 %	+
Apprentissage.	44,6 %	14,87 %	— > 40

Il ressort donc de ce tableau que les facteurs sociaux inhérents à la famille d'origine se retrouvent sensiblement à égalité chez les mineurs délinquants et les récidivistes. Par contre, le niveau scolaire est plus élevé chez les récidivistes, bien que la fréquentation scolaire soit plus forte chez les mineurs. Le changement fréquent d'école est également plus accusé chez les mineurs.

Mais, l'élément important de différenciation est relatif à l'apprentissage : 14,87 % seulement des récidivistes ont effectué un apprentissage contre 44,6 % pour les mineurs. Il semble donc qu'un niveau scolaire normal associé au défaut d'apprentissage constitue un élément important quant au pronostic du récidivisme.

TABLEAU N° 2 : FACTEURS BIOLOGIQUES

Antécédents héréditaires (grands-parents)			
Facteurs	Délinquance juvénile	Récidivisme	Observations
Alcoolisme	26,3%	Pas de renseignements	
Tuberculose.	10,77%	Pas de renseignements	
Syphilis avérée.	5,16%	Pas de renseignements	
Hérédité suspecte ou inconnue.	33,4%	Pas de renseignements	
Troubles du caractère, déséquilibre grave.	8,86%	19%	
Amoralité.	6,16%	1,94%	
Troubles mentaux	4,2%		
Suicide.	4,2%	5,82%	
Délinquance.	Pas de renseignements	2,03%	
Antécédents héréditaires (parents)			
Facteurs	Délinquance juvénile	Récidivisme	Observations
Alcoolisme.	49,2%	37,5%	
Tuberculose.	15,46%	13,58%	
Syphilis avérée.	2,16%	1,61%	
Hérédité suspecte ou inconnue.	15,6%	Pas de renseignements	
Troubles du caractère.	46,8%	47,8%	
Amoralité.	35%	17,80%	
Troubles mentaux	8,73%	12,59% (y compris épilepsie 3,22%)	
Suicide.	0,23%	4,53%	
Délinquance.	9,93%	13,59%	

Antécédents héréditaires (collatéraux)

Facteurs	Délinquance juvénile	Récidivisme	Observations
Arriération intellectuelle.	2,4%	0,97%	
Troubles mentaux	2,3%	4,20%	
Suicide.	0,9%	1,29%	
Epilepsie.	0,45%	7,44%	
Convulsions.	4,2%		
Alcoolisme.	2,9%	Pas de renseignements	
Troubles du caractère.	7,9%	Pas de renseignements	
Délinquance.	8,6%	11,32%	
Amoralité.	6%	1,61%	
Tuberculose.	6,6%	Pas de renseignements	
Maladies graves	3,6%	Pas de renseignements	
Morts en bas-âge	16,1%	Pas de renseignements	
Fausses couches.	7,1%		
Affections neurologiques congénitales.	1,8%	0,64%	

Il ressort de ce tableau que les antécédents héréditaires sont sensiblement les mêmes chez les mineurs et les récidivistes. Tout au plus, peut-on noter que la délinquance et le suicide des parents sont plus élevés chez les récidivistes et que l'amoralité des parents est plus grande chez les mineurs.

En définitive, sur le terrain des facteurs biologiques, on ne trouve pas d'éléments de différenciation aussi nets que ceux existant sur le terrain des facteurs sociaux en ce qui concerne le niveau scolaire et l'apprentissage.

Pratiquement, en rapprochant les résultats de cette comparaison factorielle avec ceux déjà dégagés du point de vue typologique, on serait amené à prendre en considération pour le pronostic du récidivisme du vol les facteurs suivants : suicide et délinquance chez les parents ou collatéraux, intelligence moyenne, niveau scolaire normal, défaut d'apprentissage.

On est donc ainsi amené à mettre l'accent sur la rareté des facteurs de différenciation et à constater l'impossibilité devant laquelle on se trouve, en conséquence, d'aller plus avant, voire d'aborder la traduction mathématique de ces résultats en vue de l'élaboration de schémas de pronostic ou de tables de prédiction.

Au début de cette chronique, les conclusions provisoires d'une précédente étude publiée, il y a environ sept ans, ont été rappelées.

On constate si l'on rapproche ces premières conclusions de celles qui ont été dégagées au cours de cette étude, combien il n'est plus possible aujourd'hui d'être aussi affirmatif sur le rôle des troubles du caractère dans l'étiologie et donc dans le pronostic du récidivisme.

Il est significatif également que la nature biologique du récidivisme qui paraissait alors s'imposer comme hypothèse fondamentale de travail, apparaît, à la lumière des données dégagées, s'amenuiser devant l'importance de certains facteurs de différenciation d'ordre social (niveau scolaire et défaut d'apprentissage).

Mais, en réalité, on peut se demander si ce n'est là qu'apparence. Ce défaut d'apprentissage que la statistique constate ne constitue pas nécessairement l'expression de conditions sociales particulières. Il peut n'être que l'expression d'un trait de caractère, jadis noté par Lombroso, à savoir « l'horreur du travail » éprouvé par les criminels. Le criminel, disait-il, est « un irrégulier du travail »; un capricieux de la fatigue qui prétend ne s'y soumettre que quand cela lui plaît, alternant les efforts intenses aux longues paresseuses, et toujours récalcitrant à la volonté d'autrui » (1). On se trouve ainsi ramené au problème fondamental du caractère.

Quelle que soit l'importance de ce problème du caractère, ce qui s'impose également aujourd'hui, c'est la prise en considération de l'aspect psycho-moral du récidivisme. L'analyse des processus criminogènes qui constitue pratiquement une méthode clinique de pronostic valable, attire notre attention sur l'importance des attitudes et des croyances du sujet, alors que l'analyse factorielle a mis davantage en lumière l'importance de ses aptitudes.

Attitudes, croyances, aptitudes, telles sont les directions dans lesquelles devront être orientées à l'avenir les études relatives au pronostic du récidivisme.

(1) C. LOMBROSO, *Le crime. Causes, remèdes*, Paris, Alcan, 1899, p. 244 et s.

F. CHRONIQUE DE POLICE

par Jean SUSINI

Commissaire Principal à la Sûreté Nationale.

L'ACTION DE LA POLICE FACE A L'INFRACTION

1. Il peut être inattendu d'en arriver à se poser la question de savoir si la police doit intervenir en cas d'infraction.

En fait et il ne semble pas que cela soit près de changer, elle intervient toujours en de tels cas. L'homme victime d'une violence pénale n'hésite pas à lui demander assistance. Les services de police sont les lieux où se déposent la plupart des plaintes. Pour le public, le réflexe est acquis, on se plaint à la police, on demande du secours à la police. Cela est un fait constant et naturel.

Et pourtant à lire certains écrits, à voir certains films, à écouter certains discours, on finit par se demander ce que la police vient faire dans la galère judiciaire.

Son action si naturelle on finit par s'interroger sur son opportunité.

A-t-elle des fondements légaux ?

La question que nous nous posons ici est celle de savoir si elle a des fondements plus profonds que ceux qui pourraient être tirés du droit pénal. Répond-elle à des exigences supérieures auxquelles le droit criminel sera tôt ou tard contraint de donner satisfaction ?

2. Ce problème est délicat. Il est facile, *ex cathedra*, de raisonner avec aisance et facilité et de trouver des solutions théoriques aux problèmes concrets. Mais tout cela aboutit à des formules provisoires qui compliquent éternellement la situation.

On peut notamment épiloguer longuement et savamment sur l'enquête dite « officielle ».

On peut se demander pourquoi le juge d'instruction s'adresse à la police.

Rien n'oblige le parquet à lui demander des renseignements avant de poursuivre.

Rien n'oblige le juge à adresser des commissions rogatoires à la police.

Rien sinon l'obligation qu'ils ont de faire leur métier.

Le besoin de connaître la vérité est la base d'une saine justice.

Le souci de tabler sur du vrai est évidemment un progrès sur celui de se contenter de preuves rituelles.

Or cette exigence de vérité ne peut être assouvie que par des moyens techniques dont, seule, la police est détentrice.

Mais la procédure pénale judiciaire est *dangereusement* aspirée par son épisode final. Ce sont alors les notions de justice rétributive et le duel judiciaire qui dominent.

Et c'est alors que se pose en termes contradictoires l'évaluation du rôle de la police à propos de l'infraction.

Car l'équilibre entre la criminalité et les forces qui tentent de la contenir ou de la réduire risque d'être détruit en cas de conclusions tirées du seul point de vue judiciaire, notamment du seul point de vue de l'instance finale.

3. *Réaction immédiate.*

Le phénomène criminel est un fait. C'est également un fait que le groupe réagit contre lui essentiellement. Essentiellement, car c'est de son essence même qu'il reçoit

l'impulsion de base de son intervention. La violation de la norme pénale n'est pas uniquement chose formelle, c'est aussi chose vécue. Quelque chose de très grave pour la vie même du groupe est en cause lors de l'infraction. L'ensemble des violations de la loi pénale constitue un phénomène social objectif : la criminalité.

Il y a un rapport entre la forme d'un groupe et son taux de criminalité. Il y a un rapport constant entre le taux de la criminalité et l'action de la police.

Donc à la spontanéité du phénomène criminel, répond naturellement la spontanéité de l'intervention du groupe.

La réaction contre telle infraction donnée est d'abord un phénomène global.

La nature profonde du geste qui surgit, dès l'infraction connue, est expressément de nature « administrative », au sens où ce terme vise la vigilance et la continuité de l'exercice de la puissance administrative. Et dans cette spontanéité il est question du présent, il est question de la paix matérielle et morale, il est question de réaliser de façon permanente l'état complexe de sécurité.

Cela est si vrai que le juge d'instruction n'a pas le droit d'informer prématurément et que d'autre part, il doit respecter le principe de la spécialité de l'information.

L'individualisation judiciaire de la réaction sociale est une étape ultérieure du réflexe social provoqué par le trouble pénal.

Le problème de l'insertion de la séparation des pouvoirs se situe dans une perspective temporelle. Il faut ici se garder de sombrer dans une sorte de *manichéisme* qui aboutirait à l'anarchie.

On peut tirer de cette brève analyse la conclusion que face à l'infraction, l'autorité de base de la vie sociale courante, celle qui fait participer la puissance administrative à l'ordre des situations concrètes et urgentes, n'a pas le droit, au sens même où ce mot symbolise l'état de droit, de rester inactive.

Toute infraction est en quelque sorte un atome d'insécurité.

Mais elle ne peut être d'emblée isolée du milieu où elle a existé. Elle appartient au complexe et aux intrusions de l'instant et du lieu. Elle ne laisse personne indifférent. Et le spectacle d'une police dont la présence se limiterait à la constater serait pour le public celui d'une démission.

Or toute la controverse sur l'action de la police à l'occasion de l'infraction tend à ce résultat.

Le problème est donc celui de savoir à partir de quel moment le pouvoir proprement judiciaire peut prendre la suite de l'intervention de la puissance administrative, c'est-à-dire de la police.

Les principes fondamentaux de la procédure pénale ne la rendent applicable qu'à partir de certaines conditions qui sont rarement des données immédiates de la réalité.

Il faut que le délit soit objectivement évident, qu'il soit enfin exprimable comme un objet aux contours bien délimités, et que le suspect soit indiqué comme un auteur et non comme une cause.

Hors les rares et souvent incertains cas de flagrant délit, ces conditions ne sont guère réalisées. Il est donc évident que pour pouvoir engager la poursuite et informer contre une personne, il faut que quelque chose ait été construit préalablement.

L'état de droit exige que la police intervienne lors de l'infraction. Et spontanément la forme de son intervention la projette vers l'identification de son auteur. Cela est un impératif naturel. Les motifs même de la réaction sociale contre l'infraction exigent que d'emblée le service de la sécurité publique se mette à la recherche de celui qui a causé le mal. Car son existence est un élément d'insécurité.

Cette recherche est donc commandée par les obligations qui constituent l'entreprise administrative. Elle se déroule sur le plan des réalités les plus opaques. Elle est une obligation d'agir dont les droits sont fonction des pouvoirs ordinaires de l'autorité sociale. La technique de recherche est fonction d'impératifs complexes, délicats, souvent confus, toujours bourrés de réticence, de méfiance, d'hostilité et d'incertitude.

Il est, dès lors, difficile de prévoir d'avance une procédure policière susceptible de s'appliquer aux situations les plus variées.

Car il ne s'agit guère de la poursuite d'un fuyard identifié. Il s'agit le plus souvent de l'identification d'un auteur inconnu en tant que tel mais présent à quelques pas du lieu du forfait.

On est ici en pleine indétermination. Et la poursuite comme l'information judiciaires sont encore seulement en puissance.

4. L'enquête dite « officieuse ».

Dans ces conditions cette pratique s'explique plus facilement. Car le problème qu'elle pose vient de ce qu'elle est uniquement examinée dans la perspective du système pénal polarisé sur son épisode final.

Face à la constance de cette enquête, qui est plus vieille que la loi de 1897 (dont elle a d'ailleurs été considérée par certains, lors des débats parlementaires qui l'ont vue naître, comme l'indispensable contre-poids), il convient de faire passer la recherche subtile de l'essence après celle des raisons de son existence.

La mise en marche de l'engrenage pénal repose sur des données de base qui doivent être élaborées. Avant que la procédure puisse s'ébranler, il faut qu'une activité ait déjà fourni de quoi en justifier l'importante conséquence.

Le procureur de la République s'il n'a pas le pouvoir d'informer légalement a cependant celui de s'éclairer.

Et du fait que la réaction policière contient justement, en vertu d'obligations antérieures, de quoi lui rendre ce service, il est tout naturel qu'il s'adresse à elle.

L'article 8. — Il est bien mince pour traiter un aussi complexe problème. On peut d'ailleurs se demander si justement la raison de sa brièveté ne vient pas de la difficulté de la matière.

Il paraît surtout définir l'acte de rechercher des infractions, d'en rassembler les preuves et d'en livrer les auteurs à la justice, comme étant une activité de police judiciaire. Il s'agit de la qualification d'un acte et non d'un service.

L'article 9, par son énumération, souligne bien qu'il s'agit d'une activité générale de plusieurs branches du pouvoir, et non de celle d'un service spécialisé.

Mais l'article 8 ne dit pas comment il faut s'y prendre pour aller de l'infraction à son auteur.

Il oublie littéralement le plus difficile.

La constatation de l'infraction lui paraît l'essentiel.

Et sans autre considération il parle de la « livraison de l'auteur » à la justice.

Mais la recherche des infractions, leur constatation, cela implique une grande quantité de problèmes que la jurisprudence a dû tenter de résoudre.

Nous nous contenterons ici de souligner que l'action de rechercher, de constater et de recueillir, dans le cadre même de la constatation, des renseignements, est indivisible. En fait, il ne vient à l'esprit de personne d'interdire à celui qui constate de pousser son examen dans le sens de l'identification de l'auteur de ce qu'il constate.

Exigences modernes. — La lutte contre la criminalité devient une entreprise qui ne peut plus désormais être conçue à travers les soucis de la procédure pénale.

En fait, la recherche des délinquants est un problème qui déborde singulièrement le cadre de l'article 8.

Si dans les Etats modernes la police les recherche systématiquement et méthodiquement, c'est parce que tous les actes de recherche isolés s'insèrent dans un ensemble. L'unité de la recherche répond à la complexité des formes du phénomène criminel.

La recherche de tel auteur donné n'est possible souvent que par la mise en commun de renseignements divers, dispersés dans le temps et dans l'espace.

Pour pouvoir livrer à la justice, il faut souvent chercher longtemps, péniblement et ce, dans le cadre d'un service public aux moyens variés, bien mêlé aux dynamismes de la réalité.

58% des affaires connues sont solutionnées par la police. Il ne faut pas que des mesures aveuglées par les problèmes du duel judiciaire viennent faire descendre ce taux qui n'est déjà pas très élevé.

L'enquête officieuse n'est donc officieuse qu'en fonction de l'usage qu'en fait le tribunal. L'action de la police en matière criminelle est légale, normale, obligatoire. Elle n'est pas officieuse.

Le problème qui se pose est celui de la valeur de preuve d'éléments recueillis hors des rites de l'information judiciaire.

Ceci n'est pas un problème de police. Que les tribunaux puissent souvent dans ses résultats les éléments de leur décision ne saurait la mettre en cause.

Si la justice entend s'en tenir aux preuves que l'on pourrait presque qualifier de « légales » établies durant l'information, il lui suffit de ne pas mettre dans le dossier définitif les éléments recueillis par la police, et de ne pas citer comme témoins ces enquêteurs.

Les commissions rogatoires. — Pour les mêmes raisons d'efficacité le juge s'adresse par leur truchement aux possibilités naturelles des services de police. Cette façon de faire présente une évidente analogie avec les recours aux divers experts dont il éprouve le besoin parfois.

Est-ce seulement pour échapper au cadre de la loi de 1897 qu'il agit ainsi ?

Pourquoi ne pas admettre qu'en fin de compte la recherche des délinquants est devenue une technique dont les exigences dépassent de beaucoup les moyens du pouvoir judiciaire.

L'aspect technique de la recherche échappe au droit criminel.

C'est la situation de la police qui en fait la pièce capitale de la recherche. La police judiciaire de l'article 8 constate et livre. On ne sait même pas si elle doit rechercher les auteurs. Car elle semble ne rechercher que les infractions, selon la lettre du texte.

N'est-il pas écrit qu'elle rassemble les preuves des infractions et non celles qui lui permettront de livrer leurs auteurs !

Conclusions

Les actes de recherche indivisibles, spontanément faits par la police, sont naturels. Ils sont dictés par les exigences de la vie quotidienne. Leur légalité rejoint celle des lois de la nature auxquelles on ne peut commander qu'en leur obéissant.

L'action de la police en matière de recherche spontanée de l'auteur d'une infraction nous paraît reposer sur des bases juridiques découlant directement de l'essence même de l'entreprise administrative.

L'emploi ultérieur, en dehors d'elle, des résultats obtenus par sa technique, ne la concerne pas.

Et nous ne pouvons manquer de souligner combien tous ces problèmes sont la conséquence fâcheuse d'un système pénal trop teinté de tendances rétributives et vengeresses.

Le jour où la justice des adultes aura suivi l'exemple de celle des mineurs, alors les faux problèmes ou les passions engendrés par le duel se résoudront d'eux-mêmes. La recherche de la vérité devant enfin servir à prendre des mesures sociales et non à fonder le geste sans lendemain du châtement. L'action de la police ne posera alors plus de problème.

G. CHRONIQUE DE DÉFENSE SOCIALE

par Georges LEVASSEUR

Professeur à la Faculté de droit de Lille.

LE PROBLÈME DES DÉLINQUANTS ANORMAUX (1)

Le problème des délinquants anormaux est un problème qui est toujours actuel mais qui n'est plus tout à fait neuf. Il est même bien connu et toutes les données de ce problème des délinquants anormaux vous sont certainement connues aussi bien qu'à moi-même.

Si je me trouve devant vous, c'est surtout pour vous exposer un projet de solution — de solution française — à ce problème, projet élaboré récemment par une commission dont la plupart des membres se trouve d'ailleurs aujourd'hui dans cette salle (2). Et c'est au nom de cette commission, qui doit demain terminer ses travaux, que je suis amené à vous présenter aujourd'hui le projet qu'elle a mis sur pied.

Le problème des délinquants anormaux se pose depuis plus de trois quarts de siècles et, cependant, il n'est pas encore résolu en France ; il constitue la plus grave et la plus

(1) Conférence prononcée le 20 mai 1955 à l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris.

(2) La commission était ainsi composée :

M. Levasseur, professeur à la Faculté de droit de Lille, président ;

M. Bonassies, conseiller à la Cour d'appel de Douai ;

M. Chazal, vice-président au Tribunal de la Seine, secrétaire général du Centre d'études de défense sociale ;

M. le Docteur Dublineau, médecin-chef de l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard ;

M. Germain, avocat général à la Cour de cassation, secrétaire de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire ;

M. Herzog, substitut détaché au Tribunal de la Seine, secrétaire général de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, secrétaire général de la Société internationale de défense sociale ;

Mlle Marx, sous-directeur du service de recherches juridiques comparatives du C.N.R.S. ;

M. Pinatel, inspecteur général des services administratifs, secrétaire général de la Société internationale de criminologie ;

M. le Révérend Père Vernet, aumônier général adjoint des prisons ;

M. Vienne, vice-président au Tribunal de Lille, juge à l'exécution des peines du centre pénitentiaire de Loos ;

M. le Docteur Vullien, médecin-chef de l'hôpital psychiatrique d'Armentières ;

Mlle Sismondini, assistante au Centre français de droit comparé, secrétaire de la Commission.

étonnante lacune de notre système répressif qui reste toujours fondé sur la responsabilité morale du coupable.

L'individualisation de la peine selon la personnalité du délinquant, qui s'est développée depuis la fin du XIX^e siècle, amène à reconnaître à l'anormal une responsabilité atténuée. Et le juge, par l'effet de ce que l'on a appelé une « mathématique déplorable », prononce alors une courte peine d'emprisonnement, d'autant plus courte que la responsabilité est plus atténuée. Chacun sait que le résultat de cette courte peine d'emprisonnement est d'aggraver l'état de l'individu et de laisser la société sans protection contre une récidive éventuelle. Ce qu'il y a de grave, c'est que les progrès de la médecine mentale nous font découvrir chaque jour davantage d'anormaux, de débiles, d'inadaptés, de caractériels, etc...

Les inconvénients du système sont, eux aussi, dénoncés depuis fort longtemps et, cependant, il continue à fonctionner, avec un automatisme lamentable. La seule atténuation pratique que l'on ait pu essayer de trouver a été, jusqu'ici, dans une déformation de la notion de démente, de façon à pouvoir interner les anormaux qui paraissent les plus dangereux.

Pourtant, les pays étrangers ont donné plus vite que nous une solution à ce problème. Et c'est certainement l'influence du droit comparé qui nous entraîne depuis longtemps à chercher également une solution en France. Aujourd'hui encore, le droit comparé nous pousse dans cette voie et nous y guide. La meilleure preuve de l'intérêt de la question au point de vue des sciences pénales et du droit comparé, c'est que, dans cette enceinte, depuis un an à peine, c'est le troisième exposé sur la question des anormaux que vous entendez puisque nous avons déjà eu l'exposé de M. Strahl et celui de M. Cornil. Si aucune solution n'est encore intervenue, ce n'est pourtant pas faute que l'on ait souvent essayé ; la seule liste des projets et des vœux en cette matière, depuis trente ans, est même, je dois dire, fort décourageante pour ceux qui entreprennent un projet nouveau...

Il en fut ainsi, en particulier, au lendemain de la première guerre mondiale, dans ce mouvement général de rénovation du droit pénal qui a passé sur toute l'Europe, au moment où quantité de codes anciens étaient refaits, où des pays nouveaux ou ressuscités se donnaient un code neuf, au moment où les mesures de sûreté étaient à l'honneur et à l'ordre du jour, en particulier pour assurer contre les anormaux ce que l'on appelait la défense sociale et que nous appellerons la « défense sociale première manière ». A ce moment, le docteur Toulouse fondait successivement la Ligue d'hygiène mentale, qui inspira un projet déposé au Sénat en 1928, puis la Société de prophylaxie criminelle en 1932. Le docteur Balthazar présentait un rapport détaillé sur cette question à la Société des prisons. Le docteur Raviard, le docteur Vullien fondaient près de Lille la première annexe psychiatrique qui, du reste, est assez vite disparue. La Société de médecine légale avait étudié un projet avec la collaboration du conseiller Michel, et c'est au milieu de cette animation que paraissaient les codes danois, italien, polonais, la loi belge de défense sociale de 1930, etc...

A cette époque, du reste, on ne se contenta pas de projets discutés dans des sociétés savantes, mais le Parlement lui-même fut saisi : par la proposition de résolution Blaque-Belair en 1930, la proposition Rollin en 1937, mais surtout par deux projets, deux documents beaucoup plus importants. L'un était le projet de réforme du Code pénal dans lequel l'article 73 prévoyait qu'une mesure de sûreté pouvait être appliquée aux anormaux après l'exécution de leur peine ; ce projet fut abondamment discuté, commenté ; on sait que le projet de réforme du Code pénal fut soumis aux facultés, tribunaux etc., et cette disposition est une de celles qui provoquèrent le plus d'observations, — généralement assez critiques d'ailleurs, en particulier dans les milieux médicaux. L'autre document auquel je faisais allusion est la proposition Lisbonne-Camboulive déposée en 1937, qui était inspirée directement par la loi belge de 1930 et qui était appuyée à l'époque par un fort intéressant rapport du professeur Heuyer.

De toutes ces discussions, rien n'est sorti ; peut-être parce que la guerre est venue interrompre ce travail... La seule chose positive qui soit sortie de ces efforts a été un décret du 15 mars 1936, créant des annexes psychiatriques dans certaines prisons parisiennes.

L'historique de la matière est déjà assez long et, cependant, c'est lui qui nous amène à notre sujet car, en effet, après la Libération, on veut reprendre la tâche et le 2 juillet 1946 se tient une réunion à laquelle assistaient un grand nombre des personnalités

présentes dans cette salle aujourd'hui. L'idée nouvelle que l'on mit en avant à ce moment était la nécessité de réaliser une collaboration entre les médecins et les juristes. Si, jusqu'alors, ils avaient fort critiqué chacun les projets des autres, c'était peut-être qu'ils ne les avaient pas élaborés en commun. M. Piprot d'Alleaume préconise, dans ce but, la fondation de commissions de défense sociale, commissions locales sur le modèle de celle qui existait déjà à Rennes. Et c'est alors que se fonde la Commission de Lille, qui s'attaque immédiatement au problème des anormaux. La proximité de l'expérience belge et la connaissance approfondie qu'avait de celle-ci M. le Président Vienne, facilitent ses travaux. Très vite, elle publie un projet élaboré minutieusement et qui figure, en 1948-49 dans la *Revue de science criminelle*. Aussi, quand le Centre de défense sociale de l'Institut de droit comparé fut créé l'an dernier, il mit le problème des anormaux à l'ordre du jour des Journées de défense sociale qui se tinrent à Lille en juin 1954. Le projet établi par la Commission lilloise servit de base aux travaux.

Evidemment, quelques années avaient passé et le problème avait évolué... Des discussions qui y eurent lieu, le procureur général Besson, qui présidait, tira cette conclusion positive qu'il était nécessaire de constituer une commission, que j'appellerai presque une commission mixte, composée de Parisiens et de Lillois, à qui fut confié le soin de revoir le projet et d'en présenter, si j'ose dire, une édition à jour, afin d'intégrer éventuellement cette réforme dans une réforme plus large de nos institutions répressives.

C'est ce projet qui, précisément, va vous être exposé.

Aura-t-il des suites positives ? Evidemment, l'expérience du passé nous rend très sceptiques et, cependant, il est peut-être permis de l'espérer. On peut l'espérer d'abord en raison du dynamisme qui anime la Commission que préside M. le Procureur général Besson. Et aussi, parce qu'il y a eu tout de même un mouvement de modification du droit positif depuis 1950 qui est frappant : c'est, en 1951, la réforme de l'ordonnance sur les mineurs, à la fin de 1953 la loi sur les toxicomanes, en 1954 celle sur les alcooliques et la modification de la relégation, en 1955 celle sur l'interdiction de séjour, et toutes ces réformes sont profondément et directement inspirées par les idées de la « défense sociale nouvelle ».

De sorte qu'il semble que, après avoir inlassablement semé le bon grain — et je pense aux idées de M. Ancel — peut-être le moment des récoltes va-t-il approcher...

Nous souhaitons vivement que la lacune que je signalais tout à l'heure dans notre système répressif soit rapidement comblé, mais le projet de Lille — revu par la Commission — n'a d'autre mérite que d'exister et d'autre ambition que d'apporter une contribution utile. Il appelle la critique et c'est pour pouvoir le critiquer précisément — pour critiquer il faut d'abord connaître — que je suis venu vous l'exposer.

Je me contenterai de résumer ses lignes générales car ce projet est fort long ; il comprend près de 80 articles et lorsque notre commission mixte est mise au travail, elle avait l'espoir d'en réduire très sensiblement le volume. Malheureusement, sur ce point, elle a été déçue. Nous essaierons néanmoins de dégager ses lignes générales en montrant en quoi ce projet s'inspire ou s'écarte des législations étrangères, qui ont joué un grand rôle dans son élaboration. Dans l'organisation d'un régime applicable aux délinquants anormaux, il y a des options à faire, des intérêts à ménager. Il y a une technique à organiser. Tout cela implique de multiples positions à prendre sur le plan théorique et sur le plan pratique. L'œuvre que la Commission a voulu faire est en principe dégagée de tout à priorisme ; elle se présente comme essentiellement concrète, comme tirée de l'expérience des faits et c'est pourquoi nous examinerons : — en premier lieu cet aspect pratique, c'est-à-dire l'organisation pratique du régime des anormaux délinquants, — ensuite, peut-être sera-t-il permis au théoricien, cédant à un défaut familier, d'essayer de rechercher de quels principes les solutions adoptées découlent, et ce qu'elles permettent, d'autre part, de dégager.

C'est pourquoi, après avoir examiné l'organisation pratique, nous rechercherons les positions théoriques qui sont impliquées par le projet en question.

I. — ORGANISATION PRATIQUE DU RÉGIME PROPOSÉ POUR LES ANORMAUX DÉLINQUANTS.

« Nous n'en dégagerons que les grandes lignes et, pour cela, nous bornerons à trois points :

1° à quelles personnes s'appliquerait le régime envisagé ?

2° quelles mesures sont envisagées à leur égard ?

3° quelles garanties se propose-t-on d'établir pour sauvegarder la liberté individuelle ?

Car on sait bien que ce que l'on redoute d'un semblable projet, c'est qu'il ne sacrifie trop la liberté individuelle.

A. — A qui s'appliquerait le régime envisagé ?

Evidemment, aux anormaux qui sont, d'autre part, délinquants, aux anormaux à l'égard de qui la peine traditionnelle même atténuée — et surtout atténuée comme elle l'est à l'heure actuelle — est inefficace ou peut-être même nuisible.

C'est tout le problème de la notion du délinquant anormal. Il y a, dans la recherche de cette notion, une difficulté capitale, d'autant plus que certains estiment d'abord qu'il est impossible de caractériser l'anormal et, ensuite, que c'est inutile. Anormal, tout le monde l'est plus ou moins. Ce qu'il faut, dans un régime répressif, c'est une mesure adaptée à la personnalité du délinquant, sans chercher à savoir si le délinquant doit être qualifié à l'avance « normal » ou « anormal ». Vouloir faire un régime pour les normaux et un régime pour les anormaux, c'est absurde et contraire à la vérité scientifique. M. Strahl nous l'a exposé de façon convaincante et M. Heuyer l'a, semble-t-il, approuvé.

En réalité, l'intention de la commission n'a pas été de faire un régime pour les normaux et un autre pour les anormaux. Elle a pris soin de prévoir à l'égard de ceux qu'elle persiste à vouloir dénommer anormaux toute une gamme de mesures susceptibles d'être parfaitement adaptées à leur anomalie.

Le système proposé définit la notion de l'anormal auquel seraient appliquées certaines mesures particulières et la notion qu'il adopte n'a rien de très original. Elle est très directement inspirée du droit comparé dans chacun de ses traits essentiels :

— d'une part, dans le fait que le projet définit l'anormal par rapport à l'aliéné et en fonction de l'aliéné ;

— d'autre part, dans le fait qu'il réserve ses mesures à des anormaux en état dangereux (selon la terminologie habituelle), et même dont l'état dangereux s'est manifesté par le fait qu'ils sont déjà délinquants.

1° Le projet définit donc l'anormal par rapport à l'aliéné. Il se préoccupe d'organiser à l'égard des uns et à l'égard des autres des mesures particulières. Je laisserai de côté dans cet exposé ce qui concerne les aliénés car leur régime ne pose pas les mêmes problèmes, et le projet se contente simplement de permettre un contrôle judiciaire de l'internement d'abord, de la libération ensuite, des aliénés délinquants.

Mais il faut signaler que c'est par rapport à l'aliéné que la définition de l'anormal est donnée. En effet, voilà la définition de l'aliéné :

« Est dit aliéné au sens de la présente loi tout individu qui, par suite d'un état psychopathologique dû à une maladie mentale ou à un développement mental incomplet, est totalement incapable d'apprécier le caractère délictueux de ses actes ou de se déterminer d'après cette appréciation ».

C'est, somme toute, la « faculté de comprendre et de vouloir » du Code italien, faculté obliérée par la maladie ou l'insuffisance de développement. Notons simplement que, en se référant « à l'appréciation du caractère délictueux des actes », la commission a essayé d'introduire une notion juridique.

« L'anormal est, au sens de la présente loi, dit l'article 2, tout individu qui, par suite de troubles psychiques ou de déficience mentale durable atteignant ses fonctions supérieures de contrôle, n'est pas pleinement capable d'apprécier le caractère délictueux de ses actes ou de se déterminer d'après cette appréciation ».

L'aliéné était totalement incapable de comprendre ou de vouloir, l'anormal a simplement une altération de ses facultés. C'est bien l'hypothèse de la responsabilité atténuée, définie par rapport à l'irresponsabilité, opposition que l'on retrouve en droit comparé, en particulier dans les législations scandinaves qui ont exercé une influence directe sur le projet de la commission (Danemark, Islande, Norvège, Suède). Nous retrouvons également la même façon de procéder dans le Code polonais de 1932 et dans le Code suisse (art. 14 et 15) ; les uns et les autres considèrent que l'anomalie est de même nature que l'aliénation mentale mais à un degré moindre.

Remarquons qu'il est nécessaire, en plus, que cet état soit *durable*. Ne sera pas considéré comme anormal l'individu qui, par suite de son état d'ivresse, a vu ses facultés mentales partiellement obnubilées.

2° Un second trait de cette définition et du domaine d'application de la loi est que les mesures de défense sociale envisagées sont réservées aux anormaux qui présentent, selon la terminologie en usage il y a quelque temps, un état dangereux. Ceci signifie que tout anormal n'est pas exposé à des mesures de défense sociale. L'anormal ordinaire peut très bien être puni d'une peine proprement dite, d'une amende, peut-être d'emprisonnement avec sursis, peut-être plus tard d'autres peines qui entreront dans notre système répressif ou d'autres mesures. Somme toute, c'est le même problème que se pose le Code danois lorsque, dans son article 17, il prescrit au juge de s'interroger sur le point de savoir si le coupable est ou non susceptible d'être amendé par une peine.

Il faut qu'il y ait état dangereux.

Mais que faut-il entendre par état dangereux ? Il s'agit de la probabilité d'une infraction future. C'est ce qui résulte de l'article 4 :

« Tout auteur d'une des infractions... fait l'objet des mesures prévues... s'il se trouve, par suite de son état mental, inadapté à la vie en société et de ce fait exposé à la répétition d'infractions ».

L'état dangereux est défini comme « le fait d'être exposé à la répétition d'infractions », et je crois que cette formule est peut-être juridiquement plus satisfaisante que celle qui se réfère simplement à la sécurité publique telle que le Code danois ou le Code suisse la conçoit, ou au danger social en général. Ici, la formule me paraît plus exacte et plus juridique, notamment en ce qu'elle doit permettre un contrôle de la Cour de cassation. Elle doit obliger le juge à motiver la décision qu'il prendra quant à l'anormalité ; si nous sommes devant la Cour d'assises, une question spéciale est posée au jury sur le point de savoir si l'individu paraît inadapté à la vie sociale par suite de son état mental, et se trouve, de ce fait, exposé à la répétition d'infractions.

Cet état dangereux, d'ailleurs, s'est déjà manifesté par le fait qu'il s'agit d'un délinquant. Il ne peut être question — nous y reviendrons — de s'attaquer aux anormaux avant qu'ils se soient signalés à l'attention par une infraction.

Mais quelle infraction ? Une infraction quelconque suffit-elle, ou faut-il tenir compte de la nature de l'infraction commise ?

Le projet ne tient compte que faiblement de la nature de l'infraction passée. Il écarte les simples contraventions. Il écarte également les délits qui ne sont punis que d'une peine d'amende. Il écarte enfin les infractions en matière politique ou de presse, mais par contre il conserve, comme susceptibles d'entraîner des mesures de défense sociale, même les infractions d'imprudence.

Remarquons que le domaine laissé aux mesures de défense sociale à l'encontre des anormaux est à peu près le même que celui que nous trouvons en Italie. En Italie, l'état dangereux est présumé si l'infraction passée est particulièrement grave, alors qu'il est simplement à vérifier s'il s'agit d'une infraction non intentionnelle. Ici, l'état dangereux sera vérifié de toutes façons. En Suède, il doit s'agir d'une infraction punie de travaux forcés ou d'un délit sexuel.

Indiquons d'ailleurs que ceci ne s'adresse qu'aux délinquants majeurs de plus de dix-huit ans ; un régime de coordination avec le régime des mineurs a été organisé.

Indiquons également que, afin de découvrir plus facilement ces anormaux mentaux, un dépistage systématique a été prévu ; d'après l'article 7, tous les prévenus en détention préventive doivent faire l'objet d'un examen médico-psychiatrique sommaire par un spécialiste de ces questions et le même examen peut, à l'initiative du juge, être opéré également à l'égard de prévenus non détenus.

Ce n'est pas ce simple examen sommaire qui va permettre de déclarer anormaux les individus en question. Il faut des garanties de la liberté individuelle. Il en faut, parce que les mesures que l'on envisage sont tout de même des mesures graves.

B. — Quelles mesures sont susceptibles d'être ordonnées ?

a) Leur nature.

On pense tout de suite à la détention des individus, à la privation de liberté. Effectivement, le projet prévoit une privation de liberté qu'il dénomme la « détention de

défense sociale ». Le régime de cette détention est caractérisé de la façon suivante dans l'article 24 :

« La détention est une mesure consistant dans le placement de l'anormal délinquant « dans un établissement de défense sociale où il est soumis à un traitement médico-répressif tendant à l'amélioration de son état mental, à sa rééducation morale, et à sa « réadaptation sociale ».

Je crois que le régime ainsi envisagé marque un certain progrès sur le régime habituel que l'on trouve en droit comparé, où le régime appliqué aux anormaux est plutôt celui de la « défense sociale ancienne manière » que celui qui est prévu ici.

Mais cette mesure n'est pas la seule et il ne doit y être recouru qu'en cas de nécessité absolue. Il est possible peut-être d'obtenir l'amélioration, la réadaptation de l'anormal par d'autres moyens, par des moyens que j'appellerai de surveillance éducative et curative, prévus par l'article 27 :

« Lorsqu'il apparaîtra que l'amélioration de l'état mental, la rééducation morale, « la réadaptation sociale de l'anormal auteur d'un délit, seront mieux assurées par « le maintien du sujet en liberté, il pourra, au lieu et place de la détention de défense « sociale, être soumis à la mesure de la mise à l'épreuve surveillée spéciale », c'est-à-dire un régime qui se subit en liberté.

b) Leur durée.

La mesure de défense sociale, comme la mesure de sûreté, est forcément, par sa nature même, à durée largement indéterminée. Mais les traditions françaises, la fidélité au principe de la légalité, imposent de conserver à ce principe la majeure partie de son empire.

La commission a prévu une durée minimum; cette durée minimum est fixée à six mois, six mois qui jouent dans le cas de l'individu qui est l'objet de la détention de défense sociale, parce qu'il a semblé finalement qu'il était difficile d'espérer une amélioration sensible de l'individu si on ne le laisse pas au moins six mois dans l'établissement où on le place, — étant donné que si son état n'était pas apparu aussi grave, on se serait contenté de simples mesures curatives et éducatives.

La plupart des droits étrangers connaissent une règle analogue : ils prévoient un minimum, généralement plus long que celui qui a été retenu par la commission.

Mais c'est évidemment la question du maximum qui est la plus délicate et la plus gênante. L'article 25 du projet de la commission prévoit une durée maximum de dix ans.

Le tribunal qui juge l'anormal et qui constate qu'il entre dans le cadre de la loi, fixe la durée de la mesure « en tenant compte, dit l'article 25, des circonstances, spécialement de l'importance des tares mentales du sujet et du degré d'inadaptation sociale « qui en résulte ».

La commission a tenu soigneusement à fixer le maximum sans se référer le moins du monde au maximum prévu pour l'infraction passée commise par l'anormal. On n'a pas voulu que la durée de la mesure soit fonction, d'une façon ou d'une autre, du maximum prévu pour l'infraction commise. On a prévu une durée de dix ans, qui peut paraître longue, pour ne pas donner à l'opinion publique l'impression qu'il s'agit là d'une mesure de faveur pour le délinquant anormal. En réalité, la durée réelle dépendra de l'évolution de l'état. Du reste, le tribunal ne peut pas fixer une durée supérieure à dix ans mais il peut — et il le fera bien évidemment — fixer une durée sensiblement moins longue et de quelques mois seulement.

Mais si le tribunal a fixé deux ou cinq ans et si l'anormal ne s'est pas amélioré au bout de ces deux ou cinq ans, — c'est là le point névralgique —, la commission a admis, à l'imitation de nombreuses législations étrangères, le système du maximum reporté.

D'après l'article 66 du projet, il est possible, à l'expiration de la durée prévue, s'il apparaît que l'individu n'est pas réadapté, d'ordonner une prolongation à la requête du procureur de la République. La prolongation qui peut atteindre une durée égale à celle primitivement fixée, sera ordonnée « lorsqu'il sera établi que le détenu n'est pas « suffisamment réadapté aux conditions de la vie en société, et que la persistance de « son état rend probable dans l'immédiat la perpétration d'infractions graves ».

On est amené, dans ces conditions, à se demander si la liberté individuelle est tout de même suffisamment sauvegardée.

C. — Les garanties de la liberté individuelle.

Effectivement, un nombre assez important de garanties ont été prévues :

1° D'abord, il faut qu'il y ait eu préalablement une infraction. Il n'est pas question de prendre des mesures *ante delictum*. Si l'individu est reconnu ne pas être l'auteur matériel du fait, ou s'il bénéficie d'un fait justificatif, ou même de la contrainte, dans ces cas, bien que son anomalie ait peut-être été constatée, aucune mesure ne peut être prise à son endroit. Pour obtenir ce résultat devant la Cour d'assises, la position des questions a dû être soigneusement organisée; il y avait là une difficulté de procédure que la commission a eu quelque peine à résoudre.

2° Autre garantie : la présence d'un défenseur est obligatoire dès que l'on suspecte l'anomalie de l'individu; avant même d'ordonner les examens qui doivent permettre de se prononcer sur l'existence ou non de cette anomalie, il faut que l'individu soit pourvu d'un défenseur. La défense doit être associée étroitement à toute la marche de la procédure, autant et même plus qu'elle ne l'est à la procédure ordinaire aboutissant à une peine.

3° L'examen qui doit conduire à se prononcer sur une mesure de défense sociale doit obligatoirement être très approfondi, de façon à permettre au juge de pouvoir dire qu'il s'agit là d'un anormal susceptible de récidiver.

La plupart des législations étrangères exigent un contrôle médical plus ou moins poussé, un avis médical (Danemark, art. 17, certificat médical; Norvège et Suède, rapport d'expertise). A cet égard, la commission s'est montrée extrêmement prudente. Au-dessus du stade général de dépistage dont je parlais, le projet primitif de Lille avait prévu deux degrés :

- un degré d'observation de l'individu (à l'imitation de la loi belge);
- un degré d'expertise.

Finalement, pour gagner du temps, la commission a bloqué l'observation et l'expertise dans une phase unique.

Le juge — juge d'instruction ou juge de jugement — lorsque l'on peut suspecter le caractère anormal de l'individu, ordonne l'observation de l'individu (en principe, sous la direction du médecin de l'annexe psychiatrique). Il nomme en même temps un second médecin comme expert. Dans les trois jours, la défense peut demander la nomination d'un troisième expert, et les trois praticiens vont ensemble procéder à l'observation et à l'expertise. Le troisième expert est choisi par la défense sur une liste officielle et nommé à ces fonctions par le juge.

Le rôle des médecins est le suivant (art. 22) : « Les experts feront un rapport relevant « les causes d'ordre biologique, social, psychologique et psychiatrique ayant pu condi- « tionner la délinquance du sujet, indiquant qu'ils estiment que les conditions d'appli- « cation des mesures de défense sociale prévues aux articles... de la présente loi, se « trouvent réunies en ce qui le concerne, et expriment leur avis sur les mesures propres « à assurer sa réadaptation à la vie en société ».

« En cas de divergence d'appréciation entre les experts sur l'un de ces points, toutes « les opinions exprimées doivent être consignées dans le rapport ».

4° J'ajoute que, autre garantie, les voies de recours sont ouvertes contre les décisions ordonnant de procéder à ces examens, bien que ces décisions soient simplement préparatoires. Si ces examens avaient été ordonnés par le juge d'instruction, l'appel porté devant la Chambre des mises en accusation donnera même lieu à des débats devant la Chambre des mises en accusation, contrairement à ce qui se fait en droit commun.

Ajoutons que ce sont les juridictions ordinaires et non pas des juridictions d'exception, même spécialisées dans ce genre de délinquants, qui sont amenées à intervenir et que, en particulier, la Cour d'assises reste compétente si l'infraction était un crime.

A fortiori, accorde-t-on des droits de recours contre la décision qui affirme (également d'ailleurs contre celle qui refuse) ce que je n'ose pas appeler la « qualité » d'anormal, à l'individu poursuivi.

Ces voies de recours, on permet même au conseil de les exercer à la place de son client, en cas de besoin.

5° Mais la principale garantie qui peut être offerte à la défense vient surtout du caractère de variabilité de la mesure, une fois prononcée. Une décision judiciaire peut modifier après coup la mesure qui avait été primitivement ordonnée, et c'est en principe le

tribunal correctionnel qui en est chargé. Il y a ici une transposition de ce qui se passe dans le régime des mineurs.

Si l'individu est détenu dans un établissement, il doit y avoir, en outre, un avis donné par une commission comprenant les personnes en contact avec l'intéressé.

Cette modification est susceptible d'être apportée très facilement et le juge compétent peut être saisi notamment par l'intéressé lui-même, ou par la famille de celui-ci (le droit danois prévoit un tuteur *ad hoc*). Cette décision de modification fait l'objet d'une véritable décision judiciaire et, dans les débats (qui ont lieu à huis clos), la défense est présente; elle a d'ailleurs eu communication très complète du dossier auparavant. Des voies de recours peuvent être exercées. Il en est ainsi même lorsqu'il s'agit simplement de transférer l'individu dans un autre établissement.

Il est certain que, en pareille matière, un contrôle judiciaire sérieux et impartial est absolument indispensable; en Belgique, on a pu se plaindre qu'un contrôle suffisant n'ait pas été institué.

Voilà quelle est, dans ses grandes lignes, l'organisation pratique du système de répression des infractions commises par des délinquants anormaux. Et, maintenant, vous permettez au théoricien d'essayer de trouver dans ces dispositions quelques idées sous-jacentes, quelques rattachements à des courants d'idées développées dans la période récente.

II. — POSITIONS THÉORIQUES IMPLIQUÉES PAR LE PROJET.

Quelle est exactement la nature juridique de la mesure prononcée contre l'anormal ?

Est-ce que le projet implique un parti-pris sur cette nature, notamment dans le conflit entre partisans d'une mesure unitaire et partisans d'un système dualiste ? Telle est la première question qui vient à l'esprit.

Il y aurait lieu ensuite d'attirer l'attention sur le fait que, dans le fonctionnement prévu, la commission a voulu étendre à ce domaine nouveau certaines institutions qui existent déjà dans notre pays mais dont on a saisi l'occasion d'élargir la sphère d'application.

Enfin, il semble que la commission ait voulu poser discrètement certaines pierres d'attente, ultérieurement utilisables pour des constructions plus ambitieuses et introduire des institutions qui pourraient pénétrer plus profondément dans notre système répressif général.

Je dois dire que, sur chacun de ces points, la commission a été, là encore, directement guidée par l'expérience du droit comparé.

A. — *Quelle est exactement la nature de la mesure prononcée contre l'anormal ?*

Vous connaissez la vieille querelle qui divise tous les théoriciens : faut-il appliquer à l'anormal, qui n'est que partiellement responsable, deux mesures : une peine en fonction de sa responsabilité car il est tout de même responsable, quoique partiellement, mais d'autre part une mesure de sûreté en fonction de son état dangereux car il présente un danger social.

Ce système dualiste, qui prononce contre l'anormal et une peine et une mesure de sûreté, c'est le système italien, c'était le système également adopté par le projet de réforme de Code pénal en 1934.

A l'opposé, une autre théorie estime qu'il est préférable de ne prendre qu'une mesure unique, — mesure unique dont les uns font une mesure de sûreté pure et simple, sans caractère infamant ni coloration morale, et dont d'autres font une mesure mixte tenant à la fois de la peine et de la mesure de sûreté (tel est, en particulier, le sentiment qui prévaut dans les législations scandinaves).

Personnellement, je persiste à rester dualiste, car je pense qu'il y a un intérêt à marquer tout de même par une peine — fût-elle minime, de principe — le blâme social que l'on attache à la conduite de cet anormal délinquant. Je pense que, dans un bon nombre de cas, il est parfaitement possible de cumuler cette peine de principe, notamment s'il s'agit d'une amende, avec la mesure que l'on applique à l'anormal. En tout cas, lorsqu'il n'est pas possible de procéder au cumul, je pense alors qu'il faut

appliquer d'abord la mesure de sûreté, quitte, ensuite, à faire un très large usage de la grâce et de toutes les institutions bienfaites pour éviter peut-être l'exécution de la peine après que l'individu est réadapté. C'est un système qui est le système suisse et qui est aussi le système du Code polonais de 1932.

Ce n'est pas le système que la commission a adopté. Car la commission s'est ralliée au système de la mesure unitaire. Elle a, au surplus, modifié sensiblement le projet établi autrefois par Lille. Ce projet qualifiait la détention de défense sociale de peine, et soumettait cette détention de défense sociale au régime technique des peines; il avait été, du reste, assez critiqué pour cette raison. Le projet actuel ne dit plus que ce soit une peine, mais il ne dit pas non plus que ce soit une mesure de sûreté. D'après l'article 24, c'est une mesure qui comporte un traitement médico-répressif. On peut dire que, dans ces conditions, c'est une mesure unique, à caractère mixte mais très directement imprégnée des conceptions de la défense sociale nouvelle, car : elle recherche la réadaptation de l'individu, elle montre un souci très développé de la liberté individuelle, elle fait un très large usage des mesures en milieu ouvert ou des cures en liberté, elle ne néglige pas pour autant la protection nécessaire de la société puisqu'elle procède au dépistage systématique des anormaux; elle applique l'interdiction des droits de l'article 42, de même les incapacités électorales et diverses privations de droit qui sont en réalité des mesures de sûreté et non pas des peines à proprement parler.

Quant au fonctionnement technique de cette mesure, c'est très nettement celui d'une mesure de sûreté. Ainsi, l'état de l'individu, pour savoir s'il est anormal, s'apprécie au jour de la décision et non pas au jour où l'acte a été commis. D'autre part, la mesure prononcée ne compte pas pour la récidive, ne compte pas pour la relégation. La période de détention que l'individu a pu subir avant le jugement, et notamment au cours de l'observation et des opérations d'expertise, ne s'impute pas sur la durée de la mesure fixée par le tribunal, — du moins si le tribunal l'a déclaré anormal. Si le tribunal a estimé qu'il ne tombait pas sous le coup de la loi et lui a infligé une peine, la détention qu'il a subie s'imputera.

Autres caractéristiques : la publicité est une publicité restreinte, comme pour les mineurs. Notons également que la mesure est exécutoire par provision, et que le régime de la libération conditionnelle ne fonctionne pas ici comme en droit commun (il y a un régime particulier applicable à la libération éventuelle).

Cependant, un point semble faire tache dans cet ensemble technique caractéristique d'une mesure de sûreté : c'est l'admission de la prescription. L'article 32 admet en effet que la mesure peut se prescrire par cinq ans. Or, la prescription est une institution tout à fait normale en matière de peine mais moins à sa place dans les mesures de sûreté. A vrai dire, la commission a pensé que, si l'individu ne s'est pas signalé à l'attention pendant cinq ans, c'est que son état dangereux n'est pas tellement grave; dans ces conditions, elle n'a pas vu d'inconvénient à admettre une prescription.

Telle est la position de principe prise par la commission sur cette délicate question de l'unité ou de la dualité des mesures, et de la nature exacte de la mesure unique prononcée.

B. — *Extension au domaine des anormaux-délinquants de certaines institutions qui se sont développées récemment dans d'autres domaines, et qui ont paru avoir fait leur preuve.*

La plupart de ces institutions sont tirées du régime des mineurs délinquants. Chacun sait que ce régime est, à l'heure actuelle, presque intégralement un régime de « défense sociale nouvelle »; rien d'étonnant par suite à ce que l'on cherche à lui emprunter certains traits caractéristiques :

1° Tout d'abord, cette procédure à publicité restreinte à laquelle je faisais allusion. L'article 40 déclare que : « lorsque les mesures prévues aux articles 3 et 4 sont demandées « ou requises à l'audience, la juridiction saisie pourra, le ministère public et la défense « entendus, décider que les débats se dérouleront à huis clos, et le président pourra « à tout moment ordonner que le prévenu se retire pendant tout ou partie de la suite « des débats ».

En effet, de même que lorsqu'il s'agit de mineurs, on va agiter des quantités de questions d'ordre familial, personnel, etc., qu'il est préférable de ne pas exposer au grand jour de l'audience publique, et même de ne pas discuter devant l'individu lui-même.

Ici le projet propose, somme toute, d'appliquer à cette procédure, qui serait une procédure de défense sociale, des règles qui, semble-t-il, doivent s'appliquer à toute procédure de ce genre.

Remarquons que c'est d'ailleurs ce qui se fait en Belgique, où la procédure se fait sans publicité, à moins que la défense n'exige le contraire.

2° De même, on a tiré du régime des mineurs délinquants le souci de développer les mesures en milieu ouvert et les mesures en milieu libre, et cela aussi bien en ce qui concerne les anormaux qu'en ce qui concerne même les aliénés. On peut dire que, selon l'esprit de ce projet, la libération provisoire doit être la règle dès que la durée minimum est atteinte, on doit essayer de voir si l'individu peut être replacé dans la société ; les mesures de surveillance curative et éducative dont je parlais peuvent même être prises immédiatement, sans avoir d'abord fait subir à l'individu un certain temps de traitement dans un établissement approprié. L'article 35 prévoit que le même essai de traitement en un milieu ouvert ou en cure libre peut être employé pour les aliénés.

— De même, lorsqu'il s'agit de procéder à l'observation, la commission s'est efforcée de ne pas imposer le placement de l'individu en milieu fermé, et elle a laissé à la juridiction saisi le soin de dire si l'observation aurait lieu en liberté, ou en hôpital, ou en annexe psychiatrique, selon les différents cas.

C'est là une disposition inspirée des législations scandinaves ; en particulier le Code danois recommande de recourir d'abord à des mesures moins gênantes pour la liberté des individus, et de ne venir à l'internement dans un établissement que si cela paraît indispensable ; c'est bien aussi ce qui se pratique en Suède, ainsi que nous l'a dit M. Strahl.

En définitive, on cherche à développer pour l'anormal le système de la liberté surveillée du mineur, et le système, qui, dans un avenir qu'il faut espérer rapproché, sera celui de la probation, lorsque le législateur aura bien voulu consacrer cette mesure qui est appliquée en pratique à l'heure actuelle sous la forme de la « peine différée » ou de la grâce conditionnelle.

C. — Mise en place de certaines pierres d'attente.

La commission a cherché en effet à introduire incidemment certaines institutions dont on peut penser souhaitable l'extension, dans la mesure où l'expérience encouragera. Ces institutions sont, là encore, puisées le plus souvent dans le droit comparé, parce qu'elles ont, semble-t-il, fait leurs preuves à l'étranger.

1° Ainsi en est-il entre autres, pour le *contrôle judiciaire de l'internement des aliénés*. On n'a pas touché à la loi de 1838, et l'internement des aliénés non délinquants resterait soumis au régime actuel ; mais les aliénés délinquants, ceux qui sont acquittés ou qui bénéficient d'un non-lieu, peuvent faire l'objet d'une mesure de défense sociale, soit l'internement classique, soit simplement une surveillance curative (qui n'existe pas à l'heure actuelle), si l'on peut craindre de leur part la réitération — non pas d'infraction, puisqu'ils n'en ont pas commis — mais d'actes anti-sociaux. Le projet de réforme du Code pénal, d'ailleurs, se prononçait déjà en ce sens. Il est certain qu'un contrôle judiciaire sur l'entrée des aliénés délinquants dans les asiles et sur leur sortie des asiles pourrait être fort utile.

2° De même, vous avez certainement remarqué la forme particulière donnée à l'expertise, qui n'est pas exactement l'expertise contradictoire mais qui s'efforce de donner satisfaction aux désirs souvent manifestés de la défense en ce domaine : c'est seulement si la défense le juge nécessaire qu'un troisième expert psychiatre est adjoint aux deux autres, et les trois travailleront en commun, avec les mêmes éléments et, en particulier, le dossier d'observation. Il est possible, d'ailleurs, que la défense ne juge pas indispensable de recourir à la nomination d'un troisième médecin. En tout cas, il semble que ce procédé aurait le grand avantage d'éviter ces oppositions d'experts, cette apparente contradiction entre savants qui se produit parfois à la barre et qui provient souvent du fait que l'un est partisan d'élargir la notion de démence pour pouvoir prendre des mesures à l'encontre de l'anormal, alors que l'autre estime ne pas pouvoir le faire.

3° Une autre pierre d'attente que la commission a disposée vise la création future d'un *dossier de personnalité*, qui doit être la pièce capitale du dossier de défense sociale.

Il semble que le projet en assemble les premiers éléments. Ainsi, par exemple, il prévoit l'établissement d'une sorte de casier mental ; toutes les expertises, quel qu'en

soit le résultat, seraient mentionnées à un casier spécial qu'on ne manquerait pas de consulter lorsqu'une nouvelle expertise serait ordonnée, et qui permettrait de faire venir les documents déjà utilisés antérieurement.

De même, la phase d'observation de l'individu va donner lieu à une synthèse d'observation que l'on conservera, et qui pourra être utilisée ultérieurement, même jointe à une nouvelle observation qui permettrait, par comparaison avec la première, de mesurer s'il y a eu évolution.

Il est prévu également une enquête sociale complétant obligatoirement l'observation. L'article 19 prévoit :

« Dans tous les cas, il sera, dès le début de l'observation, procédé à une enquête portant sur les antécédents biologiques et sociaux du prévenu ou de l'inculpé ».

Cette enquête peut également être ordonnée par la juridiction d'exécution, avant de se prononcer sur une libération éventuelle.

Ainsi, semble-t-il, peut commencer à se constituer le dossier qu'il sera possible ultérieurement de consulter quand une nouvelle décision devra être prise à l'égard du même individu.

4° La dernière de ces pierres d'attente, c'est le *juge de l'exécution*. Il y a bien longtemps que l'on songe à donner au juge un rôle dans l'exécution des peines, que l'on regrette que le juge ne se préoccupe pas des suites de sa sentence ; on met en évidence l'unité du procès pénal ; le juge ne doit pas être dessaisi par la décision qu'il a prise. On sait d'ailleurs que, pour les mineurs, c'est bien ainsi que, maintenant, on comprend les choses.

La commission envisage de faire une nouvelle application de ces principes en ce qui concerne les anormaux. Elle s'est directement inspirée de l'expérience prétorienne du juge de l'exécution des peines, expérience qui a adapté à nos habitudes françaises le juge d'exécution du Code pénal italien. En principe, d'après le projet, ce serait le tribunal correctionnel, ou un juge spécialisé nommé à cet effet, qui serait chargé de suivre l'exécution (soit le tribunal du lieu de détention, soit le tribunal du lieu de résidence si l'individu est en liberté).

On pense que ce magistrat se spécialisera vite dans cette tâche particulière. Il interviendra pour tous les incidents d'exécution. Le partage de compétence est prévu de la façon suivante :

— s'il s'agit d'une modification favorable à l'individu, le juge statue seul,

— s'il s'agit d'une modification défavorable à l'individu, il faut une décision du tribunal correctionnel au sein duquel le juge en question tient le rôle de rapporteur.

Ce sera cette juridiction d'exécution qui sera chargée, assistée au besoin de l'avis de la commission consultative de l'établissement, de la mise en liberté et des conditions de cette mise en liberté, des modifications de ces conditions, du changement d'établissement, etc. Et c'est encore ce juge qui serait consulté au cas où l'anomalie surviendrait au cours de l'exécution d'une peine, car j'indique en passant que le projet s'est également préoccupé de régler ces hypothèses exceptionnelles.

Ainsi, le régime que propose la commission contient le reflet d'institutions préexistantes dont elle cherche à étendre l'application parce qu'elle les a jugées bienfaisantes. Il tend d'autre part, à introduire des germes nouveaux, susceptibles de se développer dans d'autres secteurs du droit pénal ; il cherche à faire l'expérience limitée de quelques institutions nouvelles (dont beaucoup ont fait leurs preuves à l'étranger) avant de les développer prudemment sur l'ensemble du droit pénal. Cela permettra en particulier de mettre au point les conditions d'un fonctionnement technique favorable, qu'il faut d'abord étudier soigneusement avant de généraliser les institutions.

Si ces réformes se réalisaient, ou si tout au moins une réforme sérieuse se réalisait dans cette voie, la France aurait, je crois, rattrapé le retard qui est le sien à l'heure actuelle ; quels que soient la réforme et le sens et la portée qu'elle aura, ce serait un grand sujet de fierté pour les membres de la commission qui l'a préparée.

L'œuvre qu'elle a établie peut et doit être discutée. Mais il y a un point sur lequel je me permettrai de porter un jugement, d'ores et déjà : c'est sur l'atmosphère de collaboration extrêmement confiante, amicale, presque joyeuse, qui a régné au cours des travaux de cette commission. Sur ce sujet sévère, les débats sans rien perdre de la haute tenue scientifique qui convenait, ont toujours été très animés, (ce qui n'est peut-être pas tout à fait à l'honneur du président...) ; disons tout au moins — c'est l'excuse que je me donnerai — que ces débats ont été surtout très vivants, ce qui était, peut-être, au fond, la meilleure façon de traiter une matière qui est essentiellement une matière vivante.

INFORMATIONS

LE NOUVEAU CODE PÉNAL CANADIEN

La *Canadian Bar Review* consacre la majeure partie de son numéro de janvier 1955 à l'examen du nouveau Code pénal, entré en vigueur au Canada le 1^{er} avril de cette année. Trois articles ont été rédigés par MM. A.-J. Macleod et J.-C. Martin, du ministère de la Justice d'Ottawa, qui ont pris tous les deux une part extrêmement importante dans la préparation et la rédaction du nouveau Code. Leur très utile étude permet d'avoir un aperçu exact des conditions dans lesquelles est intervenue cette importante révision.

Le Canada possédait un Code pénal commun à toutes ses provinces depuis 1893. Ce Code pénal avait été rédigé alors sous l'influence directe de sir James Fitzjames Stephen qui fut, on le sait, à la fin du siècle dernier un grand apôtre de la codification du droit pénal en Angleterre. Stephen avait publié en 1877 un *Digest of the Criminal Law of England* dont le succès fut considérable ; en 1878 un projet de Code criminel rédigé par lui était déposé devant le Parlement britannique. Une commission royale chargée de l'examiner présenta un nouveau projet en 1879, mais ce nouveau projet ne fut jamais déposé devant le Parlement et la codification n'aboutit pas en Angleterre ; en 1891, cependant, le ministre de la Justice du Canada, Thompson, reprit l'idée de la codification et un projet inspiré de celui de Stephen fut déposé devant le Parlement canadien en 1892. Thompson le fit aboutir avec tant de ténacité qu'on l'a souvent désigné au Canada comme le Code Thompson ; un de ses biographes n'hésitait même pas à dire que ce Code méritait encore mieux ce nom que le Code Napoléon ne méritait le sien. Un contemporain, de son côté, affirmait au Canada qu'il était aussi vrai qu'une proposition d'Euclide de considérer le droit criminel canadien comme supérieur à celui de tous autres pays existant à la surface de la terre. Malgré ces affirmations éclatantes, le Code de 1893 devait subir de très nombreuses modifications de détail, apportées presque chaque année par le Parlement et dont l'ensemble finit par manquer singulièrement de cohérence. En 1948, le ministre de la Justice recommandait la révision, qui fut décidée l'année suivante.

Une première commission de trois membres fut alors nommée, assistée d'un conseiller technique et d'un comité consultatif. Cette première commission prit surtout parti sur les questions de politique législative. En mai 1951, une deuxième commission était désignée et la rédaction du projet était confiée à trois personnes spécialement choisies à cet effet. Le projet, déposé en mai 1952 au Sénat, fut renvoyé à l'examen d'un sous-comité spécial. Le ministère de la Justice reprit alors l'examen du projet et un nouveau texte fut déposé au Sénat en novembre 1952, pour être aussitôt renvoyé à un sous-comité composé en fait des mêmes membres que le précédent. Le Sénat canadien devait finalement adopter le projet le 17 décembre 1952.

Il était alors transmis à la Chambre des communes en janvier 1953 et après une deuxième lecture soumis à un comité spécial de dix-sept membres, qui consacra trente-sept séances à l'examiner et à entendre les représentants qualifiés des associations ou sociétés scientifiques intéressées. Ce comité déposait en mai 1953 son rapport, mais le texte ne put être voté de façon définitive avant les élections générales de l'été de la même année. Aussitôt après la réunion de la nouvelle Chambre issue de ces élections, le projet était de nouveau déposé, cette fois à la Chambre des communes qui le discutait sans désemparer de décembre 1953 à avril 1954. En mai de la même année, il était trans-

mis au Sénat qui y apportait des changements, d'ailleurs relativement peu importants, pour le renvoyer de nouveau à la Chambre des communes le 15 janvier de la même année. Il était finalement voté sans nouvelle modification et recevait l'approbation royale le 26 juin 1954. Au mois de septembre de la même année la mise en application en était décidée pour le 1^{er} avril 1955.

Il ne saurait être question ici d'entrer dans le détail de cette révision, dont il nous a paru intéressant cependant de signaler suivant quelle technique législative elle avait été opérée. La Commission royale chargée de préparer ce texte n'avait pas pour mission de réviser dans son ensemble le droit criminel canadien. Elle avait pour tâche essentielle d'y mettre de l'ordre, d'éviter les contradictions, les anomalies, les obscurités de fond et de forme, de réviser la terminologie, de clarifier le texte de la loi pénale et en même temps de chercher à inclure dans le texte même du Code l'ensemble du droit criminel.

Pour comprendre la portée de cette dernière disposition, il faut se souvenir que le droit pénal canadien a pour base la *Common Law* anglaise. Il était donc et de façon certaine jusqu'à 1893 un droit non écrit, défini par les décisions judiciaires qui l'avaient en fin de compte constitué. Le Code de 1893, comme certains autres Codes intervenus dans d'autres Dominions britanniques ou dans quelques Etats des Etats-Unis, ne prétendait pas être exhaustif. La plupart des infractions restaient régies par les principes anciens de la *Common Law*, et la question se posait de savoir si, en dehors de tout précédent judiciaire ancien ou de tout texte législatif nouveau, un acte non formellement incriminé pouvait encore être déclaré punissable en vertu des principes de la *Common Law*. En Angleterre, cette règle subsiste toujours, puisqu'en 1933 une célèbre affaire *R.-v. Manley* avait puni comme *public mischief* un acte non expressément incriminé par le droit pénal antérieur.

Dans une affaire récente, cependant, la Cour suprême du Canada avait refusé de reconnaître ainsi en dehors de tous textes une nouvelle *Common Law offence*, et le juge chargé de faire connaître sur ce point l'opinion de la Cour avait fait connaître qu'à son avis si une certaine manière de se conduire devait être déclarée délictueuse, alors que jusqu'à présent elle ne l'avait pas été, cette déclaration ne pouvait émaner que du Parlement et non des tribunaux. C'est cette solution qui a été finalement adoptée par le Code pénal canadien de 1955 dont les articles 7 et 8 consacrent la disparition des *Common Law offences*. La *Common Law* n'est, pour autant, pas abolie, et les actes antérieurement déclarés punissables et définis comme infractions par la *Common Law* conservent ce caractère. Mais seule la loi écrite peut désormais rendre punissable un fait qui auparavant n'était frappé d'aucune sanction pénale. L'article 7 maintient cependant en vigueur les causes d'excuse ou de justification de la *Common Law* qui peuvent à ce titre se développer encore dans le droit nouveau. Ce sont donc les incriminations nouvelles seules qui sont rendues impossibles et c'est là un succès nouveau de la vieille règle *nulla poena sine lege*.

Certaines questions ont été expressément laissées de côté par la codification nouvelle, notamment celle de savoir quand et jusqu'à quel point l'insanité d'esprit ou les troubles mentaux peuvent constituer une cause d'excuse légale. Ce problème est très discuté au Canada comme aux Etats-Unis et aussi en Angleterre. En mars 1954, deux Commissions spéciales ont été constituées pour étudier, l'une le problème général de l'insanité d'esprit ou des troubles mentaux, l'autre le cas particulier des délinquants sexuels psychopathes. Ces deux matières feront donc l'objet ultérieurement de lois séparées nouvelles.

La révision du Code pénal canadien a laissé également de côté le problème de la peine capitale, qui n'est pas moins discuté que le problème des délinquants anormaux. Ici encore, le droit antérieur n'est maintenu que sous réserve d'un nouvel examen du problème. Enfin, si la Commission a supprimé un certain nombre de cas dans lesquels sont appliqués des châtements corporels, il en a maintenu plusieurs autres applications. Ce problème, comme on peut le penser, est ardemment discuté, mais on n'a pas voulu retarder la mise au point définitive de la révision du droit pénal en y incluant cette question sur laquelle les controverses restent très vives.

D'une façon générale, les rédacteurs du nouveau Code se sont efforcés de réaliser une œuvre de clarté et de simplification. Ils ont rejeté dans beaucoup d'hypothèses la casuistique ancienne du droit pénal pour donner des diverses infractions et notamment du vol par exemple, des définitions à la fois claires et compréhensives. Le Code de 1893 contenait 1.152 articles, le nouveau qui, comme on l'a vu, comprend l'ensemble du droit pénal canadien sous réserve cependant de quelques matières tout à fait spéciales expressément

ment réservées, n'en contient plus que 753. Il y a eu dans l'ensemble plutôt révision que réforme proprement dite, mais du point de vue législatif, le Canada vient de donner ici un exemple que beaucoup de pays pourraient méditer utilement.

M. A.

LES DÉLINQUANTS ANORMAUX ET LE JURY

La question des délinquants anormaux continue à préoccuper les criminalistes des divers pays. L'un des aspects du problème consiste à se demander dans quelle mesure l'organisation actuelle de la justice pénale est adaptée au rôle nouveau que cette justice va être appelée à jouer à l'égard de ceux que l'on ne peut plus traiter selon les seuls procédés du droit classique. En Angleterre, la Commission royale chargée d'étudier le problème de la peine capitale, qui a déposé récemment un très important rapport dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs (1), a été amenée à examiner le problème. Il est réglé en Angleterre par les célèbres *Mc Naghten rules* établies en 1843 par les juges anglais eux-mêmes en réponse à un questionnaire qui leur avait été adressé par la Chambre des *Lords* à la suite de l'acquiescement d'un criminel reconnu en état de démence. Ces *Mc Naghten rules* condensaient les principes du *Common Law*, qui, sur ce point n'étaient d'ailleurs pas très éloignés du système consacré par l'article 64 du Code pénal de 1810.

La Commission royale anglaise n'a pas pu ne pas aborder le point de savoir si ces règles traditionnelles ne devaient pas être modifiées. Nous rendons compte, dans la partie bibliographique de cette *Revue*, d'une étude particulièrement intéressante et documentée de M. Glanville Williams sur ce point (2). Nous ne voudrions ici retenir que les observations de ce criminaliste, relatives à une question que précisément n'a pas essayé de trancher la Commission royale. Jusqu'à présent, c'est au jury qu'il appartient de résoudre le point de savoir si l'accusé peut être oui ou non considéré comme un dément. Le professeur Glanville Williams se pose la question de savoir si cette solution traditionnelle peut être maintenue, au moment précisément où l'on entend nuancer davantage les solutions relatives à l'insanité d'esprit du délinquant. On craint, observe-t-il, que le jury ne soit influencé plutôt par les circonstances du crime et par l'aversion (ou la sympathie) qu'il peut éprouver pour l'accusé que par les indications fournies par les experts médicaux. M. Glanville Williams estime même que le jury n'est pas qualifié pour se prononcer sur une question aussi délicate et qu'il risque d'être entraîné par les notions populaires simplistes qui sont couramment admises en matière de trouble mental. M. Glanville Williams se demande d'ailleurs, également si le juge lui-même est actuellement plus qualifié que le jury, lorsqu'il n'a pas reçu une formation scientifique appropriée en la matière. Le professeur Glanville Williams n'hésite donc pas à proposer d'une part, une réforme de l'expertise et d'autre part que, lorsque le rapport des experts conclut à l'insanité, le jury soit seulement appelé à se prononcer sur la matérialité du fait. Ainsi la décision relative à la situation mentale de l'accusé ne dépendrait en définitive ni du jury, ni du magistrat. Si le rapport des experts concluait au contraire que l'accusé est sain d'esprit, le jury serait encore maître de décider qu'à son avis l'accusé ne doit pas être réputé tel. Enfin, si les experts se déclaraient incapables de formuler une opinion sans avoir assisté aux débats, M. Glanville Williams voudrait qu'ils siègent alors comme assesseurs du juge. De toute façon, cet auteur désire que le rapport d'expertise fût présenté sous une forme écrite et que les expertises échappent aux incertitudes de l'examen contradictoire devant le jury.

De cette proposition qui ne constitue évidemment qu'une opinion personnelle, mais qui émane d'un criminaliste particulièrement qualifié, on peut rapprocher à certains égards la réforme opérée par le nouveau Code pénal canadien entré en vigueur le 1^{er} avril 1955. Une loi de 1947 avait introduit au Canada l'internement de sûreté (*preventive detention*), pour les délinquants d'habitude ayant déjà encouru trois condamnations pour des infractions passibles de cinq ans d'internement. Après discussion devant le Parlement canadien, il a été décidé dans le nouveau Code, contrairement au droit antérieur, que la discussion sur la qualité de délinquant habituel serait prise désormais par le juge seul, alors que dans le système de 1947 cette question était soumise au jury. Il semble que sur ce point, le législateur canadien ait été influencé par la qualité particulière de ces délinquants d'habitude qui ne peuvent être entièrement assimilés aux délinquants normaux. Le débat fut clos en tout cas, lorsqu'un orateur observa que la décision

(1) Cette *Revue*, 1953, p. 724.

(2) *Infra*, p. 389.

pouvait être prise par le juge, puisqu'il s'agissait d'un état maladif ou anormal beaucoup plus que d'un crime.

La Suisse, de son côté, a été amenée à se préoccuper du problème et M. Graven y fait allusion dans une étude consacrée à la responsabilité du délinquant sexuel devant la justice pénale en Suisse (*Revue Internationale de Criminologie et de Police Technique*, avril-juin 1954). La Cour de cassation de Genève a été amenée à statuer en cette matière par un arrêt du 9 février 1953, commenté précisément par M. Graven. Un individu, accusé de diverses infractions sexuelles, avait fait l'objet d'une expertise mentale et les experts avaient conclu à un trouble dû à un alcoolisme chronique ancien qui empêchait l'accusé d'apprécier la véritable portée de ses actes. Les experts estimaient donc qu'on se trouvait devant un cas de responsabilité atténuée au sens de l'article 11 du Code pénal suisse de 1937. Le jury cependant répondit négativement à la question de savoir si l'accusé était atteint de troubles mentaux et le condamna comme entièrement responsable. La Cour de cassation de Genève, dans son arrêt du 9 février 1953, cassa cette décision, en estimant que les bases scientifiques et les constatations des experts ne pouvaient être ignorées ou purement et simplement écartées sous le prétexte du libre pouvoir d'appréciation du jury. Il s'agissait là, par conséquent, d'une question de droit soumise au contrôle de la Cour de cassation ; car, quoique fondée sur des éléments de fait, elle aboutissait « à une appréciation et une application juridique ayant des conséquences importantes et pouvant constituer une violation directe de la loi dans ses dispositions ou dans son esprit ».

En faisant cette remarque, M. Graven observe que la Cour de cassation de Genève a posé la question sur son véritable terrain, « celui de la science psychiatrique et criminologique ». Elle a donc abouti à l'admission d'un recours contre la décision du jury, fondée sur l'inexistence d'un critère biologique.

M. Graven remarque alors que cette orientation nouvelle permet d'apercevoir les rôles respectifs de l'expert et du juge ou du jury. Il s'agit, selon lui, d'une véritable collaboration qui ne suppose ni l'entérinement automatique du rapport d'expertise par le juge, ni le droit pour celui-ci de repousser sans explications les constatations scientifiques de l'expert. Mais M. Graven fait également observer qu'à la suite de la cassation prononcée par la Cour de Genève, l'affaire fut renvoyée devant un autre jury qui, non seulement statua comme le premier, mais prononça même une peine plus sévère encore. Cette fois la décision de la Cour d'assises fut motivée de telle façon que le pourvoi en cassation devenait impossible. M. Graven, dont on sait déjà qu'il est un adversaire résolu du jury, estime que les magistrats populaires sont en réalité incapables de résoudre une telle question. C'est, dit-il, par une véritable aberration que, dans ce système fait pour répondre par oui ou par non à la question de l'imputabilité, le jury s'est vu peu à peu attribuer le rôle qui revenait au juge seul, et cela précisément à une époque où tout le monde est d'accord pour admettre que le juge doit être spécialisé et au courant des développements juridiques, criminologiques et sociaux du droit pénal moderne. M. Graven en conclut donc à l'impossibilité du bon fonctionnement de la justice pénale contemporaine avec l'institution du jury, et cela particulièrement lorsqu'il s'agit de statuer sur le cas des délinquants anormaux. Sans aller peut-être aussi loin que lui dans cette condamnation totale, on ne peut manquer d'observer que les développements nouveaux du droit criminel contemporain comportant l'introduction de critères d'ordre criminologique sont de nature à soulever des difficultés d'application en présence de l'institution traditionnelle du jury. La réforme des principes généraux du droit pénal suppose nécessairement ou une réforme, ou du moins une certaine évolution, ou un certain aménagement du système traditionnel d'administration de la justice pénale ; et les controverses ou les hésitations qui se manifestent en Angleterre même, patrie du *trial by jury*, en sont une démonstration nouvelle, singulièrement significative.

M. A.

LES STATISTIQUES CRIMINELLES INTERNATIONALES PUBLIÉES PAR LA COMMISSION INTERNATIONALE DE POLICE CRIMINELLE

La Commission internationale de police criminelle, lors de la 23^e session de son Assemblée générale, tenue du 9 au 14 octobre 1954 à Rome, a publié des statistiques crimi-

nelles internationales. Nous avons trop souvent regretté dans cette *Revue* qu'aucun effort sérieux ne soit entrepris dans cette matière pour passer sous silence une si heureuse initiative.

Nos lecteurs connaissent, car nous les avons assez souvent signalées, les difficultés inhérentes à la publication de toute statistique criminelle et surtout de toute statistique internationale. Aussi bien, les auteurs du rapport s'en sont-ils fort bien rendus compte. Ils soulignent eux-mêmes dans l'historique publié en tête de leurs statistiques, combien il est difficile de comparer des chiffres calculés sur des bases fort différentes. C'est pourquoi les divers pays se sont mis d'accord pour mettre au point des formulaires internationaux de statistiques criminelles élaborées sur quatre considérations fondamentales :

1° en raison de la diversité des définitions des principales infractions selon les Etats, les formulaires ne portent que sur quelques grandes catégories d'infractions à peu près universellement reconnues et réprimées par le droit commun ;

2° les définitions de ces catégories sont très larges pour permettre l'utilisation des statistiques criminelles nationales sans leur faire subir de trop grandes modifications ;

3° dans le cadre de ces définitions, une marge d'appréciation est laissée à chaque Etat : en effet, l'infraction se détermine en fonction de la législation de chaque Etat (ex. : notion de minorité, de délit sexuel, etc...);

4° les formulaires visent à faire ressortir l'évolution de la criminalité plutôt qu'à déterminer la criminalité en valeur absolue.

Les infractions retenues par les formulaires sont les suivantes :

- a) les homicides volontaires ;
- b) les délits sexuels ;
- c) les vols ;
- d) les escroqueries ;
- e) le faux monnayage ;
- f) les stupéfiants ;
- g) le total des infractions.

Les formulaires sont doubles et portent d'une part sur les auteurs de crimes ou délits, d'autre part sur le volume de la criminalité. En ce qui concerne les premiers, il s'agit de renseignements portant sur l'ensemble des personnes arrêtées et non des personnes condamnées. Les formulaires distinguent entre hommes et femmes, d'une part, entre adultes et mineurs, d'autre part. En ce qui concerne le formulaire concernant le volume de la criminalité, le but est de déterminer à la fois l'évolution de la criminalité et la répression. Les auteurs du rapport soulignent, ce qui paraît naturel, que l'ensemble des affaires résolues doit être en principe inférieur à l'ensemble des infractions correspondantes que l'on a pu découvrir, car même la meilleure police du monde ne peut résoudre toutes les affaires portées à sa connaissance.

Les statistiques présentées portent sur trois années et sont classées par pays (32 Etats et territoires). Très loyalement, les auteurs rappellent qu'il ne faut pas trop se fier même aux chiffres relatifs que donnent leurs statistiques, car « mêmes les chiffres relatifs ne font que refléter des données portant sur des délinquants ou des délits détectés, laissant dans l'ombre la délinquance réelle. Or la délinquance détectée est largement fonction de la structure sociale et administrative, des contacts entre population et police, des conditions économiques, géographiques, culturelles, etc... Toute comparaison de pays à pays ne peut donc être qu'approximative » (p. 4).

Néanmoins, ces statistiques ont une grande valeur, car elles permettent de recueillir une impression générale sur les différents pays. D'autre part, le fait qu'on peut comparer le comportement criminel de la population pendant trois années consécutives permet de déceler les courbes de la criminalité, telle qu'elle se dessine dans chaque Etat et dans le monde en général.

Il faudrait beaucoup de temps et une longue étude faite par des spécialistes pour dégager tout ce qui peut l'être de ces statistiques. Nous ne voudrions ici que faire quelques remarques générales. On a l'impression qu'on peut avoir une foi absolue dans les statistiques de l'Alaska, car elles indiquent sous « Affaires résolues » : zéro. Il faut dire que la criminalité n'est pas très grande et que le nombre des habitants du pays ne s'élève qu'à 28.000. Aux Etats-Unis, nous avons été frappés de trouver également le chiffre zéro sous « Affaires résolues ». Nous n'osons pas penser que c'est effectivement le cas. Mais ne vaudrait-il pas mieux marquer alors : résultat pas parvenu ?

Toute autre est la situation de l'Egypte où, pour l'année 1952, on nous signale que 2.302 affaires (homicide volontaire, tentative ou actes supposés tels) ont été résolues tandis que le nombre total des infractions de cette catégorie était de 2.103. Les chiffres correspondants pour le vol simple sont de 494 et de 471. Emprisons-nous de dire que, conformément aux constatations de la Commission internationale de police criminelle, la plupart des pays connaissent un total d'infractions supérieur aux affaires résolues.

Certaines oppositions nous ont aussi beaucoup frappées. En 1950 en Espagne, pays de plus de 28 millions d'habitants, le volume de la criminalité a été de 123, 8. Aux Etats-Unis, pays de 150 millions d'habitants, le chiffre correspondant est de 1.000,188. Il semblerait que le volume de la criminalité fût double aux Etats-Unis qu'en Espagne, car si le chiffre des habitants est d'environ 1 à 5, celui de la criminalité est presque de 1 à 10.

Nos lecteurs liront certainement eux-mêmes avec le plus grand plaisir ces statistiques criminelles internationales dont l'intérêt ira en augmentant d'année en année, les statistiques gagnant toujours à être étoffées et à pouvoir offrir le plus possible de critères de comparaison.

Y. M.

UNE NOUVELLE CAUSE D'IRRESPONSABILITÉ PRÉVUE PAR LA DOCTRINE SOVIÉTIQUE : « LE RISQUE JUSTIFIÉ DANS LA PRODUCTION »

En 1953, dans la boulangerie-usine de la ville de Mourmansk, la conduite principale d'eau chaude sauta et l'eau inonda la chaufferie. Pour réparer cette avarie, il aurait fallu, selon les prescriptions légales, arrêter le fonctionnement de tout le réseau hydraulique de l'usine. La réparation et la remise en marche de l'usine auraient exigé trois jours. La ville aurait été menacée de rester sans pain. Le serrurier T..., prit sur lui le risque de changer le tuyau détérioré sans arrêter tout le système hydraulique et il y réussit. Le pain fut livré en temps voulu et dans la quantité requise.

Des actes de cette nature, presque héroïques, sont très hautement appréciés en U.R.S.S. Mais T... a bien agi du point de vue de la morale, mais contrairement aux prescriptions des pouvoirs publics. Peut-on affirmer que seule la réussite de l'entreprise a sauvé le serrurier de la poursuite judiciaire, c'est-à-dire a justifié son acte du point de vue juridique ? En d'autres termes, peut-on juger des actes de ce genre indépendamment de leurs conséquences, quand ces actes sont provoqués par une situation particulière résultant de circonstances extraordinaires et non prévisibles ?

C'est ainsi que le juriste soviétique Grinberg formule le problème qui se pose d'après lui en droit pénal et qu'il tâche d'en trouver la solution (1).

Le problème posé sous cette forme doit, affirme-t-il, entraîner une réponse négative, car le droit soviétique est étranger à l'imputation objective.

En appréciant tel ou tel acte, on ne peut pas se baser exclusivement sur son résultat. Par conséquent, même dans le cas où les efforts fournis pour réparer une avarie échouent ou entraînent un dommage un peu plus important que celui que l'avarie elle-même avait causé, ces actes ne peuvent pas tomber sous le coup de la loi pénale. Des actes semblables à l'exploit du serrurier T..., ont pour l'Etat soviétique des conséquences dépassant de beaucoup le dommage qu'ils auraient pu lui causer. Ceci explique l'inopportunité d'appliquer des peines, quand le risque est justifié par les circonstances dans lesquelles il est pris. Naturellement il s'agit exclusivement, ici, d'un risque dont l'éventuel échec générateur de conséquences nuisibles est peu probable.

Les actes de ce genre ne peuvent être classés dans la catégorie des actes socialement dangereux, parce que la conduite de la personne est déterminée, non pas par une négligence imprudente pouvant entraîner éventuellement des conséquences dangereuses, mais par la noble intention de protéger un bien déterminé contre les dommages qui le menacent.

Pourtant il n'est pas toujours facile pour les tribunaux de déterminer la ligne de démarcation exacte entre les actes de la première et de la seconde catégorie, quant au

(1) Voir l'article de M. Grinberg paru dans *L'Etat soviétique et le droit*, 1954, n° 1, p. 99 et ss.

lieu de la réussite, nous nous trouvons en présence de l'échec d'une tentative faite pour sauver le bien public.

Voici des exemples : sur la chaloupe « Cheliapougine » s'était formé un trou dans la partie qui reliait le tuyau d'eau au déverseur qui alimentait la chaudière. Le mécanicien L..., ayant vérifié le niveau d'eau dans la chaudière, pensait avoir assez de temps pour faire la réparation avant que l'eau n'atteignît le niveau d'alerte. Cependant, la réparation ne put être accomplie en temps voulu, l'eau s'évapora et la chaudière s'abîma. Le Tribunal spécial des chemins de fer condamna L... en vertu de l'article 593 c qui prévoit un emprisonnement allant jusqu'à dix ans pour les cheminots qui ont enfreint la discipline du travail. Mais la Chambre criminelle des chemins de fer du Tribunal suprême de l'U.R.S.S. classa l'affaire en disant que l'avarie n'était pas due à la négligence criminelle de L..., mais que celui-ci avait voulu réparer l'avarie sans arrêter la marche du bateau, et avait pris sur lui un risque pour lequel il n'y avait pas lieu de le poursuivre pénalement.

Voici un autre exemple : deux employés du dépôt de denrées périssables de Tiflis, étaient allés acheter du sel à Nakhitchivan. Ils l'avaient chargé dans des wagons défectueux ayant de grosses fentes. A l'arrivée, la quantité de sel qui manquait dépassait de beaucoup la quantité permise. Le Tribunal populaire de Tiflis condamna ces employés pour négligence dans l'accomplissement de leur devoir. L'affaire passa devant la Chambre des transports du Tribunal suprême de l'U.R.S.S. qui annula le jugement de condamnation en arguant que lesdits employés n'avaient pas agi par négligence. Ils connaissaient les défauts des wagons, mais à ce moment là, ils n'en avaient pas d'autres à leur disposition et ils savaient que le dépôt avait besoin de sel de toute urgence. Si le sel n'était pas arrivé à temps, le dépôt aurait subi des pertes énormes. Les employés ont préféré courir le risque de perdre une quantité dépassant la norme légale, que de retarder la livraison du sel. Mais si les employés en question ne sont pas coupables, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de coupables ; en l'espèce c'étaient ceux qui avaient créé une telle situation.

Enfin voici une troisième affaire du même genre : le Tribunal des chemins de fer du Sud-Ouest condamna le conducteur en chef du train Ja. qui avait été reconnu coupable de négligence dans l'accomplissement de ses devoirs. Selon les dires du tribunal, cette négligence se manifesta dans le fait que le conducteur en chef avait permis que le train partît sans escorte armée, ce qui amena la disparition de 158 paires de chaussures. Quand l'affaire vint devant la Chambre des transports du Tribunal suprême de l'U.R.S.S. cette dernière classa l'affaire, car elle constata que Ja. avait réclamé avec insistance qu'on lui donnât une escorte armée. Il avait même retardé d'une heure le départ du train pour obtenir cette escorte. Mais comprenant toute la responsabilité qu'il encourait, s'il retardait encore le départ du train, il partit sans escorte. En tenant compte de ces circonstances la Chambre a reconnu que le vol de marchandises s'était produit sans la moindre faute de Ja. Ainsi Ja fut obligé, par suite de circonstances défavorables et indépendantes de sa volonté, de prendre le risque justifié par les circonstances.

Naturellement, dans un état de choses idéal, une entreprise ne doit pas tolérer l'existence de circonstances obligées à admettre le risque. Plus il y a de risques dans une entreprise, plus les autorités compétentes doivent s'attacher à mettre ordre dans cette entreprise. Il est naturel aussi que les tribunaux, en classant l'affaire de celui qui a couru un risque pour sauver la situation, poursuivent par contre ceux par la faute desquels s'est créée la situation dangereuse.

Tous les exemples cités ont ceci de commun que le risque était pris pour écarter un dommage inévitable. Quelquefois certains risques sont pris alors qu'aucun danger ne menace le procédé de production, mais seulement dans le but de perfectionner ou d'accélérer cette production.

L'initiative prise par des travailleurs et visant à introduire de nouvelles méthodes techniques, est très encouragée par le gouvernement soviétique, et l'U.R.S.S. lui doit dans une grande mesure le rythme accéléré de l'industrialisation du pays, mais cette initiative comporte aussi certains risques.

Voilà pourquoi il faut bien distinguer ce risque de la simple bravoure et de la légèreté criminelle.

Cependant, même quand les tribunaux savent tracer correctement la ligne de démarcation entre un acte criminel dû à la négligence et à la légèreté criminelle, et un acte comportant un risque justifié, quel fondement légal peuvent-ils invoquer pour justifier la non-poursuite de l'auteur du dommage causé ?

A première vue, il semble que les tribunaux puissent se référer à l'état de nécessité.

Notre auteur refuse d'admettre cette possibilité et croit utile d'introduire dans le futur Code pénal une nouvelle cause d'irresponsabilité née sous le régime de l'économie socialiste sous le titre : *Le risque justifié dans la production*, allant de pair avec les institutions de la défense légitime et de l'état de nécessité.

Pour qu'un risque soit qualifié de « risque justifié » il faudrait :

1° qu'il s'agisse de conjurer un dommage inévitable, en admettant une *éventualité peu probable* de causer un dommage.

Dans les cas où le risque surgit parce que les travailleurs ont pris l'initiative d'introduire de nouvelles méthodes techniques, le dommage inévitable consiste en pertes que l'entreprise donnée peut subir pour n'avoir pas utilisé les plus récents perfectionnements de la production ;

2° qu'il s'agisse de causer éventuellement un dommage qui puisse se comparer au dommage que l'on veut éviter.

Par conséquent, le risque justifié se distingue de la légèreté criminelle : a) par l'appréciation raisonnable de la probabilité de la réalisation du dommage ; b) par le fait que les valeurs dont il s'agit peuvent se comparer.

Le chauffeur qui enfreint le règlement de la circulation et provoque une catastrophe ferroviaire, ne peut pas justifier son acte en affirmant qu'en cas d'arrêt prolongé de son camion, il aurait été en retard et que la catastrophe était peu probable ; en effet, les valeurs qu'il a opposées, c'est-à-dire les effets de la catastrophe et le retard dans la livraison de son chargement, sont si disproportionnées qu'aucune comparaison n'est possible entre elles.

Dans une certaine mesure, l'état de nécessité et le risque justifié ont des traits communs.

Premièrement, dans les deux cas, il s'agit d'actes qui, extérieurement, ressemblent à des actes socialement dangereux, mais qui ne le sont pas en réalité. Dans l'état de nécessité quelqu'un cause sciemment un dommage moindre pour en éviter un autre plus grand ; dans le risque justifié, une personne essaie de toutes ses forces d'éviter une conséquence nocive pour la société. Dans les deux cas, l'individu agit au nom des intérêts bien compris de la communauté.

Deuxièmement, dans le cas de l'état de nécessité et de risque justifié, les actes sont commis pour éviter un danger qui, étant donné les circonstances, ne peut être conjuré autrement :

Mais il existe aussi des différences essentielles :

1° dans le cas de l'état de nécessité, le dommage est causé volontairement parce que jugé indispensable pour en éviter un autre plus grand. Par contre, dans le cas du risque justifié, la conséquence nuisible n'est pas nécessaire à la sauvegarde du bien. Ici le dommage n'est qu'une éventualité peu probable ;

2° le dommage inévitable par son imminence nécessite une intervention plus impérieuse que le dommage éventuel. Donc, si la légalité des actes dommageables accomplis dans les circonstances de l'état de nécessité est justifiée par le fait qu'elle vise à éviter un dommage encore *plus grand* que celui qui a été réellement commis, la légalité des actes provenant du risque justifié consiste dans le fait de conjurer un dommage *plus probable* ;

3° l'acte accompli sous l'empire de l'état de nécessité, n'est justifié que si le dommage causé est moindre que celui qui a été évité. Le risque justifié n'est tel qu'à la condition que le dommage causé et celui qu'on a voulu éviter *soient commensurables* ;

4° dans l'état de nécessité, les conséquences nocives sont différentes, mais leur probabilité est la même. Dans le cas du risque justifié par contre, la probabilité du dommage est incertaine, et l'importance du dommage est évaluable.

Ayant ainsi mis en relief les différences qui existent entre ces deux causes d'irresponsabilité, M. Grinberg précise un de leurs points communs.

Il ne faut pas oublier qu'il existe des valeurs à l'égard desquelles aucun signe n'est admissible. Ni la meilleure intention du monde, ni une nécessité de production économique ne justifient la mise en danger de la vie ou de la santé d'un homme. En vertu de l'article 133 (2^e partie) du Code pénal, le seul fait de placer un travailleur dans des condi-

tions telles qu'elles lui ont fait ou auraient pu lui faire perdre sa capacité de travail, est punissable.

Le risque n'est pas admis dans les entreprises dont le fonctionnement est lié à un danger spécial. L'article 108¹ (1^{re} partie) du Code pénal qualifie de délit le manquement aux règles techniques de la discipline de production et aux conditions de travail garantissant la sécurité de la production dans les ateliers où il y a un danger d'explosion.

En vertu de l'article 108, sont punissables les infractions aux règles établies par la loi pour assurer la protection de la sécurité et de l'ordre dans les travaux de l'industrie minière.

Poursuivent les mêmes buts les ordres et instructions édictés sur la base et en exécution des lois qui assurent la marche normale de la production dans les entreprises de l'Etat. Ces ordres et instructions émanant des ministères sont le résultat du travail collectif des spécialistes les plus qualifiés et sont la quintessence de l'expérience et de la science.

Ces instructions prévoient des cas typiques et donnent des solutions concrètes. Par conséquent, le risque ne joue que dans des cas exceptionnels. Cependant plus la production comporte de responsabilité, plus les travailleurs doivent suivre à la lettre des instructions très strictes et la possibilité de prendre des risques est formellement exclue.

Après toutes ces restrictions du champ d'application du risque justifié, nous voyons qu'il n'a sa place que dans les cas où une personne agit dans une situation difficile non spécifiquement prévue par les instructions, ainsi que dans les cas où elle veut introduire dans la production un nouveau procédé de perfectionnement.

« L'octroi aux hommes soviétiques du droit au risque raisonnable justifié par des circonstances leur permet d'accomplir plus effectivement leurs devoirs, de mener la lutte contre des lenteurs de la production. En vertu des relations étroites existant entre le droit et la morale dans la société socialiste, le fait d'octroyer au citoyen le droit au risque signifie qu'il est moralement obligé d'intervenir activement au nom de la lutte contre les phénomènes nuisibles à la production socialiste ».

Il est intéressant de savoir dans quelle mesure les recommandations faites par l'auteur d'introduire dans le nouveau Code pénal de l'U.R.S.S. une nouvelle institution : « *Le risque justifié dans la production* », seront suivies.

M. F.

LES « JOURNÉES ANNUELLES » DE L' « UNION DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE DE FRANCE »

Les 6 et 7 mai 1955, « l'Union des sociétés de patronage de France » a tenu à Paris, sous la présidence de M. Nicolas Battestini, président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, des « journées du patronage ».

L'Association, qui s'enorgueillit d'une longue tradition, a fait connaître officiellement, à l'occasion de son congrès, les résultats de son activité depuis 1948, époque à laquelle M. Battestini succéda au regretté conseiller de Casabianca à la tête de l'œuvre.

Les nombreuses réunions d'études tenues par l'« Union », les conférences qu'y prononcèrent des personnalités choisies parmi les plus qualifiées, la parution trimestrielle d'un *Bulletin* publié à la suite de la *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, témoignent de la vitalité de « l'Union des sociétés de patronage de France ».

Aussi son Assemblée générale du 6 mai 1955 connut-elle un éclat particulier. Après la lecture du rapport moral et financier, un conseil central de « l'Union des sociétés de patronage de France » fut élu, comprenant vingt représentants de personnes morales et quinze personnes élues à titre individuel, parmi lesquelles M. le Conseiller Marc Ancel, rédacteur en chef de la *Revue de science criminelle*.

C'est d'ailleurs sur l'un des aspects les plus importants, comme les plus controversés, du thème général (patronage des libérés : œuvres d'hébergement, action individuelle) du congrès que M. Ancel, ainsi que M. le Doyen Magnier, de la Faculté libre de Droit de Marseille, M. le Conseiller d'Etat Theis et M. le R.P. Vernet, firent notamment porter leurs interventions : l'information du grand public sur les questions pénitentiaires.

Au moment où vient d'être votée la réforme du régime de l'interdiction de séjour, où le projet de loi relatif à la « probation » retient l'attention de tant de spécialistes, il n'est plus permis de déplorer le manque d'intérêt de l'opinion pour ces problèmes sans cher-

cher le moyen de les faire mieux connaître. La presse, la radio, le cinéma, et ceux qui les dirigent, voudront-ils joindre leurs efforts aux nôtres pour redonner au public, comme c'était le dessein des rédacteurs des statuts de « l'Union des sociétés de patronage de France », le goût des questions pénitentiaires ?

Comme le souligna M. le Président Battestini, qui a, pour sa part, largement contribué à la grande réforme de l'interdiction de séjour, il est grand temps de soutenir plus efficacement la lutte menée, face à face avec la réalité, par ceux qui se trouvent quotidiennement en contact avec les misères des détenus et des libérés : ce sont les comités d'assistance post-pénale, les œuvres d'hébergement, et les associations dont les membres visitent individuellement les détenus.

Il est donc normal qu'au cours de leurs journées annuelles les rapports présentés par ces organismes aient reçu la plus large audience. L'administration connaît bien leur action et leur dévouement. La présence au congrès des représentants de différents départements ministériels (Justice — Intérieur — Travail — Finances) a manifesté la sympathie avec laquelle leurs travaux sont suivis. M. Touren, directeur de l'Administration Pénitentiaire, leur a rendu hommage, ainsi que son sous-directeur, M. Cannat, qui a tenu au congrès la grande place qui lui revient.

Les Facultés de Droit sont également sensibles à ces problèmes : avec M. le Professeur Hugueny, MM. Legal, Levasseur et Vouin, respectivement professeurs aux Facultés de Montpellier, Lille et Bordeaux, qui collaborent à notre *Revue de science criminelle* et sont bien connus de la tribune de l'Institut de droit comparé, ont participé aux journées du patronage. L'un d'entre eux, M. Alfred Légal, en a été en quelque sorte le promoteur.

Dans son rapport introductif, M. Légal, en un bel historique, rappela l'origine des Sociétés de patronage. Il nota qu'à la faveur de certains textes législatifs récents s'opèrent progressivement, par voie administrative, des transformations décisives dans le régime des établissements pénitentiaires. Corrélativement, il est apparu que le patronage des libérés, auxquels jusque là les manuels consacraient tout au plus quelques lignes, devait désormais se voir reconnaître une place de premier plan, parmi les facteurs de lutte contre la criminalité.

Or la disproportion entre les moyens dont disposent les sociétés de patronage et l'ampleur de la tâche à accomplir pose un problème grave et urgent. M. Légal a fait le point de la situation. Après avoir analysé les obstacles auxquels se sont heurtés les sociétés de patronage, il a montré comment des conceptions nouvelles touchant l'orientation de la politique criminelle ont percé et il a indiqué les perspectives qui s'ouvrent désormais à l'assistance post-pénale.

Car l'œuvre de patronage, a-t-il dit, n'est plus simple adventice de la charité individuelle : elle s'intègre dans un effort continu poursuivi auprès du délinquant et dont elle est le couronnement.

Cette conception procède elle-même d'un courant de pensée moderne, qui inspire d'ailleurs le mouvement de défense sociale nouvelle, touchant le rôle de la peine et, plus généralement, l'attitude de la Société en présence du crime.

Chacun, dans ce courant, a son rôle à jouer. Et ce sera aux divers rapporteurs de le démontrer, annonça M. le Professeur Légal dans sa conférence introductive.

On entendit alors M. Cannat sur « le rôle de l'Administration Centrale du ministère de la Justice dans le patronage post-pénal ».

La Chancellerie, jusqu'en 1946, s'est peu préoccupée, a-t-il affirmé, du patronage post-pénal des adultes. L'assistance aux libérés semblait ne relever que de la charité privée.

Un double courant, où se mêlaient une conception un peu étriquée du rôle de l'Administration Pénitentiaire et le traditionnel libéralisme du XIX^e siècle, limitait étroitement les interventions de la puissance publique.

La récente réforme du système pénitentiaire ne pouvait pas s'accommoder de l'insuffisance du patronage. Aussi, en 1946, en même temps que s'ouvrait, à Haguenau, la première tentative de réforme dans le cadre d'un établissement, que débute une école pour le personnel et se créait un service social des prisons, une circulaire tentait d'organiser, sur le plan national, le patronage des libérés. Plus tard, elle fut insérée dans le décret du 1^{er} avril 1952, dont l'article 6 constitue la charte de l'assistance post-pénale aux adultes. Il existe donc, dans chaque département, un Comité d'assistance aux détenus libérés. Il est composé de personnes bénévoles et présidé par un président de tribunal de première instance ou par l'un de ses collègues. Il a pour mission de veiller sur la

conduite des libérés conditionnels. Il travaille en collaboration avec une assistante sociale d'établissement pénitentiaire, qui assure son secrétariat.

Le rôle de l'administration centrale est d'organiser le service, le cadre où vont s'insérer les bonnes volontés privées, d'encourager le développement d'œuvres utiles, de contrôler l'ensemble et de fournir les moyens matériels indispensables.

« La Chancellerie voit dans les comités d'assistance aux libérés, le relai entre l'administration centrale et l'action locale des œuvres, l'ossature de toutes les institutions futures qui permettront à la peine privative de liberté de déborder la prison ».

Fidèle à sa mission, l'administration avait organisé, les 4 et 5 mai, une session à l'intention exclusive des comités d'assistance post-pénale. Cette session, on l'a noté, a été, à dessein, tenue la veille du Congrès de « l'Union des sociétés de patronage ». Elle était une manifestation officielle de magistrats s'adonnant à ces questions, alors que les « journées du patronage », organisées par une association, étaient ouvertes à tous, publics ou privés.

Il appartenait au président du plus important Comité d'assistance post-pénale, celui de Paris, de présenter au Congrès de « l'Union des sociétés de patronage » le rapport sur « l'organisation et l'action des comités post-pénaux ». M. Paul Prunet, juge au Tribunal de la Seine, président du Comité de Paris, a brossé un tableau d'ensemble de ces comités, insisté sur leur action et donné un aperçu du fonctionnement de son comité.

Pour M. Prunet, le caractère du comité est double : œuvre de prévention sociale, œuvre de charité. Les comités ont une autonomie et se distinguent, d'une part, des autres œuvres privées du département, d'autre part, des services administratifs du ministère de la Justice.

L'élément essentiel de ces comités est constitué par les délégués bénévoles. Chacun d'eux a un rôle primordial. Tous concourent, dans le comité et avec l'assistante sociale, à fournir aux libérés aides matérielle (habillement, santé, prêts d'honneur, démarches, subsistance) et morale.

M. Prunet a salué tous les services et œuvres avec lesquels son comité entretient une parfaite collaboration. Il a souhaité que les comités soient encore mieux connus des tribunaux correctionnels et des barreaux.

La discussion qui suivit l'exposé de M. Prunet mit en évidence, comme il sera indiqué ci-après, la nécessité de créer prochainement des délégués permanents à côté des délégués bénévoles.

Les rapports du samedi 7 mai, permirent aux congressistes de pénétrer davantage le fonctionnement des œuvres de patronage.

« L'organisation administrative et financière des œuvres d'hébergement », rapport de Mme Catry, directrice du foyer féminin d'accueil, à Lille, retint spécialement l'attention d'un auditoire que la conférencière conquit en faisant preuve à la fois d'idéalisme et de sens pratique. Dans des phrases lapidaires, Mme Catry précisa les conditions qu'il faudrait essayer de remplir lorsqu'on veut ouvrir un établissement pour y recevoir, à leur sortie de prison, des détenus, le problème se trouvant compliqué lorsqu'il s'agit de femmes.

Le R.P. Captier, directeur du patronage Saint-Léonard, à Couzon au Mont d'Or (Rhône), fournit, avec une simplicité émouvante, un tableau détaillé de son œuvre d'hébergement de détenus avant d'exposer les rapports de cette œuvre avec le Comité post-pénal de Lyon. « Je ne suis qu'un pauvre prêtre, qui depuis plusieurs années ai mis tout mon cœur, et toutes mes forces et mon dévouement, au service des plus malheureux, dont je partage la vie, les misères, les joies et les expériences ».

Le R.P. Captier insista sur les excellents rapports qu'il entretient avec le Comité post-pénal de Lyon, qui facilite sa mission avant même l'arrivée des libérés (en régularisant les arrivées, ce qui permet d'établir des prévisions pour les mois à venir), à l'arrivée, en cas, exceptionnel, d'incident, pendant la durée du séjour, et à la sortie. L'œuvre du Père Captier soumet loyalement au Comité de Lyon ses méthodes et ses livres comptables.

Le général Toussaint, président de « l'Œuvre de la visite des détenus dans les prisons » examina enfin « l'organisation et l'action du patronage individuel des libérés ». Les visiteurs des prisons soutiennent moralement les détenus qu'ils visitent, les conseillent en vue de l'avenir et facilitent leur reclassement à l'époque de leur libération. Dans l'ensemble, il existe un nombre important de délégués agréés. Mais ces bénévoles mériteraient d'être encadrés par des délégués permanents, qui seraient, eux, des fonctionnaires.

La loi du 18 mars 1955 sur l'interdiction de séjour nécessitera, en effet, un renforcement des cadres. Pas plus que la mise à l'épreuve, l'interdiction de séjour ne fonctionnera bien, estima le rapporteur, que si les délégués sont assez nombreux et qualifiés pour prendre en charge les délinquants qu'ils auront à contrôler. Cette opinion sera d'ailleurs reprise le lendemain 8 mai, date de l'Assemblée annuelle des visiteurs des prisons.

Signalons que les diverses œuvres de patronage aux libérés, et notamment celle du médecin-général Paloque, président de « l'Entr'aide sociale aux prisonniers », partagent ce point de vue.

Disons, pour terminer, que tous les rapports ont été longuement discutés par les participants aux journées de « l'Union des sociétés de patronage de France ». Les conclusions générales, tirées par le professeur Légal, portent sur : la propagande, le rôle des comités post-pénaux, l'aménagement de la période de semi-liberté, le personnel (éducateurs et délégués permanents, le projet sur la probation). Sur ce dernier point, c'est plus exactement un vœu que le Congrès a formulé : le vote par le Parlement du projet de loi dont il est saisi sur l'épreuve surveillée, reste la condition indispensable de nouvelles améliorations de notre régime pénitentiaire.

On a d'ailleurs rappelé à diverses reprises, au cours du congrès, qu'il y avait une certaine analogie entre le relèvement des délinquants majeurs et la rééducation des mineurs. Pour ces derniers, le régime de la liberté surveillée existe depuis longtemps : l'institution des délégués permanents a permis de l'améliorer considérablement. De même, l'information du grand public a été recherchée, et la réorganisation des institutions de mineurs est, maintenant, mieux connue. La direction de l'Éducation surveillée était d'ailleurs représentée au Congrès de « l'Union des sociétés de patronage de France ». Beaucoup d'œuvres s'intéressant aux mineurs sont membres de l'association. Elles ont exprimé leur satisfaction, lorsque le président Battestini a annoncé qu'il envisagerait de consacrer les journées annuelles 1956 au patronage des mineurs.

Le compte rendu complet (Rapports-Discussions) des journées annuelles 1955 de « l'Union des sociétés de patronage de France » paraîtra dans le *Bulletin* de l'association (n° du 2^e trimestre 1955).

L. GRANJON.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL ET OUVRAGES AUXILIAIRES

La sentence indéterminée, par Marc Ancel, Nations Unies, Département des questions sociales, 1953, 105 pages.

Tous ceux qui s'intéressent aux problèmes relatifs à la prévention du crime et au traitement des délinquants, liront avec le plus grand profit le petit livre magistral que M. Ancel, à la demande des Nations Unies, a consacré au problème délicat de la sentence indéterminée. Sous l'apparence d'une étude aux dimensions relativement réduites l'ouvrage de M. Ancel contient en réalité une mise au point extrêmement précieuse sur l'état actuel des problèmes étudiés.

Conformément aux directives qui avaient été établies par la commission des questions sociales, le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies avait jugé utile, pour préparer l'exécution du programme que s'est fixé l'organisation dans le domaine du traitement du délinquant, de s'assurer la coopération d'un certain nombre d'experts. C'est dans ces conditions que M. Ancel a été amené à composer l'ouvrage dont nous rendons compte aujourd'hui. Cette nouvelle marque de confiance et d'estime ne surprendra aucunement tous ceux qui ont suivi les travaux accomplis par M. Ancel et l'activité qu'il déploie dans les réunions nationales ou internationales où s'affirment régulièrement sa science et son autorité.

L'exposé de M. Ancel est fondé essentiellement — indique-t-il lui-même — sur les réponses fournies par les correspondants attirés de l'organisation des Nations Unies d'un assez grand nombre de pays, ou à défaut par les correspondants du Centre français de droit comparé, à un questionnaire préparé par l'auteur, conformément à des principes posés par le secrétariat de l'organisation des Nations Unies, et en tenant compte bien entendu des exigences propres de la matière. Voici à titre indicatif et pour montrer à la fois l'ampleur du travail accompli par M. Ancel et l'intérêt que peuvent présenter ses conclusions — la liste des pays qui ont accepté de participer à cette enquête et qui ont ainsi fourni à l'auteur les éléments de son travail : Allemagne, Autriche, Belgique, Chili, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, Grèce, Inde, Italie, Japon, Liban, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, Venezuela, Yougoslavie.

La réponse des Etats-Unis d'Amérique, qu'on pourrait s'étonner de ne pas voir figurer dans cette liste, est parvenue à l'auteur trop tard pour qu'il puisse en tenir compte dans la rédaction de son travail. Mais cette réponse — préparée par M. Barrett, professeur adjoint au Lasalle Collège de Philadelphie — a été jointe au rapport de M. Ancel sous forme d'annexe.

Le problème doctrinal de la sentence indéterminée envisagée en tant que notion de droit pénal a déjà fait l'objet d'une littérature abondante : il est à peine besoin de rappeler entre autres, l'ouvrage classique que M. Jimenez de Asua lui a consacré (1). Les controverses doctrinales qu'il a soulevées n'en sont d'ailleurs pas encore pour autant complètement apaisées. Mais M. Ancel ne se soucie pas d'en faire l'objet principal de son ouvrage : il prétend se limiter à l'examen du système et des réalisations positives (p. 6). Son mérite considérable est d'avoir su présenter au lecteur un tableau

exact et extrêmement suggestif de la place attribuée à la sentence indéterminée dans le système pénal des divers pays et de l'application pratique qu'elle y reçoit. Mais M. Ancel ne se borne pas à cela : il dresse ensuite le bilan des résultats donnés par l'application des sentences indéterminées, des observations et des critiques qui ont pu être provoquées par cette application et il conclut en se plaçant sur le terrain législatif. Fondées sur un travail d'information aussi solide, et formulées par un des esprits les plus avertis des problèmes posés à l'époque contemporaine par le traitement du délinquant, ces conclusions présentent un intérêt considérable et devront être étudiées avec soin par tous les pénalistes.

Il faut d'ailleurs s'entendre sur la signification exacte de l'expression « sentence indéterminée » et M. Ancel consacre à délimiter avec précision le champ de son étude un soin particulier. Il note avec raison que c'est à tort qu'on s'efforce encore parfois de distinguer théoriquement des institutions que la pratique, dans son évolution récente, tend de plus en plus à rapprocher : c'est pourquoi son étude vise, non seulement la sentence indéterminée proprement dite, c'est-à-dire l'imposition par le juge pénal d'une peine ou d'une mesure dont la durée n'est pas fixée de façon définitive au moment du prononcé de la condamnation, mais aussi les différents procédés législatifs judiciaires ou administratifs qui peuvent aboutir indirectement à l'indétermination de la sentence. Encore faut-il ne rien exagérer et toutes les distinctions ne sont-elles pas à rejeter. M. Ancel établit ainsi avec une grande netteté les différences qui séparent la sentence indéterminée de certaines institutions qu'on en rapproche parfois : ainsi la grâce, l'amnistie, la condamnation conditionnelle ou le pardon judiciaire dans lesquels en réalité l'élément d'indétermination fait défaut (p. 7). La distinction est plus délicate avec la libération conditionnelle qui présente, elle au contraire, un élément d'indétermination. M. Ancel montre bien cependant la différence qui sépare les deux institutions (p. 8) et il en dégage les conséquences en quelques pages d'une clarté lumineuse.

On s'imagine souvent que la sentence indéterminée, aboutissement nécessaire de l'individualisation de la peine, corollaire indispensable de la rééducation, est une notion propre au droit pénal moderne et constitue le fruit des recherches scientifiques les plus récentes. M. Ancel (p. 12 et s.) nous montre au contraire en quelques développements solidement informés que les origines de la sentence indéterminée remontent en réalité fort loin dans le passé. C'est à l'Eglise catholique que revient, selon lui, le mérite d'en avoir conçu l'idée et on la trouve en application en Espagne dès le xvi^e siècle. M. Ancel montre ensuite comment elle fut successivement introduite à partir de 1880 dans un nombre toujours plus grand de systèmes de droit pénal positif. Il ne dissimule d'ailleurs pas les résistances qui se sont opposées à cette introduction (p. 18), et qui expliquent que — sauf aux Etats-Unis — la sentence indéterminée n'ait finalement été accueillie que dans des limites relativement étroites.

Les deux questions fondamentales qui sont posées par l'institution de la sentence indéterminée sont les suivantes : *Doit-elle être d'une portée absolue ou relative ? Doit-elle s'appliquer ou non à toutes les catégories de délinquants ?* C'est le double problème qui a — on le sait — soulevé les controverses doctrinales les plus aiguës. M. Ancel, quant à lui, se cantonne, pour déterminer la portée et les caractères de la sentence indéterminée, sur le terrain de l'observation positive, et ses développements n'en revêtent d'ailleurs qu'un intérêt accru. Après avoir dressé un tableau comparatif général de l'indétermination dans les systèmes actuels en étudiant successivement la libération anticipée qui, dans son acception générale est aujourd'hui connue dans la quasi-totalité des systèmes pénaux en vigueur et l'indétermination proprement dite de l'exécution (p. 23 et s.) il tire de son étude comparative les deux conclusions suivantes : Il s'avère d'une part, constate-t-il, que — en dehors tout au moins du régime applicable aux Etats-Unis d'Amérique — la sentence indéterminée s'applique en général seulement aux délinquants soumis à une mesure de sûreté soit de caractère éducatif, soit de caractère au moins temporairement éliminatoire (p. 29). Il résulte, d'autre part, de l'observation des principaux systèmes actuels de droit pénal, que l'indétermination des sentences n'est, en général, qu'une indétermination relative (p. 31).

L'un des intérêts principaux de l'ouvrage de M. Ancel est de serrer de près la réalité positive. Il s'attache à la réalité des différents systèmes en vigueur avec un souci remarquable d'exactitude et d'objectivité. Les lecteurs apprécieront particulièrement à ce sujet les pages qu'il consacre à déterminer la place exacte de la sentence indéterminée dans les systèmes pénaux contemporains, en se plaçant à la fois au point

(1) *La sentence indéterminée*, 2^e éd., Buenos-Aires, 1947.

de vue quantitatif et au point de vue qualitatif (p. 32 et s.), et celles, où — avec une admirable clarté — il étudie d'une manière générale le problème de l'application pratique des sentences indéterminées (p. 43 et s.). Il étudie d'abord à ce dernier propos la question de savoir quelle doit être l'autorité compétente pour décider de l'application de la sentence indéterminée. Et il est fort intéressant de noter à propos de ce problème que s'il existe dans les législations un accord général pour admettre que le juge pénal a qualité pour décider de l'application de la sentence indéterminée, une tendance se fait sentir, au fur et à mesure que se précise la notion de mesure de sûreté conçue comme mesure de traitement, en faveur de commissions mixtes où des éléments techniques voisinent avec l'élément judiciaire. Les problèmes posés par l'exécution des sentences indéterminées, puis celui de la cessation de la mesure sont ensuite développés par l'auteur qui tire de son étude des conclusions comparatives extrêmement précieuses (p. 59).

Mais ce qu'apprécieront sans doute le plus les lecteurs de l'étude de M. Ancel sont les pages magistrales où l'auteur fait le point des réactions soulevées par l'expérience actuelle des sentences indéterminées, puis mesure les résultats positifs qui ont pu être atteints par les expériences tentées en ce domaine par les divers pays et relève enfin les tendances auxquelles ces expériences paraissent être sensibles (p. 63 et s.). Ces développements où il dresse un bilan général de son enquête témoignent d'une parfaite maîtrise.

L'ouvrage se termine par des conclusions d'ordre législatif et l'on doit savoir gré à l'auteur d'avoir su couronner un rapport qui se voulait — et c'est son très grand intérêt — de pur droit positif, en dégagant un certain nombre de propositions où s'inscrivent les tendances essentielles des différents systèmes étudiés (p. 72).

Il ne saurait être question de développer ici les conclusions de M. Ancel. Nous nous contenterons de les indiquer.

M. Ancel remarque d'abord que l'admission du système des sentences indéterminées est le plus généralement limitée à trois catégories particulières de délinquants : les jeunes délinquants, les délinquants d'habitude, et les délinquants anormaux. Il constate en second lieu que la tendance dominante actuelle est dans le sens de l'indétermination relative avec un maximum et un minimum légal selon d'ailleurs des dispositions qui varient avec les différents systèmes. Il constate également que les systèmes positifs substituent de plus en plus largement un régime de traitement du délinquant à l'ancienne exécution pure et simple de la peine, ce qui tend à favoriser le développement des sentences indéterminées. Il souligne enfin le souci d'aménager une *procédure de libération* du délinquant soumis à la sentence indéterminée qui soit susceptible d'assurer la garantie des droits individuels et le succès de la mise en liberté du point de vue social. L'exposé de ces directives — fondées sur une étude attentive du droit comparé — couronne dignement un ouvrage qui s'inscrit avec honneur dans la liste déjà si importante des travaux du conseiller Ancel.

Pierre BOUZAT.

Le sens du sursis conditionnel et son développement, par Jean Graven (extrait de la *Revue pénale suisse*), 1954, 35 pages.

A la lumière de diverses études récentes dont la thèse de M. Roland Berger, sur le système de probation anglaise et le sursis continental (1) à laquelle il avait accordé une préface remarquée, M. Graven reprend la question du sursis conditionnel dont il cherche à dégager le sens exact. On retrouvera dans cet article les qualités habituelles de méthode, de clarté et de compréhension qui sont la marque habituelle de cet auteur.

M. Graven note que l'introduction du sursis dans les législations pénales à la fin du siècle dernier constituait une véritable révolution. Désormais, un but préventif était assigné à la peine, et l'on s'efforçait d'agir non pas seulement contre le délinquant mais avec lui. Le délinquant lui-même était convié à assurer son propre reclassement. Deux conceptions cependant étaient possibles : celle du *sursis-faveur* et celle du *sursis-traitement*. Il convient de les bien distinguer parce qu'elles sont en soi assez opposées, encore que les législations positives les aient assez souvent associées, sinon même confondues. M. Graven souligne également une autre distinction, moins aperçue encore, entre la législation belge et la législation française que l'on réunit habituellement dans une notion globale dite du « sursis franco-belge ». Dans le système belge, comme

(1) Cette *Revue*, p. 439.

le montre avec beaucoup de finesse M. Graven, la condamnation subsiste, alors qu'elle est appelée normalement à disparaître dans le système français. Le système belge est fondé sur la notion de condition suspensive, le système français sur celui de la condition résolutoire. L'un et l'autre système relèvent cependant du « sursis-faveur ».

Le système belge est à proprement parler un système de « sursis conditionnel » : la condamnation étant prononcée et subsistant, c'est l'exécution seule qui sera conditionnellement suspendue, tandis que dans le système français on est en présence d'une véritable « condamnation conditionnelle ». Le droit pénal suisse a hésité entre les deux conceptions, le Code pénal de 1937 se rattachant principalement à l'idée du sursis conditionnel, tandis que le Code pénal militaire suisse s'inspire au contraire de la condamnation conditionnelle française. Les deux réglementations ont d'ailleurs été rapprochées par une loi de 1941. On notera, quant à son champ d'application, que le sursis conditionnel suisse n'est, en principe, applicable qu'aux peines d'emprisonnement ne dépassant pas un an. La révision du Code pénal de 1937, faite en 1950, a refusé, à tort, semble-t-il, d'étendre le sursis aux peines d'amende. La loi suisse pose également certaines conditions objectives ou matérielles et certaines conditions subjectives ou personnelles sur lesquelles insiste justement M. Graven. Le sursis ne doit, en effet, être accordé que si l'on peut prévoir que cette mesure détournera le délinquant de commettre de nouveaux délits. Il y a donc là un pronostic judiciaire qui fait entrer en ligne de compte la personnalité même du délinquant. La logique du système exige de même que le juge se prononce, au besoin d'office, sur le point de savoir si les conditions sont réalisées et qu'il rende sur ce point une décision motivée. Il jouit d'un large pouvoir d'appréciation, mais qui n'est ni discrétionnaire, ni arbitraire.

Enfin, le Code suisse s'est efforcé d'établir une mise à l'épreuve véritable, car on ne se contente pas de laisser s'écouler passivement le délai d'épreuve qui est du reste variable (de deux à cinq ans). Le juge peut toujours imposer au délinquant des obligations particulières précises ; et l'on retrouve ici l'influence certaine du *probation system* anglo-américain. Le juge peut également soumettre le condamné à un patronage, mais il n'y a là pour lui qu'une faculté et M. Graven regrette justement que la loi suisse n'ait pas imposé un contrôle et une assistance de celui qui fait l'objet du sursis conditionnel.

De cet examen du système suisse envisagé dans un esprit nettement comparatif, M. Graven conclut que le stade du sursis-faveur est aujourd'hui dépassé. La conception moderne est celle du sursis-traitement, heureusement définie par lui comme un « moyen général d'auto-éducation, de reclassement et de réhabilitation du condamné, en se passant de la pénalité et des contraintes matérielles, de la sanction, chaque fois que cela peut se faire avec succès, au profit des moyens psycho-pédagogiques et des impératifs moraux, dont les résultats, lorsqu'ils sont atteints, sont beaucoup plus sûrs ».

Ce sursis-traitement moderne ne se présente pas d'ailleurs sous une forme unique. Nous sommes en présence d'une institution complexe et multiple, pouvant et devant servir à toutes les éventualités. L'institution du sursis devrait d'ailleurs logiquement être complétée par le système, admis notamment dans les pays scandinaves, d'une suspension des poursuites ou du système anglo-américain, de la suspension de la condamnation. Le pardon ou la rémission judiciaire, pourraient également compléter utilement cette institution moderne en plein développement, dont M. Graven nous fait très heureusement percevoir tout le dynamisme.

M. A.

The Royal Commission and the Defense of Insanity, par Glanville Williams, extraits de *Current Legal Problems*, Stevens et Sons, Londres, 1954, 32 pages.

M. Glanville Williams, dans le très important ouvrage qu'il a consacré à la partie générale du droit criminel anglais et que nous signalons d'autre part, avait déjà rencontré le problème de savoir dans quelle mesure l'insanité d'esprit pouvait servir de défense en matière de poursuite criminelle. Il avait montré à cet égard déjà combien le système traditionnel anglais, cristallisé au milieu du siècle dernier dans les *Mc Naghten rules* de 1843, était insuffisant en présence du problème moderne des délinquants anormaux. Le système anglais se trouve sur ce point à peu près autant en retard sur l'évolution des faits et de la science criminelle que le vieil article 64 de notre Code pénal de 1810.

La Commission royale chargée d'étudier en Angleterre les problèmes soulevés par

la peine de mort a, elle aussi, nécessairement rencontré cette question et lui a consacré certaines recommandations. M. Glanville Williams les examine à son tour dans un article très suggestif qu'il nous paraît utile de signaler à nos lecteurs. Le système traditionnel lui semble d'autant plus insuffisant qu'il repose en fin de compte sur une fiction juridique, pour ne pas dire une hypocrisie. Le caractère extrêmement étroit des *Mc Naghten rules* conduit dans bien des cas à considérer comme « coupable » et à frapper en principe d'une peine rétributive, un individu qui n'était pas maître de ses actes et à l'égard duquel toute idée d'intimidation ou de rétribution ne se justifie plus. La pratique s'est donc instaurée en Angleterre de faire échapper ces délinquants à l'exécution capitale par le moyen d'une grâce administrative qui les transfère dans un hôpital pour aliénés mentaux. Le véritable problème, note M. Glanville Williams, consiste dès lors à savoir s'il ne faut pas aménager les règles anciennes et prévoir notamment de manière spéciale le cas où l'état mental de l'individu l'a en quelque sorte contraint au crime. Certes, les notions de responsabilité, d'impulsion irrésistible, de normalité ou d'insanité sont-elles elles-mêmes extrêmement flottantes. M. Glanville Williams désièrerait cependant que sur ce point le droit positif ne fût pas trop éloigné des enseignements de la science et des réalités humaines. Il se demande également si c'est bien au jury, ou même au juge, qu'il conviendrait d'attribuer de façon totale la décision en cette matière, et il paraît pencher en faveur d'un certain assessorat technique qui pourrait faire participer le médecin, sous diverses réserves, à la décision prise en cette matière. Il souhaiterait en tout cas que l'expertise médicale et spécialement l'expertise psychiatrique, pût échapper aux incertitudes du débat dans les assises et aux aléas de la *cross-examination*.

Nous nous bornons à signaler ces divers points et cette excellente étude sur un sujet qui est particulièrement d'actualité.

M. A.

Le médecin devant le droit pénal, par Jean Graven (extrait de *Médecine et Hygiène*), 1953, 42 pages.

M. Graven reprend ici un problème dont il a abordé divers aspects particuliers, mais dont il s'efforce avec succès de présenter une synthèse générale, vue en quelque sorte à vol d'oiseau.

Il est à peine besoin de souligner l'importance et l'actualité du sujet : le conflit moderne naît de la contradiction possible entre la morale professionnelle et le dirigisme médical nouveau de l'Etat. C'est ce qui conduit M. Graven à examiner la coordination nécessaire de la loi pénale et de la loi professionnelle. Le système traditionnel consistait à conférer au médecin régulièrement investi de ce titre le droit de traiter le malade. La tendance moderne consiste à lui en imposer l'obligation ; et c'est en ce sens que paraît incliner le Code pénal suisse de 1937. Plus timide peut-être que la législation antérieure de certains cantons suisses, ce code cherche à sanctionner dans la loi l'obligation pour le médecin de soigner, et à la sanctionner en tant que variété d'une obligation plus générale de porter secours. La discussion reste cependant ouverte sur l'étendue exacte de cette obligation.

Un autre problème également très discuté est celui du secret professionnel. Doit-il être absolu ou peut-il céder, notamment lorsque l'intérêt social l'exige ? Le malade, d'autre part, peut-il en délier valablement le médecin ? Enfin, la loi peut-elle même faire en certains cas une obligation au médecin de se départir de son secret pour dénoncer certains faits ? La loi moderne tend à prescrire au médecin dans certains cas de renseigner l'autorité compétente. Il semble également que la théorie générale de l'état de nécessité pourrait justifier certaines atteintes au secret professionnel. Il y a là, de toute façon, un problème qui n'a pas trouvé encore sa solution définitive.

Le droit d'intervention et d'opération normalement reconnu au médecin pourra de même poser des problèmes, notamment au cas de stérilisation ou de castration, au cas d'avortement thérapeutique (question qui a soulevé en Suisse et particulièrement à Genève de nombreuses controverses) et au cas d'expérience médicale. L'euthanasie et l'assistance au suicide n'en posent pas moins, car elles soulèvent le problème du prétendu « droit à mourir ».

On voit, par ces brèves indications, combien est nourrie l'étude de M. Graven. Il ne laisse guère de côté que le problème de la narco-analyse et du narco-diagnostic et

d'autre part, le problème du droit international médical sur lesquels il avait du reste publié ces dernières années des articles que l'on n'a pas oubliés. La synthèse qu'il nous présente aujourd'hui est particulièrement utile à la veille surtout du moment où va se tenir en octobre 1955 à Paris, un congrès où le droit médical comparé tiendra une place importante.

M. A.

La police judiciaire, par Jean-Marie Chaumeil, Imprimerie G. Sautai et fils, Lille, 1953, 374 pages.

Le livre de M. J.-M. Chaumeil, intitulé : *La police judiciaire*, est un effort d'analyse de l'action des services régionaux de police dite « judiciaire ».

De fort intéressantes remarques y peuvent être glanées. Il semble toutefois que le cadre dans lequel l'auteur a voulu se situer n'a pas toujours su imposer sa charpente aux réflexions qui l'ont assailli.

Cet effort est méritoire car il a été tenté à partir de la pratique. Il faut, toutefois, se garder d'acquiescer à certaines nuances trop agressives qu'on y trouve à l'égard d'autres services répressifs.

Toutefois, l'auteur exprime le souhait qu'il y ait enfin une police bien organisée et dont la déontologie soit aussi judicieusement élaborée que les conditions d'efficacité.

Nous tenons à surenchérir sur ce point. Il est temps que l'on sache qu'il existe un vigoureux courant de policiers modernes qui rêvent d'une police de protection se déployant dans un climat social affirmé, et qui sauront bien la réaliser.

Dans ce livre bien des considérations sur l'organisation interne des services peuvent gêner le lecteur non averti. Mais je crois que l'essentiel est la bonne volonté de l'auteur. Ce qui compense largement certaines de ses remarques, trop particulières ou trop polémiques.

J. SUSINI.

Encyclopédie juridique Dalloz. Répertoire de droit civil, 4 vol., Paris (Dalloz), 1951-1954 ; 1108 p., 1128 p., 782 p., 836 p.

Nous avons entretenu déjà nos lecteurs des deux importants volumes parus dans la série de l'Encyclopédie Dalloz et consacrés au droit pénal et à la procédure criminelle. Nous avons dit à ce moment-là combien nous paraissait heureux le double effort tendant, d'une part, à la spécialisation des Répertoires anciens et, d'autre part, grâce à cette spécialisation d'ailleurs, à un effort de renouvellement qui rapprochait le point de vue de la doctrine des préoccupations du praticien. Il n'était plus guère possible, en effet, en ce milieu du xx^e siècle, de recourir à une publication telle que celle du *Répertoire de jurisprudence* dont les 45 volumes avaient été publiés au milieu du siècle dernier. Quel qu'ait été, d'autre part, l'incontestable succès du *Répertoire pratique*, dont la publication commença à la veille de la première guerre mondiale, il est hors de doute que les préoccupations purement utilitaires et le caractère accentué de compilation de cet ouvrage faisaient regretter certaines indications sinon certains développements de caractère doctrinal.

Un moyen terme heureux paraît avoir été trouvé dans l'Encyclopédie Dalloz qui se divise en six grands Répertoires couvrant les branches essentielles du droit et qui, pour chacune d'elles, fait appel à des spécialistes réputés. La présentation alphabétique est traditionnelle en cette matière. Elle reste d'ailleurs la seule qui, dans un tel ouvrage, puisse ne pas soulever de difficultés sérieuses. Chaque article est complété par des aperçus de droit international privé, d'une part, et par des renseignements relatifs au système spécial appliqué aussi bien aux départements recouverts d'Alsace et de Lorraine qu'à l'Algérie et aux pays d'outre-mer. Les questions d'enregistrement font également l'objet d'indications précises.

Quatre volumes sont déjà parus sur les cinq volumes que comportera cette Encyclopédie du droit civil. Il est superflu de relever une fois encore le caractère de droit commun du droit civil qui justifiait qu'une ampleur particulière soit accordée à ce Répertoire. Les matières qui sont à la frontière du droit civil et du droit pénal sont, du reste, trop nombreuses pour que même les spécialistes du droit criminel puissent négliger une telle source documentaire et scientifique, où ils trouveront le tableau d'ensemble de notre droit civil positif.

M. A.

II. — SCIENCES CRIMINOLOGIQUES

Anthropogénèse et Criminalité, par Pierre Grapin, Legrand, Paris, 1954, 119 pages.

L'ouvrage présenté comme thèse de doctorat par M. Grapin devant la Faculté des sciences de Paris et auquel le jury a accordé la plus haute mention, constitue une étude profondément originale du problème de la criminalité transposé du plan juridique au plan biologique.

Dans ce changement de perspective, M. Grapin a projeté une vive lumière sur certains facteurs de l'homínisation et le naturaliste trouvera dans ce travail plus que des suggestions pour la solution de quelques-uns des problèmes fondamentaux de la paléontologie humaine.

En replaçant le phénomène crime dans la perspective des sciences anthropologiques, il apparaît comme un phénomène relationnel, essentiellement humain, « en ce qu'il suppose un système de valeurs socialement assumées » et « en ce qu'il implique une opposition à ces valeurs ».

La courbe de criminalité est liée à la tension de deux besoins fondamentaux : l'instinct de conservation, l'instinct sexuel, et à la non-satisfaction de ces instincts.

On peut rechercher l'origine de ces suraccentuations dans l'histoire individuelle, comme le fait la psychanalyse. Il est non moins légitime, et c'est ce qu'a tenté M. Grapin, d'en rechercher l'explication dans la phylogénie humaine, « dans la maturation, non plus individuelle, mais spécifique ».

La paléontologie humaine nous montre, en effet que depuis des siècles les hommes (c'est ce que révèle en particulier l'étude du Sinanthrope, des Néandertaliens tels que l'homme du Mont-Circé), ont pratiqué le meurtre, l'anthropophagie. « Cela fait entrevoir des durées criminelles quasi-fabuleuses, et l'on ne peut raisonnablement penser que des « patterns » de conduite suivis pendant un temps si vertigineusement long puissent disparaître instantanément et sans laisser de traces ».

Ainsi, toute étude de la criminalité doit-elle tenir compte du passé phylétique de l'homme.

Les paléontologistes ont établi que, chronologiquement, dans le long déroulement du phénomène de l'homínisation, le premier caractère acquis fut la station droite. Mais peut-être n'ont-ils pas su tirer tout le parti possible d'un tel résultat.

Je ne puis que renvoyer aux pénétrantes analyses de M. Grapin, telle que celle ayant trait au langage articulé. Pendant longtemps on en a cherché les conditions mécaniques dans le développement des apophyses géni, manière de voir insoutenable. M. Grapin établit toute l'importance de la flexion crânienne. Mais il va plus loin, précisant comment doit être entendu le principe des corrélations. Dans le problème du langage, il ne suffit pas que l'émission du son soit rendue possible ; pour parler, il faut également avoir quelque chose à dire, ce qui suppose un cerveau suffisamment développé. Ainsi flexion crânienne et volume du cerveau constituent deux dispositions corrélatives. Aucune d'elles ne peut être considérée comme « causale » par rapport à l'autre ; elles ont « émergé » simultanément, elles forment un ensemble *relationnel*.

Ce qui distingue la tête humaine de la tête animale, c'est l'exubérance cérébrale. L'examen (dans le détail duquel nous ne pouvons entrer ici) de multiples particularités du crâne humain conduit M. Grapin à une vue explicative très originale et du plus haut intérêt. Ces particularités « semblent pouvoir s'inscrire dans le même processus dynamique résultant de la gravidité chez un être dont la posture constante, à l'état de veille, est héréditairement la station verticale ».

Pendant les trois derniers mois de la grossesse, la tête du fœtus occupe, le plus souvent, la partie inférieure de l'utérus ; l'embryon est porté la tête en bas. De quoi dérivent de multiples conséquences morphogéniques, comme le montre bien M. Grapin : hypertrophie du néo-cortex, brisure de l'axe constitué par le clivus et le planum, etc. On peut penser d'autre part, que l'accroissement quantitatif du cerveau a été préalablement nécessaire à la différenciation qualitative.

Ainsi, par une série de constatations objectives, est mis en évidence le fait que le cerveau de l'homme est en avance sur son corps, « celui-ci le rapprochant sensiblement des autres primates, tandis que celui-là l'en éloigne nettement ».

Cette étude de phylogénèse nous introduit dans la troisième partie de l'ouvrage :

l'étude céphalométrique des délinquants. Une telle étude est centrée autour de l'hypothèse d'un lien entre le physique et le moral.

M. Grapin établit une critique serrée de cette vieille conception, desservie par les outrances de ses protagonistes. Il montre ce qu'il convient d'en conserver et propose, en l'appliquant, une nouvelle méthode anthropométrique, qui évite tous les reproches que l'on avait pu faire aux tentatives de ce genre. Et il donne, en les interprétant, les mesures prises sur de nombreux délinquants et non-délinquants.

Toute cette partie de l'ouvrage nous paraît avoir fixé les conditions de ce que doit être une recherche criminologique.

Une attachante conclusion dégage en quelque sorte, la philosophie de ce travail.

Nous voudrions en terminant cette analyse infidèle, redire toute l'originalité de cet ouvrage, tant dans le domaine de l'anthropologie criminelle que dans celui de la phylogénie humaine. En mettant l'accent sur le caractère relationnel du phénomène, M. Grapin a montré toute la fécondité de ce point de vue, et, par delà les résultats acquis, ouvre la voie aux recherches futures.

Jean PIVETEAU,
Professeur à la Sorbonne.

Theft, Law and Society, par Jerome Hall, 2^e éd., The Bobbs-Merrill Company, éditeur, Indianapolis, 1952, 398 pages.

M. Jerome Hall jouit depuis longtemps d'une réputation bien établie sur le plan international et particulièrement auprès des criminalistes de l'Europe continentale. Ses *Principles of Criminal Law*, publiés en 1947, ont rencontré un succès particulièrement flatteur. Pour la première fois depuis longtemps, un professeur de droit criminel américain réalisait une synthèse doctrinale longuement mûrie et fortement pensée de cette partie générale du droit pénal qui est si souvent sacrifiée dans la doctrine anglo-américaine. M. Jerome Hall y apportait non seulement un sens particulièrement poussé de la discussion juridique, mais une connaissance très complète de la doctrine moderne relative aux grands problèmes qui dominent le droit criminel. La participation de M. Jerome Hall à plusieurs congrès internationaux a également permis de le mieux connaître et a assuré efficacement la diffusion de ses idées.

C'est donc avec le préjugé le plus favorable que les criminalistes de l'ancien comme du nouveau monde ont pris connaissance de son ouvrage sur le vol et la réaction sociale contre les atteintes à la propriété privée. Il s'agit d'ailleurs de la réédition d'un livre paru en 1935, mais que M. Jerome Hall a révisé de très près, dont il a refondu une grande partie du livre II et auquel il a ajouté un chapitre spécial sur l'abus de confiance (*embezzlement*).

M. Jerome Hall s'efforce ici de faire œuvre, non seulement de juriste, mais de sociologue ou plutôt, ce qui est mieux encore et plus rare, de juriste-sociologue. Dans une remarquable introduction, il insiste sur la nécessité et en même temps sur la difficulté d'étudier aussi bien les règles de droit pénal en soi et dans leur application positive, qu'en tant qu'elles expriment la réaction sociale contre le fait criminel. Il est hors de doute qu'une telle manière d'envisager le droit pénal et de le comprendre à la fois dans son origine, dans son but et dans son évolution serait de nature à renouveler singulièrement la science pénale. Elle permettrait dans beaucoup de cas de se rendre mieux compte de la valeur exacte d'une règle positive, dont la seule justification repose trop souvent dans son ancienneté même, et dont parfois l'apparition n'a été due qu'à un accident historique dont on a, par la suite, oublié les circonstances exactes.

M. Jerome Hall en fait la démonstration en partant, puisqu'il s'agit à l'origine du droit non écrit ou *case law*, du célèbre *Carrier's case* jugé par la Cour de la Chambre Etoilée en 1473. Il s'agissait alors, très simplement, d'un individu qui, chargé de conduire certains ballots de marchandises à Southampton, les avait amenés autre part, les avait ouverts et s'en était approprié le contenu. Ce cas type d'abus de confiance, au sens moderne du mot dans le droit continental, souleva alors dans le droit anglais de grandes difficultés, car il n'y avait pas appréhension violente ou soustraction, au sens où on l'entend habituellement dans le vol. La condamnation du prévenu ne fut pas acquise sans difficulté et longtemps les criminalistes anglais ont souligné ce qu'avait alors d'anormal ou même d'extraordinaire cette décision particulière. Ayant replacé ce *case* dans le droit de son époque et montré en quoi il a pu influencer le droit ultérieur,

M. Jerome Hall s'attache au développement de la loi relative à la soustraction frauduleuse au XVIII^e siècle, ainsi qu'au cas particulier du vol simple dans son interprétation jurisprudentielle.

Le dernier chapitre de la première partie s'efforce de démontrer comment, dans l'application du droit criminel, les règles purement techniques et la marge de discrétion reconnue au juge de *Common Law* ont pu jouer dans un système où d'ailleurs les lois particulières (mais toujours dérogoires au système non écrit préexistant) devenaient de plus en plus nombreuses. M. Jerome Hall note en particulier que, pendant longtemps, la peine de mort normalement applicable en matière de vol a imposé une sanction reconnue bientôt comme excessive. Le mouvement de réforme pénale de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e proposait alors un adoucissement des peines, et Sir Samuel Romilly aussi bien que Voltaire réclamaient en cette matière une diminution des cas de peine capitale, non seulement pour des raisons humanitaires, mais même pour assurer l'efficacité d'une répression qui finit par se détruire elle-même en raison de son caractère excessif (p. 138-139).

La deuxième partie de l'ouvrage examine certains cas particuliers d'atteintes à la propriété. L'auteur passe ainsi en revue divers cas de recel, le cas très pratique au XX^e siècle du vol d'automobile et enfin l'*embezzlement*. Sans doute pourra-t-on regretter que, dans cette deuxième partie spécialement, M. Jerome Hall se soit contenté de certaines infractions ou de certains types d'infractions au lieu de tenter cette synthèse plus large de l'évolution des atteintes à la propriété privée que faisait espérer ou du moins désirer la première partie de son ouvrage. Mais d'un bout à l'autre de ce livre documenté, attentif à éviter les vieilles formules et constamment soucieux des nuances que la vie sociale connaît plus encore que la science criminelle, on retrouvera les qualités qui marquent chacun des ouvrages de M. Jerome Hall et assureront à celui-ci une place de choix dans la bibliothèque des criminalistes.

M. A.

Il concetto ontologico del reato. Struttura generale. La colpa. (Le concept ontologique du délit. Structure générale. La faute), par Luciano Pettoello Mantovani de l'Université de Milan. Dott. A. Giuffrè Editore, Milan, 1954, 248 pages.

L'auteur expose dans une brève introduction le but de son étude, qui est « d'opposer la réelle structure ontologique de l'agir à la conception volitive de la tendance traditionnelle qui vide le dol et la faute de tout élément psychologique ». Il n'a pas voulu considérer l'agir de l'homme comme une donnée inanimée, mais voir le problème dans sa plénitude, car les études concernant les multiples manifestations de l'être sont tout aussi importantes que celles de pure science juridique et en constituent la condition préalable : l'ouvrage tout entier se caractérise par l'importance accordée par l'auteur à la recherche psychologique.

Il se divise en deux parties : la première est consacrée à la détermination du concept ontologique du délit par opposition à la doctrine traditionnelle et à la théorie finaliste. Dans la seconde l'auteur s'attache à définir le concept de la faute, le dol indirect et quelques aspects particuliers du problème, tels que le délit préintentionnel.

L'auteur commence par faire le procès de la doctrine traditionnelle. Il dégage les caractéristiques du concept déontologique du délit qui sont : tout d'abord le fait de ramener l'élément psychique à la seule qualification juridique et en second lieu l'objectivation du dol et de la faute conçus comme la base psychique du comportement. Le délit n'est donc qu'une entité juridique, non une entité vraiment réelle, non une « action » contraire au droit mais uniquement une institution.

Le phénomène déontologique influe sur trois points fondamentaux et a pour conséquences l'appauvrissement du contenu psychique de l'action, l'inexistence d'une base sur laquelle puisse se fonder le blâme, et une conception erronée du dol et de la faute.

L'auteur fait appel à la théorie téléologique de Bertol qui bien que se maintenant dans la ligne de la doctrine allemande de Beling, en constitue une des expressions les plus heureuses.

Quant à la théorie finaliste, l'auteur lui adresse le même reproche qu'à la doctrine traditionnelle : sa tendance est déontologique et elle veut porter l'antijuridicité sur un plan personnel. L'auteur s'efforce de montrer combien la théorie finaliste de M. Welzel néglige le fondement ontologique.

Après cette partie critique, l'auteur consacre la partie constructive de son ouvrage au concept ontologique du délit. Il se réclame de la pensée philosophique classique gréco-chrétienne et des principes qui sont à la base des courants d'idées modernes. La nécessité de baser l'étude du délit sur une donnée ontologique est le leit-motiv de la pensée contemporaine exprimée à travers la phénoménologie de Husserl, la doctrine de Hartmann (ces deux auteurs ayant de nombreux points de contact), la pensée de Francesco Olgiati, l'école de Lovanio, l'existentialisme allemand et français. C'est en fonction de cette donnée ontologique que l'auteur repense l'action de l'homme, en dégage la structure et la nature du double point de vue de la philosophie et de la psychologie expérimentale.

Puis il replace l'action volontaire dans la théorie du délit examinant attentivement les omissions par imprudence, les actes instinctifs, réflexes habituels et dictés par une tendance. Enfin se demandant dans quelle mesure le blâme est possible, l'auteur pense qu'il peut seulement porter sur l'élément humain de l'action aussi bien dans le cas des actes dolosifs que dans le cas des délits par imprudence : il consiste dans le fait de juger négativement un acte, en le rattachant à celui qui l'a commis. Donc l'action ne peut être blâmable que lorsque son contenu psychique reflète la nature consciente de l'homme.

Dans la seconde partie de son ouvrage, l'auteur étudie le concept de faute à la lumière des idées qu'il a exprimées plus haut :

« Si l'élément subjectif ne se borne pas aux seules qualificatifs juridiques du dol et de la faute considérées objectivement comme réalité psychique et présentées en conséquence comme volition et non volition du résultat extérieur, il n'y a plus aucun obstacle à construire l'essence des deux concepts de conscience et d'inconscience d'atteinte au droit, sur la base ontologique. La faute ne consiste pas dans la prévisibilité, elle n'est pas du tout liée à la non-prévision de l'événement. Ce qui compte c'est seulement l'inconscience par négligence de provoquer un fait antijuridique ».

L'auteur termine par l'examen du problème très particulier du délit préintentionnel.

La lecture de l'ouvrage de M. Pettoello Mantovani est particulièrement intéressante, car l'auteur compare les données juridiques et philosophiques, et centre son étude sur la réalité humaine dont la connaissance lui paraît être la base de toute la science pénale. S. E. S.

La bugia in Tribunale, frammenti e appunti di psicologia e psico-patologia giudiziaria. — Stralci di perizie psichiatriche (Le mensonge au tribunal, aperçus et notes de psychologie et de psycho-pathologie judiciaire. — Extraits d'expertises psychiatriques), par Luigi Battistelli, Giuffrè, Milan, 1954, 204 pages.

M. Battistelli, professeur de psychiatrie à l'Université de Rome, a réuni dans ce volume des notes de psychologie et de psycho-pathologie judiciaire, appuyées sur des exemples relevés au cours d'expertises judiciaires. Ainsi qu'il le dit lui-même dans son introduction, il n'a pas la prétention de dire des choses nouvelles, il veut simplement faire profiter de son expérience ceux qui font œuvre de justice et leur signaler des cas de mensonge particulièrement intéressants et instructifs qu'il a rencontrés dans l'exercice de sa profession de psychiatre. Mais il ne se borne pas à constater le mensonge dans tel ou tel cas, il cherche à en expliquer le déterminisme et remonte aux causes qui concourent à faire acquiescer au sujet l'habitude du mensonge.

L'ouvrage est divisé en trois parties. Dans la première l'auteur étudie le mensonge de l'inculpé et du témoin. Il nous parle du comportement de l'inculpé pendant le procès, du mensonge du coupable et de celui de l'innocent. Il ne craint pas de dénoncer la façon superficielle, à peine croyable, dont sont menées certaines instructions. Puis il nous montre comment les affirmations fausses des témoins ne constituent pas toujours un mensonge mais sont plutôt des erreurs des sens ; il rappelle les expériences de Claparède, de Stern, de Persiani et de Tovo pour évaluer la capacité de l'attention et de la mémoire forcée. Illustrant ses observations de récits d'expériences vécues, l'auteur analyse l'état d'âme du témoin au moment où il est appelé à déposer, son attente, sa crainte, il nous montre comment le témoin ment parfois involontairement.

La deuxième partie est consacrée au mensonge des divers types humains : le mensonge de la femme, celui de l'enfant — qui accuse ou qui témoigne — le mensonge du vieillard, des anormaux et des dégénérés, des malades mentaux. Chaque fois que l'occasion

s'en présente l'auteur met en évidence certaines imperfections de la procédure pénale actuelle.

Enfin, dans une troisième partie sont examinés les divers moyens, méthodes antiques et idées nouvelles, employés pour découvrir la vérité dans les affaires judiciaires.

De très nombreux magistrats et avocats s'intéresseront à cet ouvrage qui affronte le problème si important des dépositions dans le procès pénal. En outre, on saura gré à M. Battistelli d'avoir exposé ses idées dans un langage clair duquel sont exclus les termes d'un usage peu courant.

V. T.

Questions actuelles de la criminologie biologique, par Mezger Seelig, 1^{re} éd., Ferd. Enke, Stuttgart, 1953, 126 pages.

Cette œuvre donne un résumé des discours faits au cours d'une réunion de l'« Association pour l'étude de la criminologie biologique », qui a eu lieu en mai 1953 à Munich. Cette association, créée en 1927, a apporté des contributions importantes au développement scientifique et à l'approfondissement de la criminologie en Allemagne.

La discussion a porté sur le jugement et le traitement des délinquants sexuels et sur les délits dus à une anomalie sexuelle.

Dans son exposé sur le diagnostic du délinquant d'impulsion, le professeur Kretschmer, de Tübingen, montre sous l'angle de son expérience clinique et médicale qu'on peut établir un diagnostic du délinquant sexuel seulement dans la complexité des maladies psychiques possibles. D'autre part, une dépravation des instincts peut se présenter dans une personnalité sans aucune psychose, ce dont il doit être tenu compte pour la question de la responsabilité.

Le professeur Seelig comprend dans son discours toutes les impressions psychiques en tant que mobiles psychogènes des délits sexuels (des expériences de l'enfance, des complexes d'infériorité de la jeunesse, l'incapacité au travail, même la situation des réfugiés peuvent conduire aux délits sexuels).

D'autre part, le professeur Hirschmann (Tübingen) traite les troubles physiques des cerveaux qui produisent la cleptomane.

Le professeur Th. Würtenberger (Mayence) discute sous l'angle de la sériologie criminelle la typologie des délits concernant le proxénétisme.

Le deuxième thème englobe le problème de l'aliénation mentale. Des praticiens le traitent en trois conférences au point de vue de la juridiction criminelle, de la psychiatrie et de la psychologie.

D'abord le professeur Mezger (Münich) dans son exposé sur « le paragraphe 51 du Code pénal et le juge du tribunal criminel » donne une définition nette et la limitation des deux domaines que la réglementation du paragraphe 51 comprend : l'appréciation biologique du délinquant par le psychologue puis l'appréciation du juge. C'est seulement de la coordination de ces deux autorités que peut résulter un jugement correspondant à la personnalité du délinquant.

Le désir et le but de l'exposé du professeur Gruhle (Bonn) est de montrer l'importance de la coopération d'un psychiatre pour l'appréciation juridique du délinquant, car le juge n'est pas capable de trouver les rapports compliqués avec le domaine médical. L'exposé sur le paragraphe 51 sous l'angle de la psychologie du professeur Tummler (Graz) traite de l'importance des influences du milieu, qui peuvent être tellement fortes qu'elles causent à l'homme un trouble psychique et conduisent à l'application du paragraphe 51.

Le troisième sujet, enfin, concerne la question des délits non-intentionnels ; d'abord traitée du point de vue de la doctrine, ensuite sous l'angle des problèmes actuels des contraventions en matière de circulation.

Le rapport du professeur Nowakowsky (Innsbruck) apporte une définition et une limitation des notions de la doctrine criminelle allemande de « non-intention ».

L'exposé suivant du professeur Hartung (Marburg) traite des degrés particuliers de cette notion de « non-intention » et ses appréciations juridiques.

Le dernier discours du professeur Laves (Münich) explique la méthode et la possibilité de l'enquête sur les délits non-intentionnels commis comme conséquences de l'alcoolisme.

Au cours de son allocution, le ministre de la Justice a montré l'importance de cette réunion qui a servi à un rapprochement entre la justice criminelle et la science criminologique.

H. Sp.

III. — DROIT PÉNAL COMPARÉ ET DROIT PÉNAL ÉTRANGER

Die Strafprozessordnung und das Gerichtsverfassungsgesetz (L'Ordonnance de procédure pénale et la loi sur l'organisation judiciaire), Communication de Löwe-Rosenberg, 20^e éd., entièrement refondue, publiée par Lingemann et Niethammer, avec le concours de Geier, Jagusch, Kohlhaas, Schäfer, Sarstedt et Tillmann, Berlin, de Gruyter, 1953-1954, 904 pages, avec supplément de 20 pages.

La procédure pénale en Allemagne a encore pour base l'ordonnance du 1^{er} février 1877. Mais cette ordonnance, qu'avait déjà profondément remanié une ordonnance du 4 janvier 1924, a, depuis lors, au milieu des vicissitudes par lesquelles est passé le pays, subi de nombreuses retouches. C'est dire l'intérêt qui s'attache à la 20^e édition du Commentaire fameux de Löwe-Rosenberg à laquelle ont travaillé, chacun pour une part, une demi-douzaine de hauts magistrats sous la direction du professeur Niethammer de l'Université de Tübingen.

Elle a paru en trois fascicules, les deux premiers datés de 1953, le troisième de 1954. D'importantes réformes avaient suivi, à la fin de l'année 1953, la publication des deux premiers fascicules. Elles ont fait l'objet d'un supplément. Un quatrième fascicule sera consacré à la loi d'organisation judiciaire du 20 septembre 1950 et à la loi sur le recrutement des juges du 4 août de la même année.

Dans une substantielle introduction, qui n'est pas la partie la moins intéressante de l'œuvre, Niethammer retrace l'histoire mouvementée de la procédure pénale allemande depuis 1877 et s'applique à dégager les traits qui la caractérisent.

Vient ensuite le commentaire détaillé de la loi d'introduction à l'ordonnance de procédure pénale et de cette ordonnance elle-même qui se divise en trois livres : dispositions générales, procédure de première instance, voies de recours. Sous chaque paragraphe sont notés avec soin l'origine du texte, les modifications qu'il a été question de lui apporter, l'interprétation qu'en a donnée la jurisprudence et, s'il y a lieu, les études doctrinales dont il a fait l'objet. Quelques observations générales placées en tête de chaque livre et de chaque section de l'ordonnance aident à comprendre leur contenu.

A l'heure où chez nous la réforme du Code d'instruction criminelle est activement poussée, cet ouvrage, où la clarté de l'exposé s'allie à la richesse de la documentation, peut nous fournir d'utiles enseignements. On y voit comment le législateur allemand a introduit dans l'ordonnance de 1877 toute une série de dispositions neuves : ainsi pour avertir les intéressés des délais et des formes dans lesquels il leur est permis d'attaquer les décisions portées à leur connaissance (§ 35-a) ; pour multiplier les dispenses de témoigner (§ 53 nouveau) ; pour tempérer le principe de légalité des poursuites (§ 154 et s.) ; pour aménager sur le terrain de la procédure l'institution de la probation qu'une loi du 4 août 1953 a glissée dans le § 24 du Code pénal (§ 268-a) ; pour autoriser la prise de sang (§ 81-a et c) et, au contraire, interdire la narco-analyse (§ 136-a). On y voit aussi que les Allemands demeurent attachés à la justice populaire (p. 29) et que, non sans raison, ils se défient du juge unique (p. 28).

Louis HUGUENEY.

Entwicklung, Aufgaben und Methoden der Strafrechtsvergleichung (Développements, buts et méthodes de la comparaison du droit pénal), par H.-H. Jescheck, J.C.B. Mohr, Tübingen, 1955, 44 pages.

M. Jescheck est le successeur du regretté professeur Schönke. C'est en souvenir de son prédécesseur qu'il a choisi le sujet de sa première conférence en tant que professeur de droit pénal à l'Université de Fribourg, car, nous n'avons pas besoin de le rappeler à nos lecteurs, M. Schönke avait acquis un grand renom de comparatiste dans le droit pénal.

Après avoir étudié le développement du droit comparé en Allemagne d'abord et en ce qui concerne la collaboration internationale des grandes organisations de droit pénal, M. Jescheck étudie les buts du droit comparé aussi bien dans le domaine national que dans le domaine international. Enfin, dans le dernier chapitre il traite des méthodes du droit comparé en posant d'abord la question de savoir si le droit comparé est une science ou une méthode, en soulignant ensuite les difficultés de la comparaison et en étudiant enfin les moyens techniques et l'organisation intellectuelle de la méthode.

Nous sommes tout à fait d'accord avec M. Jescheck lorsqu'il constate à la fin de son livre que le droit comparé est à la fois un trait d'union et un champ de rivalité paisible entre les peuples et tend vers un droit pénal meilleur et plus humain. Par cette contribution intéressante au droit comparé, M. Jescheck donne une idée précise de ce que doit être à son avis ce droit.

Y. M.

Criminal Law, par Glanville L. Williams, The General Part, Stevens et Sons, Londres, 1953, 736 pages.

Un des grands sujets d'étonnement pour les juristes continentaux abordant l'étude du droit criminel anglais est de voir ce droit présenté par ses auteurs les plus éminents sous une forme principalement analytique qui ne s'attache traditionnellement qu'à l'étude successive des infractions particulières. Alors que le droit pénal général forme la matière essentielle du droit criminel dans les ouvrages parus sur le continent, il semble que les auteurs anglo-américains se contentent, trop facilement à notre gré, de l'étude du droit pénal spécial et cette réserve est d'autant plus vive que les criminalistes français ont, à l'inverse, une fâcheuse tendance à négliger beaucoup trop, en ce qui les concerne, l'étude de ce droit pénal spécial. On souhaitait donc depuis longtemps que les principes généraux du droit pénal anglais fissent l'objet d'une étude d'ensemble. Déjà dans sa dernière édition des célèbres *Outlines* de Kenny, M. Turner avait très heureusement développé certains chapitres liminaires relatifs notamment à l'intention criminelle et à la théorie générale de la responsabilité. Le professeur Glanville L. Williams, de l'Université de Londres, a résolument abordé le problème en donnant à son nouvel ouvrage ce sous-titre éloquent *The General Part*. Dans sa préface, M. Glanville L. Williams indique qu'il a non seulement voulu présenter, mais en quelque sorte repenser, cette partie générale qu'il s'efforçait ainsi d'extraire de la multiplicité des sources où elle se trouve englobée dans un droit à la fois non écrit et judiciaire. L'auteur y a été conduit ainsi par une sorte de nécessité intime et par le besoin qu'il éprouvait lui-même, il nous le dit très nettement, de confronter ces règles générales qu'il s'efforçait ainsi de dégager, avec les données actuelles de la science criminologique.

De ce double point de vue l'ouvrage de M. Glanville L. Williams est donc particulièrement intéressant pour nous. Il nous offre tout d'abord, ramassées et synthétisées, un grand nombre de règles positives dont nous ne possédions souvent jusqu'ici que des exemples parsemés. Il s'efforce, d'autre part, et non moins utilement, de rechercher dans quelle mesure ces principes généraux sont compatibles avec les données d'une science criminelle qui ne saurait plus aujourd'hui se contenter d'être l'exégèse passive de la loi écrite ou le simple relevé des décisions jurisprudentielles.

L'ouvrage fait l'objet de vingt-trois chapitres passant successivement en revue les principaux aspects du droit criminel à l'exclusion, en principe, des questions soit de procédure, soit de droit pénal spécial. Ces vingt-trois chapitres comprennent en tout 232 paragraphes, où les matières se trouvent clairement disposées et présentées en des subdivisions qui en facilitent largement la consultation. Certes, du point de vue de la logique dogmatique, on pourrait être tenté de regretter que cet effort d'appréhension d'une matière en vue de sa présentation doctrinale revête plutôt la forme d'une analyse discursive que celle d'une synthèse rigoureusement construite. Il est hors de doute cependant que la méthode employée par M. Glanville L. Williams est probablement celle qui permettrait de donner le tableau le plus exact de ces principes généraux qu'il cherchait à dégager de plusieurs siècles de *Case Law*.

Le deuxième chapitre sur l'intention, le cinquième sur la *mens rea*, le sixième où l'on trouvera une analyse particulièrement intéressante de la notion de complicité en droit pénal anglais, le neuvième sur l'anormalité mentale et ses degrés, le douzième sur le principe de la légalité et qui commence par un rappel de la règle *nulla poena sine lege*, particulièrement instructif dans un système de droit non codifié où existe toujours en principe la possibilité de voir déclarer des *Common Law offences*, intéresseront de manière toute particulière les criminalistes continentaux et les juristes français formés à un système de droit écrit. Il ne nous appartient pas sans doute d'apprécier exactement l'apport de M. Glanville L. Williams à la science du droit criminel anglais, encore que cet apport nous paraisse de premier ordre; mais nous pouvons, sans crainte de nous tromper, affirmer que son apport à la science pénale en général est considérable.

M. A.

The Criminal Law, par F. T. Giles, Pelican Book, Londres, 1954, 266 pages.

M. F. T. Giles est bien connu pour avoir publié en 1946 un excellent petit ouvrage sur les *Juvenile Courts* que nous avions à l'époque spécialement signalé à nos lecteurs. Il a eu cette fois l'intention, s'adressant au grand public, d'offrir, comme il le dit lui-même, un aperçu général de la mise en œuvre du droit criminel anglais illustré par une série de cas particuliers et comprenant le récit détaillé d'un procès pénal pour assassinat. La première partie est consacrée, en effet, au procès de Charles Black, criminel imaginaire, procès dont M. F. T. Giles nous décrit toutes les phases. Cet assassin avait pris l'habitude de noyer dans leur baignoire les femmes qu'il venait d'épouser après s'être fait faire un testament en sa faveur et avoir souscrit une assurance payable au décès de son épouse. Deux fois de suite, on avait considéré la fin prématurée de Mrs Black comme un accident malheureux; mais, dans un cas particulier, le criminel n'était pas parvenu à ses fins, la victime s'était débattue dans la baignoire et avait appelé à l'aide de telle sorte que la propriétaire de la maison où vivaient les jeunes époux s'était précipitée dans la salle de bains et avait reçu de la jeune femme le récit de la tentative de meurtre dont elle avait été l'objet. Elle n'avait pas porté plainte cependant, mais Black ayant réitéré son crime, avec succès cette fois, contre une nouvelle victime, la police avait été alertée et la machination avait été ainsi découverte.

Nous ne savons dans quelle mesure les faits ainsi racontés se rapportent à des crimes réellement commis. L'intérêt de cette affaire est surtout de démontrer la minutieuse préméditation du criminel et aussi d'apporter un élément de discussion procédurale relatif au fait que la victime épargnée étant toujours légalement la femme de l'accusé (car celui-ci était bigame pour avoir épousé une autre femme depuis), celle-ci ne pouvait pas être appelée à témoigner normalement dans l'instance contre son mari si celui-ci ne réclamait pas son témoignage. Le but essentiel de M. Giles est, en effet, de démontrer que le droit pénal anglais offre toutes les garanties possibles à la défense. M. Giles y insiste souvent, accumulant d'ailleurs sur ce point les références à des *cases* anciens ou récents.

Le lecteur continental ne manquera pas d'être frappé une fois de plus de la minutie et de la rigidité des règles de la procédure pénale anglaise relatives à l'administration de la preuve. Il notera cependant que c'est sans grandes difficultés que, dans le procès tel qu'il nous est raconté, on est arrivé à la condamnation et à l'exécution du criminel. Il ne manquera pas non plus d'observer que, dans le système anglais, l'arrestation peut être faite par la police en dehors de tout mandat de justice. Il notera aussi, par comparaison avec les garanties de la procédure continentale, que si les témoins sont interrogés contradictoirement par l'accusation et la défense, le juge ne se contente pas seulement d'être l'arbitre de ce « duel judiciaire », et qu'il donne à la fin des débats des directives très précises aux jurés en leur soulignant les points qui, d'après lui, ne doivent pas être oubliés. Parmi ces points, le juge n'hésite même pas à l'occasion à retenir en définitive à charge le silence que l'accusé a gardé sur tel ou tel point particulier. Il paraîtra également curieux sans doute à nos habitudes continentales que, dans le procès pénal anglais, ce ne soit pas en tout état de cause la défense qui ait la parole la dernière.

Après ce procès imaginaire, M. F. T. Giles passe en revue les grands principes du droit criminel anglais en ce qui concerne la procédure, l'organisation judiciaire, les règles de preuve, le système applicable aux délinquants aliénés et aux jeunes délinquants; puis il termine par quelques observations concernant les délits particuliers.

Il s'agit, encore une fois, d'un ouvrage destiné au grand public et au grand public anglais. On ne s'étonnera donc pas que M. Giles commence son premier chapitre par cette déclaration massive: « Le droit anglais sera regardé comme le plus grand système de droit que le monde ait jamais connu ». Une telle affirmation liminaire prouve évidemment le dessein apologétique de l'ouvrage, et démontre suffisamment que son auteur n'a pas entendu faire preuve à l'égard du système qu'il décrit d'un esprit critique particulièrement poussé. On ne saurait en tenir trop rigueur à M. Giles, si l'on tient compte, encore une fois, de la destination de l'œuvre et de ce contentement naturel et parfois presque candide que manifestent souvent les sujets anglais à l'égard de leur système de droit criminel. On souhaiterait cependant que certains lecteurs continentaux, qui se font de ce système anglais une image quelque peu romancée, prennent le soin de lire ce livre, d'une lecture d'ailleurs facile et parfois même attachante. On peut être assuré qu'ils y trouveraient quelque surprise.

M. A.

An Introduction to the Criminal Law in Australia, English Studies in Criminal Science, publié par le department of Criminal Science, Faculty of Law de l'Université de Cambridge, sous la direction de L. Radzinowicz et J.-W.C. Turner, Londres, 1948, 128 pages.

Il n'est pas trop tard pour signaler cet ouvrage paru en 1948 dans l'intéressante et vivante collection des *English Studies in Criminal Science* que les lecteurs de notre *Revue* connaissent bien. Les directeurs de cette collection MM. Radzinowicz et Turner ont eu l'heureuse idée de faire présenter un aperçu d'ensemble sur le droit criminel australien qui était jusqu'ici particulièrement mal connu. L'ouvrage qui contient cet aperçu comble donc une incontestable lacune.

Sous réserve de quelques controverses, l'Australie a été d'abord une colonie anglaise acquise par occupation. Or, on sait que dans les territoires acquis par occupation les premiers colons anglais apportaient avec eux leur droit, c'est-à-dire la *Common law*, tandis que, dans les territoires acquis par cession, comme l'ont été la province de Québec au Canada ou l'Afrique du Sud, le droit antérieur demeurait en principe applicable. C'est en 1788, en effet, que fut fondée la première colonie anglaise d'Australie, les Nouvelles Galles du Sud. Il fut décidé plus tard que toutes les lois en vigueur en Angleterre le 25 juillet 1828, seraient considérées comme automatiquement applicables à cette colonie ainsi qu'à la Tasmanie. En 1851, l'Etat de Victoria se sépara des Nouvelles Galles du Sud et l'Etat de Queensland en 1859. L'Australie du Sud avait été de son côté fondée en 1836 et l'Australie Occidentale en 1826. Le XIX^e siècle devait voir l'Australie acquérir peu à peu, non seulement la qualité de Dominion, mais l'autonomie législative. En 1901, les six colonies étaient fédérées en un Commonwealth. La Constitution réservait alors à chaque Etat le droit criminel ; sans doute quelques lois fédérales sont-elles intervenues en ce qui concerne les infractions contre la Constitution fédérale, l'administration de la justice, la fausse monnaie, mais chacun des six Etats australiens a conservé son droit criminel autonome, bien que la base en soit dans tous les cas la *Common law* anglaise.

Trois Etats ont des Codes pénaux, l'Etat de Queensland depuis 1899, l'Australie Occidentale depuis 1902 (ce Code ayant été révisé en 1813) et l'Etat de Tasmanie, où le Code en vigueur date de 1924. Les trois autres Etats vivent en principe toujours sous le régime de droit non écrit, mais le volume de la législation pénale y est important et pratiquement, c'est par la législation qu'évolue le droit pénal australien. Notons enfin que les trois Codes pénaux cités plus haut ont été considérés, comme vient de l'être le nouveau Code pénal canadien de 1955, comme exhaustifs, c'est-à-dire comme contenant tout le droit criminel applicable dans l'Etat qu'ils régissent ; ce qui signifie qu'il ne peut plus dans ces Etats y avoir de *Common law offences*, c'est-à-dire d'actes déclarés punissables en vertu des principes généraux par décision judiciaire en dehors d'un texte législatif les incriminant.

Nous ne pouvons évidemment suivre ici dans son détail l'ouvrage de MM. Barry et Paton et, si nous avons donné une importance spéciale à la question des sources, c'est surtout parce que cette question est de nature à intéresser les juristes de langue française formés suivant le principe *nulla poena sine lege*. On trouvera très clairement développées toutes ces questions dans l'introduction historique et la description générale des Codes des trois provinces de droit codifié. Les auteurs passent ensuite en revue, à la fois dans les Etats de *Common Law* et dans les Etats de droit codifié les principes généraux de la responsabilité pénale, l'intention criminelle, l'insanité d'esprit, la contrainte et l'état de nécessité, la classification des infractions, la tentative et un certain nombre de points particuliers relatifs, notamment au meurtre, au vol, aux atteintes à l'intégrité corporelle et à quelques autres infractions. Les règles de procédure et notamment celles qui sont relatives à l'administration des preuves en justice, matière dont on sait combien le droit pénal anglais y attache d'importance, sont ensuite examinées et le dernier chapitre est relatif aux peines et au traitement des délinquants. Des indications précises sont données sur l'organisation judiciaire et les voies de recours en matière de décisions imposant des pénalités. La peine capitale a été abolie en Queensland en 1922 et un très fort mouvement abolitionniste existe dans les autres Etats, dont beaucoup ne connaissent plus d'exécution depuis un assez grand nombre d'années. Mais, ici encore, il existe des fluctuations législatives suivant les mouvements de l'opinion publique. Les peines corporelles ne sont pas non plus complètement abolies en Australie. On sait que l'Australie

a mis au point depuis longtemps un système de mesures de sûreté et de sentences indéterminées concernant les délinquants d'habitude. Les débiles mentaux et les délinquants sexuels font aussi l'objet de mesures récentes et la délinquance juvénile a retenu l'attention des législateurs et des réformateurs australiens. Les auteurs nous indiquent chemin faisant un certain nombre des réformes qui sont proposées dans le Commonwealth d'Australie, où la législation pénale est encore en évolution. On peut seulement — et même on doit noter — que cette législation n'est nullement restée insensible au mouvement général de modernisation de la législation criminelle.

M. A.

Hatred, Ridicule or Contempt, A Book of Libel Cases, par Joseph Dean, Constable and Company, Londres, 1954, 262 pages.

La définition de la diffamation, la mise en jeu de la responsabilité civile ou pénale encourue par le diffamateur posent au législateur et au juge des problèmes particulièrement délicats. L'ouvrage de M. Joseph Dean relate un certain nombre de procès qui illustrent les conditions dans lesquelles ces problèmes sont résolus devant les juridictions anglaises. Réservant une assez large place à la transcription des questions et des réponses échangées au cours des « cross-examinations », l'auteur donne un aperçu vivant et parfois pittoresque des débats.

La plus ancienne des affaires présentées par M. Joseph Dean date de 1826 et la plus récente de 1946. Cette dernière concerne l'action intentée par le professeur Harold Laski, à l'époque président de la Commission exécutive du parti travailliste, contre plusieurs journaux anglais, à l'occasion de comptes rendus d'une réunion électorale où il avait présenté la révolution par la violence comme l'ultime recours du prolétariat.

On relève également parmi les procès les plus marquants les deux premières affaires relatées par l'auteur dans les chapitres intitulés : « Salomé et le livre noir » et « Winston Churchill et la bataille de Jutland ». Elles montrent fort bien comment on peut créer un scandale de toutes pièces pour ébranler la confiance de l'opinion dans les institutions d'un pays ou discréditer un homme politique, en l'espèce Winston Churchill.

Signalons aussi l'affaire Wright V. Lord Gladstone, provoquée par les enfants du célèbre homme d'Etat, pour défendre la mémoire de leur père.

Enfin, on ne peut lire sans intérêt la relation de la curieuse affaire que constitue l'action intentée par la princesse Youssouppoff contre la Metro Goldwyn Mayer à l'occasion du film « Raspoutine ».

Dans une courte introduction, l'auteur, qui ne s'adresse pas spécialement à des juristes rappelle quelques notions élémentaires sur les règles applicables en la matière.

On sait que le droit anglais distingue la diffamation écrite « libel » de la diffamation orale « slander ». Sous l'une ou l'autre forme, la diffamation peut donner lieu à une action civile, mais seule la diffamation écrite constitue un délit pénal. La définition du « libel » en droit anglais, met l'accent sur l'atteinte portée à la considération dont jouit la victime. En effet, toute publication exposant quelqu'un « à la haine, au ridicule ou au mépris » constitue un « libel ». Dans la pratique actuelle les poursuites criminelles ne sont admises par les Cours que dans la mesure où le fait diffamatoire est assez grave pour porter atteinte à l'ordre public (« to provoke a breach of peace »). En fait, tous les procès relatés par l'auteur, sauf les deux premiers, sont des procès civils.

L'auteur donne quelques précisions intéressantes sur la procédure applicable à l'action civile. A moins d'un accord des parties, rarement réalisé, pour remettre l'affaire entre les mains d'un juge unique, le procès requiert l'intervention d'un juge civil. Toutefois, il appartient au juge président les débats de décider de la recevabilité de l'action, sous le contrôle de la Cour d'appel et même en dernier ressort de la Chambre des Lords. En effet, le jury ne peut être saisi que si le juge estime que la publication est susceptible de revêtir un sens diffamatoire. En outre, le président joue un rôle qui peut être décisif par le contrôle qu'il exerce sur le déroulement de l'instance et par le « summing up » ou résumé des débats, auquel il procède avant la délibération du jury. Mais c'est à ce dernier que revient la charge de déclarer si en fait la publication présente un caractère diffamatoire à l'égard de la victime et de fixer le montant des dommages-intérêts qui doivent lui être alloués. Il est intéressant de signaler qu'en matière de « libel » l'existence du dommage étant présumée, le jury est souvent conduit à accorder au plaignant une indemnité pour « dommage général », l'octroi d'un « farthing » de dommages-intérêts étant considérée par l'opinion publique comme équivalent à un rejet de la plainte.

Le défendeur a plusieurs moyens à sa disposition auxquels il peut recourir successivement. La preuve de l'exactitude des faits relatés est toujours une cause justificative au civil. Il en est de même au pénal à chaque fois que le prévenu peut invoquer un motif d'intérêt public, pour la publication des faits diffamatoires. Si le défendeur n'est pas en mesure d'apporter cette preuve, il pourra s'efforcer d'établir qu'il s'est simplement livré à un « commentaire loyal sur une matière d'intérêt public ». Enfin, le cas échéant, le défendeur sera en droit de se prévaloir d'une cause d'immunité. En effet, ne peuvent donner lieu à aucune action, les déclarations faites au cours de débats parlementaires ou judiciaires, les comptes rendus loyaux et exacts portant sur ces débats ou sur des réunions publiques. A la suite de procès qui se déroulèrent de 1836 à 1840 et qui entraînèrent un conflit aigu entre la Haute Cour et la Chambre des Communes, l'immunité dont bénéficiaient les débats parlementaires fut étendue aux rapports publiés sur l'ordre du Parlement. Enfin, bénéficient également d'une immunité les déclarations imposées par une obligation morale ou sociale ou un intérêt spécial. L'auteur cite entre autres exemples de ce genre d'immunité, les références données par un employeur.

Les « cas » présentés par l'auteur permettent de se faire une idée concrète des conditions dans lesquelles ces différentes règles sont appliquées. Ils montrent également que l'imagination féconde et malfaisante des diffamateurs ne recule devant aucune invraisemblance, et que même en Angleterre la répression pénale n'est pas toujours armée contre les plus gratuites de leurs inventions. Au contraire, sur le plan civil l'efficacité de l'action paraît mieux assurée. En effet, non seulement l'existence du dommage est présumée, mais la responsabilité de l'auteur de la publication, de l'éditeur, de l'imprimeur, du propriétaire d'un journal peut être retenue sans qu'une faute intentionnelle ou même une négligence grave puisse être mise à leur charge. Cette extension de la responsabilité au delà de la faute intentionnelle a résulté de la décision de la Chambre des Lords dans l'affaire « Artemus Jones », une des espèces les plus célèbres en la matière dont l'auteur relate le déroulement et expose les conséquences. Elle a eu l'inconvénient de faciliter des actions dont les fins étaient purement pécuniaires et qui constituaient parfois simplement un moyen de chantage. Pour y remédier le « Defamatory Act » de 1952 a prévu dans certains cas la possibilité, pour l'auteur d'une publication diffamatoire, d'échapper à toute action par la publication d'une rectification et d'excuses convenables. Toutefois, cette faculté n'est ouverte que dans le cas de diffamation non intentionnelle et à condition qu'aucune faute ne puisse être reprochée à l'auteur de la publication.

Enfin, il faut constater qu'en Angleterre comme en France, le procès est parfois recherché par le diffamateur pour assurer plus de retentissement à ses allégations. Du moins la relative facilité avec laquelle sa responsabilité peut être reconnue, et le montant des dommages-intérêts accordés aux victimes par les juridictions anglaises, risquent de rendre cette forme de publicité particulièrement onéreuse et tendent à en limiter sérieusement l'utilisation.

C. de CRISENOY.

Defenses Penales (Défenses pénales), par Juan del Rosal, t. I, Publications des séminaires de la Faculté de Droit de Valladolid, 1954, 319 pages.

On sait que les maîtres de la science pénale ont à l'étranger, et notamment dans les pays de droit ibérique, la coutume de livrer à la publication, non seulement les études de doctrine auxquelles ils procèdent en qualité de professeurs, mais aussi les travaux de pratique judiciaire qu'ils effectuent à titre d'avocats. Cet usage ne peut qu'être approuvé. Il offre un intérêt considérable du point de vue de l'analyse comparative des législations pénales. Les comparatistes disposent ainsi d'une documentation dans laquelle ils peuvent se pénétrer de l'esprit des lois étrangères par les nuances de leur interprétation. Au delà du droit abstrait des formules légales, ils peuvent découvrir le droit concret des applications judiciaires, et dégager le droit vivant dont la connaissance constitue la fin essentielle des recherches comparatives.

C'est pourquoi la publication entreprise, par M. Juan del Rosal, de ses principales contributions à l'interprétation judiciaire du droit espagnol, notamment des mémoires qu'il a déposés au Tribunal suprême à l'appui des pourvois en cassation qu'il a été chargé de soutenir, doit être accueillie avec faveur. Il n'est pas possible de donner une analyse détaillée de ces dissertations, mais il convient d'attirer l'attention sur leur portée d'ensemble. Elles embrassent des problèmes aussi divers que la tentative et la

grâce, en droit pénal général, l'adultère, l'escroquerie, le faux documentaire, l'homicide, les coups et blessures volontaires, etc... en droit pénal spécial. On retrouve, dans ces travaux utilitaires, les qualités qui font le mérite de l'œuvre théorique du doyen de la Faculté de droit de Valladolid. Sa parfaite connaissance de la loi pénale espagnole et de la science criminelle internationale s'expriment au travers d'un raisonnement rigoureux formé à la méthode du technicisme juridique. L'influence que la dogmatique allemande a exercée sur la pensée de M. Juan del Rosal est utilisée au bénéfice d'une minutieuse dissection juridique des institutions pénales. Et peut-être le principal mérite de son ouvrage est-il de montrer que l'enseignement expérimental se révèle comme le complément nécessaire de l'enseignement scientifique.

J.-B. H.

Nuove considerazioni intorno al delitto di calunnia (Nouvelles considérations sur le délit de calomnie), par Luigi Gullo, avocat, Juris Domus-Cosenza, 1953, 64 pages.

En 1946, l'auteur avait publié un ouvrage consacré au délit de calomnie, dans lequel il analysait le délit prévu par l'article 368 du Code pénal italien et donnait l'état de la doctrine et de la jurisprudence. Or, depuis cette date de nouveaux problèmes sont nés et quelques-uns de ceux que l'auteur avait seulement mentionnés en théorie, se sont réellement posés. C'est pourquoi il a réuni dans ce petit opuscule quelques réflexions destinées à prendre place à côté de ses premiers travaux lors de la prochaine publication de la seconde édition de son livre.

Il est nécessaire de rappeler que l'article 368 du Code pénal italien punit quiconque, par une dénonciation, plainte, requête ou demande même anonyme ou faite sous un faux nom, adressée à une autorité judiciaire, accuse d'une infraction une personne qu'il sait innocente ou bien simule à sa charge les indices d'une infraction, pour apprécier l'intérêt des problèmes examinés par l'auteur dans la présente étude.

Tout d'abord quel est l'effet de l'abrogation du délit objet de l'accusation, eu égard au délit de calomnie ? L'auteur écarte immédiatement deux cas envisagés l'un par M. Pannain, l'autre par M. Maggiore, dans lesquels le délit de calomnie subsiste : celui où des recherches sont nécessaires pour établir que l'amnistie est applicable au délit inculqué, et celui où la cause d'extinction est postérieure à l'accusation, ou à l'acte de poursuite entamé contre l'innocent.

Puis examinant l'ensemble du problème, il analyse les effets découlant de l'abrogation d'une norme qui prévoit une infraction. Il n'y a aucune difficulté et le délit de calomnie cesse d'exister quand la cause d'extinction concerne l'action calomniatrice, mais la question a été discutée quand la norme prévoyant le fait objet de l'accusation est abrogée, postérieurement à l'acte du calomniateur. La doctrine et la jurisprudence s'accordent toutes deux à dire que dans ce cas le délit de calomnie n'existe plus, même si un acte de poursuite a été entamé contre le calomnié et même s'il avait été un instant possible d'infliger une peine inutile et injuste.

Le second problème est celui de savoir quelle est l'autorité de la sentence prononcée à l'égard du calomnié dans le procès contre le calomniateur. L'auteur qui avait déjà amorcé l'étude de ce problème dans son précédent ouvrage, enrichit son étude de l'opinion d'éminents juristes dont MM. Battaglini et Carnelutti, Foschini, Grispigni, Pandolfelli, Velotti pour n'en citer que quelques-uns.

Le troisième problème concerne l'appréciation de la connaissance de l'innocence d'autrui dans l'élément psychologique du délit de calomnie. Cette question a donné lieu à d'importantes études qu'il aurait été intéressant d'examiner en détail. Mais les dimensions réduites de l'ouvrage n'ont pas permis à l'auteur de toutes les exposer : il n'en donne qu'un aperçu net et précis.

Après l'exposé et l'étude de chacun de ces problèmes, l'auteur présente un utile tableau des références d'auteurs et de jurisprudence qui ont servi de base à son travail de synthèse.

S.-E. S.

Il processo delle misure di sicurezza (Le procès des mesures de sûreté), par Giuseppe Guarnieri, Unione Tipografica Editrice, Turin, 1953, 270 pages.

L'évolution du droit pénal a consisté à prendre de plus en plus en considération la personnalité du délinquant. « Le délinquant a cessé d'être le *quiconque* de la loi pour

devenir une réalité bio-psychique qui doit être étudiée en tant que telle». L'élément subjectif de l'infraction a pris de plus en plus d'importance à la suite de l'enseignement de l'école positiviste italienne, des progrès des sciences bio-psychiques et de l'action pénitentiaire visant à réserver un traitement différent à chaque délinquant en fonction de sa personne plus qu'en fonction de son délit.

Mais si cette appréciation de la personnalité du délinquant est importante, quand il s'agit d'établir sa culpabilité, elle l'est davantage quand il faut évaluer son degré de périculosité criminelle, seule ou en plus de sa culpabilité. C'est pour répondre à la double question de la culpabilité et de la périculosité criminelle que le législateur italien a établi le système dualiste de la mesure de sûreté à côté de la peine rétributive. D'autre part il a fallu faire passer cet élément d'analyse de la personnalité du délinquant dans la loi. C'est ce qu'a réalisé l'article 133 du Code pénal italien qui prévoit d'une façon très précise quels sont les critères qui doivent guider le juge dans l'examen de la personnalité bio-psychique du délinquant, afin de lui appliquer la peine la plus adéquate.

Or si le Code pénal s'est fait l'écho de ces préoccupations criminologiques, le Code de procédure pénale n'est pas à l'unisson. La procédure est demeurée traditionnelle, comme si le juge pénal était appelé à s'occuper seulement des faits et non à connaître des personnes. C'est ce que M. Grispianni a pu appeler le boycottage du Code pénal par le Code de procédure pénale. En effet, le législateur ayant donné une tâche précise au juge aurait dû mettre à sa disposition les moyens de procédure nécessaires pour mener à bien sa tâche. La plupart des causes du mauvais fonctionnement de l'organe pénal italien réside dans cette opposition entre but et moyens. L'ouvrage de M. Guarneri met en lumière la situation juridique actuellement en vigueur en Italie et posée par le Code de procédure pénale et il préconise les réformes nécessaires à une meilleure application des principes pénaux.

Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteur analyse le procès des mesures de sûreté tel qu'il est prévu par le Code de procédure pénale, c'est-à-dire les cas où le juge ayant apprécié la personnalité du délinquant, prend à son égard une mesure de sûreté : en d'autres termes les cas où le droit criminel répressif cède la place au droit criminel préventif.

La première question est de savoir comment se présente le procès des mesures de sûreté. Le procès pénal traditionnel fait apparaître une certaine multiplicité qui tient au fait que convergent en lui le procès pénal proprement dit, visant à déterminer la responsabilité pénale du délinquant et à infliger une peine, le procès des mesures de sûreté, qui a pour but de soumettre le délinquant à des mesures de sûreté sur la base de la périculosité dont il a fait preuve et le procès civil qui porte sur les restitutions, l'évaluation des dommages-intérêts, le paiement des amendes. Il est évident que le procès pénal proprement dit et le procès civil ont des points communs, puisque tous les deux ont en quelque sorte un caractère punitif et réparateur. Le procès des mesures de sûreté a au contraire un caractère tout à fait autonome.

L'auteur évoque ensuite les précédents historiques et l'évolution à travers les discussions doctrinales des différentes écoles. Puis il dégage le polymorphisme de ce procès, tel qu'il apparaît dans le Code de procédure pénale de 1931. La procédure italienne distingue trois procès de sûreté qui se différencient selon le juge devant lequel ils se déroulent : il y a le procès de sûreté du juge d'instruction, le procès de sûreté du juge des débats et le procès de sûreté du juge de surveillance.

Le déroulement du procès de sûreté devant chacun de ces juges est différent : le juge d'instruction a un rôle primordial dans la détermination de la périculosité criminelle, puisque c'est lui qui peut ordonner observation et expertise.

Quant au juge des débats, c'est lui qui va déterminer la mesure applicable dans les cas de délinquants d'habitude, professionnelle, par tendance et les cas de périculosité présumée par la loi ou retenue par le juge.

Enfin, le rôle du juge de surveillance est extrêmement important, puisque les mesures de sûreté peuvent être prises tant que dure l'état de périculosité du sujet, donc très souvent dans la phase exécutive.

Ayant fait l'analyse de toutes les formes sous lesquelles peut se présenter le procès de sûreté, l'auteur essaie d'en dégager les principes dominants :

1° Le droit criminel préventif ne procède pas comme le droit criminel répressif par hypothèse de fait, mais par hypothèse de type de sujet auquel se limite l'application abstraite de mesures de sûreté permettant ainsi la rencontre de la spécification subjek-

tive et de la légalité. Les catégories de délinquants déterminées par la science criminologique sont importantes, non seulement dans la détermination de la responsabilité pénale, mais aussi au moment du jugement de périculosité où l'on considère l'homme tout entier avec son passé, son présent, sa constitution physio-psychique, ses tendances, afin de pouvoir déterminer approximativement quelle sera la conduite future du délinquant. Le plus important n'est pas tellement de savoir si celui qu'on juge a commis un délit, mais de savoir si c'est un délinquant. En d'autres termes, on veut savoir si le délit est un événement exceptionnel et fortuit qui ne se reproduira plus, ou bien si c'est une manifestation normale et conforme aux tendances profondes de l'individu. On comprend alors comment il peut y avoir dualisme, le procès pénal ne visant qu'à évaluer le fait, objet de l'imputation et l'appréciation de la personnalité du sujet ne servant qu'à individualiser la peine à appliquer.

2° Le juge de la périculosité est entièrement centré sur l'avenir du délinquant et non tourné vers le passé, comme le juge pénal. Ce caractère fondamental influe sur de nombreuses institutions du procès, en particulier la preuve qui n'est plus destinée à affirmer un fait historiquement advenu, mais à évaluer la qualité d'une personne sous l'aspect de sa périculosité. Ensuite les formes du procès : le procès de sûreté apparaissant plutôt comme inquisitorial.

3° La troisième caractéristique est la différence de nature entre la mesure prise : l'une est proportionnée au délit, l'autre est en rapport avec la périculosité du sujet. D'autre part la mesure de sûreté est susceptible de révision périodique selon que l'individu aura été jugé plus ou moins apte à la vie en milieu libre. Enfin, les modalités d'exécution de la mesure et de la peine, ne sont pas les mêmes puisqu'il existe en matière de mesure de sûreté la « permission » accordée soit pour des motifs graves familiaux et personnels, soit une fois par an (30 jours), soit dans le délai de six mois précédant immédiatement l'échéance de la période minimum de la mesure de sûreté ou du terme fixé par le juge de surveillance pour un nouvel examen de la personnalité. C'est la permission d'essai, excellent moyen de contrôle des résultats obtenus par l'application du dispositif préventif.

Quel est l'avenir des mesures de sûreté ? L'auteur estime que les progrès accomplis dans le domaine du droit pénal et de la procédure pénale, doivent aboutir à la progressive atténuation du dualisme, mesure de sûreté-peine rétributive. Mais malheureusement à l'heure actuelle les mesures de sûreté sont presque totalement négligées par le juge qui en use rarement à l'égard des délinquants les plus dangereux. Pourquoi ? Peut-être en comprend-il mal lui-même la valeur ou bien la difficulté vient-elle de l'ignorance des délinquants, qui s'imaginent que la mesure de sûreté est davantage un effet de la fatalité qu'une mesure plus clémente du juge, plus une disgrâce qu'un acte de justice. Certains n'ont-ils pas été jusqu'à mettre le feu à un établissement en signe de protestation contre le juge de surveillance ?

Il ne faut pas rester sur cette note pessimiste de l'auteur, mais le féliciter de l'exposé clair, méthodique, impartial qu'il présente dans son livre, exposé qui, souhaitons-le, permettra au législateur italien de porter remède aux lacunes du droit pénal.

S.-E. S.

IV. — ENFANCE DÉLINQUANTE

La protection judiciaire de l'enfance en danger, par Anne-Marie Fournié, Les « Textes de droit familial », Ed. Juridiques et techniques, Paris, 1955, 64 pages.

Mlle Anne-Marie Fournié, dont la formation est à la fois juridique et sociale et qui depuis dix ans assure la liaison entre le Service social de l'Enfance (19, rue du Pot de Fer, à Paris) et le Tribunal pour enfants de la Seine, était particulièrement qualifiée pour nous présenter un commentaire de la loi du 24 juillet 1889, loi toujours délicate à étudier en raison du nombre, parfois de l'enchevêtrement des situations juridiques qu'elle prévoit et des multiples procédures en Chambre du conseil qu'elle organise.

Mlle Fournié a entièrement réussi dans son entreprise. Elle nous donne un commentaire dont on ne peut qu'admirer la rigoureuse précision et la clarté. En le rédigeant, elle a voulu venir en aide à tous les praticiens qui doivent intervenir dans les conflits judiciaires opposant l'intérêt de la santé et de l'éducation d'un enfant aux droits de la famille, mais la longue expérience de l'auteur lui permet de dominer parfaitement le

problème, de souligner, à tout instant, l'esprit même qui anime les tribunaux dans l'application de la loi du 24 juillet 1889, de noter les imperfections et les lacunes de notre législation, de noter aussi certaines carences de notre équipement socio-éducatif en faveur des enfants en danger moral.

Nous savons particulièrement gré à Mlle Fournié d'avoir montré toute l'importance de l'institution de la surveillance éducative qui, lorsqu'elle est bien comprise et bien exécutée, permet dans de nombreux cas d'éviter le recours à une procédure de déchéance de puissance paternelle ou de retrait de droit de garde. Dans ce domaine — comme dans d'autres — on ne peut que rendre un hommage particulièrement mérité à l'activité aussi clairvoyante qu'humaine du Service social de la rue du Pot de Fer, dirigé remarquablement par Mlle Gain.

L'étude que nous croyons devoir présenter aux lecteurs de la *Revue de science criminelle* nous révèle combien il serait souhaitable, à notre avis, de prévoir par un texte de loi l'intervention judiciaire aux fins de mesures éducatives dans des situations où la déchéance de la puissance paternelle ne saurait être envisagée et où, par ailleurs, la surveillance éducative se révèle elle-même insuffisante, car elle n'autorise pas un placement d'enfants par voie d'autorité. Autre difficulté lorsqu'il importe d'effectuer, sans délai, le placement même à titre provisoire d'un enfant menacé dans sa santé physique ou morale. Souvent alors, il faut recourir à des « placements administratifs d'office » et Mlle Fournié convient qu'« ils manquent d'un fondement juridique solide et ne sauraient se généraliser, ni avoir de longs effets ».

Il est indiscutable que la loi du 24 juillet 1889 aurait besoin d'être rajeunie et mieux adaptée à nos conceptions actuelles relatives à la protection de l'enfance. Aussi on ne peut, à la suite de Mlle Fournié, que mieux prendre conscience des remarquables efforts effectués par les tribunaux, pour ajuster aux besoins de l'enfance en danger un texte singulièrement dépassé par l'évolution de la pensée dans le domaine social et éducatif. Ces efforts de nos tribunaux et plus particulièrement du Tribunal de la Seine, M. l'Avocat Général à la Cour de Paris, Louis Desangles les a soulignés dans sa préface et a aussi très justement montré, que si l'évolution des institutions juridiques est nécessaire, elle doit d'abord s'inscrire dans la jurisprudence.

Soyons persuadé que de bonnes institutions juridiques et judiciaires dans le domaine de l'enfance en danger représentent un poste essentiel dans la prévention de la délinquance juvénile et de la criminalité.

J. CHAZAL.

Delinquenza giovanile et prevenzione giudiziale (Délinquance juvénile et prévention judiciaire), par Uberto Radaelli, directeur du service de rééducation des mineurs et du service d'études des mineurs du ministère de Grâce et Justice. Quaderni di Iustitia, Ed., Studium, Rome, 1953, 144 pages.

Cet ouvrage, publié sous la direction de l'Union des juristes catholiques, présente une synthèse des principaux problèmes concernant la prévention de la délinquance juvénile : l'auteur estime qu'il faut considérer non seulement les mineurs délinquants au sens juridique du mot, mais tous ceux que la loi anglaise réunit sous le vocable de « in need of care et protection » et leur appliquer les mesures de réadaptation sociale dont ils ont besoin.

C'est dans cet esprit que l'auteur énumère tout d'abord les causes de la délinquance tenant à l'âge évolutif. Analysant la formation de la personnalité de l'enfant, il évalue la part d'influence des éléments familiaux et conclut que la première cause de délinquance juvénile est la carence familiale : privation précoce d'affection maternelle, rapports anormaux entre parents, amour maternel exclusif, absence du père, choc affectif, etc... Mais ces causes inhérentes au milieu ne sont pas seules déterminantes et il existe également des causes somatiques et constitutionnelles. Se ralliant à l'opinion générale des spécialistes des questions de l'enfance, l'auteur estime que la délinquance juvénile est un phénomène complexe bio-psycho-sociologique. Il ajoute d'autre part que l'une des constantes à travers laquelle s'exprime la délinquance juvénile est le sentiment d'insécurité qui peut se traduire chez l'enfant par un syndrome nerveux ou exploser en un acte antisocial.

Peu à peu le législateur a renoncé à la répression pour faire place à la rééducation et à la prévention : si la loi distingue plusieurs types de mineurs susceptibles d'être soumis

à des mesures de rééducation, la pratique démontre que cette classification n'est pas toujours aussi rigide, car un même enfant peut être moralement abandonné et délinquant (au sens juridique du mot). La loi le reconnaît explicitement qui, en matière de mesure de sûreté, se réfère parfois à un mineur d'une certaine catégorie pour lui appliquer les normes applicables à une autre catégorie. Cette reconnaissance législative existe nettement en droit belge et en droit anglais et dans presque toutes les législations des Etats nord-américains.

Posant la question de savoir comment on peut découvrir les symptômes de prédélinquance qui vont permettre l'application de mesures de rééducation et de réadaptation, l'auteur énumère toutes les méthodes d'analyse de la personnalité du sujet, qui sont très répandues en matière de droit des mineurs, tandis qu'elles n'existent pour les adultes qu'au stade embryonnaire.

L'auteur s'attarde sur les expériences anglaises et françaises, puis sur l'organisation italienne des centres d'accueil et d'observation.

L'enfant ayant été soumis à une patiente observation, sera susceptible de se voir appliquer une des mesures dont la gamme est très vaste et qui pourra se cumuler avec une autre. C'est ainsi, par exemple, que la remise de l'enfant à sa famille pourra s'accompagner de l'obligation de fréquenter une école ou un groupement privé.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée au problème des tribunaux et du juge des enfants. Les indications portant sur le système italien sont particulièrement intéressantes. Ce tribunal pour enfants a une compétence pénale très générale limitée seulement par deux exceptions :

1° Les délits de la compétence du préteur, c'est-à-dire pratiquement les contraventions, peuvent être réglés directement par celui-ci.

2° En cas de co-imputabilité avec des majeurs de dix-huit ans, le tribunal pour enfants n'est pas compétent, sauf décision expresse du procureur général de la Cour d'appel.

D'autre part, sa compétence civile est très large, puisqu'il s'occupe de toutes les questions ayant trait aux intérêts de l'enfant, en particulier de l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants naturels reconnus, des déchéances de puissance paternelle, des cas où la conduite des père ou mère peut porter préjudice au mineur, des questions d'adoption et plus particulièrement de la révocation de l'adoption si l'adopté est mineur, de l'homologation et de la révocation des décrets de légitimation, des questions d'émancipation ou d'interdiction de mineurs. Sont au contraire de la compétence du président du tribunal pour les mineurs, les mesures relatives à la correction du mineur dont le père ou le tuteur n'arrive pas à améliorer la conduite. Cette organisation a pour but de protéger les mineurs en leur appliquant les mesures les plus opportunes et les mieux adaptées à leurs intérêts.

Ces questions prennent toute leur importance quand on songe que ces problèmes de droit purement familial ne sont pas d'intérêt privé, mais bien d'intérêt général, puisque le bien de la société future est en grande partie réalisé en germe à travers la tutelle de l'enfant et de l'adolescent d'aujourd'hui, au sein de ce qui est pour lui la société la plus naturelle, c'est-à-dire sa propre famille.

S.-E. S.

Le Gérant : DE PEYRALADE.

Imp. F. BOISSEAU, RUE DU TAUR, 34 - TOULOUSE (FRANCE)
C. O. L. N° 31.2441 - N° d'impression 407-1955
Dépôt légal, 3^e trimestre 1955